

NOTE D'INFORMATION

AUGMENTATION DE CAPITAL PAR APPORT EN NUMÉRAIRE DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES RÉSERVÉE AUX ACTIONNAIRES ACTUELS



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES

Nombre d'actions	:	2.500.000 actions
Prix de l'action	:	300 MAD
Période de souscription	:	du 3 au 22 décembre 2008
Montant de l'opération	:	750.000.000 MAD

Organisme Conseil et Coordinateur global

Organisme centralisateur



VISA DU CONSEIL DÉONTOLOGIQUE DES VALEURS MOBILIÈRES

Conformément aux dispositions de la circulaire du CDVM n°03/04 du 19 novembre 2004, prise en application de l'article 14 du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM) et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété, l'original de la présente note d'information a été visé par le CDVM le 14/11/2008 sous la référence VI/EM/045/2008

Abréviations et définitions

ACP	Agences de Clientèle Patrimoniale
AIMR	Association for Investment Management and Research
ALM	Asset Liability Management
BAM	Bank Al-Maghrib
BCP	Banque Centrale Populaire
Bdt	Bons du trésor
BMCE	Banque Marocaine du Commerce Extérieur
BMCi	Banque Marocaine pour le Commerce et l'Industrie
BNDE	Banque Nationale pour le Développement Economique
CA	Chiffre d'Affaires
CAM	Crédit Agricole du Maroc
CBAO	Compagnie Bancaire d'Afrique Occidentale
CBI	Crédit Bail Immobilier
CD	Certificat de dépôt
CDG	Caisse de Dépôt et de Gestion
CDM	Crédit Du Maroc
CDVM	Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières
CGEM	Confédération Générale des Entreprises du Maroc
CGI	Code Générale des Impôts
CIB	Corporate and Investment Banking
CIC	Crédit Industriel et Commercial
CIH	Crédit Immobilier et Hôtelier
CIMR	Caisse Interprofessionnelle Marocaine de Retraite
CNIA	Compagnie Nord Africaine et Intercontinentale d'Assurances
CNRO	Coût Net du Risque Opérationnel
CRM	Customer Relationship Management
CT	Court Terme
CVAR	Conditional Value At Risk
DAP	Dotations aux amortissements et provisions
DAT	Dépôt à terme
DCF	Discounted Cash Flow
DEA	Diplôme d'Etudes Approfondies
Dh	Dirhams
ECS	Europe Computer Systems
EPG	Espace de Gestion de Patrimoine
ESSEC	Ecole Supérieure des Sciences Economiques et Commerciales
ETIC	Etat des Informations Complémentaires
EUR	Euro
FPCT	Fonds de Placement Collectif en Titrisation
GLT	Global Leaders for Tomorrow
GPBM	Groupeement Professionnel des Banques du Maroc
HB	Hors Bilan
HEC	Hautes Etudes Commerciales
HSBC	Hong Kong and Shanghai Banking Corporation
INDH	Initiative Nationale pour le Développement Humain
IR	Impôt sur le Revenu
IS	Impôt sur les Sociétés
K	Millier
KRI	Key Risk Indicators
LMV	La Marocaine Vie

LT	Long Terme
M	Millions
MAD	Dirham Marocain
Md	Milliards
MLT	Moyen et Long Terme
MRE	Marocains Résidents à l'Etranger
MT	Moyen Terme
OCE	Office de Commercialisation et d'Exportation
ONA	Omnium Nord Africain
OPCR	Organisme de Placement en Capital Risque
OPCVM	Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières
P/B	Price to Book
P/E	Price to Earnings
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PMI	Petites et Moyennes Industries
PNB	Produit Net Bancaire
PRC	Provision pour risques et charges
RCAR	Régime Collectif d'allocation Retraite
RH	Ressources Humaines
RO	Risque Opérationnel
ROA	Return On Assets (résultat net de l'exercice n / total bilan moyen des exercices n, n-1)
ROE	Return On Equity (résultat net de l'exercice n / fonds propres moyens des exercices n, n-1)
S.A	Société Anonyme
SCR	Société Centrale de Réassurance
SF	Société de Financement
SG	Société Générale
SGMA	Société Générale Maroc = Société Générale Marocaine de Banques
SGMB	Société Générale Marocaine de Banques = Société Générale Maroc
SNI	Société Nationale d'Investissement
SP	Surveillance Permanente
TVA	Taxe sur Valeur Ajoutée
US\$	Dollar américain
Var	Variation
Vs	Versus

Sommaire

ABREVIATIONS ET DEFINITIONS	2
AVERTISSEMENT	7
PREAMBULE	8
PARTIE I. ATTESTATIONS ET COORDONNEES	9
I. Le Président du Directoire de Société Générale Maroc	10
II. Les Commissaires aux Comptes de Société Générale Marocaine de Banques	11
III. L'Organisme Conseil Financier	14
IV. Le Conseil Juridique	15
V. Le responsable de l'information et de la communication financière de Société Générale Marocaine de Banques	15
PARTIE II. PRESENTATION DE L'OPERATION	16
I. Cadre de l'opération	17
II. Objectifs de l'opération	17
III. Intentions des actionnaires	17
IV. Montant global de l'opération	18
V. Renseignements relatifs aux titres à émettre	18
VI. Instances ayant fixé les termes de l'offre	19
VII. Eléments d'appréciation du prix	19
VII.a. Méthode des comparables boursiers	19
VII.b. Méthode de l'excès des fonds propres	21
VII.c. Détermination du prix de l'action	22
VII.d. Autres éléments d'appréciation du prix de l'action	23
VIII. Analyse des impacts de l'opération	24
VIII.a. Impact sur les capitaux propres de Société Générale Marocaine de Banques ..	24
VIII.b. Organes d'administration	25
IX. Calendrier indicatif de l'opération	25
X. Modalités de souscription	25
X.a. Période de souscription	25
X.b. Traitement du DPS	25
X.c. Bénéficiaires	25
X.d. Identification des souscripteurs	25
X.e. Ouverture de compte	26
X.f. Modalités de souscription et de traitement	27
X.g. Traitement des rompus	27
X.h. Souscription pour compte de tiers	27
XI. Modalités de centralisation et de versement des souscriptions	28
XI.a. Centralisation des souscriptions	28
XI.b. Versement des souscriptions et inscription en compte	28
XI.c. Publication des résultats de l'opération	28
XII. Fiscalité	28
XII.a. Actionnaires personnes physiques résidentes	28
XII.b. Actionnaires personnes morales résidentes	29
XII.c. Personnes morales résidentes passibles de l'IS	30
XII.d. Personnes morales résidentes passibles de l'IR	30
XII.e. Actionnaires personnes physiques non résidentes	30
XII.f. Actionnaires personnes morales non résidentes	30
XIII. Charges relatives à l'opération	30
PARTIE III. PRESENTATION GENERALE DE SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES	31
I. Renseignements à caractère général	32
II. Renseignements sur le capital de l'émetteur	35
II.a. Renseignements à caractère général	35
II.b. Historique du capital	35
II.c. Structure de l'actionariat	35



II.d.	Renseignements relatifs aux principaux actionnaires	36
II.e.	Pacte d'actionnaires	36
II.f.	Restrictions en matière de négociabilité	37
III.	Marché des titres de SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES	38
III.a.	Programme d'émission de certificats de dépôts	38
IV.	Notation (extraits traduits)	39
IV.a.	Capital Intelligence	39
IV.b.	Fitch Rating	40
V.	Assemblée d'actionnaires	40
V.a.	Mode de convocation	40
V.b.	Conditions d'admission	42
V.c.	Quorum des Assemblées Générales	42
V.d.	Conditions d'exercice des droits de vote	43
VI.	Organes d'administration et de surveillance	43
VII.	Organes de direction	44
VII.a.	Pouvoir des organes de direction	44
VII.b.	Le Directoire	44
VII.c.	CV des principaux dirigeants	46
VIII.	Gouvernement d'entreprise	48
VIII.a.	Rémunération octroyée aux membres des organes d'administration et de direction	48
VIII.b.	Conventions entre SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES et les membres de ses organes d'administration et de direction	48
VIII.c.	Prêts accordés aux membres du Conseil de Surveillance et des organes de direction	48
VIII.d.	Intéressement et participation du personnel	48
VIII.e.	Comités techniques	48

PARTIE IV. ACTIVITÉ DE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES 51

I.	Historique et faits marquants de SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES	52
II.	Appartenance de SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES au groupe Société Générale	53
II.a.	Les réseaux de détail & les services financiers	53
II.b.	La gestion d'actifs, services aux investisseurs	53
II.c.	La Banque de financement & d'investissement	54
II.d.	Relation entre Société Générale de Marocaine de Banques et Société Générale	54
III.	Filiales de SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES	55
III.a.	Organigramme	55
III.b.	Présentation des filiales	55
III.c.	Relations entre SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES et ses filiales	75
III.d.	Flux entre Société Générale Marocaine de Banques et ses filiales	77
IV.	Activité	79
IV.a.	Le secteur d'activité : le secteur bancaire	79
IV.b.	Activité de SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES	90
IV.c.	Evolution des indicateurs	91
V.	Moyens humains	96
VI.	Moyens Informatiques et organisation	97
VII.	Stratégie de développement	98

PARTIE V. SITUATION FINANCIÈRE 100

I.	Présentation des comptes sociaux	101
I.a.	Comptes de produits et charges	101
I.b.	Analyse du bilan	110
II.	Présentation des comptes consolidés	119
II.a.	Périmètre de consolidation des trois derniers exercices	119
II.b.	Compte de produits et charges consolidé	121
II.c.	Analyse du bilan	130

PARTIE VI. PERSPECTIVES 136

I.	Prévisions de développement de Société Générale Marocaine de Banques	137
II.	Etats prévisionnels	137
II.a.	Principales hypothèses	138
II.b.	Les Comptes des Produits et Charges consolidés prévisionnels simplifiés	139
II.c.	Les Bilans consolidés prévisionnels simplifiés	140



PARTIE VII. FACTEURS DE RISQUES.....	142
I. Risques de crédit.....	143
II. Risques de marché.....	145
III. Risque global de taux d'intérêt et de liquidité.....	146
III.a. Le risque global de taux d'intérêt.....	147
III.b. Le risque de liquidité.....	147
IV. Risque opérationnel.....	148
IV.a. Organisation mise en place.....	148
PARTIE VIII. FAITS EXCEPTIONNELS.....	151
PARTIE IX. LITIGES ET AFFAIRES CONTENTIEUSES.....	153
ANNEXES	155
ANNEXE 1 : Données comptables et financières	156
ANNEXE 2 : Bulletin de souscription	223
ANNEXE 3 : Rapports de notation	225

Avertissement

Le visa du CDVM n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération ni authentification des informations présentées. Il a été attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.

L'attention des investisseurs potentiels est attirée sur le fait qu'un investissement en titres de capital comporte des risques et que la valeur de l'investissement est susceptible d'évoluer à la hausse comme à la baisse sous l'influence de facteurs internes ou externes à l'émetteur.

Les dividendes distribués par le passé ne constituent pas une garantie de revenus futurs. Ceux-ci sont fonction des résultats et de la politique de distribution des dividendes de l'émetteur.

La présente note d'information ne s'adresse pas aux personnes dont les lois du lieu de résidence n'autorisent pas la souscription ou l'acquisition de titres de capital, objet de la dite note d'information.

Les personnes en la possession desquelles ladite note viendrait à se trouver, sont invitées à s'informer et à respecter la réglementation dont elles dépendent en matière de participation à ce type d'opération.

L'organisme chargé du placement ne proposera les titres de capital, objet de la présente note d'information, qu'en conformité avec les lois et règlements en vigueur dans tout pays où il fera une telle offre.

Ni le Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM) ni Société Générale Marocaine de Banques n'encourent de responsabilité du fait du non-respect de ces lois ou règlements par les intermédiaires financiers.



Préambule

En application des dispositions de l'article 14 du Dahir portant loi n°1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au CDVM et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété, la présente note d'information porte, notamment, sur l'organisation de l'Emetteur, sa situation financière et l'évolution de son activité, ainsi que sur les caractéristiques et l'objet de l'opération envisagée.

Ladite note d'information a été préparée par Société Générale Marocaine de Banques conformément aux modalités fixées par la circulaire du CDVM n°03/04 du 19/11/04 prise en application des dispositions de l'article précité.

Le contenu de cette note d'information a été établi sur la base d'informations recueillies, sauf mention spécifique, des sources suivantes :

- Les commentaires, les analyses et les statistiques fournies par le management de Société Générale Marocaine de Banques et recueillis lors des diligences effectuées auprès de la société selon les standards de la profession, afin de nous assurer de la sincérité des informations contenues dans la présente note d'information ;
- Les liasses comptables et fiscales de Société Générale Marocaine de Banques pour les exercices clos au 31 décembre 2005, 2006 et 2007 ;
- Les procès verbaux des Assemblées Générales Ordinaires, pour les exercices clos aux 31 décembre 2005, 2006 et 2007 et les assemblées générales ordinaires et extraordinaires pour l'exercice en cours ;
- Les procès verbaux des Conseils d'Administration et rapports de gestion pour les exercices clos aux 31 décembre 2005, 2006 et 2007 ainsi que pour l'exercice en cours ;
- Les rapports des commissaires aux comptes pour les exercices clos aux 31 décembre 2005, 2006 et 2007 relatifs aux comptes sociaux et consolidés.

En application des dispositions de l'article 13 du Dahir portant loi n°1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété, cette note d'information doit être :

- Remise ou adressée sans frais à toute personne dont la souscription est sollicitée, ou qui en fait la demande ;
- Tenue à la disposition du public au siège de Société Générale Marocaine de Banques et dans les établissements chargés de recueillir les souscriptions où elle sera disponible à tout moment ;

	Adresse	Numero de téléphone	Numéro de télécopieur
Société Générale Maroc	55, Bd Abdelmoumen. 20 100 Casablanca	022.43.88.88	022.29.88.09

- Disponible sur le site du CDVM (www.cdvm.gov.ma).





PARTIE I. **Attestations et Coordonnées**



I. Le Président du Directoire de Société Générale Maroc

Dénomination ou raison sociale	Société Générale Marocaine De Banques
Représentant légal	Albert LE DIRAC'H
Fonction	Président du Directoire
Adresse	55, Bd Abdelmoumen. 20 100 Casablanca
Numéro de téléphone	022.43.88.88
Numéro de télécopieur	022.29.88.09
Adresse électronique	Albert.ledirach@socgen.com

Attestation

Le président du Directoire atteste qu'à sa connaissance, les données de la présente note d'information dont il assume la responsabilité, sont conformes à la réalité. Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux actionnaires de Société Générale Maroc pour fonder leur jugement sur l'Opération envisagée. Elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

Albert LEDIRAC'H
Président du Directoire

II. Les Commissaires aux Comptes de Société Générale Marocaine de Banques

Coordonnées des Commissaires aux Comptes

Dénomination ou raison sociale	Fiduciaire de France et du Maroc	FIJUCOMPTA
Représentant légal	Abdelkader BAHRI	Abdelkrim LAHRIZI
Adresse	7, rue Ahmed TOUKI (Ex Labas), Casablanca	23, rue Brahim El Amraoui
Numéro de téléphone	022-22-59-48	022-27-32-15
Numéro de télécopieur	022-22-58-80	022-27-71-14
Date du 1 ^{er} exercice soumis au contrôle	2005	2005
Date d'expiration du mandat actuel	2007	2007

Attestation des commissaires aux comptes relative aux comptes sociaux pour les exercices clos les 31/12/2005, 31/12/2006 et 31/12/2007

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières contenues dans la présente note d'information en effectuant les diligences nécessaires et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Nos diligences ont consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec les états de synthèse audités.

Les états de synthèse sociaux de la Société Générale Marocaine de Banques pour les exercices clos le 31/12/2005, 31/12/2006 et 31/12/2007, ont fait l'objet d'un audit de notre part.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la Profession. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenus dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale ainsi que la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse de l'exercice clos au 31/12/2005 :

Nous certifions que les états de synthèse arrêtés aux 31/12/2005, sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine, de la situation financière de Société Générale Marocaine de Banques ainsi que des résultats de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

Opinion sur les états de synthèse de l'exercice clos au 31/12/2006 et 31/12/2007 :

Nous vous faisons remarquer que la Société Générale Marocaine de Banques a fait l'objet au cours de l'exercice 2006, d'un contrôle fiscal au titre des exercices 2002, 2003, 2004 et 2005 portant sur l'I.S, la T.V.A et l'I.R. La banque a reçu de la part de l'Administration Fiscale la première et la deuxième notification de redressement au titre des exercices contrôlés qu'elle a réfutées. A ce stade, nous ne sommes pas en mesure de déterminer l'issue finale de ce



contrôle fiscal et d'apprécier son impact éventuel sur l'arrêté des comptes aux 31/12/2006 et 31/12/2007.

Sous réserve de ce qui précède, nous certifions que les états de synthèse aux 31/12/2006 et 31/12/2007 sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine, de la situation financière de Société Générale Marocaine de Banques ainsi que des résultats de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

Sur la base des diligences ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations comptables et financières, données dans la présente note d'information, avec les états de synthèse tels que audités par nos soins.

Abdelkader BAHRI
Expert-comptable
Membre de l'ordre

Abdelkrim LAHRIZI
Expert-comptable
Membre de l'ordre



Attestation des commissaires aux comptes relative aux comptes consolidés pour les exercices clos les 31/12/2005, 31/12/2006 et 31/12/2007

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières contenues dans la présente note d'information en effectuant les diligences nécessaires et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Nos diligences ont consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec les états de synthèse consolidés audités.

Les états de synthèse consolidés de Société Générale Marocaine de Banques pour les exercices clos le 31/12/2005, 31/12/2006 et 31/12/2007, ont fait l'objet d'un audit de notre part.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la Profession. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenus dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale ainsi que la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse consolidés de l'exercice clos au 31/12/2005 :

Nous certifions que les états de synthèse consolidés du groupe SGMB arrêtés au 31/12/2005 sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine, de la situation financière consolidée du groupe ainsi que des résultats de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables décrits dans l'état des informations complémentaires consolidés.

Opinion sur les états de synthèse consolidés des exercices clos aux 31/12/2006 et 31/12/2007 :

Nous vous faisons remarquer que la Société Générale Marocaine de Banques a fait l'objet au cours de l'exercice 2006, d'un contrôle fiscal au titre des exercices 2002, 2003, 2004 et 2005 portant sur l'IS, la T.V.A et l'I.R. La Banque a reçu de la part de l'Administration Fiscale la première et la deuxième notification de redressement au titre des exercices contrôlés qu'elle a réfutées. A ce stade, nous ne sommes pas en mesure de déterminer l'issue finale de ce contrôle fiscal et d'apprécier son impact éventuel sur l'arrêté des comptes aux 31 Décembre 2006 et 31 Décembre 2007.

La Marocaine Vie qui a également fait l'objet d'un contrôle fiscal a fait signifier à l'Administration fiscale en date du 29 Mars 2007 qu'elle soumet le litige à la commission locale de taxation en contestant la totalité des chefs de redressements notifiés.

Sous réserve de ce qui précède, nous certifions que les états de synthèse consolidés du Groupe S.G.M.B arrêtés aux 31/12/2006 et 31/12/2007 sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine, de la situation financière consolidée du groupe ainsi que des résultats de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux principes comptables décrits dans l'état des informations complémentaires consolidés.

Sur la base des diligences ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations comptables et financières, données dans la présente note d'information, avec les états de synthèse consolidés tels que audités par nos soins.

Abdelkader BAHRI
Expert-comptable
Membre de l'ordre

Abdelkrim LAHRIZI
Expert-comptable
Membre de l'ordre



III. L'Organisme Conseil Financier

Coordonnées des organismes Conseil

Organisme conseil	Société Générale Marocaine de Banques
Représentant légal	Mehdi BENBACHIR
Fonction	Responsable Département Conseil
Adresse	55, Bd Abdelmoumen Casablanca
Numéro de téléphone	022.43.88.22
Numéro de télécopieur	022.29.88.09
Adresse électronique	mehdi.benbachir@socgen.com

Attestation de l'organisme conseil

La présente note d'information a été préparée par nos soins et sous notre responsabilité. Nous attestons avoir effectué les diligences nécessaires pour nous assurer de la sincérité des informations qu'elle contient.

Ces diligences ont notamment concerné l'analyse de l'environnement économique et financier de Société Générale Marocaine de Banques à travers :

- Les requêtes d'informations et éléments de compréhension recueillis auprès de la Direction Générale de Société Générale Marocaine de Banques ;
- L'analyse des comptes sociaux et consolidés, des rapports d'activité des exercices 2005, 2006 et 2007 ainsi que le rapport et la lecture des procès verbaux des organes de direction et des assemblées d'actionnaires de Société Générale Marocaine de Banques ;
- Les principales caractéristiques du métier des établissements bancaires.

Le département Conseil fait partie de Société Générale Marocaine de Banques. Nous attestons avoir mis en œuvre toutes les mesures nécessaires pour garantir l'objectivité de notre analyse et la qualité de la mission pour laquelle nous avons été mandatés.

Mehdi BENBACHIR

IV. Le Conseil Juridique

Coordonnées du Conseiller Juridique

Dénomination ou raison sociale	CABINET KETTANI
Représentant légal	Mtre. Nadia KETTANI
Adresse	8 rue Lahcen El Basri, Casablanca
Numéro de téléphone	022.43.89.00
Numéro de télécopieur	022.20.59.25
Adresse électronique	k.nadia@kettanilawfirm.com

Attestation du Conseiller Juridique

L'opération, objet de la présente note d'information, est conforme aux dispositions statutaires de Société Générale Marocaine de Banques, et à la législation marocaine en matière de droit des sociétés.

V. Le responsable de l'information et de la communication financière de Société Générale Marocaine de Banques

Pour toute information et communication financières, prière de contacter :

Dénomination ou raison sociale	Société Générale Marocaine de Banques
Responsable de la communication	Fatime Zahra KHLIFATE
Fonction	Secrétariat du Conseil de Surveillance
Adresse	55, Bd Abdelmoumen 20100 Casablanca
Numéro de téléphone	022.43.88.30
Numéro de télécopieur	022.29.88.09
Adresse électronique	fatimazahra.khlifate@socgen.com



PARTIE II. Présentation de l'opération



I. Cadre de l'opération

Le Conseil de Surveillance de Société Générale Marocaine de Banques tenu en date du 13 décembre 2007, sous la présidence de M. Abdelaziz Tazi a décidé de procéder à une augmentation de capital par émission de nouvelles actions en numéraire réservée aux actionnaires actuels de Société Générale Marocaine de Banques.

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de Société Générale Marocaine de Banques, tenue en date du 10 juillet 2008, sur proposition du Conseil de surveillance réuni en date du 06 juin 2008, a approuvé l'augmentation du capital d'un montant de **MAD 750.000.000** (sept cent cinquante millions de dirhams), dont MAD 500.000.000 (cinq cent millions de dirhams) de prime d'émission, par émission d'actions nouvelles à libérer par apport en numéraire.

Cette même Assemblée a délégué les pouvoirs nécessaires au Directoire en vue de mener à bien, en une seule fois en 2008, l'opération d'augmentation de capital en numéraire, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation.

Le Directoire a en conséquence tout pouvoir pour décider et accomplir les actes et formalités nécessaires à cette augmentation de capital, notamment fixer le prix d'émission des actions nouvelles, prendre toutes les mesures pour assurer la souscription de toutes les actions disponibles à titre irréductible et le cas échéant, à titre réductible, recueillir les souscriptions, effectuer et signer la déclaration de souscription et de versement prévue par la loi et procéder aux modifications des statuts en ce qui concerne strictement la présente augmentation de capital.

Un Conseil de Surveillance se tiendra au plus tard en date du 29 décembre 2008 afin d'entériner l'augmentation définitive du capital de Société Générale Marocaine de Banques.

II. Objectifs de l'opération

La présente émission a pour objectif principal d'augmenter les fonds propres de Société Générale Marocaine de Banques afin de se conformer aux exigences réglementaires exigées par Bank Al Maghrib d'une part, et en vue d'accompagner le développement de son réseau et d'accroître sa capacité à distribuer des crédits à la clientèle d'autre part.

III. Intentions des actionnaires

L'ensemble des actionnaires majoritaires actuels de Société Générale Marocaine de Banques s'engage à souscrire à l'augmentation de capital de Société Générale Marocaine de Banques objet de la présente note, à concurrence de leur participation respective dans le capital de la Société.



IV. Montant global de l'opération

Société Générale Marocaine de Banques envisage la mise en œuvre d'une augmentation de capital en numéraire, par émission de 2.500.000 actions nouvelles de 100 dirhams chacune au prix unitaire d'émission de 300 dirhams, soit une prime d'émission unitaire de 200 dirhams. Le montant global de l'opération est de MAD 750.000.000.

V. Renseignements relatifs aux titres à émettre

Nature des titres	Actions de même catégorie
Forme juridique des actions	Les actions objets de la présente opération seront toutes au porteur dématérialisées et inscrites en compte auprès de Maroclear.
Nombre d'actions à céder et à émettre	2 500 000 actions nouvelles
Prix de souscription	MAD 300
Valeur nominale	MAD 100
Prime d'émission	MAD 200
Date de jouissance	1 ^{er} janvier 2009 ¹
Libération des titres	Les actions, objets de la présente opération, sont entièrement libérées et libre de tout engagement.
Négociabilité des titres	Aucune clause statutaire ne restreint la libre négociation des actions composant le capital de Société Générale Marocaine de Banques. Les actions objet de la présente opération sont librement négociables.
Droits rattachés	Toutes les actions bénéficient des mêmes droits tant dans la répartition des bénéfices que dans la répartition du boni de liquidation. Chaque action donne droit à un droit de vote lors de la tenue des assemblées.
Droit préférentiel de souscription	Pour la souscription des actions nouvelles représentatives de l'augmentation de capital, le droit préférentiel de souscription réservé aux actionnaires par l'article 192 de la loi 17-95 tel que modifiée et complétée par la loi 20-05 sera maintenu. Pendant toute la durée de souscription du 3 au 22 décembre 2008, les droits préférentiels de souscription relatifs à la présente opération sont librement négociables. Le droit préférentiel de souscription, tant à titre irréductible que réductible, pourra être exercé pendant ce délai sous peine de déchéance. L'article 189 de la loi 17-95 tel que modifiée et complétée par la loi 20-05, stipule, par ailleurs, que chaque actionnaire pourra s'il le désire renoncer à titre individuel à son droit préférentiel de souscription. Les actions, qui ne seraient pas souscrites à titre irréductible pourront être souscrites, à titre réductible, par tout actionnaire et ce, proportionnellement à ses droits à souscription irréductible et dans la limite des demandes.

¹ Droit aux dividendes qui seront distribués en 2010 au titre de l'exercice 2009.

Les actionnaires qui voudraient user de leur droit préférentiel auront un délai de 20 jours à compter du 3 décembre 2008.

Le prix théorique desdits droits préférentiels de souscription (DPS) est calculé de la manière suivante :

$$DPS = (Valeur\ marchande^2\ de\ l'action\ SGMA - Prix\ de\ souscription - dividendes) \times (nombre\ d'actions\ nouvelles / nombre\ d'actions\ nouvelles + nombre\ d'actions\ anciennes).$$

$$DPS = (341.63 - 300 - 0) \times (2\ 500\ 000 / 2\ 500\ 000 + 18\ 000\ 000)$$

VI. Instances ayant fixé les termes de l'offre

L'Assemblée Générale Extraordinaire, tenue le 10 juillet 2008, a fixé le prix de souscription des actions, objet de la présente augmentation de capital, à 300 dirhams par action, correspondant à une valeur nominale de MAD 100 par action et d'une prime d'émission de MAD 200 par action.

VII. Eléments d'appréciation du prix

VII.a. Méthode des comparables boursiers

VII.a.1. Rappel méthodologique

La méthode des comparables boursiers est une approche analogique, fondée sur une capitalisation des différents paramètres de rentabilité de l'entreprise. Elle consiste à appliquer aux agrégats financiers de la Société, les multiples observés sur un échantillon composé d'entreprises opérant sur le même secteur d'activité et disposant d'une structure d'activité et des fondamentaux semblables à Société Générale Maroc.

VII.a.2. Multiples retenus

Les multiples retenus représentent :

- P/E (Price Earning Ratio) = cours / bénéfice par action
- P/B (Price to Book Ratio) = cours / fonds propres par action
- Multiple de dépôts = cours / dépôts par action
- Multiple de crédits = cours / crédits par action

VII.a.3. Echantillon retenu

L'échantillon de sociétés comparables retenu est composé des banques cotées à la Bourse de Casablanca pour les multiples nationaux et de banques cotées à la bourse de Paris pour les multiples internationaux. Ainsi, l'échantillon retenu est composé de :

- Attijariwafa Bank, BMCE, BMCI, BCP, CDM et CIH pour les banques marocaines
- BNP Paribas, DEXIA, HSBC et Crédit Agricole pour les banques internationales. La valeur Société Générale n'a pas été retenue en raison de la fraude importante dont elle a été victime en 2007 et qui a eu un impact significatif sur ses comptes.

² Valeur obtenue par les méthodes DCF et comparables boursiers dans la présente note d'information



Echantillon Banques Marocaines	Résultat net au 31/12/07 en MMAD	Fonds propres au 31/12/07 en MMAD	Crédits au 31/12/07 en MMAD	Dépôts au 31/12/07 en MMAD	Cours de clôture au 23/10/08 en MAD	Capitalisation boursière au 23/10/08 en MMAD
AWB	2 750	18 156	119 047	151 662	285,7	55 139
BMCE	1 401	9 518	51 827	81 969	270,0	42 863
BHCI	729	4 354	39 604	42 346	950,0	10 162
BCP	652	4 664	13 000	12 336	2 307,0	14 266
CDM	371	2 316	20 547	28 016	791,0	6 595
CIH	1 416	2 484	18 342	13 067	500,0	10 912

Source : Etats financiers des banques

Echantillon Banques Internationales	Résultat net au 31/12/07 en MEUR	Fonds propres au 31/12/07 en MEUR	Crédits au 31/12/07 en MEUR	Dépôts au 31/12/07 en MEUR	Cours de clôture au 23/10/08 en EUR	Capitalisation boursière au 23/10/08 en MEUR
BNP Paribas	8 311	59 393	445 103	346 704	58,7	53 539
DEXIA	2 636	16 394	242 619	126 680	4,2	4 906
HSBC Holding	13 888	91 941,0	666 428,0	744 231,0	10,1	121 890
Crédit Agricole S.A.	4 556	46 474	302 444	387 253	11,7	25 948

Source : Etats financiers des banques

VII.a.4. Synthèse des valorisations par comparables boursiers

Echantillon Banques Marocaines	P/E	P/B	Multiples des crédits	Multiples des dépôts
AWB	20,05x	3,04x	0,46x	0,36x
BMCE	30,59x	4,50x	0,83x	0,52x
BHCI	13,94x	2,33x	0,26x	0,24x
BCP	21,88x	3,06x	1,10x	1,16x
CDM	17,78x	2,85x	0,32x	0,24x
CIH	7,71x	4,39x	0,59x	0,84x
Moyenne	18,66x	3,36x	0,59x	0,56x

Source : Société Générale Marocaine de banques

Echantillon Banques Internationales	P/E	P/B	Multiples des crédits	Multiples des dépôts
BNP Paribas	6,44x	0,90x	0,12x	0,15x
DEXIA	1,86x	0,30x	0,02x	0,04x
HSBC Holding	8,78x	1,33x	0,18x	0,16x
Crédit agricole. SA	5,70x	0,56x	0,09x	0,07x
Moyenne	5,69x	0,77x	0,10x	0,11x

Source : Société Générale Marocaine de banques

Valorisations résultantes

Comparables nationaux	P/E	P/B	Multiples des crédits	Multiples des dépôts
Multiple moyen	18,66x	3,36x	0,59x	0,56x
Agrégats SGMA en MMAD au 31/12/2007	875	4 162	30 415	38 423
Valeur SGMA en MMAD	16 326	13 994	18 046	21 474
Valeur de l'action en MAD	907	777	1 003	1 193

Source : Société Générale Marocaine de banques

Comparables internationaux	P/E	P/B	Multiples des crédits	Multiples des dépôts
Multiple moyen	5,69x	0,77x	0,10x	0,11x
Agrégats SGMA en MMAD au 31/12/2007	875	4 162	30 415	38 423
Valeur SGMA en MMAD	4 982	3 210	3 111	4 072
Valeur de l'action en MAD	277	178	173	226

Source : Société Générale Marocaine de banques

Synthèse des valorisations par comparables boursiers

	Pondération	P/E	P/B	Multiples des crédits	Multiples des dépôts
Multiples locaux	50%	907	777	1 003	1 193
Multiples internationaux	50%	277	178	173	226
Valeur finale par multiple		592	478	588	710

Source : Société Générale Marocaine de banques

La moyenne des différents multiples ressort à **591,77 MAD** l'action.

VII.b. Méthode de l'excès des fonds propres

VII.b.1. Rappel méthodologique

La méthode des « Discounted Cash Flows » n'est pas applicable directement pour un établissement financier, pour lequel la notion d'actif économique et d'endettement n'a pas de sens. L'évaluation s'effectue par la seule approche directe. La méthode d'actualisation de flux généralement utilisée est la méthode d'actualisation des résultats nets après constitution des ratios de solvabilité, connue sous le nom « excès de fonds propres ».

Un établissement financier est contraint de conserver un certain montant de capitaux propres au regard des risques liés au remboursement des prêts accordés. Il existe une contrainte réglementaire de ratio de solvabilité, qui correspond approximativement aux capitaux propres rapportés aux engagements pondérés (montant des prêts accordés pondérés par le risque présenté par chaque client). Le ratio de solvabilité réglementaire minimum pour les établissements financiers, fixé par Bank Al Maghrib, s'établit à 10% en 2008.

La méthode de valorisation revient donc à :

- projeter les résultats nets de l'établissement financier ;
- estimer les engagements, affectés d'un taux de pondération en fonction du degré de risque;
- déterminer le montant de capitaux propres minimum dont l'établissement financier disposera à chaque fin d'exercice au regard du ratio de solvabilité réglementaire.

L'établissement financier mettra en réserve ce dont il a besoin pour constituer ses capitaux propres et distribuera le reliquat. La valeur de l'entreprise selon cette méthode résulte de la somme des résultats théoriquement distribuables actualisés sur une période donnée.

VII.b.2. Plan d'affaires prévisionnel.

La séquence des free cash flows opérationnels sur la période 2008-2011 se présente comme suit :

En millions de dirhams	2008 ^P	2009 ^P	2010 ^P	2011 ^P
Résultat net	928	1 017	1 111	1 214
Taux prévisionnel de distribution de dividendes	30%	30%	30%	30%
Cash Flows opérationnels	278,4	305,0	333,3	364,2

Source : Société Générale Marocaine de Banques

Le plan d'affaires prévisionnel est détaillé dans le volet « Perspectives » de la présente note d'information, Partie VI.

VII.b.3. Calcul du taux d'actualisation

Le coût des fonds propres est calculé de la manière suivante :

$$k_e = r_f + \beta_e \times r_a$$

Où :	r_f	taux sans risque (BDT 10 ans sur le marché secondaire au 24/10/08), soit 4,65%. ³
	β_e	bêta sectoriel sur 5 ans de 1
	r_a	prime de risque Actions, soit 7,03%. ⁴

Le coût des fonds propres ressort à **11,68%**.

VII.b.4. Synthèse des valorisations par « excès de fonds propres »

La valorisation par la méthode DCF est élaborée à partir d'un plan d'affaires prévisionnel sur un horizon de 10 ans, et tenant compte d'un taux de croissance à l'infini de 3%.

Sur la base d'un taux d'actualisation de 11.68% la valeur des fonds propres de Société Générale Marocaine de Banques s'établit à MMAD 4.219,6.

Le prix de l'action selon la méthode de l'excès des fonds propres ressort à **MAD 234,42**.

VII.c. Détermination du prix de l'action

	Pondération	Prix de l'action
Comparables boursiers	30%	591,77
Excès des fonds propres	70%	234,42
Moyenne pondérée		341,63

Source : Société Générale Marocaine de Banques

La méthode de l'excès des fonds propres a été privilégiée dans la détermination de la valeur finale de Société Générale Marocaine de Banques en raison de la pertinence de cette méthode.

Après l'application d'une décote de **12,18%** à la valeur marchande de l'action Société Générale Marocaine de Banques, nous obtenons un prix de l'action relatif à l'augmentation de capital de **MAD 300**.

³ Source BAM

⁴ Source Société Générale Marocaine de Banques



VII.d. Autres éléments d'appréciation du prix de l'action

Sur la base d'un prix de 300 dirhams par action, les multiples de valorisation rapportés aux données financières relatives aux exercices 2008 - 2011P s'établissent comme suit :

En millions de dirhams	2008 ^P	2009 ^P	2010 ^P	2011 ^P
Résultat net	928	1 017	1 111	1 214
Fonds propres	5 819	6 558	7 363	8 244
Crédits	38 018	43 721	50 279	57 821
Dépôts	44 969	51 489	58 955	67 504

En millions de dirhams	2008 ^P	2009 ^P	2010 ^P	2011 ^P
P/E	6,63	6,05	5,54	5,07
P/B	1,06	0,94	0,84	0,75
Multiples des Crédits	0,16	0,14	0,12	0,11
Multiples des Dépôts	0,14	0,12	0,10	0,09

VIII. Analyse des impacts de l'opération

Avertissement : les éléments présentés ci-dessous n'ont pas fait l'objet d'un audit par les commissaires aux comptes. Ils émanent des estimations effectuées par Société Générale Marocaine de Banques sur la base des données comptables communiquées par Société Générale Marocaine de Banques.

VIII.a. Impact sur les capitaux propres de Société Générale Marocaine de Banques

Impact sur les capitaux propres de Société Générale Marocaine de Banques

	Nombre d'actions	Capital social en MMAD	Prime d'émission en MMAD	Fonds propres estimés fin 2008 en MMAD
Situation avant augmentation de capital	18 000 000	1 800		5 069
Impact de l'opération	2 500 000	250	500	750
Situation après augmentation de capital	20 500 000	2 050		5 819

Source : Société Générale Marocaine de Banques

Liste des principaux actionnaires avant et après l'opération

En millions de dirhams	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote
Situation après incorporation de réserves et avant augmentation de capital			
Société Générale France	9 542 770	53.01 %	53.01 %
Groupe DEVECO SOUSS	5 644 800	31.36 %	31.36 %
Divers personnes morales	1 471 030	8.17 %	8.17 %
Divers personnes physiques	1 341 400	7.46 %	7.46 %
TOTAL	18 000 000	100%	100%
Situation après augmentation de capital	(Si tous les actionnaires souscrivent à titre irréductible)		
Société Générale France	10 868 155	53.01 %	53.01 %
Groupe DEVECO SOUSS	6 428 800	31.36 %	31.36 %
Divers personnes morales	1 675 359	8.17 %	8.17 %
Divers personnes physiques	1 527 686	7.46 %	7.46 %
TOTAL	20 500 000	100%	100%

Source : Société Générale Marocaine de Banques

VIII.b. Organes d'administration

La composition des organes d'administration de Société Générale Marocaine de Banques ne connaîtra pas de changement significatif à l'issue de cette opération.

IX. Calendrier indicatif de l'opération

Ordre	Etapes	Au plus tard
1	Obtention du visa du CDVM	14/11/2008
2	Envoi de lettres recommandées avec accusé réception aux actionnaires	17/11/2008
3	Publication de l'annonce relative à l'augmentation de capital	28/11/2008
4	Ouverture de la période de souscriptions / détachement des droits préférentiels de souscription	03/12/2008
5	Clôture de la période de souscription	22/12/2008
6	Tenue de la réunion de l'instance devant ratifier l'augmentation de capital	29/12/2008
7	Publication des résultats de l'augmentation de capital.	09/01/2009

X. Modalités de souscription

X.a. Période de souscription

Les actions, objet de la présente opération pourront être souscrites du 3 au 22 décembre 2008 inclus auprès de l'organisme centralisateur et collecteur des souscriptions.

Les actionnaires actuels de Société Générale Marocaine de Banques pourront s'adresser directement à leur dépositaire pour souscrire à l'opération.

X.b. Traitement du DPS

L'animation du marché du DPS sera assurée par la Direction des Titres de Société Générale Marocaine de Banques qui se chargera d'acheter/vendre, pour le compte des actionnaires, les DPS durant la période de souscription.

X.c. Bénéficiaires

L'augmentation de capital, objet de la présente note d'information, est réservée aux actionnaires actuels de Société Générale Marocaine de Banques.

X.d. Identification des souscripteurs



Le collecteur des souscriptions dans le cadre de cette opération doit s'assurer que le souscripteur détient des titres ou des droits de souscription de Société Générale Marocaine de Banques.

A ce titre, il doit obtenir copie du document qui atteste de cette identification, et la joindre au bulletin de souscription. Les souscripteurs doivent en outre justifier de leur appartenance à l'une des catégories décrites ci-dessous :

Catégorie des souscripteurs	Documents à joindre
Personnes physiques de nationalité marocaine résidentes	Photocopie de la carte d'identité nationale.
Personnes physiques marocaines résidentes à l'étranger	Photocopie de la carte d'identité nationale.
Personnes physiques résidentes et non marocaines	Photocopie de la carte de résident.
Personnes physiques non résidentes et non marocaines	Photocopie du passeport contenant l'identité de la personne ainsi que les dates d'émission et d'échéance du document.
Personnes morales de droit marocain hors OPCVM	Modèle du registre de commerce.
OPCVM de droit marocain	Photocopie de la décision d'agrément : ▪ Pour les FCP, le certificat de dépôt au greffe du tribunal ; ▪ Pour les SICAV, le modèle de l'inscription au registre du commerce.
Personnes morales de droit étranger	Tout document faisant foi dans le pays d'origine et attestant de l'appartenance à la catégorie, ou tout autre moyen jugé acceptable par l'organisme chargé du placement.
Associations marocaines	Photocopie des statuts et photocopie du récépissé du dépôt du dossier.
Enfant mineur	Photocopie de la page du livret de famille attestant de la date de naissance de l'enfant.

Toutes les souscriptions ne respectant pas les conditions d'identification ci-dessus seront frappées de nullité. Les ordres de souscription sont irrévocables après la clôture de la période de souscription.

X.e. Ouverture de compte

Les opérations de souscription, pour les futurs porteurs de droit de souscription, sont enregistrées dans un compte titres et espèces au nom du souscripteur. Les ouvertures de compte pour enfant mineur ne peuvent être réalisées que par le père, la mère, le tuteur ou le représentant légal de l'enfant mineur. Les ouvertures de comptes ne peuvent être réalisées

que par le futur détenteur du compte, il est strictement interdit d'ouvrir un compte par procuration. Une opération de souscription ne peut en aucun cas permettre l'ouverture d'un compte pour le mandant.

X.f. Modalités de souscription et de traitement

Les actions, objet de la présente note d'information, pourront être souscrites auprès de l'établissement centralisateur Société Générale Marocaine de Banques.

Les bulletins de souscription seront signés par le souscripteur ou son mandataire et horodatés par l'organisme collecteur des souscriptions.

Toutes les souscriptions se feront en numéraire, les actions nouvelles seront réservées à titre préférentiel et irréductible aux porteurs d'actions de capital à raison de 5 actions nouvelles pour 36 anciennes.

Par application des dispositions de l'article 189 dernier alinéa de la loi n°17-95 du 30 août 1996 tel que modifiée et complétée par la loi 20-05, la souscription aux actions nouvelles est réservée exclusivement aux actionnaires de la société. Ils auront, en conséquence, un droit de souscription irréductible sur les actions nouvelles à émettre.

Ils auront également un droit de souscription à titre réductible, en vue de la répartition des actions non absorbées par l'exercice du droit de souscription à titre irréductible. Cette répartition s'effectuera au prorata du nombre d'actions anciennes ou droits y afférents possédés par les souscripteurs, dans la limite de leurs demandes et sans attribution de fractions.

Les achats et ventes de droits de souscription pourront être effectués par l'entremise de Société Générale Marocaine de Banques. L'organisme centralisateur ainsi que tout organisme habilité à collecter les souscriptions doivent s'assurer, préalablement à l'acceptation d'une souscription que le souscripteur dispose de la capacité financière d'honorer ses engagements. Ils sont tenus d'accepter les souscriptions de toute personne habilitée à participer à l'opération à condition que ladite personne fournisse les garanties financières nécessaires.

X.g. Traitement des rompus

Les actionnaires de SGMA qui ne détiendraient pas un nombre d'actions multiple de 36 (trente six) devront procéder à l'achat ou à la vente aux conditions du marché du nombre de titres nécessaires avant l'ouverture de la période de souscription et/ou de droits de souscriptions nécessaires durant la période de souscription.

X.h. Souscription pour compte de tiers

Les souscriptions pour compte de tiers sont autorisées mais dans les limites suivantes :

- les souscriptions pour compte de tiers sont acceptées à condition que le souscripteur présente une procuration dûment signée et légalisée par son mandant délimitant exactement le champ d'application de la procuration (procuration sur tous types de mouvements titres et espèces sur le compte, ou procuration spécifique à la souscription à l'opération d'augmentation de capital de Société Générale Marocaine de Banques). Le collecteur des souscriptions est tenu, au cas où il ne disposerait pas déjà d'une copie de la procuration, d'en obtenir une et de la joindre au bulletin de souscription ;
- le mandataire doit préciser les références des comptes titres et espèces du mandant, dans lesquels seront inscrits respectivement les mouvements sur titres ou sur espèces liés aux actions Société Générale Marocaine de Banques, objet de l'opération ;
- les souscriptions pour compte d'enfants mineurs dont l'âge est inférieur ou égal à 18 ans sont autorisées à condition d'être effectuées par le père, la mère, le tuteur ou le représentant légal de l'enfant mineur. Le collecteur des souscriptions est tenu, au cas où il n'en disposerait pas déjà, d'obtenir une copie de la page du livret de famille faisant ressortir la date de naissance de l'enfant mineur en question le cas échéant. En ce cas, les mouvements sont portés soit sur un compte ouvert au nom de l'enfant



mineur, soit sur le compte titres ou espèces ouvert au nom du père, de la mère, du tuteur ou du représentant légal ;

- Dans le cas d'un mandat de gestion de portefeuille, le gestionnaire ne peut souscrire pour le compte du client dont il gère le portefeuille qu'en présentant une procuration dûment signée et légalisée par son mandant. Les sociétés de gestion sont dispensées de présenter ces justificatifs pour les OPCVM qu'elles gèrent.

XI. Modalités de centralisation et de versement des souscriptions

XI.a. Centralisation des souscriptions

En tant que centralisateur de la présente opération, Société Générale Marocaine de Banques recueillera auprès des dépositaires habilités, tous les bulletins de souscription renseignés et liés à l'opération d'augmentation de capital de Société Générale Marocaine de Banques.

XI.b. Versement des souscriptions et inscription en compte

Les versements correspondant aux souscriptions à la présente augmentation de capital devront être réalisés en espèces (par remise de chèques ou par débit du compte bancaire du souscripteur ouvert sur les livres de sa banque) et versés au centralisateur le jour de la clôture de la période de souscription.

Société Générale Marocaine de Banques, organisme centralisateur et collecteur des souscriptions, versera ces montants dans un compte spécial réservé à l'opération objet de la présente note d'information (ce compte sera appelé « Augmentation de capital Société Générale Marocaine de Banques »).

Société Générale Marocaine de Banques est désignée en tant que domiciliataire de l'opération chargée auprès du dépositaire central d'exécuter toutes opérations inhérentes aux titres émis dans le cadre de la présente opération, objet de la présente note d'information.

XI.c. Publication des résultats de l'opération

Les résultats de l'opération de souscription à l'augmentation de capital de Société Générale Marocaine de Banques, seront publiés par l'émetteur au plus tard le 09/01/2009 dans un journal d'annonces légales.

XII. Fiscalité

L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que le régime fiscal marocain est présenté ci-dessous à titre indicatif et ne constitue pas l'exhaustivité des situations fiscales applicables à chaque investisseur.

Ainsi, les personnes physiques ou morales désireuses de participer à la présente opération sont invitées à s'assurer auprès de leur conseiller fiscal, de la fiscalité qui s'applique à leur cas particulier.

Sous réserve de modifications légales ou réglementaires, le régime actuellement en vigueur est le suivant :

XII.a. Actionnaires personnes physiques résidentes

Imposition des profits de cession



Conformément aux dispositions de l'article 73 du code général des impôts (CGI), les profits de cession des actions sont soumis à l'IR au taux de 15%. Pour les actions cotées, l'impôt est retenu à la source et versé au Trésor par l'intermédiaire financier habilité teneur de comptes titres.

Par ailleurs, les profits résultants des cessions d'actions ou parts d'OPCVM, des valeurs mobilières émises par les Fonds de Placement Collectif en Titrisation (FPCT) ainsi que des cessions de titres d'OPCR visés à l'article 6 du CGI, sont soumis au taux libératoire de 20%.

Selon les dispositions de l'article 68 du CGI, sont exonérés de l'impôt :

- les profits ou la fraction des profits sur cession d'actions correspondant au montant des cessions, réalisées au cours d'une année civile, n'excédant pas le seuil de 24 000 Dh ;
- la donation des actions effectuée entre ascendants et descendants, entre époux et entre frères et sœurs.

Le fait générateur de l'impôt est constitué par la réalisation des opérations ci-après :

- la cession, à titre onéreux ou gratuit à l'exclusion de la donation entre ascendants et descendants et entre époux, frères et sœurs ;
- l'échange, considéré comme une double vente sauf en cas de fusion ;
- l'apport en société.

Le profit net de cession est constitué par la différence entre :

- d'une part, le prix de cession diminué, le cas échéant, des frais supportés à l'occasion de cette cession, notamment les frais de courtage et de commission ;
- et d'autre part, le prix d'acquisition majoré, le cas échéant, des frais supportés à l'occasion de ladite acquisition, tels que les frais de courtage et de commission.

Les moins-values subies au cours d'une année sont imputables sur les plus-values des années suivantes jusqu'à l'expiration de la 4ème année qui suit celle de la réalisation des moins-values.

Imposition des dividendes

Les dividendes distribués à des personnes physiques résidentes sont soumis à une retenue à la source de 10%.

XII.b. Actionnaires personnes morales résidentes

Imposition des profits de cession

Les profits nets résultant de la cession, en cours ou en fin d'exploitation, d'actions sont imposables en totalité.

Par dérogation aux dispositions de l'article 161-I du CGI, les personnes morales soumises à l'Impôt sur les Sociétés (IS) qui, procèdent à des cessions de titres de participation bénéficient, pour une période de deux ans allant du 1er janvier 2006 au 31 décembre 2007, d'un abattement appliqué sur le profit net global des cessions, obtenu après imputation des pertes résultant des cessions.

Le taux de l'abattement est de :

- 25% si le délai écoulé entre l'année d'acquisition et l'année de cession est supérieur à 2 ans et inférieur ou égal à 4 ans ;
- 50% si le délai écoulé entre l'année d'acquisition et l'année de cession est supérieur à 4 ans.

Imposition des dividendes

Les dividendes distribués à des personnes physiques résidentes sont soumis à une retenue à la source de 10%.

XII.c. Personnes morales résidentes passibles de l'IS

Les dividendes distribués à des contribuables relevant de l'IS sont soumis à une retenue à la source de 10% libératoire de l'IS. Cependant, les revenus précités ne sont pas soumis audit impôt si la société bénéficiaire fournit à la société distributrice une attestation de propriété des titres comportant son numéro d'imposition à l'IS.

XII.d. Personnes morales résidentes passibles de l'IR

Les dividendes distribués à des personnes morales résidentes passibles de l'IR sont soumis à une retenue à la source au taux de 10%.

XII.e. Actionnaires personnes physiques non résidentes**Imposition des profits de cession**

Les profits de cession d'actions réalisés par des personnes physiques non résidentes sont imposables sous réserve de l'application des dispositions des conventions internationales de non double imposition.

Imposition des dividendes

Les dividendes d'actions sont soumis à une retenue à la source au taux de 10%.

XII.f. Actionnaires personnes morales non résidentes**Imposition des profits de cession**

Les profits de cession d'actions réalisés par des personnes morales non résidentes sont exonérés de l'impôt sur les sociétés. Toutefois, cette exonération ne s'applique pas aux profits résultant de la cession des titres des sociétés à prépondérance immobilière.

Imposition des dividendes

Les dividendes sont soumis à une retenue à la source au taux de 10%.

XIII. Charges relatives à l'opération

Société Générale Marocaine de Banques supportera l'intégralité des frais relatifs à l'opération. Ces derniers se détaillent de la manière suivante :

- les frais de conseil, financier et juridique ;
- les frais de placement ;
- les frais légaux ;
- la commission du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières ;
- les frais de communication.





PARTIE III. Présentation générale de SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES



I. Renseignements à caractère général

Dénomination Sociale	Société Générale Marocaine de Banques
Siège social	55, Bd Abdelmoumen. 20100 Casablanca
Téléphone	022 43 88 88
Fax	022 29 88 09
Site web	www.sgmaroc.com
Forme juridique	Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance, de droit privé marocain régie par la loi N° 17-95 du 30 août 1996 relative aux sociétés anonymes telle que modifiée et complétée par le Dahir n° 1-08-18 du 23 mai 2008 portant promulgation de la loi n° 20-05.
Date de constitution	21 juin 1962
Durée de vie	99 ans
Numéro d'inscription au registre de commerce	28987 - Casablanca
Exercice social	Du 1 ^{er} Janvier au 31 Décembre
Objet social (Article 3 des statuts)	« La Société a pour objet la pratique des opérations de banque, c'est-à-dire, tant pour son compte que pour le compte ou en participation avec des tiers, au Maroc ou à l'étranger, de toutes opérations financières, commerciales, mobilières ou immobilières pouvant intéresser la Banque ou se rattacher directement ou indirectement à son activité, notamment les opérations suivantes dont la liste n'a qu'un caractère énonciatif: 1. Recevoir du public des dépôts de fonds, en compte ou autrement, productifs d'intérêts ou non, remboursables à vue, avec préavis ou à terme ; 2. Ouvrir à toute personne physique ou morale des crédits d'escompte et, en conséquence, escompter tout effet de commerce, lettre de change, billet à ordre, chèque, warrant, effet, bon et valeur émis par le Trésor Public ou par les collectivités publiques ou semi-publiques et assumer toute sorte d'engagement résultant d'opérations industrielles, agricoles, commerciales ou financières ou d'opérations faites par toutes administrations publiques ou semi-publiques, négociier ou réescompter les valeurs ci-dessus, fournir et accepter tout mandat, lettre de change, billet à ordres, chèque, etc ; 3. Faire des avances ou ouvrir des crédits, sous toutes ses formes, en vue du financement d'opérations intéressant l'agriculture, le commerce ou l'industrie, notamment faire des avances mobilisables par escompte, de valeurs émises par les entreprises agricoles, industrielles, commerciales ou financières, marocaines ou étrangères ; 4. Accepter ou effectuer tout paiement et recouvrement de

lettres de changes, billet à ordre, chèque, warrant, coupon d'intérêts ou de dividendes, servir d'intermédiaire pour l'achat ou la vente de toute espèce de fonds publics, action, obligation, part bénéficiaires, etc ;

5. Accepter ou conférer à l'occasion de prêts ou d'emprunts toute affectation hypothécaire, ou toute autre garantie ; Souscrire tout engagement de garanties, caution ou aval ; Opérer toute acquisition, vente immobilière ou mobilière ou tout prise à bail ou location d'immeubles ;
6. Procéder ou participer à l'émission, au placement et à la négociation de tout titre émis par des collectivités publiques ou privées ; Soumissionner tout emprunt de ces collectivités, acquérir ou aliéner tout titre, effet public, action, part, obligation, bon ou effet de toute nature de ces collectivités ; Recevoir en dépôts tout titre, valeur et bien quelconque ;
7. Se procurer les fonds nécessaires à la réalisation de ses opérations, en plus des capitaux déposés par sa clientèle, au moyen de l'émission de billets à ordre ou de bons à court, moyen ou long terme et au moyen du réescompte des avances qui pourra lui être accordé à cet effet par tous les établissements publics ou privés ;
8. Effectuer toute opération de location assortie d'une option d'achat, notamment le crédit-bail mobilier ou immobilier ;
9. Effectuer toute opération de vente avec faculté de rachat ou vente à réméré d'effets et de valeurs mobilières ;
10. Effectuer toute opération d'affacturage ;
11. Effectuer toute opération de change ;
12. Effectuer toute opération sur l'or, les métaux précieux, les pièces de monnaies et toute matière première ;
13. Réaliser les opérations de placement, de souscription, d'achat, de gestion, de garde ou de vente de valeurs mobilières ou de tout produit financier ;
14. Fournir du conseil et de l'assistance en matière de gestion de patrimoine ;
15. Fournir du conseil ou de l'assistance en matière de gestion financière, d'ingénierie financière, de traitement de l'information et, d'une manière générale, tous les services destinés à faciliter la création et le développement des entreprises, le tout sous réserve des dispositions légales relatives à l'exercice de certaines professions ;
16. Agir directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers, en association ou en participation avec toute autre personne physique ou morale et réaliser, directement ou indirectement, au Maroc ou à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, les opérations entrant dans son objet ;
17. Créer au Maroc ou à l'étranger toute succursale, filiale et tout autre établissement de quelle que forme qu'il soit ; Prendre sous toutes ses formes, tout intérêt ou participation dans toute société, groupement ou entreprise, marocaine ou étrangère ;

	18. De manière générale, elle peut entreprendre toute opération commerciale, industrielle ou financière, mobilière ou immobilière, pouvant se rapporter directement ou indirectement à son objet social ou de nature à en faciliter la réalisation. »
Capital social (au 31/10/2008)	MAD 1.800.000.000 composé de 18.000.000 actions d'une valeur nominale de MAD 100.
Documents juridiques	Tous les documents juridiques relatifs à SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES peuvent être consultés au siège social de la Banque, notamment : ▪ Le Registre de commerce ▪ Les rapports des commissaires aux comptes ▪ Les publications financières
Liste des textes législatifs applicables	De par sa forme juridique, SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES est régie par le droit marocain et la loi n° 17-95 du 30 août 1996 relative aux sociétés anonymes telle que modifiée et complétée par le Dahir N° n°1-08-18 du 23 mai 2008 portant promulgation de la Loi n°20-05. De par son activité, SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES est régie par : ▪ Le Dahir n° 1-05-178 du 15 moharrem 1427 (14 février 2006) portant promulgation de la loi n° 34-03 relatif à l'exercice de l'activité des établissements de crédit et organismes assimilés ; ▪ Le Dahir n° 1-04-21 du 21 avril 2004 portant promulgation de la loi n° 26-03 relative aux offres publiques sur le marché boursier ; ▪ Le Dahir n° 1-95-03 du 26 janvier 1995 portant promulgation de la loi n° 35-94 relative à certains titres de créances négociables. ▪ Le Dahir N° 1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne modifié et complété par la loi 23-01, la loi 36-05 et la loi 44-06 ▪ Le règlement général du CDVM approuvé par arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 822-08 du 7 Rabii II 1429 (14 Avril 2008) ▪ La loi bancaire promulguée par le dahir n° 1-05-178 du 14/02/2006
Régime fiscal	La Banque est régie par la législation commerciale et fiscale de droit commun. Elle est ainsi assujettie à l'Impôt sur les Sociétés au taux de 37%. Le taux de la TVA applicable aux opérations de Banque est de 10%.
Tribunal compétent en cas de litige	Tribunal de commerce de Casablanca

II. Renseignements sur le capital de l'émetteur

II.a. Renseignements à caractère général

Au 30/08/2008, SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES était dotée d'un capital social de MAD 1.560.000.000, composé de 15.600.000 titres d'une valeur nominale de MAD 100, entièrement libéré.

Le 24/09/2008, le Directoire a constaté la réalisation définitive d'une augmentation de capital de MAD 1.560.000.000 à MAD 1.800.000.000 par voie d'incorporation du compte « autres réserves » à concurrence de MAD 240.000.000.

Cette augmentation a été réalisée par la création de 2.400.000 actions nouvelles d'un montant nominal de MAD 100 attribuées gratuitement aux actionnaires à raison de deux actions nouvelles pour treize anciennes.

Au 30/09/2008, le capital de la Société Générale Marocaine de Banque est fixé à la somme de MAD 1.800.000.000 divisé en 18.000.000 actions de 100 dirhams chacune.

Cette augmentation de capital par incorporation de réserve sera suivie d'une augmentation de capital par apport en numéraire de MAD 750.000.000 (dont MAD 500.000.000 en prime d'émission), telles que validées par l'AGE du 10 juillet 2008. Ces deux opérations devraient porter le capital social de la Banque à MAD 2.050.000.000.

II.b. Historique du capital

Au cours des cinq dernières années, le capital de SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES a fait l'objet de deux augmentations de capital.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 avril 2007 a décidé l'incorporation de MAD 390.000.000 de réserves accompagnée de l'attribution de 3.900.000 actions gratuites, d'une valeur nominale de MAD 100. Cette opération a porté le capital social de la Banque de MAD 1.170.000.000 à MAD 1.560.000.000. Le nombre d'actions en circulation est ainsi passé de 11.700.000 actions à 15.600.000 actions.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 10 juillet 2008 a décidé l'incorporation de MAD 240.000.000 de réserves accompagnée de l'attribution de 2.400.000 actions gratuites, d'une valeur nominale de MAD 100. Cette opération a porté le capital social de la Banque de MAD 1.560.000.000 au niveau actuel de MAD 1.800.000.000. Le nombre d'actions en circulation est ainsi passé de 15.600.000 actions à 18.000.000 actions.

Capital avant opération	Opération sur le capital			Capital après opération	Nombre d'actions final
	Nature	Nombre d'actions gratuites attribuées	Montant incorporé		
1 170 000 000	Augmentation de capital par incorporation de réserves	3 900 000	390 000 000	1 560 000 000	15 600 000
1 560 000 000	Augmentation de capital par incorporation de réserves	2 400 000	240 000 000	1 800 000 000	18 000 000

II.c. Structure de l'actionnariat

Le capital de SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES s'établit à MAD 1.560.000.000 depuis le 27 avril 2007, composé de 15.600.000 actions d'une valeur nominale de MAD 100. Au 30



septembre 2008, l'actionnariat de SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES se présente comme suit :

Actionnaire	Nombre d'actions détenues	% du capital	% des droits de vote
Société Générale France	9 542 770	53.01 %	53.01 %
Groupe DEVECO SOUSS	5 644 800	31.36 %	31.36 %
Divers actionnaires	2 812 430	15.64 %	15.64 %
TOTAL	18 000 000	100 %	100 %

Source : SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES

II.d. Renseignements relatifs aux principaux actionnaires

Société Générale Marocaine de Banques est principalement détenue par la Banque Française Société Générale et par la Holding familiale DEVECO SOUSS. Ces deux entités se caractérisent par les éléments suivants :

Société Générale France	
Activité	L'activité du Groupe Société Générale se concentre autour de trois grands métiers : ▪ Les Réseaux de détail & les Services financiers ▪ Les Gestions d'actifs, Services aux investisseurs. ▪ La Banque de financement & d'investissement
PNB au 31/12/2007	21 923 MEUR
Résultat Net part du groupe au 31/12/2007	947 MEUR
Capitaux propres (part du Groupe) au 31/12/2007	27,2 MdrsEUR
Actionnariat au 31/12/2007	▪ 7,17% plan d'actionnariat Groupe ▪ 10,23% Actionnaires >1% ▪ 4,57% Auto détention ▪ 1,93% Autocontrôle ▪ 76,10% flottant

Source : SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES

Groupe DEVECO SOUSS	
Activité	Holding
Chiffre d'affaires au 31/12/2007	MAD 0
Résultat Net au 31/12/2007	MMAD 184
Capitaux Propres au 31/12/2007	MMAD 494
Actionnariat au 31/12/2007	▪ 89% : M. Ahmed OUNEJJAR MZALI ▪ 10% : Mme. Laila OUNEJJAR MZALI ▪ 1% : autres

Source : SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES

II.e. Pacte d'actionnaires

Il n'existe pas de pacte d'actionnaires liant les actionnaires de Société Générale Marocaine de Banques.

II.f. Restrictions en matière de négociabilité

L'article 12 des Statuts de SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES stipule en matière de négociabilité de titres que : « (...) Sont soumises à agrément du Conseil de Surveillance, statuant à la majorité, les cessions d'actions à toute personne morale ou physique considérée comme des tiers étrangers à la société et ne faisant pas l'objet de la cession libre prévue dans les statuts au profit :

- des actionnaires ;
- d'un conjoint parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclus, ainsi qu'en cas de succession ;
- d'une personne nommée membre du conseil de surveillance, dans la limite du nombre d'actions nécessaires à l'exercice de ses fonctions ;
- d'une personne morale détenant le contrôle de l'actionnaire cédant ou contrôlée par ce dernier au sens des dispositions de l'article 144 de la loi n° 17-95 relative aux sociétés anonymes telle que modifiée et complétée par la loi n° 20-05

La demande d'agrément du cessionnaire est notifiée au Président du Conseil de Surveillance par lettre recommandée avec accusé de réception, indiquant les noms, prénom et adresse du cessionnaire, le nombre d'actions dont la cession est envisagée ainsi que le prix offert et les conditions de la cession projetée.

L'agrément résulte soit d'une notification adressée au cédant par le Président du Conseil de Surveillance, soit du défaut de réponse dans le délai de trois (3) mois à compter de la réception de la demande.

Si le Conseil de surveillance n'agrée pas le cessionnaire proposé, le Président du Conseil de Surveillance doit notifier par écrit avec accusé de réception le cédant de ce refus.

Dans le cas où le Conseil de Surveillance n'agrée pas le cessionnaire proposé, et que le cédant ne renonce pas à son projet de cession, le Directoire est tenu, dans le délai de trois (3) mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les actions, soit par des actionnaires ou par des tiers agréés par le Conseil de Surveillance, soit, avec le consentement du cédant, par la Société en vue d'une réduction du capital.

Ce délai peut être prorogé une seule fois et pour une même durée à la demande de la Société par ordonnance du Président du Tribunal, statuant en référé.

Le prix des actions est, à défaut d'accord, déterminé par expert désigné par les parties ou, à défaut d'accord entre elles, par le Président du Tribunal statuant en référé.

Si, à l'expiration du délai légal, l'acquisition n'est pas réalisée, l'agrément sera considéré comme donné. »



III. Marché des titres de SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES

III.a. Programme d'émission de certificats de dépôts

En 2007, SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES a lancé le programme d'émission de certificats de dépôts dont le plafond s'élève aujourd'hui à MAD 8.000.000.000.

Caractéristiques du programme	
Nature	Certificats de dépôts
Montant du programme	MAD 8.000.000.000
Montant de l'encours au 30/06/2008	MAD 5 118 900 000
Valeur nominale des titres	MAD 100.000

Dans le cadre de ce programme d'émission, les diverses émissions de titres se sont établies selon les caractéristiques suivantes :

Nombre de titres émis	Jouissance	Date d'échéance	Maturité	Taux
4 000	30/04/2007	30/04/2010	3ans	3,55
150	30/04/2007	30/04/2012	5ans	3,76
5 115	30/04/2007	30/04/2014	7ans	4,01
670	21/06/2007	20/06/2008	52 semaines	3,65
2 800	24/07/2007	23/01/2008	26 semaines	3,55
1 500	07/08/2007	05/02/2008	26 semaines	3,55
500	30/08/2007	28/02/2008	26 semaines	3,55
1 640	10/09/2007	09/09/2008	52 semaines	3,75
1 100	17/09/2007	16/09/2008	52 semaines	3,75
1 610	27/09/2007	26/09/2008	52 semaines	3,75
2 200	16/10/2007	15/01/2008	13 semaines	3,7
2 700	16/10/2007	15/04/2008	26 semaines	3,8
2 050	16/10/2007	14/10/2008	52 semaines	3,9
500	23/10/2007	21/10/2008	52 semaines	3,9
135	23/10/2007	23/10/2009	2 ans	4,05
60	05/12/2007	05/12/2010	3 ans	4,3
140	05/12/2007	05/12/2012	5 ans	4,6
5 000	25/12/2007	24/06/2008	26 semaines	4,05
2 000	26/12/2007	25/06/2008	26 semaines	3,95
1 400	28/12/2007	28/03/2008	13 semaines	3,95

A ce jour, Société Générale Marocaine de Banques n'a jamais émis d'emprunts obligataires.

IV. Notation (extraits traduits⁵)

Les rapports de notation sont annexés à la présente note d'information.

IV.a. Capital Intelligence

En Décembre 2007, Capital Intelligence a émis un rapport de notation dont les éléments suivants sont extraits :

« SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES a un bon réseau bancaire qui se renforce sur le marché marocain. La Banque a pu, pendant longtemps, générer de bonnes marges malgré une compétition croissante et des taux d'intérêts en baisse. Le faible coût des fonds de SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES, accompagnés des rendements importants des actifs générant des intérêts, ont fait ressortir le différentiel de taux d'intérêts le plus important du secteur malgré le resserrement des taux ces dernières années. Les prêts non performants ont vu leur valeur et leur part par rapport aux créances diminuer en 2006. Leur part reste importante, mais devrait diminuer au cours des deux prochaines années. Les provisions se sont améliorées et sont à des niveaux adéquats. Dans un secteur bancaire qui offre une bonne liquidité, la disponibilité des liquidités de SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES est plus que confortable, notamment lorsqu'on prend en compte l'apport de Société Générale France, l'actionnaire majoritaire. La capitalisation se situe à un niveau adéquat ; le capital libéré s'est nettement amélioré. Les résultats au 3^{ème} Trimestre 2007 ont été très bons et une hausse remarquable des revenus est attendue pour l'année. En raison de l'amélioration de la plupart des éléments financiers, de son positionnement sur le marché ainsi que de son actionnariat solide, la notation portant sur les devises étrangères de SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES est revalorisée à BBB-. La notation court terme est aussi améliorée à A3. Les deux notations atteignent le plafond dicté par la notation attribuée au Maroc. A l'avenir, CI s'attend à une progression dans la notation relative à la solidité financière de SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES tant que les efforts d'amélioration sont maintenus. »

Interprétation de la notation attribuée⁶:

BBB : Fondamentalement sain, de légères faiblesses des facteurs financiers ou autres pourraient être remédiées assez facilement. Pourrait être limité par un environnement opérationnel instable.

A : Forts fondamentaux financiers et considérations non financières très favorables. L'environnement opérationnel peut être instable mais la position de l'institution sur le marché et / ou sa force financière compense largement cette faiblesse

3 : La probabilité de support est haute. La capacité et la volonté d'un support externe rapide et suffisant sont élevées.

⁵ Traduction réalisée par Société Générale Marocaine de Banques.

⁶ Traduction réalisée par Société Générale Marocaine de Banques



IV.b. Fitch Rating

Fitch Rating a émis en décembre 2007 un rapport de notation « Support 2 » dont les éléments suivants sont extraits :

« La notation reflète la forte probabilité de support provenant de son actionnaire principal, Société Générale France (SG, notée 'AA'/'F1+'), en cas de besoin.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES poursuit son ambition d'étendre son réseau (20 succursales par an pour atteindre un total de 300 succursales en 2010) dans le but de capturer un marché croissant auprès des PME et des individus fortunés, tout en consolidant son portefeuille des grandes entreprises.

La performance de SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES était bonne en 2006 et jusqu'à mi-2007, avec un résultat opérationnel qui croît de 23% et 28% respectivement (...) Les provisions baissent depuis 2006 résultant d'une gestion du risque de crédit plus efficace et un environnement économique favorable.

Malgré une nette amélioration, la qualité des actifs de SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES reste faible et inférieure à celle des actifs des autres banques. Malgré une détérioration de la qualité des crédits, le taux de sinistralité s'est amélioré pour atteindre 11% à la mi-2007 grâce à une croissance des crédits de 10%. (...)

Le financement est assuré par une large base de dépôts de la clientèle. Depuis 2007, la Banque à recours à une source de financement alternative basée sur l'émission de certificats de dépôts pour un montant de MdMAD 3 (qui devrait être ramené à MdMAD 5 en 2008), ce qui devrait améliorer la liquidité de la Banque. Le risque de liquidité est largement mitigé par une ligne de crédit de MdMAD 1 auprès de la SG, en plus d'un montant confortable de dépôts et de MdMAD 1,4 de Bons du Trésor qui peuvent être rachetés par la Banque centrale. Le risque marché est limité.

Le ratio de solvabilité de SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES a reculé à 8,1% à la mi-2007, contre 11,8% à la mi-2006, largement représentatif de l'implantation de la méthode standard sous Bâle II. Une augmentation de capital, des émissions Tier 2 et une politique de distribution de dividendes plus conservatrice sont envisagées dans le court terme pour améliorer les fonds propres de la Banque. »

Interprétation de la notation attribuée⁷:

Support 2 : Une banque pour laquelle il y a forte probabilité de support externe. Le fournisseur potentiel du support a lui-même un très bon rating et une forte inclination à fournir un support à la banque en question. Cette probabilité de support indique un rating long terme plancher de BBB- au minimum.

V. Assemblée d'actionnaires

Les modes de convocation, les conditions d'admission, les quorums et les conditions d'exercice des droits de vote des Assemblées Générales Ordinaires et Extraordinaires de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES sont conformes à la loi n° 17-95 relative aux sociétés anonymes telle que modifiée et complétée par la loi n° 20-05 et au dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993 relative au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières et aux informations exigées des personnes faisant appel public à l'épargne.

V.a. Mode de convocation

⁷ Traduction réalisée par Société Générale Marocaine de Banques



L'article 17 des Statuts de SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES stipule en matière d'Assemblée des actionnaires que : « l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires est convoquée par le Conseil de Surveillance. (...) La convocation est faite, trente (30) jours au moins avant la réunion de l'Assemblée des actionnaires, par un avis inséré dans un journal figurant dans la liste fixée par application de la loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993 relative au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières et aux informations exigées des personnes faisant appel public à l'épargne (...) »

V.b. Conditions d'admission

L'article 19 des Statuts de SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES prévoit que « l'Assemblée Générale (Extraordinaire, Ordinaire annuelle ou convoquée extraordinairement) se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre de leurs actions. (...) Les propriétaires d'actions nominatives peuvent assister à l'Assemblée sur simple justification de leur identité, à la condition d'être inscrits sur les registres sociaux cinq jours au moins avant l'Assemblée.

Nul ne peut représenter un actionnaire s'il n'est pas lui-même actionnaire. Toutefois, en plus de pouvoir se faire représenter par un autre actionnaire justifiant d'un mandat, tout actionnaire peut aussi se faire représenter par son conjoint, un ascendant ou descendant.

Le mandat est donné pour une seule Assemblée d'actionnaires. Toutefois, il peut être donné pour deux assemblées, l'une ordinaire, l'autre extraordinaire, tenues le même jour ou dans un délai de quinze jours.

Les représentants légaux d'actionnaires juridiquement incapables et les personnes physiques représentant des personnes morales actionnaires prennent part aux assemblées qu'ils soient ou non personnellement actionnaires.

Pour toute procuration d'un actionnaire adressé à la société sans indication de mandataire, le président de l'assemblée émet un vote favorable à l'adoption des projets de résolutions présentés par le conseil de surveillance et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolution.

Pour émettre tout autre vote, l'actionnaire doit faire choix d'un mandataire qui accepte de voter dans le sens qu'il lui indique.»

V.c. Quorum des Assemblées Générales

L'article 19 des statuts de SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES stipule que « L'Assemblée Générale se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre de leurs actions. Tout actionnaire a le droit d'assister aux Assemblées Générales et de participer aux délibérations, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur simple justification de son identité et à la condition d'une inscription de ses actions au registre des actions nominatives tenu par la Société, cinq jours au moins avant la réunion de l'assemblée »

V.c.1. Assemblée Générale Ordinaire

L'article 22 des Statuts de SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES stipule que « L'Assemblée Générale Ordinaire ne délibère valablement, sur première convocation, que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote. Si elle ne réunit pas ce quorum, une nouvelle assemblée est réunie sur une deuxième convocation, auquel cas aucun quorum n'est requis et elle délibère valablement, quelle que soit la portion de capital représentée. Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés»

V.c.2. Assemblée Générale Extraordinaire

L'article 23 des Statuts de SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES stipule que « L'Assemblée Générale Extraordinaire n'est régulièrement constituée et ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation la moitié et, sur deuxième convocation, le quart des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée et se tenir valablement avec la présence ou la représentation d'un nombre d'actionnaires représentant le quart au moins du capital social. Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés. »



V.d. Conditions d'exercice des droits de vote

Les conditions d'exercice du droit de vote des Assemblées Générales Ordinaires et Extraordinaires de SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES sont conformes à la loi n° 17-95 relative aux sociétés anonymes telle que modifiée et complétée par la loi n° 20-05.

VI. Organes d'administration et de surveillance

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES est une Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance.

Au 31/12/2007, le Conseil de Surveillance se compose des membres suivants :

Statut	Prénoms, Noms	Date de 1 ^{ère} nomination ⁸	Date de fin du mandat en cours
Président	Abdelaziz TAZI	28 mai 2003	Juin 2009
Vice-président	Jean-Paul DELACOUR	28 mai 2003	Juin 2009
Vice-président d'honneur co-fondateur	Edouard De CAZALET	28 mai 2003	Juin 2009
Membres	Marc VIENOT	28 mai 2003	Juin 2009
	Ahmed M'ZALI	28 mai 2003	Juin 2009
	Didier ALIX	28 mai 2003	Juin 2009
	Mohamed Ben Thami TAZI	28 mai 2003	Juin 2009
	Abdellatif HAKAM	28 mai 2003	Juin 2009
	Mohamed MEKOUAR	28 mai 2003	Juin 2009
	Jean François SAMMARCELLI	25 juin 2008	Juin 2014
	Jean-Louis MATTEI	28 mai 2003	Juin 2009
	Gérard FLEURY	25 juin 2008	Juin 2014
	Abdeljalil CHRAIBI	28 mai 2003	Juin 2009
Secrétaire du conseil	Fatima Zahra KHLIFATE	28 mai 2003	Juin 2009

Tous les membres du Conseil de Surveillance, hormis Messieurs J.F. SAMMARCELLI et G. FLEURY, ont été mandatés le 28 mai 2003 suite au changement de statut de la Banque. Ces mandats ont une durée de 6 ans.

Messieurs J.F. SAMMARCELLI et G. FLEURY ont été mandatés le 25 juin 2008 pour une durée de six ans.

Toutes les personnes qui siègent au conseil de surveillance ont le titre de membre du conseil de surveillance excepté Edouard De CAZALET qui y assiste à titre honorifique.

La rémunération totale du Conseil de Surveillance de SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES s'établit à l'issue de l'exercice 2007 à MMAD 7 bruts.

⁸ Date de 1^{ère} nomination : 28 mai 2003, date de mise en place du conseil de surveillance

Le Conseil de Surveillance peut s'adjoindre de tiers conseillers actionnaires ou non et peut, en outre, constituer en son sein et avec les concours de ces conseillers, des comités techniques chargés d'étudier les questions qu'il leur soumet pour avis.

Les conseillers suivants collaborent avec le Conseil de Surveillance

Conseillers	Brahim ZNIBER
	André LAFON
	Moulay Mahfoud AGOUZZAL
Secrétaire du Conseil	Fatime Zahra KHLIFATE

La rémunération de chacun des conseillers du conseil de surveillance est de MAD 200 000 bruts annuellement.

VII. Organes de direction

VII.a. Pouvoir des organes de direction

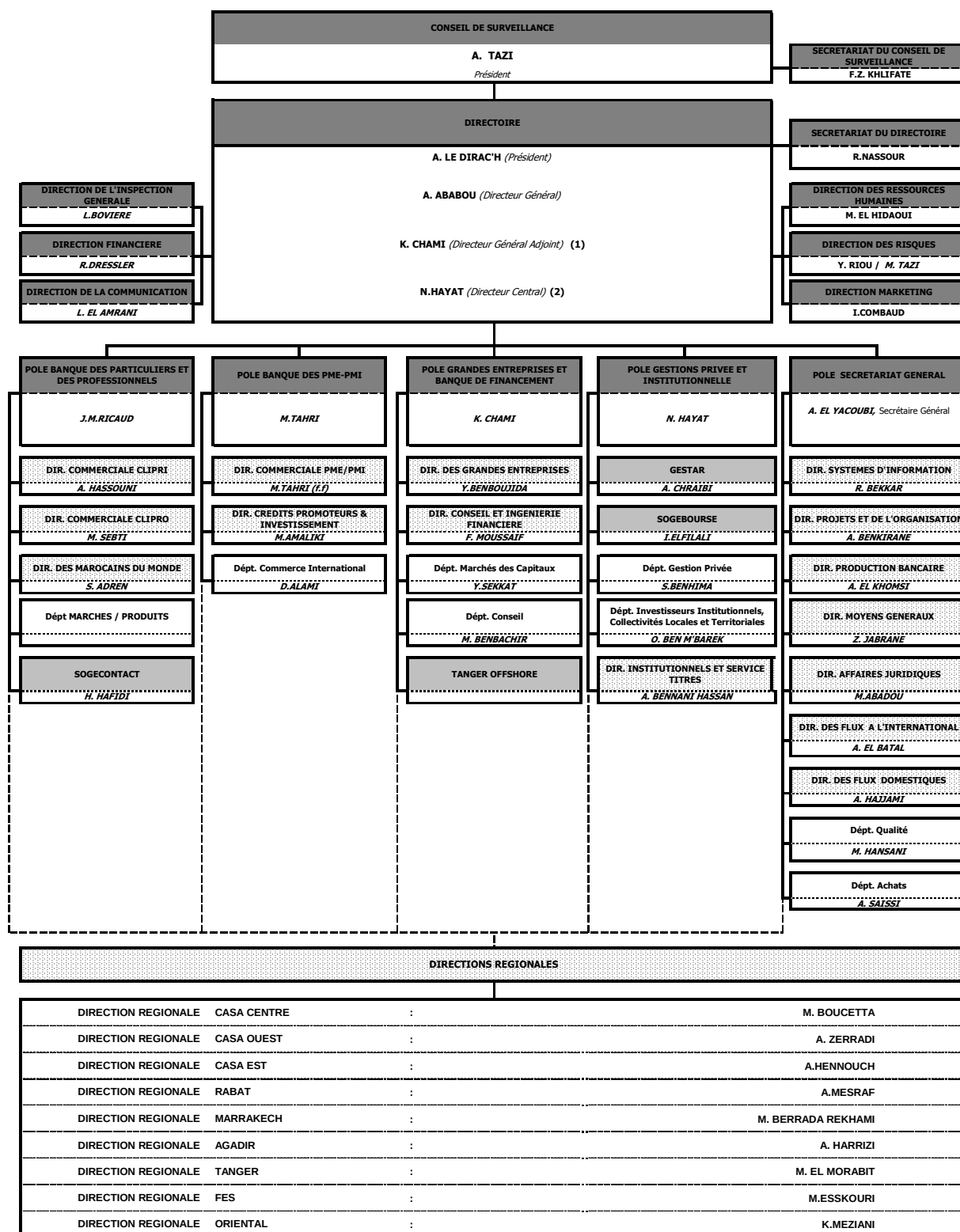
L'article 13 des Statuts de SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES stipule que : « (...)Le Directoire est investi des pouvoirs les plus étendus pour prendre en toute circonstance, au nom de la Société, toute décision concourant à la réalisation de son objet social et pour faire ou autoriser tout acte de gestion ou de disposition et ce, sous réserve des pouvoirs attribués par la loi et les statuts au Conseil de Surveillance et aux Assemblées d'actionnaires.(...) Sous réserve des pouvoirs que la loi ou les statuts confèrent expressément aux Assemblées d'actionnaires, au Conseil de Surveillance ou au Directoire, le Président du Directoire représente la Société dans ses rapports avec les tiers. Le Conseil de Surveillance peut attribuer le même pouvoir de représentation à un ou plusieurs autres membres du Directoire, qui portent alors le titre de Directeur Général.(...)»

VII.b. Le Directoire

La liste des membres du Directoire de SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES se décline comme suit :

Noms et prénoms	Fonctions	Date de première nomination	Date de fin de mandat
Albert LE DIRAC'H	Président	Juin 2008	Avril 2009
Mohammed Ali ABABOU	Directeur Général	Mai 2003	Avril 2009
Khalid CHAMI	Directeur Général Adjoint	Novembre 2006	Avril 2009
Nezha HAYAT	Membre du Directoire	Octobre 2007	Avril 2009

Au 1^{er} juillet 2008, l'organigramme fonctionnel de SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES s'établit comme suit :



(1) Membre du Directoire en charge du Pôle Grandes Entreprises & Banque de Financement et supervision du Pôle Banque des PME/PMI
(2) Membre du Directoire en charge du Pôle Gestions Privée et Institutionnelle

f.f. : faisant fonction
----- : Liens Fonctionnels

MAJ : JUIL 2008

Source : SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES

VII.c. CV des principaux dirigeants

Abdelaziz TAZI, Président Du Conseil de Surveillance.

Diplômé de H.E.C à Paris en 1964, il effectue différents stages d'études à Société Générale, successivement à Casablanca, New York, Paris (1962, 1963, 1964) puis un stage de longue durée à Société Générale à Paris (Octobre 1964 à Juin 1965).

De 1965 à 1972 il occupe le poste de Directeur à l'Office de Commercialisation et d'Exportation (O.C.E).

Il rejoint SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES en 1972 où il occupe le poste de Directeur Central jusqu'en 1976, date à laquelle il devient Administrateur Directeur Général à SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES.

En 1987, il est nommé Vice-Président Directeur Général de SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES puis Président Directeur Général en 1996.

Depuis 2003, il occupe le poste de Président du Conseil de Surveillance à SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES, il est également Administrateur de l'O.N.A, Administrateur de la S.N.I, Administrateur d'AIR LIQUIDE MAROC, Administrateur de NEXANS MAROC, Administrateur de GRAS SAVOYE MAROC, Président de VENTEC MAROC.

Agé de 66 ans, Monsieur TAZI est marié et père de trois enfants.

Albert LE DIRAC'H, Président du Directoire.

Titulaire d'une Maîtrise et d'un DEA en Finances de l'Institut de Gestion de Rennes. Après avoir débuté en 1979 au sein du Groupe des Assurances Nationales, il intègre, en 1980, le service de l'Inspection Générale de Société Générale.

En 1987, il rejoint à sa création la Direction des Marchés de Capitaux au sein des back offices dont il prend la direction en 1989. En 1995, il prend la responsabilité de la gestion des ressources humaines au sein de la Direction des Ressources Humaines du Groupe. En 1999, il devient Administrateur Délégué de Société Générale Bank & Trust Luxembourg et conjointement, à compter de 2001, Président du Conseil d'Administration de SG Private Banking Belgique.

En 2006, il devient Directeur Délégué des Ressources Humaines du Groupe et intègre le Comité de Direction de Société Générale. En 2008, il succède à Monsieur Jérôme GUIRAUD, Président du Directoire de SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES, en poste depuis juin 2004.

Agé de 53 ans, Monsieur LE DIRAC'H est marié et père de deux enfants.

Ali ABABOU, Directeur Général.

Diplômé de H.E.C à Paris en 1974, il est titulaire d'un Diplôme d'Etudes Comptables Supérieures (1975), d'un DEA en Marketing International Paris Dauphine (1983) et d'un Doctorat d'Etat en Gestion Paris Nanterre dans le cadre du programme doctoral de l'ESSEC (1987).

De 1975 à 1987 il occupe le poste d'Enseignant à l'ISCAE (Institut Supérieur de Commerce et d'Administration des Entreprises) en Finance et Contrôle de Gestion et y est nommé professeur titulaire en 1987.



En 1987, il rejoint SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES où il occupe le poste de Directeur du Développement, de 1991 à 1992, il assure également le poste de Directeur la Clientèle Privée.

En 1993, il devient Adjoint de l'Administrateur Directeur Général Adjoint, Directeur du Développement, en charge de la Direction des Projets et de l'Organisation, de la Direction des Systèmes d'Information et de la Direction de la Communication.

En 1997, il devient Directeur Général Adjoint, en charge de la Direction du Développement, de la Direction des Projets de l'Organisation, de la Direction des Systèmes d'Information, de la Direction Bourse et Titres et de la Direction de l'International et la Trésorerie.

En 1998, il occupe le poste de Directeur Général Adjoint, en charge du Pôle Banque d'Investissement, chargé de la Supervision de la Direction des projets et de l'Organisation et de la Direction des Systèmes d'Information jusqu'en 2001, date à laquelle il est nommé Directeur Général en charge du Pôle Banque Commerciale.

En 2003, il devient Directeur Général Membre du Directoire

Agé de 58 ans, Monsieur ABABOU est marié et père de deux enfants.

Khalid CHAMI, Directeur Général Adjoint.

Diplômé de H.E.C à Paris en 1991, il intègre le Département des dérivés sur actions et indices de Société Générale Investment Banking en 1992 où il occupe le poste de commercial chargé du suivi des clients basés en France puis de directeur des ventes et du marketing France & Benelux en 1995, ensuite il occupe le poste de Partenaire, co-directeur mondial des ventes et du marketing en 1999.

Il rejoint SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES en 2001, où il occupe le poste de Directeur Adjoint de la Direction des Grandes Entreprises puis Directeur de la Direction des Grandes Entreprises en 2003.

En 2004, il est nommé Responsable du Pôle en charge de la Direction des Grandes Entreprises, de la Direction du Conseil et de l'Ingénierie Financière, de la Direction des Change, Taux et Trésorerie.

En 2006, il est nommé Directeur Général Adjoint, Membre du Directoire chargé de la supervision des Pôles Grandes Entreprises et PME.

Agé de 41ans, Monsieur CHAMI est marié et père de deux enfants.

Nezha HAYAT, Membre du Directoire.

Diplômée de l'ESSEC à Paris, Nezha Hayat démarre sa carrière professionnelle en Espagne en 1985, où elle évolue dans les métiers de gestion de dette internationale, de conseil et d'ingénierie financière et de gestion de patrimoine.

Elle rejoint en 1995 Société Générale à Casablanca, dans le contexte de la réforme de la Bourse des Valeurs, et lance les filiales d'intermédiation boursière et de gestion d'OPCVM, Sogébourse et Gestar.

Nezha Hayat joue depuis lors, un rôle important au sein de plusieurs associations professionnelles liées aux domaines économique et financier, notamment la présidence à la tête de l'APSB (Association Professionnelle des Sociétés de Bourse) pour deux mandats successifs (de 1999 à 2001).



Elle est également membre fondateur de l'AFEM (Association des Femmes Chefs d'Entreprise du Maroc), dont elle assure la vice-présidence jusqu'en 2006.

Outre d'autres activités (membre du Moroccan British Business Council, Global Leaders for Tomorrow (GLT) au Forum Economique Mondial, Centre Links,...etc.), elle siège à la CGEM en qualité de Vice-présidente de la Fédération des Secteurs Bancaire et Financier.

Depuis 2004, Nezha Hayat est responsable du pôle Gestions Privée et Institutionnelle et membre du Conseil de la Diversité du Groupe Société Générale à l'échelle internationale depuis sa création en 2006.

En octobre 2007, Mme Hayat est nommée membre du Directoire.

Agée de 45 ans, Nezha Hayat est mère d'un enfant.

VIII. Gouvernement d'entreprise

VIII.a. Rémunération octroyée aux membres des organes d'administration et de direction

La rémunération totale du Conseil de Surveillance de SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES s'établit à l'issue de l'exercice 2007 à MMAD 7 bruts.

Pour sa part, la rémunération brute annuelle des membres du Directoire au titre de l'exercice 2007 s'élève à MMAD 7,3 bruts. Par ailleurs, les prêts accordés aux membres de la direction totalisent à fin 2007 MMAD 1,0.

VIII.b. Conventions entre SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES et les membres de ses organes d'administration et de direction

Néant

VIII.c. Prêts accordés aux membres du Conseil de Surveillance et des organes de direction

Les prêts accordés aux membres de la direction sont octroyés selon les conditions normales de marché.

VIII.d. Intéressement et participation du personnel

Néant

VIII.e. Comités techniques

Le Conseil de Surveillance peut s'adjoindre des tiers conseillers, actionnaires ou non.

Il peut en outre constituer en son sein, et avec le concours de ces conseillers, des Comités Techniques chargés d'étudier les questions qu'il leur soumet pour avis.

Il est rendu compte aux séances du Conseil de Surveillance de l'activité de ces Comités et des avis ou recommandations formulés.

Le Conseil de Surveillance fixe la composition, les attributions et, le cas échéant, la rémunération des conseillers et des membres des Comités Techniques qui exercent leurs activités sous sa responsabilité.



Société Générale Marocaine de Banque compte trois comités techniques :

VIII.e.1. Comité de Crédit

Membres	- Le président du Conseil de Surveillance, Président du Comité - Un représentant de Société Générale France, membre du Conseil de Surveillance
Secrétaire	Le Directeur du Contrôle des Risques
Périodicité	Semestrielle
Attributions	- Examine la composition du portefeuille d'engagements de la Banque (par cotation, par nature de clientèle), son évolution et émet un avis sur sa qualité - Définit les orientations de la politique de crédit par nature de clientèle, par secteur d'activité - Propose au Conseil de Surveillance de statuer sur les dossiers de crédits dont le montant dépasse les pouvoirs accordés par le Conseil de Surveillance au Directoire - Emet un avis sur l'organisation de la filière Recouvrement et apprécie l'efficacité de ses actions - Apprécie le niveau et la qualité du provisionnement pratiqué - Examine le niveau des risques latents recensés et apprécie le provisionnement qui lui est affecté - Apprécie le niveau et l'évolution du coût global du risque de la Banque - Rend compte de ses travaux et débats au Conseil de Surveillance

VIII.e.2. Comité d'Audit

Membres	- Le président du Conseil de Surveillance, Président du Comité - Deux membres du Conseil de Surveillance (membres non dirigeants) : M. Didier ALIX, M. Abdeljalil CHRAIBI - Les auditeurs externes
Secrétaire	Le Directeur de l'Inspection Générale
Périodicité	Au moins deux fois par an
Attributions	- Procède à l'évaluation de la cohérence et de l'adéquation des dispositifs de contrôle mis en place par le Directoire - Apprécie la pertinence des mesures correctrices prises ou proposées pour combler les lacunes ou insuffisances dans le système de contrôle interne - Prend connaissance des lacunes significatives relevées par les auditeurs externes dans les différents dispositifs de contrôle

	interne
	- Propose au Conseil de Surveillance la nomination des Commissaires aux Comptes - Emet de manière générale une appréciation globale de la qualité du système de contrôle interne au vu des rapports qui lui sont présentés par le Directoire et les auditeurs externes - Rend compte au Conseil de Surveillance de ses débats et conclusions

VIII.e.3. Comité des Rémunérations

Membres	- Le Vice-président du Conseil de Surveillance : M. Jean-Paul DELACOUR, Président du Comité M. Jean-Louis MATTEI M. André LAFON
Périodicité	Annuelle
Attributions	- Fixe la rémunération du Président du Conseil de Surveillance - Fixe la rémunération des membres du Directoire - Fixe la rémunération des Directeurs Généraux

PARTIE IV. **Activité de SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES**

I. Historique et faits marquants de SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES

Société Générale a procédé à l'ouverture de sa première agence à Casablanca en 1913.

A l'indépendance du Maroc, en 1956, Société Générale restait une petite Banque, avec 3 agences et un effectif d'une quarantaine de personnes.

En 1962, la Banque se transforme en établissement de droit marocain, appelé Société Générale Marocaine de Banques.

La fusion avec la Société Marseillaise de crédit en 1965, et l'acquisition de 20% de la Société de Banque du Maghreb en 1971, marquent une nouvelle étape importante du développement de Société Générale Marocaine de Banques. Elle élargit son réseau et étend ses activités.

En 1973 est promulgué le dahir sur la marocanisation du capital et du conseil d'administration des sociétés exerçant au Maroc donnant lieu à plusieurs changements au niveau de la gestion (notamment la présence de capitaux nationaux à hauteur de 51%) et de la redéfinition des lignes stratégiques au sein de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES.

En 1974, SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES crée INVESTIMA holding de participations qui vise à accompagner les investisseurs marocains ou multinationaux dans la création ou le développement d'affaires industrielles et commerciales à travers des prises de participations financières.

En 1981, SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES crée SOGELEASE société de financement par crédit-bail.

En 1995, SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES crée SOGEBOURSE société d'intermédiation en bourse.

En 1996, SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES crée GESTAR société spécialisée dans la gestion de l'épargne collective. GESTAR a été certifiée AIMR en 2002.

En 1999, Société Générale France rachète les parts d'Al Watanya et devient majoritaire dans Société Générale Marocaine de Banques en détenant 51,9% des parts.

L'année 1999 a aussi été marquée par la création de FONCIMMO, Société immobilière et foncière du Groupe au Maroc.

En juillet 2001, SOGECAP 4ème assureur français spécialisé en assurances de personnes et Société Générale Marocaine de Banques filiales du Groupe Société Générale, acquièrent la majorité du capital de LA MAROCAINE VIE.

L'année 2001 a également été marquée par le rachat d'ALD, société spécialisée dans la location longue durée et la gestion de flotte de véhicules, par SOCIÉTÉ GÉNÉRALE France. Le Groupe SOCIÉTÉ GÉNÉRALE devient alors propriétaire de la filiale marocaine d'ALD.

En Mai 2002, désirant renforcer sa présence au Maroc et se positionner sur le créneau du crédit à la consommation, le Groupe Société Générale a racheté la participation du Groupe ONA dans EQDOM. Ensuite, à travers une OPA, il porte sa participation totale à 54%.

En 2002, SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES crée SG TANGER OFF-SHORE, banque off-shore.

Dans un souci permanent d'efficacité et de proximité avec sa clientèle, Société Générale Marocaine de Banques réaménage en 2003 son réseau et met en place neuf directions régionales.



En 2004, SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES crée SOGEFINANCEMENT, société spécialisée dans le crédit à la consommation.

En 2004, le Conseil de Surveillance a adopté une nouvelle organisation à quatre pôles afin d'assurer une gestion plus efficace et dynamique des principaux métiers de la Banque :

- Le pôle Banque Commerciale
- Le pôle Banque de Financement et des Grandes Entreprises
- Le pôle Gestions Privée et Institutionnelle
- Le pôle Secrétariat Général

L'année 2005 a vu la création d'ATHENA COURTAGE, courtier en assurance.

En 2006, Société Générale France rachète des actions détenues par la Mutuelle d'assurance des transports Unis et porte sa part dans le capital de Société Générale Marocaine de Banques à 53,2%.

2006 a également été marqué par la création de SOGECONTACT, 1er centre d'appels dans le secteur bancaire.

L'année 2007 a été marquée par la création d'ECS Maroc, société spécialisée dans la location longue durée et la gestion de solutions et matériels informatiques.

Au 31 décembre 2007, SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES compte près de 3 200 collaborateurs répartis entre des filiales en forte croissance et un réseau en perpétuelle expansion.

Cette même année, Société Générale Marocaine de Banques adopte une nouvelle identité visuelle et la dénomination commerciale du groupe se soumet à une nouvelle appellation : Société Générale succède à Société Générale Marocaine de Banques.

II. Appartenance de SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES au groupe Société Générale

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES est filiale à 53% du Groupe Société Générale, l'un des tous premiers groupes de services financiers de la zone euro avec MdEUR 46,2 de capitalisation boursière au 31/12/2007.

L'activité du groupe Société Générale se concentre autour de trois grands métiers dont la complémentarité constitue un atout commercial majeur et un gage de solidité financière.

II.a. Les réseaux de détail & les services financiers

Le Groupe compte plus de 27 millions de clients particuliers en France et à l'étranger. En France, il dispose de 2 réseaux de distribution complémentaires : Société Générale et Crédit du Nord. A l'international, la Banque de détail est présente dans 37 implantations. Les activités de services financiers ont connu un fort développement sur les 5 dernières années et sont rapidement devenues un acteur majeur en Europe. A fin 2007, elles couvrent 47 pays dans le monde.

II.b. La gestion d'actifs, services aux investisseurs

Le pôle Gestions d'actifs et Services aux investisseurs regroupe la Gestion d'actifs (Société Générale Asset Management), la Banque privée (SG Private Banking), le métier Titres (Société Générale Securities Services), le courtage et la compensation sur les marchés organisés avec FIMAT, et la Banque directe (Boursorama) autour de 12 500 collaborateurs dans le monde.



II.c. La Banque de financement & d'investissement

Société Générale Corporate & Investment Banking (SG CIB) est la branche de Banque de financement et d'investissement du groupe Société Générale. Alliant expertise, conseil et innovation, SG CIB développe des solutions financières intégrées à forte valeur ajoutée en s'appuyant sur trois domaines d'excellence : marchés de capitaux en euro, produits dérivés, financements structurés. Pour les émetteurs comme pour les investisseurs, SG CIB propose des solutions de financements et d'investissements sur mesure et performantes. SG CIB offre également une analyse innovante des marchés grâce à la Recherche 'Cross-Asset'.

Dans le contexte de la crise financière, le Groupe présente en 2007 une bonne résistance de ses revenus grâce à son socle robuste d'activités et son modèle solide de développement. Les Réseaux de détail dégagent de bonnes performances tandis que les Services Financiers, la Banque privée et les Services aux Investisseurs affichent de fortes progressions.

Au second semestre 2007, la Banque de Financement et d'Investissement a été affectée par les conséquences de la crise financière américaine, et la Gestion d'actifs par la crise de liquidité.

Par ailleurs, le Groupe a supporté les effets d'une fraude commise par un trader au sein des activités de marché. Les positions frauduleuses, découvertes en janvier 2008, ont été dénouées dans le respect de l'intégrité des marchés et des intérêts des actionnaires, et ont fait apparaître pour le Groupe une perte exceptionnelle de MdEUR 4,9. Grâce à la diversité de son portefeuille d'activités et à la solidité de ses revenus, le Groupe dégage toutefois un Résultat Net Part du Groupe positif de MEUR 947 en 2007.

<i>En millions d'EUR</i>	2005	2006	% Var	2007	% Var
Produit Net Bancaire	19 166	22 417	17%	21 923	-2%
Résultat d'exploitation	6 566	8 035	22%	1 802	-78%
Résultat Net	4 916	5 785	18%	1 604	-72%
ROE après impôts (en %)	26%	26%	1%	7%	-72%

Source : Rapport Société Générale 2008

Après la perte exceptionnelle liée à la fraude, les charges fiscales (taux effectif d'impôt du Groupe : 15,3 % contre 28,4 % en 2006) et les intérêts minoritaires, le Résultat Net Part du Groupe est passé de MEUR 5 221 en 2006 à MEUR 947 en 2007. Hors fraude, il se serait établi à MEUR 4.167. Par ailleurs, le ROE après impôt du Groupe en 2007 se situe à 7% % et à 17,1 % hors fraude, contre 26 % l'année dernière. Pour 2007, le Bénéfice Net par Action du Groupe s'élève à EUR 1,98. Hors fraude, il se serait établi à EUR 9,37.

II.d. Relation entre Société Générale de Marocaine de Banques et Société Générale

Société Générale apporte à Société Générale Marocaine de Banques son expertise en matière d'organisation, de systèmes d'information, de risk management, et de produits, et fait bénéficier Société Générale Marocaine de Banques de l'identité visuelle du groupe (carré noir et rouge). Des synergies existent par exemple sur le marché des Marocains Résidents à l'Etranger (clients Société Générale en France et Société Générale Marocaine de Banques au Maroc), ou sur le marché des grands corporates, qui peuvent bénéficier au Maroc de l'expertise internationale des équipes de SGCIB.

Une Convention d'Assistance, de Conseil et de Support, signée en 2007, formalise les apports de Société Générale à Société Générale Marocaine de Banques et donne lieu à des flux financiers de 0,5M€ au cours de l'exercice 2007. Cette convention couvre notamment les domaines fonctionnels suivants : finance, risques, système d'information, relations humaines.

Société Générale a consenti en 2007 un engagement hors-bilan en faveur de Société Générale Marocaine de Banques, sous la forme d'une ligne de crédit confirmée à hauteur de 100M€.



Cette convention prévoit une commission de confirmation de 0,0625% l'an, et a donné lieu à un flux de 38 888,64€ en 2007.

Société Générale n'a pas perçu de dividendes au titre de l'exercice 2007, l'Assemblée Générale ayant voté en faveur de la résolution proposée par le Conseil relative à la mise en réserve des résultats de Société Générale Marocaine de Banques afin de renforcer ses Fonds Propres et son assise financière dans un contexte de passage des banques marocaines aux référentiel prudentiel bâlois « bête II ».

III. Filiales de SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES

III.a. Organigramme

Le Groupe Société Générale au Maroc est le premier groupe financier privé avec un actionnaire de référence internationale. Composé de 14 filiales en plus de la Société Générale Marocaine de Banques, il couvre quasiment tous les domaines de l'activité financière.



III.b. Présentation des filiales

III.b.1. La Marocaine Vie

La Marocaine Vie est une compagnie d'assurance spécialisée dans les sûretés de personnes et plus particulièrement les assurances individuelles. Via les produits de bancassurance, elle profite aujourd'hui de l'ensemble du réseau de Société Générale au Maroc.

Informations générales :

Dénomination sociale	LA MAROCAINE VIE S.A
Siège social	37, boulevard Moulay Youssef. Casablanca
Forme juridique	Société Anonyme
Date de création	26 décembre 1977

Durée de vie	99 ans
Exercice social	Du 1 ^{er} Janvier au 31 Décembre
Objet social	Selon l'article 3 des statuts, la société a pour objet : ▪ Toute opération d'assurances et de réassurances contre tout risque, soit par elle-même, soit pour le compte de tiers ou encore en participation, ▪ La participation en tout pays, à toute opération financière, commerciale, industrielle et immobilière pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'industrie de la société par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de fusion de souscription, d'achat de titres, de parts d'intérêts ou autrement. ▪ La société s'interdit expressément toute opération autre que celles spécifiées ci-dessus ou étrangères au placement des fonds sociaux.
Capital social	Le capital social est de MAD 183.750.000 répartis en 1.837.500 actions de valeur nominale de MAD 100. Les actions sont toutes de même catégorie et entièrement libérées.

Répartition du capital de La Marocaine Vie au 31/12/2007

	Nombre d'actions	Part dans le capital
SOGECAP	1 078 960	58,7%
SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES	520 985	28,3%
Flottant	237 555	13%
TOTAL	1 837 500	100%

Chiffres clés

KDH	2006	2007
Résultat net	21 004	- 23 857
Participation au résultat net part du groupe (en pourcentage)	-0,52%	-1,81%
Dividendes versées à SGMB	-	-
Autres flux financiers éventuels entre les deux entités	-	-

III.b.2.SOGLEASE

SOGLEASE est une société de financement par crédit-bail.

Informations générales :

Dénomination sociale	SOGLEASE MAROC S.A
Siège social	Résidence, Elmanar, Bd Abdelmoumen, Casablanca
Forme juridique	Société Anonyme
Date de création	30 Août 1996

Durée de vie	99 ans
Exercice social	Du 1 ^{er} Janvier ou 31 Décembre
Objet social	La société a pour objet le financement par voie de crédit-bail de tout bien mobilier ou immobilier. Elle peut effectuer, en particulier, l'achat, l'importation, la vente ou la location de tout matériel, atelier ou usine et, d'une manière générale, toute opération industrielle, financière, mobilière ou immobilière se rapportant directement à cet objet. La société pourra notamment : - Prendre toute participation directe ou indirecte dans toute opération quelconque pouvant se rattacher à l'objet ci-dessus, à cet effet créer tout syndicat de garantie, ou association en participation. - Se procurer les fonds nécessaires à la réalisation de ses opérations au moyen d'emprunts, tant au Maroc qu'à l'étranger par l'émission de billets à ordre ou de bons à court ou long terme et par le réescompte des avances qui pourra lui être accordé à cet effet par tout établissements public ou privé ; - Accepter ou conférer à l'occasion de toute opération de crédit ou d'emprunt, toute affectation hypothécaire ou toute autre garantie, souscrire tout engagement de garantie caution ou aval, opérer toute acquisition, vente mobilière et immobilière et toute prise de bail ou location d'immeuble ; - Traiter pour le compte de tiers et les représenter dans toute opération sans exception se rattachant directement ou indirectement à l'objet de la société et permettant d'en assurer le développement.
Capital social	Le capital social est fixé à MAD 100.000.000. Il est divisé en 1.000.000 d'actions d'une valeur nominal de MAD 100 chacune, numérotées de 1 à 1.000.000, souscrites en totalité.

Répartition du capital de SOGELEASE au 31/12/2007

	Nombre d'actions	Part dans le capital
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES	599.977	60%
SF FINANCIAL SERVICES HOLDING	400.011	39.99%
Autres	12	0.01%
TOTAL	1.000.000	100%

Chiffres clés

KDH	2006	2007
Résultat net	56 145	75 787
Participation au résultat net part du groupe (en pourcentage)	28,11%	23,30%
Dividendes versées à SGMB	10 800	21 599
Autres flux financiers éventuels entre les deux entités	-	-

III.b.3.EQDOM

EQDOM est la filiale, depuis 2002, du Crédit à la consommation de Société Générale. Elle est actuellement N°2 au Maroc dans ce type de crédits.

Informations générales :

Dénomination sociale	EQDOM
Siège social	Rue Mohamed Faker R.C. Casablanca
Forme juridique	Société anonyme
Date de création	6 Juillet 1993
Durée de vie	99 Ans
Exercice social	Du 1 ^{er} Janvier ou 31 Décembre
Objet social	La société a pour objet : ▪ Toute opération de financement et de crédit, de nature à permettre ou faciliter le paiement de tout bien meuble, notamment tout bien électroménager, cycle et cyclomoteur, mobilier et bureautique ; ▪ Toute opération de services à caractère économique, socioculturel ou de bien-être, ▪ Toute conception, la mise en œuvre et l'utilisation de tout instrument financier et de crédit susceptible de permettre ou faciliter la réalisation desdites opérations au profit de toute personne physique ou morale, ▪ Et généralement toute opération financière, commerciale, industrielle, mobilière ou immobilière se rapportant directement ou indirectement à ces objets. ▪ Pour réaliser cet objet, la société peut recourir, à tout acte ou opération de quelque nature et importance qu'ils soient sans aucune exception dès lors qu'ils contribuent ou peuvent contribuer, qu'ils facilitent ou peuvent faciliter la réalisation des activités ci-dessus définies ou qu'ils permettent de sauvegarder, directement ou indirectement, les intérêts commerciaux ou financiers de la société ou des entreprises avec lesquelles elle est en relation de groupe ou d'affaire. ▪ Elle est habilitée à recevoir du public des fonds d'un terme supérieur à deux ans.
Capital social	Le capital social continue d'être fixé à la somme de MAD 167.025.000. Il est divisé en 1.670.250 actions d'une valeur nominale de MAD 100 chacune, de même catégorie.

Répartition du capital de EQDOM au 31/12/2007

	Nombre d'actions	Part dans le capital
SG CONSUMER FINANCE	583.681	34,95%
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES	321.760	19,26%
FIPAR HOLDING	156.223	9,35%

CIMR	100.606	6,02%
RCAR	100.720	6,03%
SCR	77.675	4,65%
CNIA	64.697	3,87%
INVESTIMA	22.438	1,34%
ASSURANCE ZÜRICH	23.967	1,44%
Flottant	218.483	13,09%
TOTAL	1.670.250	100%

Chiffres clés

KDH	2006	2007
Résultat net	179 039	205 232
Participation au résultat net part du groupe (en pourcentage)	5,99%	3,93%
Dividendes versées à SGMB	27 987	28 952
Autres flux financiers éventuels entre les deux entités	-	-

III.b.4.ALD AUTOMOTIVE

ALD AUTOMOTIVE est une société de location longue durée et de gestion de flotte de véhicules. Elle a été acquise en 2001 et se place aujourd'hui à la tête du marché de la location longue durée.

Informations générales :

Dénomination sociale	ALD Automotive
Siège social	Immeuble le Zénith II, Lotissement Attaoufik, Route de Nouaceur-Sidi Maârouf- Casablanca
Forme juridique	Société Anonyme
Date de création	30 Août 1996
Durée de vie	99 ans
Exercice social	Du 1 ^{er} Janvier ou 31 Décembre
Objet social	La société a pour objet : - La location de tout véhicule automobile ; Afin de réaliser cet objet, la société pourra entreprendre : - toute opération d'étude, d'achat, de vente de commissionnement, de représentation, de courtage et consignation tant au Maroc qu'à l'étranger ; - tant par elle-même que par voie de sous-traitance, toute opération d'entretien et de réparation de véhicules automobiles, - la création et l'exploitation industrielle de toute usine et fonds de commerce, - la création, l'achat la vente, la prise à bail et l'exploitation de tout établissement industriel et commercial nécessaire à l'objet de la société, - plus généralement, toute opération commerciale, industrielle, de transport, financière, mobilière et autre pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet précité ou à tout objet similaire ou connexe de la manière la plus étendue et profitant au développement des activités sociales.
Capital social	Le capital social est fixé à la somme de MAD 20.000.000, divisé en 200.000 actions d'une seule catégorie de MAD 100 de valeur nominale chacune, numérotées de 1 à 200.000.

Répartition du capital d'ALD AUTOMOTIVE au 31/12/2007

	Nombre d'actions	Part dans le capital
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES	30.000	15%
ALD (TEMSYS)	70.000	35%
SOPRIAM	50.000	25%
RENAULT MAROC	50.000	25%
TOTAL	200.000	100%

Chiffres clés

KDH	2006	2007
Résultat net	9 220	23 671
Participation au résultat net part du groupe (en pourcentage)	0,28%	0,42%
Dividendes versées à SGMB	-	-
Autres flux financiers éventuels entre les deux entités	-	-

III.b.5.ECS

ECS est en charge de la Location et gestion de parcs informatiques. Créée en juin 2007, elle est le premier prestataire au Maroc à couvrir ce domaine d'activité.

Informations générales :

Dénomination sociale	EUROPE COMPUTER SYSTEMS INTERNATIONAL MAROC S.A.
Siège social	55, Boulevard Abdelmoumen Casablanca
Forme juridique	Société Anonyme
Date de création	Juin 2007
Durée de vie	99 Ans
Exercice social	Du 1er Janvier ou 31 Décembre
Objet social	- La société a pour objet l'achat, la vente, la location et l'entretien de matériel informatique et de communication sous toute leurs formes, l'importation, l'exportation, la représentation, le courtage, le dépôt et la consignment de tout appareil d'informatique et électronique. - La société a également pour but, au Maroc et dans tout autre pays, directement ou indirectement, toute prestation de services liée aux équipements informatiques et de télécommunications, ainsi qu'aux logiciels, notamment le conseil, la gestion, le conditionnement, l'installation, la maintenance, l'assistance, la continuité d'exploitation, le transport et la fourniture de pièces de recharge et de produits consommables, la distribution de produits associés à ces équipements et logiciels et toute activité connexe. - Toute opération commerciale, industrielle, financière, mobilière ou immobilière pouvant se rattacher directement ou indirectement ou être utile à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe, ou susceptible d'en faciliter la réalisation. - Elle peut notamment au Maroc et à l'étranger, créer des succursales et des filiales, acquérir ou créer des entreprises semblables. - La société peut en outre accomplir toute opération propre à promouvoir son développement et la réalisation de son but.
Capital social	Le capital social est fixé à la somme de MAD 7.830.900. Il est divisé en 78.309 actions d'une valeur nominale de MAD 100 chacune, numérotées de 1 à 78.309.

Répartition du capital d'ECS au 31/12/2007

	Nombre d'actions	Part dans le capital
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES	11.706	15%
ECS SA	66.330	84.99%
Autres	3	0.01%
TOTAL	78.309	100%

Chiffres clés

KDH	2006 *	2007
Résultat net		- 3 805
Participation au résultat net part du groupe (en pourcentage)		-
Dividendes versées à SGMB		-
Autres flux financiers éventuels entre les deux entités		

Société créée en 2007 : Pas de données 2006

III.b.6.SOGEBOURSE

SOGEBOURSE est une société d'intermédiation en bourse. Créée en 1995, elle offre aux investisseurs en plus de l'intermédiation boursière, des conseils et des recherches de qualité. Elle a été plusieurs fois primée par Reuters et Euromoney.

Informations générales :

Dénomination sociale	SOGEBOURSE
Siège social	55, Boulevard Abdelmoumen Casablanca
Forme juridique	Société Anonyme
Date de création	1995
Durée de vie	99 ans
Exercice social	Du 1 ^{er} Janvier ou 31 Décembre
Objet social	La société a pour objet, à titre principal, l'exécution des transactions sur les valeurs mobilières. Elle peut également effectuer les opérations suivantes : - le placement des titres émis par des personnes morales faisant appel public à l'épargne ; - la garde des titres, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une banque ou de tout autre établissement agréé ; - la gestion des portefeuilles de valeurs en vertu d'un mandat ; - le conseil et le démarchage de la clientèle pour l'acquisition des valeurs mobilières ; - aux effets ci-dessus, la création, l'acquisition, la location, l'installation, la gestion de tout établissement, la participation à toute opération ou entreprise se rattachant à l'exploitation de la société, sous réserve de respecter les obligations d'information mises à sa charge par la réglementation en vigueur. Toute modification qui affecte la nature des activités ci-dessus est subordonnée à l'octroi d'un nouvel agrément dans les conditions de l'article 38 alinéa premier du Dahir N° 1-93-211 du 21 Septembre 1993. En raison de son objet propre, la société encourt les risques et

	responsabilités tels que prévus par la réglementation qui lui est spécialement applicable.
Capital social	Le capital social est fixé à la somme de MAD 15.000.000, divisé en 150.000 actions de MAD 100 chacune, numérotées de 1 à 150.000 et entièrement souscrites en numéraire à la souscription.

Répartition du capital de SOGEBOURSE au 31/12/2007

	Nombre d'actions	Part dans le capital
SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES	149.994	99.99%
Autres	6	0.01%
TOTAL	150.000	100%

Chiffres clés

<u>KDH</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>
Résultat net	8 177	12 177
Participation au résultat net part du groupe (en pourcentage)	1,66%	1,46%
Dividendes versées à SGMB	2 250	8 175
Autres flux financiers éventuels entre les deux entités		

III.b.7. GESTAR

GESTAR est spécialisée dans la gestion de l'épargne collective. Créée en 1996, elle propose une gamme diversifiée de fonds, qui enregistrent régulièrement des performances financières parmi les plus remarquables de la place. GESTAR a été certifiée AIMR en 2002.

Informations générales :

Dénomination sociale	GESTAR
Siège social	Résidence Ezzahra, angle rue Ibn Khatima et rue Dubreuil, Quartier des Hôpitaux. Casablanca
Forme juridique	Société Anonyme
Date de création	21 Septembre 1996
Durée de vie	99 ans
Exercice social	Du 1 ^{er} Janvier ou 31 Décembre
Objet social	La Société a pour objet exclusif, en conformité avec le Dahir portant loi n° 1-93-213 du 4 Rabia II 1414 (21 Septembre 1993) relatif aux OPCVM, la gestion d'Organismes de placement Collectif en Valeurs Mobilières (OPCVM)
Capital social	Le capital social est fixé à la somme de MAD 1.000.000. Il est divisé en 10.000 actions, toutes souscrites en numéraire en totalité lors de la souscription.

Répartition du capital de GESTAR au 31/12/2007

	Nombre d'actions	Part dans le capital
SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES	9.994	99.94%
Autres	6	0.06%
TOTAL	10.000	100%

Chiffres clés

KDH	2006	2007
Résultat net	25 599	29 952
Participation au résultat net part du groupe (en pourcentage)	5,26%	3,57%
Dividendes versées à SGMB	19 600	25 585
Autres flux financiers éventuels entre les deux entités		

III.b.8. SG TANGER OFF-SHORE

SG TANGER OFF-SHORE est une Banque off-shore créée en 2002 par le groupe Société Générale au Maroc. Elle se spécialise dans le financement des opérations du commerce extérieur et des projets d'entreprises off-shore.

Informations générales :

Dénomination sociale	SG Tanger OFFSHORE-S.A
Siège social	58, Avenue Mohamed V Tanger
Forme juridique	Société Anonyme
Date de création	2002
Durée de vie	99 ans
Exercice social	Du 1 ^{er} Janvier ou 31 Décembre
Objet social	La société a pour objet de recevoir des dépôts en monnaies étrangères convertibles et d'effectuer, en ces mêmes monnaies, pour son propre compte ou pour le compte de ses clients toute opération financière, de crédit, de bourse ou de change. La société peut notamment : ▪ Collecter toute forme de ressources en monnaies étrangères convertibles appartenant à des non-résidents ; ▪ Effectuer, pour son propre compte ou pour le compte de sa clientèle non-résidente, toute opération de placement financier, d'arbitrage, de couverture et de transfert en devises ou en or ; ▪ Accorder tout concours financier aux non résidents ; ▪ Participer au capital d'entreprises non-résidentes et souscrire aux emprunts émis par ces dernières ; ▪ Emettre des emprunts obligataires en monnaies étrangères convertibles ; ▪ Délivrer toute forme d'aval ou de cautions et notamment des cautions de soumission, de garantie et de bonne fin aux entreprises non-résidentes ; ▪ Accorder aux résidents des crédits de toute nature et effectuer toute autre opération entrant dans le cadre de son objet et conformément à la réglementation des changes ; ▪ Effectuer librement toute opération financière ou bancaire en monnaies physiques ou morales non-résidentes.
Capital social	Le capital social est fixé à la somme de US\$ 500.000 divisé en 10.000 actions de US\$ 50 chacune, numérotées de 1 à 10.000

Répartition du capital de SG TANGER OFF-SHORE au 31/12/2007

	Nombre d'actions	Part dans le capital
SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES	9.990	99.99%
Autres	10	0.01%
TOTAL	10.000	100%

Chiffres clés

KDH	2006	2007
Résultat net	2 645	4 044
Participation au resultat	1,07%	2,21%

net part du groupe (en pourcentage)		
Dividendes versées à SGMB	2 426	2 318
Autres flux financiers éventuels entre les deux entités	-	-

III.b.9. INVESTIMA

INVESTIMA est un holding de participations créé en 1974. Il vise à accompagner les investisseurs marocains ou multinationaux dans la création ou le développement d'affaires industrielles et commerciales à travers des prises de participations financières.

Informations générales :

Dénomination sociale	INVESTIMA
Siège social	55 Boulevard Abdelmoumen Casablanca
Forme juridique	Société Anonyme
Date de création	1974
Durée de vie	99 ans
Exercice social	Du 1 ^{er} Janvier ou 31 Décembre
Objet social	La société a pour objet, tant au Maroc qu'à l'étranger : - la prise de participation par toute voie de droit dans toute société, existante ou en formation, quel que soit leur objet ; - l'achat de toute valeur mobilière, la participation à tout syndicat financier ; - la gestion du portefeuille ainsi acquis ; - l'étude, la mise au point et la réalisation, directement ou indirectement, seule ou en association, de tout projet financier, touristique, immobilier ou autre ; - d'une manière générale, la société peut effectuer, pour elle-même et pour le compte de tiers ou en participation, toute opération financière, commerciale, industrielle ou agricole, mobilière ou immobilière pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus ou susceptible d'en faciliter l'accomplissement.
Capital social	Le capital social est fixé à la somme de MAD 105.000.000. Il est divisé en 1.050.000 actions d'une valeur nominale de MAD 100 chacune, numérotées de 1 à 1.050.000.

Répartition du capital d'INVESTIMA au 31/12/2007

	Nombre d'actions	Part dans le capital
SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES	504.454	48,04%
SOCIETE GENERALE France	106.873	10,18%
DIVERS	438.673	41,78%
TOTAL	1.050.000	100%

Chiffres clés

KDH	2006	2007
Résultat net	34 020	61 387
Participation au résultat net part du groupe (en pourcentage)	3,37%	3,50%
Dividendes versées à SGMB	15 134	15 134
Autres flux financiers éventuels entre les deux entités	-	-

III.b.10. FONCIMMO

Informations générales :

Dénomination sociale	FONCIMMO
Siège social	55 Boulevard Abdelmoumen Casablanca
Forme juridique	Société Anonyme
Date de création	1998
Durée de vie	99 ans
Exercice social	Du 1 ^{er} Décembre au 30 Novembre
Objet social	La société a pour objet, tant au Maroc qu'à l'étranger : ▪ L'achat, la vente, le commerce en général de tout bien meuble ou immeuble ; ▪ L'achat, la vente, l'importation, l'exportation, le commerce en général de tout produit, marchandise, matière première, matériel ; ▪ L'acquisition, la mise en valeur, l'administration, l'exploitation, la location, la vente et l'échange de tout bien immeuble ; ▪ Toute division, morcellement et appropriation desdits biens immeubles, ainsi que leur mise en valeur, leur lotissement, l'édification de toute construction ; ▪ La prise de participations ou d'intérêts sous une forme quelconque dans toute société ou entreprise ayant un objet similaire ou connexe ; ▪ Plus généralement, toute opération commerciale, industrielle, financière, mobilière ou immobilière se rattachant directement ou indirectement aux activités sur énoncées ou susceptibles de favoriser le développement de la société.
Capital social	Le capital social est fixé à la somme de MAD 50.000.000. Il est divisé en 500.000 actions d'une valeur nominale de MAD 100

chacune, numérotées de 1 à 500.000.

Répartition du capital de FONCIMMO au 31/12/2007

	Nombre d'actions	Part dans le capital
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES	500.000	100%

Chiffres clés

KDH	2006	2007
Résultat net	- 168	44 667
Participation au résultat net part du groupe (en pourcentage)	-0,03%	5,28%
Dividendes versées à SGMB		41 500
Autres flux financiers éventuels entre les deux entités	-	-

III.b.11. SOGEPLACEMENT

SOGEPLACEMENT est spécialisée dans la gestion de l'épargne collective. Elle propose une gamme diversifiée d'OPCVM, qui enregistre régulièrement des performances financières parmi les plus remarquables de la place.

Informations générales :

Dénomination sociale	SOGEPLACEMENT
Siège social	Résidence Ezzahra, Angle rues Ibnou Khatima et Gros Dubreuil, quartier des Hôpitaux Casablanca
Forme juridique	Société Anonyme
Date de création	1996
Durée de vie	99 ans
Exercice social	Du 1 ^{er} Janvier au 31 Décembre
Objet social	La société a pour objet la gestion exclusive de fonds commun de placement. Pour les besoins de cette gestion elle pourra d'une manière générale effectuer toute opération financière, mobilière, immobilière, commerciale pouvant se rapporter directement ou indirectement ou être utiles à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.
Capital social	MAD 1 000 000

Répartition du capital de SOGEPLACEMENT au 31/12/2007



	Nombre d'actions	Part dans le capital
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES	10.000	100%

Chiffres clés

<u>KDH</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>
Résultat net	224	259
Participation au résultat net part du groupe (en pourcentage)	0,05%	0,03%
Dividendes versées à SGMB	550	210
Autres flux financiers éventuels entre les deux entités	-	-

III.b.12. SOGEFINANCEMENT

SOGEFINANCEMENT est la filiale crédit à la consommation de SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES.

Informations générales :

Dénomination sociale	SOGEFINANCEMENT
Siège social	127 boulevard Zerktouni, Casablanca
Forme juridique	Société Anonyme
Date de création	6 Juillet 1993
Durée de vie	99 ans
Exercice social	Du 1 ^{er} Janvier ou 31 Décembre
Objet social	La société a pour objet, tant au Maroc qu'a l'étranger - La distribution de crédit ou plus généralement la mise à disposition de fonds à titre onéreux au profit d'un tiers, à charge pour lui de les rembourser, ainsi que l'engagement par signature, aval, cautionnement ou toute autre garantie au profit de tiers, - La mise à la disposition de la clientèle de tout moyen de paiement ou sa gestion ; - Accessoirement l'acquisition, la gestion et l'exploitation de tout bien immobilier sous toutes ses formes notamment pour la mise en location ou sous location, avec ou sans faculté d'acquisition par le locataire et, plus généralement, faire toute opération de crédit bail et celle s'y rattachant directement ou indirectement et, le cas échéant, en participation ou en association avec des tiers ou des sociétés déjà existantes ou non. Elle exercera son activité en tant que société de financement, dans le cadre de la loi n° 1-93-147 du 15 Moharram 1414 (6 Juillet 1993) relative à l'exercice de l'activité des établissements de crédit et de leur contrôle. Dans le cadre de cette activité, elle pourra notamment : - Accepter ou conférer à l'occasion de toute opération de crédit ou d'emprunt, toute affectation hypothécaire ou toute autre garantie ; souscrire tout engagement de garantie caution ou aval ; opérer toute acquisition, vente mobilière et immobilière et toute prise de bail ou location d'immeubles ; - Collecter auprès du public des fonds d'un terme supérieur à deux ans, notamment par l'émission de bons de sociétés de financement, tel que ces fonds sont définis à l'article 2 du dahir précité, - Traiter pour le compte de tiers et les représenter dans toute opération, sans exception se rattachant directement ou indirectement à l'objet de la société ; - Prendre toute participation directe ou indirecte dans toute opération entreprise, syndicat, association et société, existant ou en formation, ayant un objet similaire ou

	connexe au sien ; ▪ D'une manière générale effectuer toute opération financière, mobilière, immobilière, commerciale ou autre susceptible de favoriser son essor et son développement.
Capital social	Le capital social est fixé à la somme de MAD 30.000.000. Il est divisé en 300.000 actions d'une valeur nominale de MAD 100 chacune, numérotées de 1 à 300.00 et intégralement libérées.

Répartition du capital de SOGEFINANCEMENT au 31/12/2007

	Nombre d'actions	Part dans le capital
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES	299.997	99.99%
Autres	3	0.01%
TOTAL	300.000	100%

Chiffres clés

KDH	2006	2007
Résultat net	22 466	28 373
Participation au résultat net part du groupe (en pourcentage)	8,49%	8,57%
Dividendes versées à SGMB	13 800	18 000
Autres flux financiers éventuels entre les deux entités	-	-

III.b.13. ATHENA COURTAGE

Créée en 2005, ATHENA COURATGE est une société spécialisée dans le courtage et l'intermédiation en assurance toutes tranches.

Informations générales :

Dénomination sociale	ATHENA COURTAGE
Siège social	Rue El Mansour Saadi, n° 22 Résidence Courteline. Casablanca
Forme juridique	Société Anonyme
Date de création	2005
Durée de vie	99 ans
Exercice social	Du 1er Janvier ou 31 Décembre
Objet social	La société a pour objet, au Maroc et dans tous pays : ▪ La réalisation des opérations de courtage et d'intermédiation en assurance toutes tranches, et ce, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, ▪ La réalisation des opérations dans le cadre des activités non liées à l'activité sus indiquée sous réserve du respect de la

	réglementation applicable en la matière ; la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tout établissement, fond de commerce, ce rapportant à l'activité sus indiquée ; - La prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tout procédé et brevet concernant ces activités, - La participation directe ou indirecte de la Société dans toute opération financière, immobilière ou mobilière ou entreprise pouvant se rattacher à l'objet social - Toute opération de quelque nature contribuant à la réalisation de cet objet. - Plus généralement, toute opération commerciale, industrielle, financière, mobilière ou immobilière se rattachant directement ou indirectement aux activités sus énoncées ou susceptibles de favoriser le développement de la société.
Capital social	Le capital social est fixé à la somme de MAD 300.000. Il est divisé en 3.000 actions d'une seule catégorie d'une valeur nominale de cent dirhams chacune, numérotées de 1 à 3.000.

Répartition du capital d'ATHENA COURTAGE au 31/12/2007

	Nombre d'actions	Part dans le capital
SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES	2.908	97%
LA MAROCAINE VIE	88	2.99%
Autres	4	0.01%
TOTAL	3000	100%

Chiffres clés

KDH	2006	2007
Résultat net	12 689	21 715
Participation au résultat net part du groupe (en pourcentage)	2,50%	2,50%
Dividendes versées à SGMB	17 622	12 300
Autres flux financiers éventuels entre les deux entités	-	-

III.b.14. SOGECONTACT

Créée en 2005, Sogecontact est une filiale spécialisée dans l'exploitation d'un centre d'appels en vue de renforcer le développement commercial du réseau de SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES.

Informations générales :

Dénomination sociale	SOGECONTACT S.A
Siège social	Rue Galien Immeuble n°3 3ème étage Quartier des Hôpitaux Casablanca

Forme juridique	Société Anonyme
Date de création	2005
Durée de vie	99 Ans
Exercice social	Du 1 ^{er} Janvier ou 31 Décembre
Objet social	La société a pour objet, au Maroc et dans tout pays : ▪ Exploitation d'un centre d'appels ; ▪ Le développement des relations clientèles par l'exploitation des réseaux de télécommunication ; ▪ Le traitement des appels sortants et entrants par un service d'information on-line donnant accès à des informations en ligne, en temps réel et sans intervalles d'attente ; ▪ La réalisation des prestations de conseil en utilisant les capacités des réseaux publics de télécommunication ; ▪ La réalisation des opérations dans le cadre des activités non liées à l'activité sus indiquée sous réserve du respect de la réglementation applicable en la matière ; ▪ La prise à bail, l'installation, l'exploitation de tout établissement, fonds de commerce, se rapportant à l'activité sus indiquée ; ▪ La prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tout procédé et brevet concernant ces activités ; ▪ La participation directe ou indirecte de la société dans toute opération financière, immobilière ou mobilière ou entreprise pouvant se rattacher à l'objet social ; ▪ Toute opération de quelque nature contribuant à la réalisation de cet objet ; ▪ La participation de la société par tout moyen à toute entreprise ou société créée ou à créer pouvant se rattacher directement ou indirectement à son objet social ou à tout objet similaire ou connexe, notamment par voie de création, d'apport de souscription ou achat d'actions, de parts sociales ou de parts d'intérêts, de fusion, d'association en participations de groupement d'intérêt économique d'alliance ou de commandite ; ▪ Plus généralement, toute opération commerciale, industrielle, financière, mobilière ou immobilière se rattachant directement ou indirectement aux activités sus énoncées ou susceptible de favoriser le développement de la société.
Capital social	Le capital social est fixé à la somme de MAD 300.000. Il est divisé en 3.000 actions d'une seule catégorie d'une valeur nominale de MAD 100 chacune, numérotées de 1 à 3.000.

Répartition du capital de SOGECONTACT au 31/12/2007

	Nombre d'actions	Part dans le capital
SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES	3000	100%

Chiffres clés

KDH	2006	2007
Résultat net	- 101	272
Participation au résultat net part du groupe (en pourcentage)	0,00%	-0,30%
Dividendes versées à SGMB	-	-
Autres flux financiers éventuels entre les deux entités	-	-

III.c. Relations entre SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES et ses filiales

Les principales conventions régissant les relations entre SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES et ses filiales se présentent de la manière suivante :

Prestations entre SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES et ses filiales

SOGELEASE

Convention de Garantie conclue entre Société Générale Marocaine de Banques et la société SOGELEASE Maroc en date du 22 juillet 2005.

Selon les termes de cette convention, la Société Générale Marocaine de Banques et la société SOGELEASE Maroc ont convenus de développer ensemble le produits « PROLEASE » destiné au financement en crédit-bail par le biais de SOGELEASE Maroc, de divers biens meubles à usage professionnel et dont le montant unitaire incluant l'encours éventuel, ne dépassera pas 500.000,- Dirhams (hors taxes).

PROLEASE est placé exclusivement par les agences de la Société Générale Marocaine de Banques auprès de sa clientèle commerciale et des professions libérales.

SOGELEASE Maroc a demandé à la Société Générale Marocaine de Banques, ce qui a été accepté par cette dernière, de la couvrir à 50% contre la perte définitive qu'elle pourrait être amenée à supporter en sa qualité de crédit-bailleur, suite à la défaillance éventuelle des locataires.

Rémunération allouée à Société Générale Marocaine de Banque au titre de l'exercice 2007 : MMAD 0.34.

Convention de rémunération hors SOGEQUIP du 1^{er} Janvier 2003.

Les termes de cette convention s'appliquent aux opérations dites « hors SOGEQUIP » n'entrant pas dans le cadre « SOGEQUIP ». SOGELEASE Maroc versera mensuellement aux agences du réseau de la Société Générale Marocaine de Banques, une commission flat après la mise en force de toute opération de crédit-bail dont les loyers sont domiciliés sur une agence de la Société Générale Marocaine de Banques. L'agence sera rémunérée sur ces bases, que l'opération soit apportée ou non par elle. En contrepartie, la Société Générale Marocaine de Banques s'engage à fixer à ses agences des objectifs de réalisation d'opérations hors SOGEQUIP, en concertation avec SOGELEASE Maroc.

Rémunération allouée à Société Générale Marocaine de Banque au titre de l'exercice 2007 : MMAD 1.56.



SOGCONTACT

Convention conclue :

Contrat de prestation de service conclu le 1^{er} aout 2006 aux termes duquel Sogecontact fournit à la banque un service complet permettant la réception et la prise en charge des appels entrants ainsi que la réalisation des appels sortants de la clientèle Société Générale Marocaine de Banque.

Rémunération octroyée par Société Générale Marocaine de Banque à Sogécontact au titre de l'exercice 2007 : MMAD 5,13.

LA MAROCAINE VIE

La Marocaine Vie et SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES ont mis en place des conventions de prestations et de services bancaires, sur les comptes de La Marocaine Vie ouvert auprès de SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES, et sur les comptes bancaires domiciliés par les clients de La Marocaine Vie auprès de SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES.

Un contrat de gestion et de centralisation du Service des Titres est signé entre les deux sociétés. SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES assure la gestion et la centralisation du Service des Titres que La Marocaine Vie a déjà émis, ainsi que ceux qu'elle émettra à l'avenir.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES distribue dans son réseau certains des produits d'assurance des personnes et d'épargne de La Marocaine Vie, service pour lequel elle est commissionnée en tant qu'apporteur d'affaires.

Convention de prestations de services relative au flux bancaires

Conclue en 2004, la convention porte sur les prestations de services sur les comptes bancaires de La Marocaine Vie et sur ceux domiciliés par les clients de La Marocaine Vie auprès de Société Générale Marocaine de Banques.

La rémunération au titre de l'exercice 2007 s'élève à MMAD 3,7 hors taxes.

Convention de gestion du service titres

Conclue le 6 octobre 2003, la convention porte sur la gestion et centralisation du service titres. La rémunération au titre de l'exercice 2007 s'élève à MMAD 0,92 hors taxes.

Convention de distribution

Conclue le 27 mars 2002, la convention porte sur la distribution des produits d'assurance de personnes de La Marocaine Vie.

La rémunération au titre de l'exercice 2007 s'élève à MMAD 1,48 hors taxes.

SOGEFINANCEMENT

Une convention de distribution des produits de SOGEFINANCEMENT entre SOGEFINANCEMENT et SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES est signée. En contrepartie des services de la convention de distribution, SOGEFINANCEMENT verse une commission à SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES selon une périodicité semestrielle.

SOGEBOURSE



Une convention de rétrocession de commission de courtage est signée entre SOGEBOURSE et SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES aux termes de laquelle SOGEBOURSE rétrocède à SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES 34% des commissions de courtage perçues par elle sur les ordres exécutés de la clientèle du réseau.

Sogebourse a conclu, en date du 31 décembre 1996, un contrat qui fixe les modalités de rémunération du réseau de Société Générale Marocaine de Banques au titre de l'effort de collecte des ordres de bourse.

Ce contrat stipule la rétrocession par Sogebourse au profit de Société Générale Marocaine de Banques de 34% du montant des commissions de courtage perçues.

Le montant des commissions rétrocédé par Sogebourse au titre de l'exercice 2007 s'élève à MMAD 3.816 hors taxes.

Contrats de location conclus entre SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES et ses filiales

SOGELEASE

Un contrat de bail à usage commercial est conclu entre SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES et SOGELEASE pour mettre à la disposition de cette dernière un local à usage de bureaux.

SOGECONTACT

Un contrat de bail à usage commercial est conclu entre SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES et SOGECONTACT pour mettre à la disposition de cette dernière un local à usage de bureaux. Un avenant au contrat a été signé par SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES et SOGECONTACT par lequel la Banque met à la disposition de sa filiale du matériel bureautique, téléphonique et informatique moyennant un prix de location.

GESTAR

Un contrat de bail à usage commercial est conclu entre SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES et GESTAR pour mettre à la disposition de cette dernière un local à usage de bureaux.

SOGEBOURSE

Un contrat de bail à usage commercial est conclu entre SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES et SOGECONTACT pour mettre à la disposition de cette dernière un local à usage de bureaux.

III.d. Flux entre Société Générale Marocaine de Banques et ses filiales

Bilan

Actif	2005	2006	2007
Créances sur SOGEBOURSE	145		
Créances sur INVESTIMA			274 782
Créances sur SOGELEASE	2 251 544	2 283 971	2 812 310
Créances sur FONCIMMO		15 000	27 963
Créances sur SG TOS	634 574	376 243	612 087
Créances sur SOGEFINANCEMENT	457 371	896 512	1 266 088
Créances sur EQDOM	1 180 000	1 521 083	1 687 215
Créances sur ALD	93 067	177 594	284 183
Passif			
Dettes SOGEBOURSE		17 383	5 342
Dettes GESTAR	1 039	694	98



Dettes INVESTIMA	4 287	90	
Dettes SOGEPLACEMENT		113	38
Dettes FONCIMMO		6 113	
Dettes Tanger Off Shore		7 323	10 389
Dettes La Marocaine Vie	19 210	16 484	315 461
Dettes SOGEFINANCEMENT	23 312	46 077	62 644
Dettes ATHENA COURTAGE	173	193	4 038
Dettes EQDOM	10 197		18 984
Dettes SOGECONTACT			247
Dettes ALD	4 608	799	

Source : Société Générale Marocaine de Banques

Compte de produits et de charges

Produits	2005	2006	2007
Produits SOGEBOURSE		291	173
Produits GESTAR		273	135
Produits INVESTIMA		246	187
Produits SOGEPLACEMENT			2 692
Produits SOGELEASE	77 696	114 879	150 483
Produits FONCIMMO			607
Produits SG TOS		2 636	14 717
Produits LMV	5 420	8 365	9 109
Produits SOGEFINANCEMENT	9 400	19 323	43 890
Produits EQDOM	57 214	40 968	57 477
Produits SOGECONTACT		85	2 345
Produits ALD	5 603	6 391	10 057
Charges			
Charges SOGEBOURSE		321	
Charges SG TOS		35	155
Charges SOGECONTACT			5 138
Dividendes perçus			
SOGEBOURSE	2 850	2 250	8 175
GESTAR	15 531	19 600	25 584
INVESTIMA	15 134	15 134	15 134
SOGEPLACEMENT		550	210
SOGELEASE	8 400	10 800	21 599
FONCIMMO			41 500
SG TOS	1 345	2 426	2 318
SOGEFINANCEMENT	2 880	13 800	18 000
EQDOM	17 770	27 123	28 058
ATHENA COURTAGE		17 622	12 571

Source : Société Générale Marocaine de Banques

IV. Activité

IV.a. Le secteur d'activité : le secteur bancaire

IV.a.1. Cadre réglementaire

Les établissements bancaires au Maroc sont soumis à une réglementation comptable spécifique. Les règles et normes comptables qui leur sont appliquées sont arrêtées par Bank Al Maghrib après avis du comité des établissements de crédit et du Conseil National de la comptabilité.

La loi n° 34-03 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés promulguée par le Dahir 1-05-178 du 15 Moharrem 1427 (14 février 2006) en révision de la loi bancaire de 1993 a reconsidéré les statuts de Bank Al Maghrib. Les principaux apports de la nouvelle loi consistent principalement à renforcer l'autonomie de BANK AL MAGHRIB en matière de politique monétaire et ses pouvoirs en matière de contrôle et de supervision. Par ailleurs, l'élargissement du rôle des commissaires aux comptes, la révision des règles régissant la gestion des crises, le renforcement de la protection des déposants et l'institution d'une collaboration entre les autorités de contrôle du secteur financier ont également fait l'objet des modifications apportées par la révision de la loi de 1993.

Ce nouveau texte converge vers les principes fixés par le comité de Bâle dont l'esprit repose sur la différenciation des besoins en fonds propres en fonction des niveaux de risque encourus. Bank Al-Maghrib ainsi que les banques commerciales du royaume ont conjointement décidé de l'application des normes Bâle II. Dès 2007, les règles standards du premier pilier ont été appliquées et l'adoption des normes avancées ne sera pas finalisée avant 2010.

Conjointement à la transition aux normes de Bâle II et conformément aux recommandations de la Banque mondiale, Bank Al-Maghrib a lancé le passage de la comptabilité des banques vers les normes comptables IAS/IFRS. A cet effet, Bank Al-Maghrib a procédé à plusieurs travaux de préparation en délimitant en premier lieu le périmètre d'application du projet, puis en réaménager la structure du plan comptable des établissements de crédit pour obéir aux nouvelles normes. Depuis le début de l'année 2008, les banques doivent établir leurs états financiers consolidés conformément aux normes IAS/IFRS.

Critères	Définitions	Taux
Ratio de solvabilité	Rapport entre les fonds propres d'une banque et ses engagements pondérés en fonction des risques de signature. Ce ratio passera de 8% à 10% en 2009 puis à 12% en 2010.	≥8%
Coefficient minimum de liquidité	Rapport entre, d'une part, les éléments d'actif disponibles réalisables à court terme et les engagements par signature reçus et, d'autre part, les exigibilités à vue et à court terme et les engagements par signature donnés.	≥100%
Ratio de division des risques	Rapport entre, d'une part, le total des risques encourus sur un même bénéficiaire affecté d'un taux de pondération en fonction de leur degré de risque et, d'autre part, les fonds propres nets de la banque.	≤20%
Réserve monétaire	Fonds que les banques sont tenues de disposer sous forme de comptes gelés auprès de BAM, à hauteur de 16,5% de leurs dépôts à vue. L'obligation de blocage de la réserve monétaire a été levée en septembre 1996, permettant aux banques de disposer de leur liquidité sous réserve de respecter la moyenne mensuelle de 15% depuis le 1 ^{er} janvier 2008.	=15%

Classification des créances en souffrance et leur couverture par des provisions	Les créances en souffrance sont réparties en 3 catégories selon leur degré de risque : créances pré-douteuses, douteuses et contentieuses. Les provisions doivent être constatées déduction faite des garanties détenues (sûretés, hypothèques) et des agios réservés selon les niveaux suivants.	Pré-douteuses=20% douteuses=50% contentieuses=100%
--	---	--

IV.a.2. Activité du secteur bancaire

Les banques marocaines ont subi de nombreuses opérations de rapprochement au cours de la dernière décennie. Suite aux multiples fusions et acquisitions opérées sur le marché, de 21 banques en 2000, le Maroc n'en compte plus que 16 aujourd'hui.

IV.a.2.1. Faits marquants

Les principaux faits marquants relatifs au secteur bancaire et survenus lors de ces dernières années sont les suivants :

2005

Attijariwafa Bank crée une banque au Sénégal;
La BCP cède de 20% du capital du CIH à la CDG ;

2006

Attijariwafa Bank rachète en consortium avec Grupo Santander 53,54% de la Banque du Sud en Tunisie ;
Le Groupe des Caisses d'Epargne France acquiert 35% du holding Massira Capital Management, qui détient 67% du CIH;

2007

La Caja de Ahorros del Mediterraneo achète 5% du capital de BMCE Bank ;
Attijariwafa Bank acquiert 79,15% de la banque Sénégalaise CBAO.

2008

Attijariwafa Bank rachète 51% du capital de la Banque Internationale pour le Mail (BMI) en juillet 2008.

IV.a.2.2. Paysage du secteur bancaire

Le secteur bancaire marocain se décline en quatre catégories d'établissements :

Les banques de dépôts classiques :

Les principales banques de dépôts classiques sont au nombre de cinq et ont réalisé en 2006 plus de 60%⁹ des dépôts. Attijariwafa Bank, BMCE Bank et trois filiales de banques françaises (SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES, BMCI et Crédit Du Maroc) constituent ce groupement.

Le Crédit Populaire du Maroc :

Cette catégorie renvoie à un organisme public engagé aujourd'hui dans un processus de privatisation : la Banque Centrale Populaire (BCP) et son réseau de 11 Banques Populaires Régionales (BPR)

Les anciens organismes financiers spécialisés :

Ces établissements sont spécialisés dans le financement de secteurs d'activités particuliers. Il s'agit du CIH, du CAM et de la BNDE (qui n'exerce plus d'activité bancaire depuis 2005).

⁹ Source : GPBM



Diverses autres banques :

La création de ce type d'établissement répond à des besoins spécifiques. Il s'agit de Bank Al Amal (financement de projets des MRE), MEDIAFINANCE, Casablanca Finance Markets (Opèrent sur le marché des titres négociables) et le Fond d'Equipeement Communal (financement des collectivités locales).

Par ailleurs, le secteur bancaire marocain compte une présence significative de banques étrangères. D'une part, les filiales françaises sont importantes puisqu'elles figurent parmi les cinq premières banques du Maroc :

- La BMCI est détenue à hauteur de 65,05% par BNP Paribas ;
- SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES est contrôlée à 53% par le groupe Société Générale.
- Le Crédit Du Maroc appartient pour 52,7% au groupe Crédit Agricole

D'autre part, des banques étrangères détiennent des participations dans les banques locales :

- Le CIC détient 10% du capital de BMCE Bank ;
- Santusa Holding (Groupe Santander) détient 14,60% d'AttijariWafa Bank ;
- Le Crédit Agricole détient 1,44% d'AttijariWafa Bank.

IV.a.2.3. Evolution des performances des établissements bancaires marocains

Sont comprises dans le secteur bancaire :

ArabBank, BankAlAmal, AWB, BCP, BMCE, BMCI, CAM, CDM, CIH, CitiBank, SGMB, UMB, CDG Capital, CFM, Fonds Equipement Communal, MédiaFinance.

Sont désignées les banques commerciales :

ArabBank, BankAlAmal, AWB, BCP, BMCE, BMCI, CDM, CitiBank, SGMB, UMB, CDG Capital, CFM, Fonds Equipement Communal, MédiaFinance.

Sont désignées les six premières banques commerciales :

AWB, BCP, BMCE, BMCI, CDM et SGMB.

Répartition du marché bancaire en 2007

En millions de dirhams	AWB	BCP	BMCE	BMCI	CDM	SGMB	Autres	Total secteur bancaire
Dépôts	26%	26%	14%	8%	6%	8%	12%	100%
Crédits	25%	20%	13%	10%	6%	9%	17%	100%
Engagements hors bilan	32%	15%	10%	16%	6%	11%	10%	100%

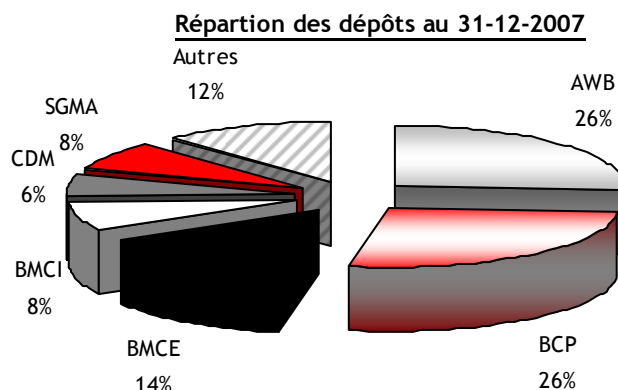
Part de marché dans le secteur bancaire
Source : GPBM

Le marché bancaire marocain est un marché très concentré. Les encours des six premières banques du royaume, dont l'une est un organisme public, deux sont des banques marocaines privées et trois sont filiales de banques françaises, représentent 88% des dépôts du marché, plus de 83% des crédits et plus de 90% des engagements hors bilan.

Répartition des dépôts

Les deux premières banques commerciales, avec Attijariwafa en tant que leader et la BCP qui s'en approche fortement, se partagent plus de la moitié des dépôts du marché bancaire

marocain. La BMCE arrive en troisième place avec 14% des dépôts, suivie par SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES et BMCI qui détiennent 8% des dépôts chacune.



Source : GPBM

Evolution des parts de marché des dépôts:

Les parts de marchés des six premières banques marocaines au cours des trois dernières années évoluent comme suite :

	Part de marché 2005	Part de marché 2006	Part de marché 2007
ATW	25%	26%	26%
BCP	26%	25%	26%
BMCE	13%	14%	14%
BMCI	8%	8%	8%
CDM	5%	5%	6%
SGMB	7%	7%	8%
Autres	16%	15%	12%
TOTAL dépôts	100%	100%	100%

Part de marché dépôts-secteur bancaire-
Source GPBM

Les parts de marchés n'ont évolué au cours de ces trois dernières années que de manière minime.

AttijariWafa Bank et la BCP affichent tout au long de la période environ 26% du marché des dépôts chacune. BMCE garde la même part de marchés (près de 14%) en 2005, 2006 et 2007.

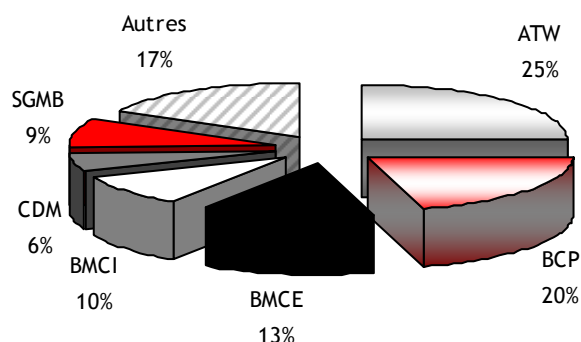
La BMCI et CDM stabilisent leurs parts de marché à respectivement, 8% et 5% sur toute la période.

Société Générale Marocaine de Banques qui détenait en 2005 et 2006 7% des parts de marché en possède 8% en 2007.

Répartition des crédits

Les parts de marchés de chacune des six banques précédemment citées et relatives aux encours des crédits se rapprochent clairement de celles relatives aux dépôts. En effet, Attijariwafa Bank détient 25% du total des encours crédits, suivie de la BCP qui en détient 20%.

Répartition des crédits au 31-12-2007



Source : GPBM

Evolution des parts de marché des crédits:

Les parts de marchés détenues par les établissements du secteur bancaire relatif au crédit s'établissent comme suite :

	Part de marché 2005	Part de marché 2006	Part de marché 2007
ATW	23%	25%	25%
BCP	18%	19%	20%
BMCE	12%	13%	13%
BICI	10%	10%	10%
CDM	6%	6%	6%
SGMB	8%	9%	9%
Autres	22%	19%	17%
TOTAL dépôts	100%	100%	100%

Part de marché crédit- secteur bancaire-
Source GPBM

AttijariWafa Banque a renforcé sa position en passant de 23% des parts de marché crédit en 2005 à 25% en 2006 et 2007. La BCP gagne également des parts de marché dans le secteur au cours de ces trois dernières années puisque, de 18% des crédits en 2005, elle affiche 19% en 2006 et 20% en 2007.

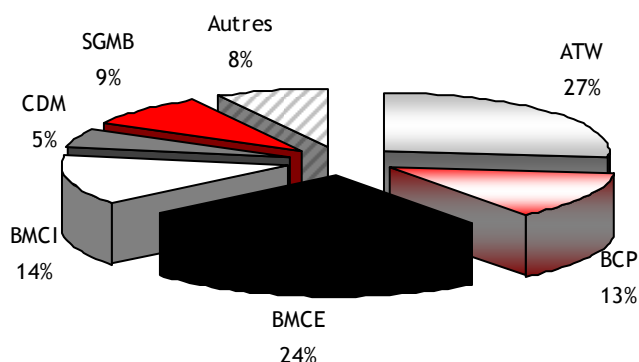
BMCE, BICI et CDM gardent le même positionnement sur la période en confirmant respectivement 13%, 10% et 6% des crédits du secteur bancaire.

Société Générale Marocaine de Banques passe de 8% des parts de marché en 2005 à 9% en 2006 et 2007.

Engagements hors bilan

90% des engagements hors bilan sont donnés par les six plus grandes banques commerciales marocaines. Attijariwafa Bank détient une part de 32% dans ces engagements. La BICI, la BCP, SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES et BMCE disposent respectivement de 16%, 15%, 11% et 10% des parts de marché des engagements hors bilan.

Répartition des engagements hors bilan au 31-12-2007



Source : GPBM

Evolution des parts de marché des engagements hors bilan:

Les parts de marchés des engagements hors bilan détenues par les établissements du secteur bancaire s'établissent comme suite :

	Part de marché 2005	Part de marché 2006	Part de marché 2007
ATW	29%	30%	32%
BCP	13%	15%	15%
BMCE	18%	13%	10%
BMCI	15%	17%	16%
CDM	6%	6%	6%
SGMB	10%	9%	11%
Autres	9%	11%	10%
TOTAL dépôts	100%	100%	100%

Part de marché engagements hors bilan- secteur bancaire-
Source GPBM

AttijariWafa Bank s'impose tout au long de la période en tête du classement. En effet, elle affiche 29% des engagements hors bilan du secteur bancaire marocain en 2005, 30% en 2006 et à 32% en 2007.

La BCP détient 13% des parts de marché en 2005 et progresse à 15% en 2006 et 2007.

BMCE détient 18% de part de marché en 2005, régresse à 13% en 2006 puis à 10% en 2007.

La BMCI qui disposait de 15% du marché en 2005 a marqué une progression à 17% en 2006 pour revenir à 16% des parts de marchés en 2007.

Le CDM ainsi que Société Générale Marocaine de Banques ont gardé des positionnements plus ou moins stables au cours de la période observée.

IV.a.2.4. Evolution des ressources des banques commerciales

Au cours de ces trois dernières années les ressources des banques commerciales marocaines ont évolué comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

En millions de dirhams	2005	2006	Var 05/06	2007	Var 06/07	Part 2005	Part 2006	Part 2007
Dettes envers les Sociétés de Financement	523	661	26,56%	1 696	156,45%	0,16%	0,17%	0,37%
Dépôts de la clientèle	325 654	378 035	16,08%	443 222	17,24%	99,33%	98,60%	96,82%
Comptes chèques	135 465	157 555	16,31%	191 152	21,32%	41,32%	41,09%	41,75%
Comptes courants	45 795	55 759	21,76%	73 103	31,10%	13,97%	14,54%	15,97%
Comptes d'épargne	43 718	47 932	9,64%	52 864	10,29%	13,33%	12,50%	11,55%
Dépôts à terme	91 304	105 855	15,94%	111 922	5,73%	27,85%	27,61%	24,45%
Autres dépôts et comptes créditeurs	9 372	10 933	16,66%	14 182	29,71%	2,86%	2,85%	3,10%
Emprunts Financiers Extérieurs	735	404	-44,98%	642	58,70%	0,22%	0,11%	0,14%
Titres de créances émis	938	4 316	360,20%	12 240	183,61%	0,29%	1,13%	2,67%
Total Ressources Banques commerciales	327 850	383 416	16,95%	457 800	19,40%	100,00%	100,00%	100,00%

Source : GPBM

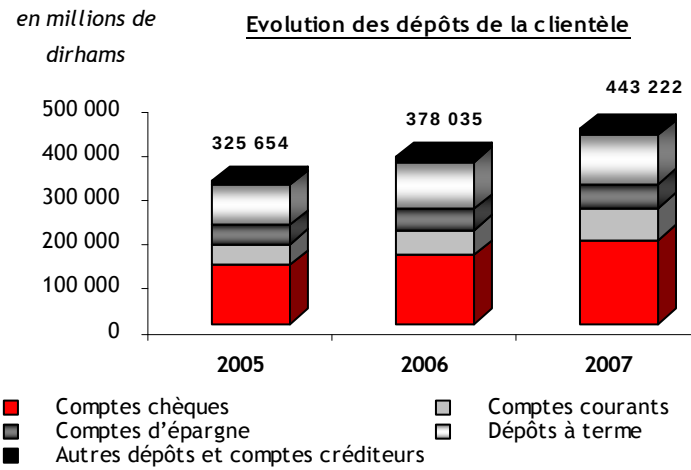
Au terme de l'exercice 2006, le montant total des ressources collectées par les banques commerciales marocaines s'élève à près de MdMAD 383, s'améliorant ainsi de 16.9% par rapport à 2005 et profitant principalement de l'augmentation de 16% des Dépôts à la clientèle.

En 2007, ces ressources passent à près de MdMAD 458, suite à une progression de 19.4% par rapport à 2006.

Les ressources obtenues par les banques commerciales émanent principalement des dépôts de la clientèle, et accessoirement des dettes envers les établissements de crédit, des emprunts financiers extérieurs et des titres de créance émis. En effet, en 2007, 96.8% des ressources proviennent des dépôts à la clientèle.

Les comptes chèques ont enregistré une hausse de 21.32% entre 2006 et 2007 pour s'établir à plus de MdMAD 191. Les comptes courants ont marqué un bond de 31.1% pour s'établir à MdMAD 73.

Par ailleurs, tout au long de la période observée, les dépôts de la clientèle ont constitué la plus grande partie des ressources des banques. En effet, en 2005, 99.33% des ressources étaient des dépôts de la clientèle, en 2006, 98.60% et en 2007 avec 96.82%, ils marquent un léger recul. Faisant partie des dépôts de la clientèle, les comptes chèques ont représenté près de 41% des ressources durant les trois dernières années.



Source : GPBM

IV.a.2.5. Evolution des emplois

Au cours de ces trois dernières années les emplois des banques commerciales marocaines ont évolué comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

En millions de dirhams	2005	2006	Var 05/06	2007	Var 06/07	Part 2005	Part 2006	Part 2007
Créances sur les Sociétés de Financement	22 134	27 640	24,88%	42 560	53,98%	10,07%	10,31%	12,03%
Comptes ordinaires des SF	1 378	2 562	85,98%	3 255	27,02%	0,63%	0,96%	0,92%
Comptes et prêts de trésorerie à terme	6 044	10 823	79,07%	12 222	12,92%	2,75%	4,04%	3,45%
Prêts financiers des SF	14 702	14 244	-3,11%	27 080	90,11%	6,69%	5,31%	7,65%
Créances en souffrance sur clients nettes de provisions et d'agios réservés	6	6	0%	0	-100,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Provisions sur les créances en souffrances sur SF	4	4	0%	3	-25%	0,00%	0,00%	0,00%
Créances sur la clientèle	197 602	240 501	21,71%	311 318	29,45%	89,93%	89,69%	87,97%
Crédits de trésorerie	74 167	93 647	26,26%	118 217	26,24%	33,75%	34,92%	33,41%
Crédits à l'équipement	41 313	50 462	22,15%	66 083	30,96%	18,80%	18,82%	18,67%
Crédits à la consommation	10 257	13 238	29,07%	18 710	41,33%	4,67%	4,94%	5,29%
Crédits immobiliers	43 763	57 797	32,07%	84 239	45,70%	19,92%	21,55%	23,80%
Autres crédits	4 642	4 746	2,25%	4 999	5,30%	2,11%	1,77%	1,41%
Créances en souffrance brutes	23 461	20 611	-12,1%	19 070	-8,10%	10,68%	7,69%	5,39%
Total Emplois Banques commerciales	219 736	268 141	22,03%	353 878	31,70%	100,00%	100,00%	100,00%

Source : GPBM

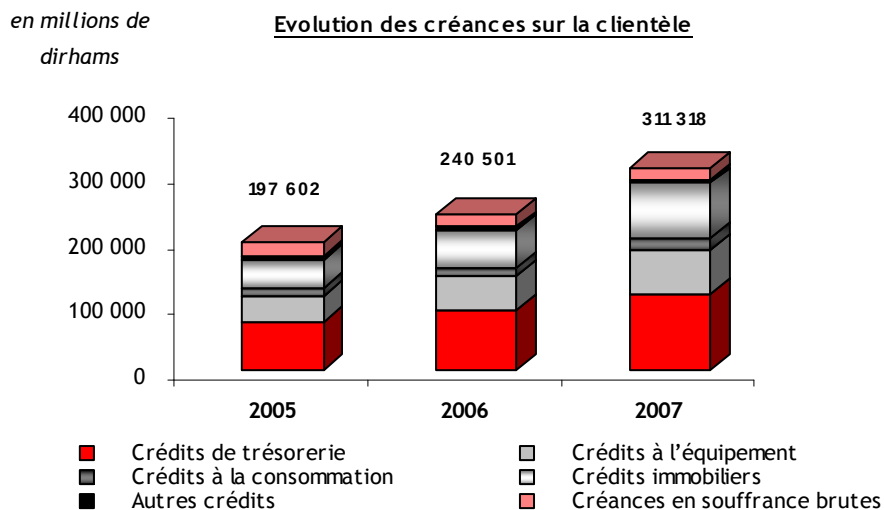
A fin 2006, le montant total des crédits accordés par les banques commerciales marocaines s'élève à près de MdMAD 268, augmentant ainsi de 22% par rapports à 2005.

En 2007, les crédits octroyés passent à plus de MdMAD 353, progressant ainsi de 31,7% par rapport à 2006. Cette évolution est principalement due à l'évolution positive de 26.2% des crédits de la trésorerie qui représentent à eux seuls plus de 30% de l'ensemble des emplois.

Les crédits immobiliers qui, pour leur part, contribuent à près de 20% des encours de crédits, ont augmenté en 2007 de plus de 45%. Les créances en souffrance ont continué leur déclin, en reculant de 8% entre 2006 et 2007.

Les emplois des banques marocaines sont principalement constitués des créances sur la clientèle tout au long de la période observée. En 2005, 2006 et 2007, les créances sur la clientèle ont constitués respectivement 89.9%, 89.7% et 87.8% des emplois du secteur bancaire. Parmi les créances sur la clientèle, les crédits à la trésorerie représentent environ 33% des emplois au cours des trois dernières années et les crédits à l'équipement un peu moins de 20% chaque année.

Les crédits immobiliers qui représentaient 19.9% des emplois en 2005 ont connu une progression durant les deux dernières années puisqu'ils représentaient 21.5% des emplois en 2006 et 23.8% en 2007.



IV.a.2.6. Evolution des opérations hors bilan

A fin 2007, les engagements de financement donnés par les banques commerciales s'élèvent à plus de 54 milliards de dirhams, augmentant ainsi de plus de 22,4% par rapport à 2006.

Les engagements de garantie donnés par les banques commerciales marocaines ont quant à eux progressé en 2007 de plus de 24,6% par rapport à 2006 et s'établissent ainsi à plus de MdMAD 65.

IV.a.2.7. Evolution des principaux indicateurs d'exploitation des banques commerciales

Les indicateurs principaux des performances réalisées sur les trois dernières années par les six plus importantes banques marocaines se présentent comme suit :

En millions de dirhams	2005	2006	Var 06/05	2007	Var 07/06
Produits d'exploitation bancaires	23 845,3	26 636,0	11,7%	32 720,0	22,8%
Charges d'exploitation bancaires	6 188,2	7 422,3	19,9%	9 985,4	34,5%
PNB	17 657,2	19 213,8	8,8%	22 734,6	18,3%
Charges générales d'exploitation	8 728,0	9 266,8	6,2%	10 484,1	13,1%
<i>Coefficient d'exploitation</i>	<i>49,43%</i>	<i>48,23%</i>	<i>-1.2 pts</i>	<i>46,12%</i>	<i>-2.11pts</i>
Dotations nettes aux provisions pour créances en souffrance	1 521,0	826,8	-45,6%	2 330,7	181,9%
Résultat net	4 580,2	6 088,1	27,0%	7 284,0	19,6%

Source : GPBM

PNB :

Profitant essentiellement du renforcement des marges d'intérêts ainsi que des marges sur commission, le produit net bancaire s'est amélioré en 2006 de 8,8% par rapport à 2005 et s'est ainsi établi à plus de MdMAD 19.

En 2007, le PNB progresse de 18,3% par rapport à 2006 pour s'établir à MdMAD 22,7. Cette hausse s'explique par une amélioration des produits d'exploitation bancaires de 22,8% à MdMAD 32.7 et des charges d'exploitation bancaire de 34,5% à MdMAD 998.

Charges générales d'exploitation :

Au terme de l'exercice 2006, les charges générales d'exploitation ont augmenté de 6,2% à plus de MdMAD 9. Le coefficient d'exploitation s'établit ainsi à 48,23% en 2006 suite à une baisse de 1,2 point par rapport à 2005.

En 2007, les charges générales d'exploitation, en hausse de 13,1% par rapport à 2006, s'élèvent à MdMAD 10,5.

Provisions :

En 2006, les banques commerciales ont vu leurs provisions pour créances en souffrance reculer de 46% par rapport à 2005. En 2007, ces dotations nettes aux provisions pour créances en souffrance ont marqué une hausse importante pour s'établir à MdMAD 2,33.

Résultat net :

Les évolutions constatées se sont traduites par une augmentation de 27% du résultat net des six premières banques commerciales marocaines en 2006. En effet, le résultat net s'est établi à plus de MdMAD 6 en 2006 tandis qu'il s'élevait à MdMAD 4,78 en 2005.

En 2007, le résultat net enregistre une progression de 19,6% pour atteindre 7,2 MdMAD.

IV.b. Activité de SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES

IV.b.1. Pôle Banque des particuliers et des professionnels

En 2007 SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES a connu un renforcement de son fonds de commerce et la consolidation de ses positions.

Entre 2006 et 2007, le portefeuille clientèle des particuliers de la Banque s'est accru de 15% en termes de nombre de clients grâce à de nouvelles entrées en relations. Avec des volumes en hausse de 19% par rapport à 2006, les ressources de cette clientèle constituent la principale composante des dépôts. Les décaissements ont, quant à eux, progressé de plus de 44% en 2007 par rapport à 2006.

IV.b.2. Pôle PME-PMI

Le pôle PME-PMI a été créé en 2006. SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES a poursuivi en 2007 son engagement de développement de ce segment de clientèle. Ainsi, avec la mise en place d'une nouvelle organisation dédiée, la Banque marque sa volonté de consolider son audience auprès des PME clientes et d'élargir sa présence à d'autres acteurs de ce marché stratégique.

Par ailleurs, la Banque a engagé de nombreuses actions de réorganisation, tant des structures intervenant au contact de la clientèle que des fonctions support, afin d'améliorer son dispositif.

IV.b.3. Pôle Banque de Financement et des Grandes Entreprises

Dans un contexte national de croissance soutenue, SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES a accompagné ses clients à travers sa Direction des Grandes Entreprises et a, de ce fait, contribué au financement de nombreux projets économiques nationaux.

Grâce à son expertise multi-métiers et à un service hautement personnalisé de gestion de flux, d'e-banking, d'activité internationale, ... SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES a su répondre aux besoins spécifiques et pointus de cette clientèle. La Direction des Grandes Entreprises a continué de multiplier ses relations avec les grands groupes marocains et les multinationales présentes ou nouvellement installées au Maroc. La progression enregistrée s'établissait à fin 2007 à plus de 43% par rapport à l'exercice 2006.

L'organisation de cette Direction s'articule autour d'une équipe commerciale dédiée au portefeuille des grandes entreprises. Cette équipe est structurée par domaine de compétence et assure un suivi sur mesure des relations dont elle a la charge. Conscients de la diversité des besoins de financements, ces équipes accompagnent leurs clients dans leurs relations avec les autres entités et filiales du groupe SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES. Une synergie est ainsi créée pour aider les clients à accéder aux diverses formes de financement qu'offre le groupe Société Générale au Maroc.

IV.b.4. Pôle Gestions Privée et Institutionnelle

Le pôle Gestions Privée et Institutionnelle regroupe les activités de gestion d'actifs (obligataires à court et long terme, actions, diversifiés et monétaires), d'intermédiation boursière, de placement en valeurs mobilières, de gestion de patrimoine ainsi que de conseil aux investisseurs institutionnels.

L'année 2007 a vu SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES multiplier les initiatives sur le segment de la clientèle patrimoniale, jugée stratégique. Ainsi, afin de mieux répondre aux



besoins d'une clientèle patrimoniale de plus en plus exigeante et courtisée par la concurrence, Société Générale a profondément renforcé son dispositif commercial et son offre de produits et services dédiés à ce segment de marché, avec par exemple le lancement de la gamme Vital Multi-Support (assurance investie sur divers supports, dont des OPCVM), en lien avec La Marocaine Vie et Gestar.

En 2007, SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES a poursuivi ses efforts d'extension des Espaces de Gestion de Patrimoine (EGP) lancés en 2006 et dotés des compétences nécessaires à la valorisation, l'optimisation et la pérennisation des actifs de la clientèle patrimoniale, par l'ouverture d'un EGP à Rabat le 15 novembre 2007. Au 30 Septembre 2007, Société Générale Marocaine de Banque compte 9 EGP.

Les autres structures dédiées à la clientèle patrimoniale que sont le département de la Gestion Privée et les Agences des Clientèle Patrimoniale (ACP) ont également été dotées de ressources humaines et de compétences additionnelles.

IV.b.5. Pôle Secrétariat Général

Le pôle Secrétariat Générale regroupe les fonctions support de la banque, à savoir La Direction des Systèmes d'Information, La Direction des Projets et de l'Organisation, La Direction des Moyens Généraux, La Direction des Affaires juridiques, La Direction de la production bancaire, La Direction des flux domestiques, La Direction des flux à l'international, Le Département qualité et Le Département achat.

Il a pour principales missions de :

- Promouvoir l'efficacité opérationnelle à travers :
 - o L'optimisation des processus,
 - o Le développement et l'exploitation des Systèmes d'informations
 - o L'amélioration de la qualité de service
 - o La maîtrise du Risque opérationnel
- Assurer l'allocation optimale des moyens nécessaires au développement et au fonctionnement pérenne de la Banque
- Développer la Banque de Flux
- Veiller à la sécurité juridique de la banque
- Promouvoir la culture qualité au sein de la Banque

IV.c. Evolution des indicateurs

IV.c.1. Evolution des crédits

Analyse de la production crédits

En millions de dirhams	2005	2006	2007	Var 06/05	Var 07/06	Part 2005	Part 2006	Part 2007
CLICOM	3 903	3 999	7 042	2%	76%	67%	61%	63%
▪ CMT	3 518	3 863	5 974	10%	55%	61%	59%	54%
▪ CLT	385	136	1 069	-65%	686%	7%	2%	10%
CLIPRI	1 911	2 547	4 099	33%	61%	33%	39%	37%
▪ PPO	134	211	545	57%	158%	2%	3%	5%
▪ SGF	417	718	869	72%	21%	7%	11%	8%
▪ PPI	1 360	1 618	2 686	19%	66%	23%	25%	24%
TOTAL crédits	5 814	6 546	11 142	13%	70%	100%	100%	100%

Source : SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES - Comptes consolidés

Au cours des trois dernières années, la production de crédits a connu une forte évolution. Le total de la production qui a été de MMAD 5 814 en 2005, est passée à MMAD 6 546 en 2006,



progressant ainsi de 13% entre les deux années. En 2007, l'augmentation des crédits a connu une augmentation très importante (+70%)

En effet en 2007, ce bond est dû à la progression des crédits octroyés à la clientèle commerciale en premier lieu (+76%) et plus particulièrement sous forme de crédit à long termes (+686%) tandis que l'année 2006 avait affiché une baisse de 65% de ce poste.

Les crédits accordés à la clientèle privée, ont eux, marqués une hausse de 33% entre 2005 et 2006 puis une hausse de 61% entre 2006 et 2007. Ces évolutions sont principalement liées à la hausse des prêts personnels immobiliers (+19%) entre 2005 et 2006 et (+66%) entre 2006 et 2007.

Par ailleurs, la production des crédits a affiché tout au long de la période observée une structure plus ou moins stable. En effet, la clientèle commerciale représente respectivement 67%, 61% et 63% des crédits octroyés pour l'année 2005, 2006 et 2007.

Analyse de l'encours des crédits

Au cours des trois dernières années l'encours des crédits clientèle, nets du provisionnement, a connu les évolutions suivantes :

En millions de dirhams	2005	2006	2007	Var 06/05	Var 07/06	Part 2005	Part 2006	Part 2007
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	1 796	5 157	7 602	187%	47%	8%	18%	20%
Créances nettes sur la clientèle	19 704	23 612	30 415	20%	29%	92%	82%	80%
▪ crédits de trésorerie et à la consommation	8 290	10 148	13 950	22%	37%	39%	35%	37%
▪ crédits à l'équipement	4 809	5 830	7 429	21%	27%	22%	20%	20%
▪ crédits immobiliers	4 320	5 388	7 341	25%	36%	20%	19%	19%
▪ autres crédits	2 285	2 245	1 695	-2%	-24%	11%	8%	4%
▪ Dont Créances en souffrance	702	649	1 174	-8%	81%	3%	2%	3%
▪ Dont Intérêts courus à recevoir	0	95	131		38%	0%	0%	0%
Total crédits y compris les créances sur EC et assimilés	21 500	28 764	38 017	34%	32%	100%	100%	100%

Source : SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES - Comptes consolidés

En hausse de 20% par rapport à 2005, l'ensemble des créances sur la clientèle s'est élevé à plus de MdMAD 23.6 en 2006. En 2007, cette évolution s'est confirmée puisque les créances sur la clientèle ont marqué une hausse de 29% pour s'établir à plus de MdMAD 30.4.

Notons que les crédits de trésorerie et à la consommation qui représentent plus de 37% du total des créances sur la clientèle en 2007, ont augmenté de 37% entre 2006 et 2007.

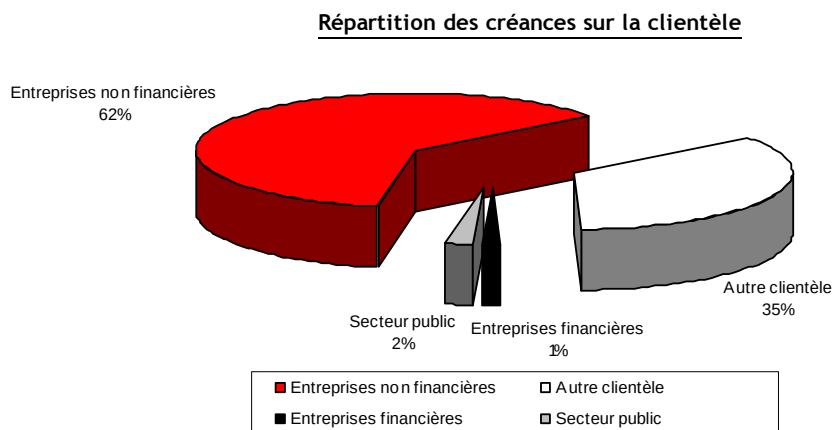
Par ailleurs, la Banque a vu ses créances en souffrance augmenter entre 2006 et 2007 passant de MMAD 649 à MMAD 1 174, progressant ainsi de 81%.

Au 31 décembre 2007, les créances clientèles sont réparties entre les segments suivants :

Clientèle	Montant des crédits en millions de dirhams
Entreprises non financières	19 346
Autre clientèle	10 986
Entreprises financières	419

Secteur public	626
Total¹⁰	31 377

Source : SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES - Comptes consolidés



Source : SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES - Comptes consolidés

Il apparaît clairement que les entreprises non financières absorbent la part la plus importante des créances émises par la Banque envers ses clients.

IV.c.2. Evolution des dépôts

Au cours des trois dernières années l'encours des dépôts clientèle a connu les évolutions suivantes :

En millions de dirhams	2005	2006	2007	Var 06/05	Var 07/06	Part dans 2005	Part dans 2006	Part dans 2007
Comptes à vue créditeurs	15 607	18 713	22 617	20%	21%	57%	59%	59%
Comptes d'épargne	3 710	4 025	4 361	8%	8%	14%	13%	11%
Dépôts à terme	6 818	7 576	9 025	11%	19%	25%	24%	23%
Autres comptes créditeurs	1 151	1 480	2 431	29%	64%	4%	5%	6%
Dont Intérêts courus à payer	62	72	96	16%	33%	0%	0%	0%
Total dépôts hors dettes sur EC et assimilés	27 286	31 794	38 434	17%	21%	100%	100%	100%

Source : Société Générale Marocaine de Banques

A fin 2006, l'encours des dépôts clientèle s'élève à plus de MdMAD 31,7 suite à une augmentation de 17% par rapport à l'année 2005. En 2007, cette évolution s'est accentuée, les encours de dépôts clientèle progressant de +21% à MdMAD 38,4. Les comptes à vue créditeurs constituent près de 59% de ces dépôts à fin 2007.

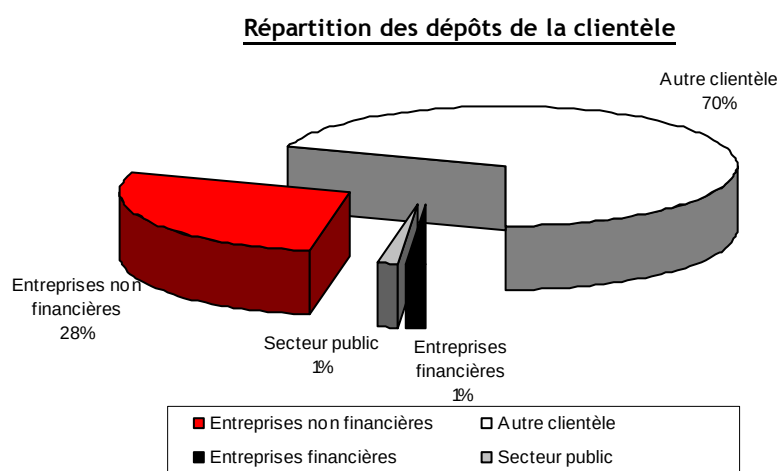
¹⁰ Total crédits hors crédit bail



Par ailleurs, la structure de la clientèle relative aux dépôts s'établit comme suit :

Clientèle	Montant des dépôts en millions de dirhams
Entreprises non financières	10 614
Autre clientèle	26 743
Entreprises financières	5454
Secteur public	533
Total	38 434

Source : SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES



Source : SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES - Comptes consolidés

Du fait de l'importance des dépôts des particuliers, le poste Autres clientèle accapare la grande majorité des dépôts de la clientèle. En effet, ce poste inclut la clientèle des particuliers (90% du total) et les MRE (6% du total), le reste de la clientèle étant formé par des entrepreneurs individuels et autres institutions.

Les entreprises non financières quant à elles sont très fortement représentées et constituent 28% des dépôts clientèle. En revanche, le secteur public ainsi que les entreprises financières ne correspondent qu'à 1% chacune de l'ensemble des dépôts clientèle.

IV.c.3. Evolution des engagements donnés par signature

En millions de dirhams	2005	2006	2007	Var 05/06	Var 06/07	Part dans total 2005	Part dans total 2006	Part dans total 2007
Engagements par signature en faveur de la clientèle	5 949	6 487	8 235	9%	27%	94%	89%	80%
Engagements par signature en faveur d'intermédiaires financiers	378	812	2 072	115%	155%	6%	11%	20%
Engagements donnés	6 327	7 299	10 306	15%	41%	100%	100%	100%

Source : Société Générale Marocaine de banques

Profitant essentiellement des engagements en faveur de la clientèle, et des engagements en faveur d'intermédiaires financiers qui ont progressé de 115% entre 2005 et 2006 et de 155% entre 2006 et 2007, l'ensemble des engagements donnés par signature poursuivent leur



progression. En effet, après avoir augmenté de 15% de 2005 à 2006, ils ont enregistré un bond de 41% en 2006 à 2007 pour s'établir à plus de Md MAD 10,3. Les crédits documentaires (CREDOC) affichent une progression de 1030 MMAD et les avals et cautions une progression de 694 MMAD, et forment la majeure partie de ces engagements.

IV.c.4. Evolution des engagements reçus par signature

En millions de dirhams	2005	2006	2007	Var 05/06	Var 06/07	Part dans total 2005	Part dans total 2006	Part dans total 2007
Engagements par signature reçus d'intermédiaires financiers	2299	1908	4674	-17%	145%	100%	100%	100%
Engagements par signature reçus de l'état et organismes de garantie financiers	4	6	15	72%	132%	0%	0%	0%
Engagements reçus	2303	1914	4689	-17%	145%	100%	100%	100%

Source : Société Générale Marocaine de banques

L'ensemble des engagements reçus proviennent essentiellement des intermédiaires financiers. Ceux-ci ont connu une très forte augmentation en 2007 par rapport à 2006 (+145%), après avoir marqué une baisse de 17% en 2006 par rapport à 2005.

IV.c.5. Réseau de distribution

A fin 2007, le réseau commercial de SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES compte 246 agences réparties à travers 9 directions régionales et une direction des Grandes Entreprises. Pour un meilleur service à la clientèle, les agences commerciales ont été segmentées entre agences de proximité, agences multi-marché et agences principales.

Les agences de proximité ont vocation à servir une clientèle composée en très grande majorité de particuliers personnes physiques et de professionnels. Les agences multi-marché opèrent au service de l'ensemble des clientèles, personnes physiques, professionnels et entreprises. Les agences principales ont vocation à servir toutes les clientèles et ont une orientation plus affirmée sur les entreprises de taille plus importante, et mettent en œuvre des ressources importantes (notamment un plus grand nombre de collaborateurs), elles sont implantées dans l'ensemble des grandes villes du Royaume.

Cette organisation est dotée d'un effectif et de moyens adaptés à la mission confiée par type d'agence. L'extension du réseau fait partie des objectifs stratégiques de SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES. Il se poursuivra donc sur les prochaines années.

Au cours des trois dernières années, le réseau de distribution de SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES s'est étendu :

Réseau	2005	2006	2007
Guichets permanents	204	221	246
DAB et GAB	178	231	272
Bureaux de représentation à l'étranger	4	4	4

Source : Société Générale Marocaine de Banques

Les guichets permanents, DAB et GAB sont en constante progression entre 2005 et 2007. Les bureaux de représentation à l'étranger, n'ont quant à eux pas connu de variation au cours de la période étudiée.

V. Moyens humains

SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES a toujours été soucieuse d'opérer des diagnostics approfondis des attentes et des préoccupations de sa clientèle pour y répondre avec célérité et efficacité. Pour matérialiser ses engagements client, SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES s'appuie en priorité, sur son capital humain pour fédérer ses ressources et asseoir son plan d'orientation stratégique.

Par ailleurs, le Groupe mène une politique de recrutement active qui permet également d'assurer le développement de l'activité et le renouvellement des compétences.

Dans un autre registre, l'effort d'optimisation de la filière RH a été maintenu par la mise à jour du référentiel des emplois et par la dispense de séminaires et stages de formation à la carte. La gestion prévisionnelle des emplois à la Banque permet d'identifier l'évolution ou les changements dans les contenus et la structure des métiers et des qualifications.

L'année 2007 a enregistré une nouvelle dynamique dans l'organisation de la gestion de carrière avec la mise en place d'une nouvelle cellule dédiée avec une répartition du portefeuille nominative entre les différents gestionnaires de carrières. De plus, SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES adopte un mode de gestion RH à la fois transparent, participatif et par objectif : une gestion où tout le personnel est impliqué.

L'engagement des managers dans la gestion des équipes se manifeste au travers d'un suivi au quotidien mais aussi lors de l'entretien annuel d'évaluation, qui consacre la relation de partenariat entre le manager et son collaborateur.

Ainsi, la Banque consolide sa communication interne au service de la cohésion des équipes, de l'esprit d'initiative et du partage des expériences. Pour preuve, le personnel est à jour sur tous les projets de la Banque et est régulièrement associé aux chantiers structurants et aux réflexions stratégiques menées. A ce titre, s'est tenu en juin 2006 au Centre SGMB de Dar Bouazza, la première *Convention des Forces de Vente* : une rencontre qui a permis à plus 400 acteurs commerciaux du réseau d'échanger sur les meilleures pratiques et de mieux travailler au service de la conquête, de la satisfaction et de la fidélisation des clients, initiative renouvelée en 2007 et complétée récemment par des séminaires dédiés « Forces de Vente » animés dans chaque Direction Régionale, à destination de l'ensemble des forces commerciales de la région.

Le personnel de la Banque se présente comme suit :

	2004	2005	% Var	2006	%Var	2007	% Var	Part 2004	Part 2005	Part 2006	Part 2007
Effectif	2 092	2 179	4%	2 286	5%	2 504	10%	100%	100%	100%	100%
Direction et Cadres	734	819	12%	867	6%	1 054	22%	35%	38%	38%	42%
Gradés	877	885	0,91%	904	2%	890	-2%	42%	41%	40%	36%
Employés	481	475	-1%	515	8%	560	9%	23%	22%	23%	22%

Source : Société Générale Marocaine de Banques

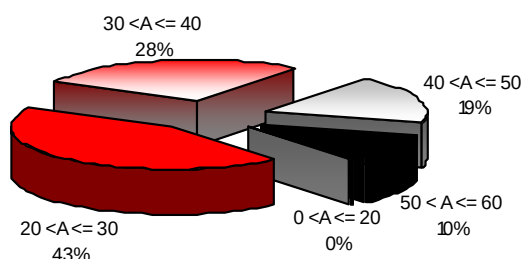


Après avoir connu des évolutions assez minimales en 2004, 2005 et 2006, l'effectif de la banque a marqué une hausse de 10% entre 2006 et 2007.

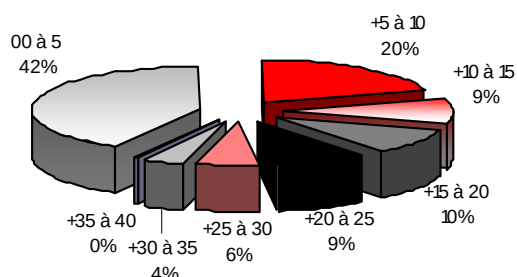
Par ailleurs, en 2007 la catégorie des directions et cadres constitue la part la plus importante de l'effectif total (42%) suivie de la catégorie des gradés avec 36% de l'effectif. Cette répartition était inversée lors des quatre années antérieures. En effet, en 2004, 2005 et 2006, la part des gradés était respectivement de 42%, 41% et 40% tandis que la part des Directions et Cadres était respectivement de 35%, 38% et 38%.

Répartition de l'effectif par tranche d'âge et par ancienneté :

Répartition de l'effectif par tranche d'âge 2007



Répartition de l'effectif par ancienneté en 2007



VI. Moyens Informatiques et organisation

Avec l'ouverture de 17 nouvelles agences en 2006 et un objectif de 400 agences à l'horizon 2010, SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES marque sa volonté de développer activement sa présence sur l'ensemble du territoire marocain.

L'expansion du « réseau en dur » s'est accompagnée de l'adaptation en 2005 des horaires d'ouverture à la clientèle, plus larges et plus flexibles, et par le développement rapide du parc de Guichets Automatiques.

Parallèlement au développement de ses canaux traditionnels, SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES a également créé et enrichi ses canaux de Banque à distance, avec le lancement de son site transactionnel *sgmaroc-online* en 2003, la refonte de son site institutionnel *sgmaroc.com* en juillet 2006, la refonte de son SVI (Service Vocal interactif) en 2006, la création de son centre d'appels sortants en septembre 2004 et de son centre d'appels entrants en septembre 2006.

Enfin, SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES a créé les outils visant à exploiter le canal e-mail (élaboration d'une base de données de plus de 18.000 adresses e-mails, de e-newsletters adressées régulièrement à plus de 10.000 dirigeants d'Entreprises et 18.000 Particuliers...).

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES a ouvert, en septembre 2006, un centre d'appels entrants qui permet d'offrir à la clientèle un véritable service de Banque par téléphone, baptisé *Sogetel*.

Ce service s'appuie sur un serveur vocal interactif modernisé offrant la consultation des comptes bancaires 7jours/7, 24h/24, et la possibilité d'accéder à des conseillers par téléphone sur de larges plages horaires (de 8h30 à 20h30 du lundi au vendredi, de 10h à 18h le samedi). Les clients peuvent ainsi obtenir toutes les informations sur les produits et services de la Banque ainsi que des simulations de crédits personnalisées. Ils peuvent même réaliser des

opérations bancaires par téléphone : commandes de chèquiers ou de cartes bancaires, virements au Maroc ou vers l'étranger...

VII. Stratégie de développement

La mise en œuvre des ambitions de développement de SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES repose sur la croissance organique (extension du réseau « en dur ») et le développement des métiers financiers spécialisés à forte valeur ajoutée sur lesquels le groupe est souvent en position de leader ou de Co-leader (crédit-bail, crédit à la consommation, location longue durée de véhicules...) ou innovant (location longue durée de parc informatique).

SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES a pour objectif de consolider sa présence sur l'ensemble des marchés/segments de marchés à haute valeur, private banking, PME, Corporate. Elle dispose d'ores et déjà d'une offre de produits riche et structurée par marché/segment de marché/famille de produits.

A cet effet, des plans d'actions spécifiques ont été élaborés afin de renforcer la présence de SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES et/ou élargir les cibles de clientèle auprès des marchés suivants:

- Marché des PME : mise en place d'une nouvelle organisation complétée par un dispositif spécifique dans le réseau d'agences pour améliorer la qualité et les délais de traitement des demandes des clients.
- Marché des MRE (Marocains Résidant à l'Etranger) : mise en place d'un plan porté par la nouvelle Direction des Marocains du Monde et incluant notamment un élargissement de la zone de chalandise à quelques pays européens cible et le développement d'accords commerciaux avec des Banques partenaires dans les pays cibles pour disposer d'une offre compétitive.
- Marché des Professionnels : mise en place d'un plan d'organisation de la démarche commerciale, prévoyant le lancement d'offres de produits dédiés aux besoins des professionnels.
- Clientèle Patrimoniale et Fortunée : la filière clientèle patrimoniale / fortunée, d'ores et déjà servie via les ouvertures récentes d'Espaces de Gestion de Patrimoine dans toutes les grandes villes du Royaume, fera l'objet de la structuration et de l'enrichissement de l'offre de produits dédiée à cette cible de clientèle.
- Clientèle des Etrangers Résidant au Maroc (ou investissant au Maroc) : en capitalisant sur la marque Société Générale et la nouvelle identité visuelle, la commercialisation d'une offre de produits et services dédiée à cette clientèle et sur les structures d'accueil de la clientèle patrimoniale (Marrakech, Casablanca, Tanger...), sera renforcée.
- Clientèle recherchant des produits conformes à la charia : suite à la diffusion des recommandations de Bank Al-Maghrib concernant les nouvelles offres de produits dits « alternatifs », développement d'une offre de produits visant une clientèle qui aujourd'hui n'est pas nécessairement bancarisée et répondant à ses attentes en matière de financements conformes à la charia.

De fait, la politique ambitieuse de SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES en matière de conquête clientèle par une densification du maillage, et une haute spécialisation des métiers, requiert la poursuite du Développement des Ressources Humaines (l'effectif cible de la seule SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES en 2010 devrait se situer autour de 3100 collaborateurs). Au surplus, la croissance significative de la volumétrie de formation interne sera rendue nécessaire (de 115.000 heures en 2007 à 135.000 heures en 2010, avec près de 2300 salariés formés chaque année à terme).



Enfin, le développement des infrastructures sera poursuivi, par l'investissement dans le développement du réseau d'agences (400 agences à l'horizon 2010) et les systèmes d'information.



PARTIE V. **Situation Financière**



I. Présentation des comptes sociaux

I.a. Comptes de produits et charges

En millions de dirhams	2005	2006	2007	Var 06/05	Var 07/06
Produits d'exploitation bancaire	2 165	2 433	2 965	12%	22%
Charges d'exploitation bancaire	383	461	643	20%	39%
Produit net bancaire	1 782	1 972	2 322	11%	18%
Produits d'exploitation non bancaire	44	89	365	102%	310%
Charges d'exploitation non bancaire	13	2	0	-85%	-100%
Charges générales d'exploitation	945	1 011	1 117	7%	10%
Charges de personnel	481	494	558	3%	13%
Impôts et taxes	25	34	38	36%	12%
Charges externes	275	312	364	13%	17%
Autres charges générales d'exploitation	14	13	11	-7%	-15%
DAP des immobilisations incorporelles et corporelles	151	157	146	4%	-7%
Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	603	667	991	11%	49%
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	374	386	346	3%	-10%
Pertes sur créances irrécouvrables	25	54	192	116%	256%
Autres dotations aux provisions	203	227	454	12%	100%
Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties	306	373	435	22%	17%
RAP pour créances et engagements par signature en souffrance	128	309	345	141%	12%
Récupération sur créances amorties	10	7	3	-30%	-57%
Autres reprises de provisions	167	58	86	-65%	48%
Résultat courant	571	754	1 014	32%	34%
Produits non courants	23	25	33	9%	32%
Charges non courantes	60	87	54	45%	-38%
Résultat avant impôts sur les résultats	534	692	993	30%	43%
Impôts sur les résultats	196	245	328	25%	34%
Résultat net de l'exercice	338	447	665	32%	49%

Source : Société Générale Marocaine de Banques- Comptes sociaux-

I.a.1. Produits d'exploitation bancaire

En millions de dirhams	2005	2006	2007	Var 06/05	Var 07/06	Part 2005	Part 2006	Part 2007
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	80	271	442	238%	63%	4%	11%	15%
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 464	1 490	1 736	2%	16%	68%	61%	59%
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	123	110	77	-11%	-30%	6%	5%	3%
Produits sur titres de propriété	80	116	180	45%	55%	4%	5%	6%
Produits sur immobilisations en crédit-bail et location	0	0	0			0	0	0
Commissions sur prestations de service	264	270	322	2%	19%	12%	11%	11%
Autres produits bancaires	154	175	209	14%	19%	7%	7%	7%
Produits d'exploitation bancaire	2 165	2 433	2 965	12%	22%	100%	100%	100%

Source: Société Générale - comptes sociaux-

Au titre de l'exercice 2006

Au terme de l'exercice 2006, les produits d'exploitation bancaire affichent une progression de 12% pour s'établir à MMAD 2.433. Cette évolution s'explique principalement par les concours octroyés à la clientèle, et la progression des financements accordés aux filiales spécialisées de SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES (crédit à la consommation et crédit bail) de MMAD 2.092. Les évolutions favorables du volume ont largement compensé la baisse des taux de marge liés à l'intensification de la concurrence.

Les intérêts sur opération avec les établissements de crédit ont fortement progressé de 2005 à 2007. En effet, entre 2005 et 2006, ils ont enregistré une hausse de 238% provenant presque exclusivement de l'accroissement des crédits consentis aux filiales de la Société Générale Marocaine de Banques (Sogelease, Sogefinancement et EQDOM) à hauteur de 2 milliards de dirhams.

L'évolution positive des commissions provient essentiellement de la progression des commissions sur vente de produits d'assurances (+66%), des opérations sur titres (+47%), des frais de tenue de compte (+12,4%) et des commissions sur crédits (+50%), en lien avec l'augmentation des ventes de produits et activités de conseil.

Les autres produits bancaires ont connu une hausse de MMAD 21 expliquée essentiellement par l'augmentation des produits sur opérations de change provenant essentiellement des virements étrangers grâce à l'augmentation des activités de transfert et de rapatriement.

Au titre de l'exercice 2007

Au terme de l'exercice 2007, les produits d'exploitation bancaire de SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES s'établissent à MMAD 2.965 en progression de 22% par rapport à l'exercice précédent. Cette évolution est due essentiellement à la hausse des intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit de 63%, et la hausse des intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle de 16%.

Les intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit ont progressé de MMAD 171, en raison de la progression des financements accordés aux filiales spécialisées (crédit-bail et crédit conso) de +20%.

La hausse des intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle de MMAD 246 est due à la progression soutenue des encours de crédits, notamment Crédits Moyens Terme et spots corporate, et crédits à l'habitat.

Les intérêts et produits assimilés sur titres de créance ont baissé de 30%. Cette évolution est due à l'arrivée à échéance d'une partie du portefeuille de titres à revenu fixe, non complètement renouvelée en 2007 (baisse de l'encours de 34%).

Les produits sur titres de propriété ont progressé de 55% compte tenu de la hausse des dividendes perçus, soit MMAD 180 au titre de l'exercice 2007 contre MMAD 116 en 2006.

Les postes « commissions sur prestations de service » et « autres produits bancaires » ont augmenté tous deux de 19%.

La hausse des commissions sur prestation de services s'est accélérée en 2007 passant de 2% entre 2005 et 2006 à 19% entre 2006 et 2007. Cette évolution est liée notamment à :

- L'activité monétique grevée de -36% en 2006 par les frais « Visa » et qui progresse en 2007 à +30%.
- Les commissions Etrangers qui progressent de +12% en 2006 et +27% en 2007.
- Les produits d'engagement par signature qui avaient connu une légère baisse en 2006 (-0.7%) et qui progressent nettement en 2007 (+12%).

Par ailleurs, les intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit ont connu une évolution importante depuis 2005. En effet, en 2007, ils ont représenté 15% des produits d'exploitation bancaires tandis qu'en 2005 et 2006, leur part était respectivement de 4% et 11%.

Les intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle qui représentaient 68% des produits d'exploitation bancaire en 2005 ont vu leur part diminuer en 2006 et 2007, puisqu'ils ont constitué 61% des produits d'exploitation bancaire en 2006 et 59% en 2007.

I.a.2. Charges d'exploitation bancaire

En millions de dirhams	2005	2006	2007	Var 06/05	Var 07/06	Part 2005	Part 2006	Part 2007
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	38	57	103	50%	80%	10%	12%	16%
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	284	324	391	14%	21%	74%	70%	61%
Intérêts et charges assimilées sur titres de créances émis	0	0	50	-	-	0%	0%	8%
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	0	0	0	-	-	0%	0%	0%
Autres charges bancaires	60	80	99	33%	24%	16%	17%	15%
Charges d'exploitation bancaire	382	461	643	21%	39%	100%	100%	100%

Source : Société Générale- comptes sociaux-

Au titre de l'exercice 2006

Au 31 décembre 2006, les charges d'exploitation bancaire s'établissent à MMAD 461 contre MMAD 382 à fin 2005 soit une hausse de 21%.

Cette progression s'explique principalement par l'augmentation des intérêts et charges sur opérations avec la clientèle de près de MMAD 40 du fait de la progression des encours de dépôts rémunérés (+8%).

Les autres charges bancaires ont augmenté de MMAD 20, cette variation s'explique principalement par l'augmentation des charges liées au change.

Au titre de l'exercice 2007

Les charges d'exploitation bancaire ont affiché une hausse de 39% pour s'établir à MMAD 643 au 31 décembre 2007. Cette évolution est due principalement aux effets suivants :

- La hausse des intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit de MMAD 46 suite à la mise en place, en décembre 2006, d'un ensemble d'emprunts interbancaires à hauteur de MMAD 930 dont les intérêts ont été payés en 2007.
- La progression des intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle de MMAD 67 et ce en relation avec la hausse normale de l'encours des dépôts rémunérés avec toutefois une amélioration du ratio de structure (dépôts rémunérés/dépôts globaux) qui passe de 40,1% en 2006 à 38% en 2007.
- La hausse des intérêts et charges assimilées sur titres de créances émis de MMAD 50 suite à la mise en place d'un programme d'émission de Certificats de Dépôts (CD) à compter d'avril 2007 et pour un encours moyen de MMAD 1.344.
- L'augmentation des autres charges bancaires de MMAD 19 en raison de l'augmentation des charges liées aux opérations de change.

Les intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit voient leur part augmenter en continu de 2005 à 2007 puisque de 10% des charges d'exploitation bancaire en 2005, ces intérêts passent à 12% en 2006 pour atteindre en 2007 16%.

A l'opposé, les Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle qui constituaient 74% des charges d'exploitation en 2005, ont vu leur part baisser à 70% en 2006 pour atteindre 61% en 2007.

I.a.3. Produit net bancaire

En millions de dirhams	2005	2006	2007	Var 06/05	Var 07/06
Intérêts et produits assimilés	1 667	1 871	2 255	12%	21%
Intérêts et charges assimilées	322	381	544	18%	43%
Marge d'intérêt	1 345	1 490	1 711	11%	15%
Produits sur immobilisations en crédit-bail et location	0	0	0		
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	0	0	0		
Résultat des opérations de crédit bail et location	0	0	0		
Commissions perçues	304	315	375	4%	19%
Commissions servies	6	12	13	100%	8%
Marge sur commissions	298	303	362	2%	19%
Résultat des opérations sur titres de transaction	0	0	0		
Résultat des opérations sur titres de placement	3	1	-9	-67%	-1000%
Résultat des opérations de change	107	111	136	4%	23%
Résultat des opérations sur produits dérivés	0	0	0		
Résultat des opérations de marché	110	112	127	2%	13%
Divers autres produits bancaires	80	116	179	45%	54%
Diverses autres charges bancaires	51	49	57	-4%	16%
Produit net bancaire	1 782	1 972	2 322	11%	18%

Source: Société Générale- comptes sociaux-

Marge d'intérêt

En 2006, la marge d'intérêt s'élève à MMAD 1.490 en hausse de 11% par rapport à l'exercice précédent. Cette évolution s'explique par les effets compensés suivants :

- La hausse des intérêts et produits assimilés de 12%, engendrée principalement par l'augmentation de 238% de 2005 à 2006 puis de 63% de 2006 à 2007 des intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit et par la progression des produits d'intérêt de la clientèle, en lien avec l'évolution des encours de crédits.
- La hausse des intérêts et charges assimilées de 18% en raison de la progression des dépôts rémunérés et DAT clientèle, ainsi que la charge sur emprunts interbancaires.

Concernant l'exercice 2007, la marge d'intérêts a enregistré une progression de 15% expliquée par :

- La hausse de la marge d'intérêts sur opérations avec les établissements de crédit de MMAD 125. Cette évolution est limitée à 15% en raison d'une hausse plus rapide des charges d'intérêts par rapport à la hausse des produits d'intérêt. En effet, la forte croissance des charges d'intérêt en 2007 est due :
 - o Au financement interbancaire mis en place en 2006 et dont les intérêts ont été payés en 2007.
 - o A l'émission au printemps 2007 de certificats de dépôts pour un montant qui atteint en décembre 2007 3.5 milliards de dirhams.
- La progression de la marge d'intérêts avec la clientèle de MMAD 179.

Résultat des opérations de crédit bail et location

Néant

Marge sur commissions

L'évolution des commissions perçues en 2007 se présente comme suit :

En millions de dirhams	2005	2006	2007	Var 06/05	Var 07/06	Part 2005	Part 2006	Part 2007
Commissions perçues	304	315	375	4%	19%	100%	100%	100%
Sur opérations avec les établissements de crédit	0	0	0			0%	0%	0%
Sur opérations avec la clientèle	84	103	131	23%	27%	28%	33%	35%
Sur opérations de change	40	45	53	13%	18%	13%	14%	14%
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres et sur produits dérivés	0	0	0			0%	0%	0%
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	8	11	16	38%	46%	3%	3%	4%
Sur moyens de paiement	118	112	121	-5%	9%	39%	36%	32%
Sur activités de conseil et d'assistance	11	2	6	-82%	173%	4%	1%	2%
Sur ventes de produits d'assurances	2	4	3	100%	-6%	1%	1%	1%
Sur autres prestations de service	41	39	43	-5%	12%	13%	12%	11%

Source: Société Générale : Comptes sociaux

Les commissions perçues ont connu une légère hausse de 4% entre 2005 et 2006.

Concernant l'exercice 2007, la progression de 19% des commissions perçues s'explique par les effets suivants :

- Hausse des commissions sur opérations avec la clientèle de MMAD 28 suite à un nombre d'ouverture de comptes important en 2007 (77 961 comptes chèque) et au développement des opérations virements, prélèvements..., qui s'en est suivi.
- Hausse des commissions sur opérations de change de MMAD 8 en raison du nombre important des opérations MRE et à la croissance du nombre de touristes qui visitent le Maroc.
- Hausse des commissions sur opérations sur titres de MMAD 5 en raison des introductions importantes en bourse qu'a connue l'année 2007.
- Hausse des commissions sur moyens de paiement de MMAD 9 expliquée par la meilleure gestion du différentiel de change sur retraits internationaux laquelle avait en 2006 entraîné une baisse de ces commissions de 35.8% du fait de la suppression des rétrocessions sur commissions de changes versées par l'organisme VISA, ainsi que par un effort commercial important sur la distribution des cartes.

Au vu de ce qui précède, la composition des commissions a évolué. En effet, les commissions sur opérations avec la clientèle qui représentaient en 2005 28% de l'ensemble des commissions ont enregistré des parts de 33% en 2006 et de 35% en 2007. A l'opposé, les commissions sur moyen de paiement ont vu leur part diminuer, ces commissions qui constituaient 39% des commissions en 2005, en ont constitué 36% en 2006 et 32% en 2007

Résultat des opérations de marché

Les résultats des opérations de marché sont essentiellement constitués des opérations de change.

Les résultats des opérations de change ont connu une progression en 2006 et 2007 de respectivement 4% et 23%, cette évolution s'explique par l'augmentation des volumes initiés par la clientèle déléguée.

PNB

Le PNB de SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES s'établit au titre de l'exercice 2007 à MMAD 2.322 et a progressé en 2006 et 2007 de respectivement 11% et 18%, cette évolution résulte des bonnes performances des différentes activités de la Banque.

Coefficient d'exploitation bancaire

En millions de dirhams	2005	2006	2007	Var 06/05	Var 07/06
Produits d'exploitation bancaire	2 165	2 433	2 965	12%	22%
Charges d'exploitation bancaire	382	461	643	21%	39%
Produit net bancaire (1)	1 782	1 972	2 322	11%	18%
Charges de personnel	481	494	558	3%	13%
Impôts et taxes	25	34	38	36%	12%
Charges externes	275	312	364	13%	17%
Autres charges générales d'exploitation	14	13	11	-7%	-15%
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations	151	157	146	4%	-7%
Charges générales d'exploitation (2)	945	1 011	1 117	7%	10%
Coefficient d'exploitation (2) / (1)	53%	51%	48%	-2 pts	-3pts

Source: Société Générale : Comptes sociaux

Au titre de l'exercice 2006

Au terme de l'exercice 2006, le coefficient d'exploitation est de l'ordre de 51% contre 53% en 2005. Cette amélioration de 2 points s'explique par l'évolution du PNB dans des proportions plus importantes que les charges générales d'exploitation :

- Le PNB a enregistré une progression de 11%
- les charges générales d'exploitation ont connu une hausse de 7% expliquée par la progression des frais de personnel et les frais généraux, en lien avec le développement du réseau d'agences et de l'activité de la Banque.

Au titre de l'exercice 2007

Au terme de l'exercice 2007, le coefficient d'exploitation est de l'ordre de 48% contre 51% en 2006. Cette baisse de 3 points s'explique par l'évolution du PNB dans des proportions plus importantes que les charges générales d'exploitation :

- Le PNB a enregistré une progression de 18%
- Les charges générales d'exploitation ont été maîtrisées à hauteur de 10% d'évolution, expliquée essentiellement par l'augmentation des frais de personnel, qui est due à l'importance des recrutements effectués en 2007, la revalorisation liée à la convention collective intervenue en Mai 2007 et les frais liés à l'horaire continu (entré en vigueur au 1^{er} juillet 2006).

I.a.4. Résultat brut d'exploitation et résultat courant

En millions de dirhams	2005	2006	2007	Var 06/05	Var 07/06
Produit net bancaire	1 782	1 972	2 322	11%	18%
Résultat des opérations sur immobilisations financières	101	83	296	-18%	257%
Autres produits d'exploitation non bancaire	41	10	14	-76%	40%
Autres charges d'exploitation non bancaire	0	0	0		
Charges générales d'exploitation	945	1 011	1 117	7%	10%
Résultat brut d'exploitation	979	1 054	1 515	8%	44%
Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance, et pertes nettes sur créances irrécouvrables	260	194	189	-25%	-3%
Autres dotations nettes des reprises aux provisions	- 148	- 106	- 312	28%	- 194%
Résultat courant	571	754	1 014	32%	34%

Source: Société Générale : Comptes sociaux

Au titre de l'exercice 2006

Au terme de l'exercice 2006, le résultat brut d'exploitation s'établit à MMAD 1.054, principalement du fait des efforts engagés par la Banque en termes de réduction des charges et de maîtrise des risques.

Le résultat courant de la Banque s'élève à MMAD 754, en progression de 32% par rapport à 2005 et profite de la baisse des dotations nettes des reprises de MMAD 108.

Au titre de l'exercice 2007

En 2007, le résultat brut d'exploitation enregistre une progression de 44% par rapport à l'année 2006, résultant de la progression des autres produits d'exploitation non bancaires (plus value réalisée sur la cession de titres de participations) et de la maîtrise des charges d'exploitation.

Le résultat courant s'affiche ainsi en progression de 34% à MMAD 1.014, malgré l'augmentation des dotations nettes des reprises aux provisions.

I.a.5. Résultat net

En millions de dirhams	2005	2006	2007	Var 06/05	Var 07/06
Résultat courant	571	754	1 014	32%	34%
Résultat non courant	-37	-62	-21	-68%	66%
Impôts sur les résultats	196	245	328	25%	34%
Résultat net	338	447	665	32%	49%

Source: Société Générale- comptes sociaux-

Au titre de l'exercice 2006

Le résultat net de SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES s'établit à MMAD 447 au 31 décembre 2006 contre MMAD 338 au 31 décembre 2005 soit une progression de 32%.

Au titre de l'exercice 2007

Le résultat net de SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES s'établit à MMAD 665 au 31 décembre 2007 contre MMAD 447 au 31 décembre 2006 soit une progression de 49%.

Par ailleurs, le déficit non courant qui avait enregistré une baisse de 68% entre 2005 et 2006 a augmenté de 66% entre 2006 et 2007. en effet, le RNC 2006 intègre, en plus des plus ou moins

values de cessions de titres et des gains et pertes opérationnelles, une dotation de provision pour éventualité diverses (PED) qui explique le pic enregistré en 2006.

I.a.6. Rentabilité des fonds propres et rentabilité des actifs

En millions de dirhams	2005	2006	2007	Var 06/05	Var 07/06
Résultat net	338	447	665	32%	49%
Fonds propres	2 842	3 114	3 545	10%	14%
Actifs	33 281	40 827	48 524	23%	19%
Return On Equity (ROE)	12%	14%	19%	+2 pts	+5 pts
Return On Assets (ROA)	1.01%	1.09%	1.37%	+0.08 pts	+0.28 pts

Source: Société Générale-comptes sociaux-

Les fonds propres de la banque sont en constante augmentation puisqu'ils ont connu une hausse de 10% entre 2005 et 2006 puis une hausse de 14% entre 2006 et 2007. Ces évolutions sont dues à l'intégration de résultats non distribués d'une année sur l'autre.

Les actifs de la banque ont également enregistré des hausses continues sur la période expliquées par un fort accroissement des engagements par caisse qui a progressé de 32% en 2007 et de 27.5% en 2006. En effet, les actifs augmentent de 23% entre 2005 et 2006 puis de 19% entre 2006 et 2007.

La rentabilité des fonds propres (ROE) est en croissance constante sur la période étudiée et passe de 12% en 2005 à 14% en 2006 pour atteindre 19% en 2007. Cette évolution s'explique par la progression soutenue du résultat net entre 2005 et 2007.

La rentabilité des actifs (ROA) est en croissance constante sur la période étudiée et passe de 1,01% en 2005 à 1,09% en 2006 pour atteindre 1,37% en 2007. Cette évolution s'explique par la progression soutenue du résultat net entre 2005 et 2007.

I.b. Analyse du bilan

I.b.1. Bilan résumé

En millions de dirhams	2005	2006	2007	Var 06/05	Var 07/06	Part des emplois et ressources		
Actif	33 281	40 826	48 524	23%	19%	Part dans actif 2005	Part dans actif 2006	Part dans actif 2007
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	4 412	5 107	3 444	16%	-33%	13%	13%	7%
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	5 120	8 714	12 292	70%	41%	15%	21%	25%
Créances sur la clientèle	18 246	21 913	28 182	20%	29%	55%	54%	58%
Opérations de crédit-bail et de location						0%	0%	0%
Créances acquises par affacturage						0%	0%	0%
Titres de transaction et de placement	2 463	2 220	1 557	-10%	-30%	7%	5%	3%
Autres actifs	464	537	768	16%	43%	1%	1%	2%
Titres d'investissement						0%	0%	0%
Titres de participation et emplois assimilés	1 160	905	835	-22%	-8%	3%	2%	2%
Immobilisations incorporelles	151	148	148	-2%	0%	0%	0%	0%
Immobilisations corporelles	1 265	1 282	1 298	1%	1%	4%	3%	3%
Passif	33 281	40 826	48 524	23%	19%	Part dans Passif 2005	Part dans Passif 2006	Part dans Passif 2007
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux						0%	0%	0%
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1 734	4 412	855	154%	-81%	5%	11%	2%
Dépôts de la clientèle	27 274	31 794	38 422	17%	21%	82%	78%	79%
Titres de créances émis		0	3 571			0%	0%	7%
Autres passifs	856	888	1 194	4%	34%	3%	2%	2%
Provisions pour risques et charges	494	528	737	7%	40%	1%	1%	2%
Provisions réglementées	80	90	200	13%	122%	0%	0%	0%
Dettes subordonnées						0%	0%	0%
Fonds propres	2 842	3 114	3 545	10%	14%	9%	8%	7%

Source: Société Générale- comptes sociaux-

I.b.2. Analyse des principaux postes du bilan

Crédits

En millions de dirhams	2005	2006	2007	Var 06/05	Var 07/06
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	5 120	8 714	12 292	70%	41%
Créances sur la clientèle	18 246	21 913	28 182	20%	29%
Crédit de trésorerie et à la consommation	6 928	8 561	11 836	24%	38%
Crédits à l'équipement	4 735	5 745	7 346	21%	28%
Crédits immobiliers	4 304	5 372	7 326	25%	36%
Autres crédits	2 279	2 235	1 674	-2%	-25%
Total crédits	23 366	30 627	40 474	31%	32%

Source: Société Générale- comptes sociaux-

Au titre de l'exercice 2006

Au 31 décembre 2006, les créances sur les établissements de crédit et assimilés s'élèvent à MMAD 8.714 en progression de 70% par rapport à l'exercice précédent. Cette évolution se justifie notamment par le refinancement des filiales spécialisées de SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES. Les encours de ces refinancements au 31/12/2006 s'élèvent à MMAD 2 284 pour Sogelease, MMAD 896,5 pour Sogefinancement et MMAD 1 521,1 pour EQDOM.

Pour leur part, les créances sur la clientèle s'établissent à MMAD 21.913 et enregistrent une hausse de 20% par rapport à 2005. Cette évolution s'explique par les effets cumulés suivants :

- hausse des crédits de trésorerie et à la consommation de 24% en raison d'importants crédits débloqués pour le compte de grandes entreprises.
- hausse des crédits à l'équipement de 21% en raison des crédits accordés surtout à la grande entreprise.
- hausse des crédits immobiliers de 25% justifiée par la croissance du secteur immobilier et, par conséquent la forte demande sur les crédits immobiliers.

Au titre de l'exercice 2007

Au 31 décembre 2007, les créances sur les établissements de crédit et assimilés s'élèvent à MMAD 12.292 en progression de 41% par rapport à l'exercice précédent. Cette évolution se justifie par la forte hausse des besoins des filiales de SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES. Les encours de ces refinancements au 31/12/2007 s'élèvent à MMAD 2 812,3 pour Sogelease, MMAD 1 266,1 pour Sogefinancement et MMAD 1 787,2 pour EQDOM.

Pour leur part, les créances sur la clientèle s'établissent à MMAD 28.182 et enregistrent une hausse de 29% par rapport à 2006. Cette évolution s'explique par les effets cumulés suivants :

- hausse des crédits de trésorerie et à la consommation de 38% en raison de forte hausse des besoins des ménages pour les biens de consommation mais également des entreprises pour le financement de l'exploitation.
- hausse des crédits à l'équipement de 28%.
- hausse des crédits immobiliers de 36% justifiée par le maintien de la demande sur le marché de l'immobilier.

La structure des crédits de la Banque est assez équilibrée entre les trois types de crédits, avec néanmoins une légère domination des crédits de trésorerie et à la consommation qui représentent près de 40% en moyenne du total des créances sur la clientèle sur la période étudiée.

Structure en %	2005	2006	2007
Crédit de trésorerie et à la consommation	38%	39%	42%
Crédits à l'équipement	26%	26%	26%

Crédits immobiliers	24%	25%	26%
Autres crédits	12%	10%	6%
Total créances sur la clientèle	100%	100%	100%

Source : Société Générale Marocaine de Banques- Comptes sociaux

En millions de dirhams	2005	2006	2007	Var 06/05	Var 07/06
Créances pré-douteuses	33	71	96	115%	35%
Créances douteuses	176	170	190	-3%	12%
Créances compromises	2 511	2 626	2 528	5%	-4%
Total des créances en souffrance	2 720,0	2 867	2 814	5%	-2%
Crédits bruts à la clientèle	20 264	24 142	30 404		
Taux de contentieux	13,42%	11,88%	9,26%	- 1,54 pts	-2,62 pts

Source : Société Générale Marocaine de Banques

Le taux de contentieux, exprimé comme le rapport entre les créances en souffrance brutes et le total des crédits à la clientèle est affecté favorablement entre 2005 et 2006 par la progression des encours de crédits, qui améliore mécaniquement le ratio. L'évolution entre 2006 et 2007 s'explique par une nouvelle progression des encours de crédits accompagnée par une stabilisation de l'encours de créances en souffrance.

Le taux de couverture des créances en souffrance de la Société Générale évolue de la manière suivante :

En millions de dirhams	2005	2006	2007	Var 06/05	Var 07/06
Créances brutes en souffrance	2 720	2 867	2 813	5%	-2%
Provisions	2 019	2 228	2 222	10%	0%
Taux de couverture¹¹	74,23%	77,71%	78,99%	+3.48 pts	+1.28 pts

Source : Société Générale Marocaine de Banques

Les créances en souffrance qui avaient augmentés de 5% entre 2005 et 2006 ont marqués une baisse de 2% entre 2006 et 2007. Les provisions quant à elles sont restées stables entre 2006 et 2007 alors qu'elles avaient progressés de 10% entre 2005 et 2006.

Ces évolutions se sont traduites par une appréciation du taux de couverture de 3 points entre 2005 et 2006 et de 1 point entre 2006 et 2007.

¹¹ Le taux de couverture des créances en souffrance se mesure comme le rapport entre les provisions constituées au titre des créances en souffrance et l'encours brut de ces créances en souffrance.

Dépôts

En millions de dirhams	2005	2006	2007	Var 06/05	Var 07/06	Part 2005	Part 2006	Part 2007
Comptes à vue créditeurs	15 612	18 719	22 626	20%	21%	57%	59%	59%
Comptes d'épargne	3 710	4 025	4 361	8%	8%	14%	13%	11%
Dépôts à terme	6 818	7 588	9 026	11%	19%	25%	24%	23%
Autres comptes créditeurs	1 134	1 463	2 409	29%	65%	4%	5%	6%
Total dépôts	27 274	31 794	38 422	17%	21%	100%	100%	100%

Source: Société Générale- comptes sociaux-

Au titre de l'exercice 2006

Les dépôts de SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES s'élèvent à MMAD 31.794 au 31 décembre 2006 contre MMAD 27.274 au 31 décembre 2005 soit une hausse de MMAD 4.520 (17%).

Cette évolution s'explique principalement par :

- la progression des comptes à vue créditeurs de MMAD 3.107 du fait de l'accroissement du fond de commerce des particuliers et d'entreprises.
- la progression de dépôts à terme de MMAD 770 due à la révision des conditions tarifaires clientèle.

Au titre de l'exercice 2007

Les dépôts de SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES s'élèvent à MMAD 38.422 au 31 décembre 2007 contre MMAD 31.794 au 31 décembre 2006 soit une hausse de MMAD 6.628 (21%).

Cette évolution s'explique principalement par :

- l'augmentation continue des comptes à vue créditeurs de MMAD 3.907 suite à l'augmentation des fonds de commerce des particuliers et d'entreprises.
- la progression de dépôts à terme de MMAD 1.438 due à une reprise de la collecte de DAT à compter du second semestre 2007, notamment auprès de clients institutionnels et Grandes Entreprises, dans le cadre du financement de l'activité de la banque.

Par ailleurs, la structure des dépôts reste approximativement stable au cours des années 2005, 2006 et 2007. En effet, les dépôts sont principalement composés des comptes à vue créditeurs (57% en 2005, 59% en 2006 et 59% en 2007).

Ratio de transformation de la Banque

En millions de dirhams	2005	2006	2007	Var 06/05	Var 07/06
Encours crédits bruts ¹²	20 265	24 141	30 404	19%	26%
<i>Dont créances sur la clientèle</i>	18 246	21 913	28 182	20%	29%
<i>Dont provisions</i>	2 019	2 228	2 222	10%	0%
<i>Dont agios réservés</i>	0	0	0		
<i>Dont opérations de crédit bail et de location</i>	0	0	0		
Encours dépôts	27 274	31 794	38 422	17%	21%
Encours crédits / Encours dépôts	74,30%	75,93%	79,13%	1,63 pts	3,20 pts

Source: Société Générale- comptes sociaux-

Les encours crédits ont marqués une hausse continue sur la période : + 19% entre 2005 et 2006 et +26% entre 2006 et 2007.

Par ailleurs les encours dépôts ont connu une progression de 17% entre 2005 et 2006 et de 21% entre 2006 et 2007.

Ces évolutions se sont traduites par une progression de +1,63 points en 2006 du ratio de transformation des dépôts en crédits et de +3,20 points en 2007. Ceci s'explique par le fait que l'évolution des crédits octroyés (+26%) a été plus importante que celle des ressources collectées (+21%).

Structure des ressources de la Banque

En millions de dirhams	2005	2006	2007	Var 06/05	Var 07/06	Part 2005	Part 2006	Part 2007
Fonds propres et assimilés	2 842	3 114	3 545	10%	14%	Dans Fonds propres		
Dettes subordonnées								
Capital	1 170	1 170	1 560	0%	33%	41%	38%	44%
Réserves et primes liées au capital	1 336	1 497	1 320	12%	-12%	47%	48%	37%
Résultat net de l'exercice	337	447	665	33%	49%	12%	14%	19%
Report à nouveau						0%	0%	0%
Ressources	29 008	36 206	42 848	25%	18%	Dans ressources		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1 734	4 412	855	154%	-81%	6%	12%	2%
<i>Comptes à vue</i>	1 076	1 287	195	20%	-85%	4%	4%	0%
<i>Emprunts trésorerie à terme</i>	658	3 125	660	375%	-79%	2%	9%	2%
Dépôts de la clientèle	27 274	31 794	38 422	17%	21%	94%	88%	90%
Titres de créances émis	0	0	3 571			0%	0%	8%

Source: Société Générale- comptes sociaux-

Au titre de l'exercice 2006

Les fonds propres de SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES passent de MMAD 2.843 en 2005 à MMAD 3.114 en 2006 soit une hausse de MMAD 271 expliquée par la réalisation d'un résultat net en 2006 de MMAD 447 en hausse de MMAD 110 par rapport à 2005 et l'affectation en réserves de MMAD 161.

Le poste « dépôts de la clientèle » représente en moyenne près de 90% des ressources de Société Générale entre 2005 et 2007.

¹² Encours crédits bruts = Créances sur la clientèle (hors créances acquises par affacturage) + provisions sur créances sur la clientèle + agios réservés + opérations de crédit-bail et de location.

Au titre de l'exercice 2007

Les fonds propres de SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES passent de MMAD 3.114 en 2006 à MMAD 3.545 en 2007 soit une hausse de MMAD 431 expliquée par la réalisation d'un résultat net en 2007 de MMAD 665 en hausse de MMAD 218 par rapport à 2006 et l'affectation en réserves de MMAD 213.

Durant cet exercice, SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES a procédé à une augmentation de capital par incorporation de réserves de MMAD 390 pour le porter de MMAD 1.170 à MMAD 1.560.

Durant l'exercice 2007, Société Générale a procédé à l'émission de titres de créances pour un montant de MMAD 3 527.

Part des dépôts rémunérés	2005	2006	2007
Dépôts rémunérés/dépôts globaux	42,2%	40,1%	34,8%

La part des dépôts rémunérés dans le global des dépôts a reculé au cours des trois dernières années. Tandis que les dépôts rémunérés constituaient 42.2% de l'ensemble des dépôts en 2005 et 40.1% en 2006, ils ont représenté 34.8% en 2007.

Coefficient de liquidité de la Banque

En millions de dirhams	2005	2006	2007	Var 06/05	Var 07/06
A : Actif Réalisable à Court Terme	4 513	4 803	7 729	6,4%	60,9%
B : Exigibilités à Court Terme	7 345	9 093	8 481	23,8%	-6,7%
Coefficient de Liquidité : A / B	61,44%	52,82%	91,13%	-8.62 pts	+38.31 pts

Source: Société Générale Marocaine de Banques

La baisse du coefficient de liquidité entre 2005 et 2006 s'explique par la hausse du passif exigible (23.8%) dans des proportions plus importantes (6.4%) que l'actif réalisable.

L'amélioration du coefficient de liquidité qui passe de 52.82% en 2006 à 91.13% en 2007 s'explique principalement par l'émission en 2007 de certificats de dépôts en plus du recours aux Dépôts à Terme (DAT).

I.b.3. Analyse du hors bilan

En millions de dirhams	2005	2006	2007	Var 06/05	Var 07/06
Engagements donnés	7 403	8 005	11 195	8%	40%
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	1	25	88	2400%	252%
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	1 255	1 600	2 708	27%	69%
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	1 264	1 500	2 875	19%	92%
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	4 883	4 880	5 524	0%	13%
Titres achetés à réméré					
Autres titres à livrer					
Engagements reçus	2 466	2 126	4 871	-14%	129%
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés			1 135		
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	2 462	2 120	3 721	-14%	76%
Engagements de garantie reçus de l'État et d'organismes de garantie divers	4	6	15	50%	150%
Titres vendus à réméré					
Autres titres à recevoir					

Source: Société Générale- comptes sociaux-

Les engagements donnés par SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES ont connu une progression de 8% en 2006 et 40% en 2007 pour atteindre MMAD 11.195 en 2007.

Cette évolution s'explique principalement par l'évolution normale des besoins clientèle en 2006 et la concrétisation d'opérations importantes avec les clients corporate de la Direction des Grandes Entreprises en 2007.

Les engagements reçus par SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES sont essentiellement constitués des « Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés ».

L'évolution des engagements reçus entre 2005 et 2006 (-14%) s'explique par un moindre recours aux garanties bancaires.

L'évolution des engagements reçus entre 2006 et 2007 (+76%) se justifie principalement par la couverture demandée à SOCIÉTÉ GÉNÉRALE France pour le respect du ratio minimum de division de risque (réglementation BAM), et une ligne de back-up en trésorerie, d'un montant de 100 millions d'Euros mis en place en 2007.

I.b.4. Structure financière

La structure financière de la banque se mesure sous l'angle prudentiel par les ratios de solvabilité et de liquidité, tels que définis par Bank Al Maghrib. Une analyse détaillée du ratio de solvabilité figure dans la partie relative à la gestion des risques.

Analyse du tableau de flux

(en millions de MAD)	2005	2006	2007	Var 05/06	Var 06/07
1. (+) Produits d'exploitation bancaire perçus	2 087	2 323	2 791	11%	20%
2. (+) Récupérations sur créances amorties	10	7	3	-30%	-57%
3. (+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	25	27	38	8%	38%
4. (-) Charges d'exploitation bancaire versées	412	521	826	26%	59%
5. (-) Charges d'exploitation non bancaire versées	73	89	53	21%	-40%
6. (-) Charges générales d'exploitation versées	794	854	961	8%	13%
7. (-) Impôts sur les résultats versés	196	245	328	25%	34%
I. Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	646	647	664	0%	3%
Variation des :	-	-	-		
8. (+) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	1 877	3 594	3 578	91%	0%
9. (+) Créances sur la clientèle	2 937	3 668	6 268	25%	71%
10. (+) Titres de transaction et de placement	-108	-243	-663	126%	172%
11. (+) Autres actifs	125	73	233	-42%	219%
12. (+) Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-	-		
13. (+) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1 374	2 678	-3 557	95%	-233%
14. (+) Dépôts de la clientèle	4 146	4 520	6 628	9%	47%
15. (+) Titres de créance émis	-	-	3 571		
16. (+) Autres passifs	-296	-174	342	41%	296%
II. Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	392	-68	-2 432	-117%	ns
III. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)	1 039	579	-1 768	-44%	-405%
17. (+) Produit des cessions d'immobilisations financières	211	339	810	60%	139%
18. (+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	60	13	16	-78%	23%
19. (-) Acquisition d'immobilisations financières	42	0	498	-99%	ns
20. (-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	131	176	169	34%	-4%
21. (+) Intérêts perçus	-	-	-		
22. (+) Dividendes perçus	80	116	180	45%	55%
IV. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	178	291	339	64%	16%
23. (+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-	-		
24. (+) Emission de dettes subordonnées	-	-	-		
25. (+) Emission d'actions	-	-	-		
26. (-) Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-	-		
27. (-) Intérêts versés	-	-	-		
28. (-) Dividendes versés	176	176	234	0%	33%
V. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	-176	-176	-234	0%	33%
VI. VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+ IV +V)	1 041	695	- 1 663	-33%	-339%
VII. TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	3 371	4 412	5 107	31%	16%
VIII. TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	4 412	5 107	3 444	16%	-33%

Source: Société Générale- comptes sociaux-

Flux de Trésorerie 2006/2005

- Les flux de trésorerie du CPC sont quasi stables entre 2005 et 2006. Cette stabilité masque une rapide progression tant des Produits d'Exploitation Bancaires en 2006 que des charges (intérêts payés, Frais Généraux et charge fiscale), comme cela apparaît dans l'analyse des comptes sur les deux années.
- Les flux de trésorerie des postes du bilan sont marqués à la fois par la progression soutenue des dépôts et crédits clientèle en 2006 par rapport à 2005 (+7 milliards de Dhs de crédits aux clients et institutions financières et +7,2 milliards de Dhs de dépôts et emprunts aux institutions financières), et par le fait que les comptes de liaisons et les comptes de régularisation actif et passif au 31/12/2006 font apparaître une hausse importante comparativement à 2005, mais qui reste à des niveaux comparables à 2004.
- L'évolution positive (+134 MMAD) des flux de trésorerie provenant des activités d'investissement en 2006 provient essentiellement de la réalisation de plus-values sur titres légèrement plus importantes qu'en 2005, et d'un renforcement des investissements (acquisition d'immobilisations pour 176 MMAD de plus en 2006) au cours de l'exercice.

Flux de Trésorerie 2007/2006

- Les flux de trésorerie du CPC progressent légèrement entre 2006 et 2007 (+17,4 MMAD). Cette relative stabilité reflète d'une part une rapide progression des produits d'exploitation bancaire (près de 470 MMAD), du fait de la croissance rapide des encours et des produits et services commercialisés, mais aussi, la progression des charges (intérêts payés en hausse de 300 MMAD), et des Frais Généraux (+106 MMAD).
- Les flux de trésorerie des postes du bilan sont marqués en 2007 par une progression très soutenue des crédits clientèle par rapport à 2006 (+6,2 milliards de Dhs de crédits aux clients et + 3,6 milliards de Dhs de crédits aux institutions financières), tandis que les dépôts classiques de la clientèle ne progressent que de 6,2 milliards de Dhs. La banque est donc devenue emprunteuse nette en 2007 comme en témoigne le recours aux Titres de Créances émis pour près de 3,6 milliards de Dirhams. Ainsi, le flux de trésorerie 2007 est-il en évolution négative par rapport à 2006, du fait d'un développement plus rapide des crédits que des dépôts. Cette situation explique entre autres le recours plus large aux ressources de marché par la Banque à compter de 2007.
- L'évolution nettement positive (+339 MMAD) des flux de trésorerie provenant des activités d'investissement en 2007 provient essentiellement de la réalisation de plus-values sur titres légèrement plus importantes en 2006 qu'en 2005 (+471 MMAD), et d'un net renforcement des investissements (acquisition d'immobilisations pour 498 MMAD de plus en 2007) au cours de l'exercice.

Ainsi, globalement, la trésorerie 2007 est-elle en baisse par rapport à 2006.

II. Présentation des comptes consolidés

II.a. Périmètre de consolidation des trois derniers exercices

II.a.1. Périmètre de consolidation 2007

Société	Capital social en MAD	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode de consolidation
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES	1 560 000 000			Mère
SOGEBOURSE	20 000 000	99,99%	99,99%	Intégration Globale
GESTAR	1 000 000	99,94%	99,94%	Intégration Globale
INVESTIMA	105 000 000	47,43%	47,43%	Mise en équivalence
SOGEPLACEMENT	1 000 000	99,94%	99,94%	Mise en équivalence
SOGELEASE	100 000 000	60,00%	60,00%	Intégration Globale
FONCIMMO	50 000 000	99,99%	99,99%	Mise en équivalence
SG TANGER OFFSHORE	500 000 USD	99,92%	99,92%	Intégration Globale
LMV	183 750 000	28,35%	28,35%	Mise en équivalence
SOGEFINANCEMENT	30 000 000	99,99%	99,99%	Intégration Globale
ATHENA courtage	300 000	96,93%	96,93%	Intégration Globale
EQDOM	167 025 000	18,07%	18,07%	Mise en équivalence
SOGECONTACT	300 000	99,83%	99,83%	Intégration Globale
ALD AUTOMOTIVE	20 000 000	15,00%	15,00%	Mise en équivalence

Source : Société Générale Marocaine de Banques - comptes consolidés

II.a.2. Périmètre de consolidation 2006

Société	Capital social en MAD	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode de consolidation
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES	1 170 000 000			Mère
SOGEBOURSE	20 000 000	99,99%	99,99%	Intégration Globale
GESTAR	1 000 000	99,94%	99,94%	Intégration Globale
INVESTIMA	105 000 000	47,43%	47,43%	Intégration Globale
SOGEPLACEMENT	1 000 000	99,94%	99,94%	Mise en équivalence
SOGELEASE	100 000 000	60,00%	60,00%	Intégration Globale
FONCIMMO	50 000 000	99,99%	99,99%	Mise en équivalence
SG TANGER OFFSHORE	500 000 USD	99,92%	99,92%	Intégration Globale
LMV	183 750 000	28,35%	28,35%	Mise en équivalence
SOGEFINANCEMENT	30 000 000	99,99%	99,99%	Intégration Globale
ATHENA courtage	300 000	96,93%	96,93%	Intégration Globale
EQDOM	167 025 000	18,67%	18,67%	Mise en équivalence
SOGECONTACT	300 000	99,83%	99,83%	Intégration Globale
ALD AUTOMOTIVE	20 000 000	15,00%	15,00%	Mise en équivalence

Source : Société Générale Marocaine de Banques - comptes consolidés

II.a.3. Périmètre de consolidation 2005

Société	Capital social en MAD	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode de consolidation
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES	1 170 000 000			Mère
SOGEBOURSE	15 000 000	99,99%	99,99%	Intégration Globale
GESTAR	1 000 000	99,94%	99,94%	Intégration Globale
INVESTIMA	105 000 000	47,43%	47,43%	Intégration Globale
SOGEPLACEMENT	1 000 000	99,94%	99,94%	Mise en équivalence
SOGELEASE	100 000 000	60,00%	60,00%	Intégration Globale
FONCIMMO	50 000 000	99,99%	99,99%	Mise en équivalence
SG TANGER OFFSHORE	500 000 USD	99,92%	99,92%	Intégration Globale
LMV	183 750 000	28,35%	28,35%	Mise en équivalence
SOGEFINANCEMENT	30 000 000	99,99%	99,99%	Intégration Globale
ATHENA courtage	300 000	96,93%	96,93%	Intégration Globale
EQDOM	167 025 000	18,67%	18,67%	Mise en équivalence

Source : Société Générale Marocaine de Banques - comptes consolidés

II.b. Compte de produits et charges consolidé

En millions de dirhams	2005	2006	2007	Var 06/05	Var 07/06
Produits d'exploitation bancaire	2 633	2 782	3 430	6%	23%
Charges d'exploitation bancaire	629	583	899	-7%	54%
Produit net bancaire	2 004	2 199	2 531	10%	15%
Produits d'exploitation non bancaire	64	115	363	80%	216%
Charges d'exploitation non bancaire	13	2		-85%	-100%
Charges générales d'exploitation	997	1 067	1 179	7%	10%
Charges de personnel	501	518	589	3%	14%
Impôts et taxes	25	36	38	45%	6%
Charges externes	316	353	403	12%	14%
Autres charges générales d'exploitation	0	0	0	0%	0%
DAP des immobilisations incorporelles et corporelles	155	160	148	3%	-8%
Dotation aux amortissements des écarts d'acquisition	12	12	12	0%	0%
Reprises sur écarts d'acquisition	0	0	0	0%	0%
Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	623	715	967	15%	35%
Dot. aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	434	465	410	7%	-12%
Pertes sur créances irrécouvrables	35	58	211	65%	265%
Autres dotations aux provisions	154	193	346	25%	80%
Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties	284	348	487	23%	40%
RAP pour créances et engagements par signature en souffrance	150	332	398	121%	20%
Récupération sur créances amorties	10	7	3	-30%	-55%
Autres reprises de provisions	123	9	86	-93%	>100%
Résultat courant	707	865	1 224	23%	41%
Produits non courants	31	29	41	-5%	38%
Charges non courantes	62	90	54	46%	-41%
Résultat avant impôts sur les résultats	676	804	1 210	19%	50%
Impôts sur les résultats	247	320	443	30%	38%
Résultat net des entreprises intégrées	430	484	767	13%	58%
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	36	41	108	13%	165%
<i>Dont entreprises à caractère financier</i>		0	0	0%	0%
<i>Dont autres entreprises</i>	36	41	108	13%	165%
Résultat net du groupe	466	526	875	13%	66%
Part du groupe	427	492	843	15%	71%
Part des intérêts minoritaires	39	34	31	-14%	-9%

Source : Société Générale Marocaine de Banques - comptes consolidés

II.b.1. Produits d'exploitation bancaire

En millions de dirhams	2005	2006	2007	Var 06/05	Var 07/06
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	80	142	242	77%	71%
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 442	1 592	1 901	10%	19%
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	123	110	77	-11%	-30%
Produits sur titres de propriété	48	17	7	-64%	-53%
Produits sur immobilisations en crédit-bail et location	446	383	563	-14%	47%
Commissions sur prestations de service	337	358	429	6%	20%
Autres produits bancaires	156	179	211	15%	18%
Produits d'exploitation bancaire	2 633	2 782	3 431	6%	23%

Source : Société Générale Marocaine de Banques - comptes consolidés

Au titre de l'exercice 2006

À l'issue de l'année 2006, les produits d'exploitation bancaire se sont appréciés de 6% à MMAD 2.782. Cette évolution se justifie par une hausse de 10% des intérêts et produits assimilés sur clientèle, ainsi qu'une progression de 77% des intérêts et produits sur opérations avec les établissements de crédit.

Les commissions sur prestation de service se sont également améliorées de 6% et les autres produits bancaires de 15%.

Au titre de l'exercice 2007

Au terme de l'année 2007, les produits d'exploitation bancaire s'élèvent à MMAD 3.431, marquant ainsi une hausse de 23%.

Cette évolution résulte principalement de :

- La poursuite de l'augmentation des intérêts et produits sur opérations avec les établissements de crédit qui ressort à 71% grâce à l'amélioration des concours octroyés à des sociétés de financement spécialisés.
- La hausse de 19% des intérêts et produits assimilés sur clientèle en raison de la hausse des encours moyens des crédits par décaissement malgré la baisse des taux de rendement.
- L'amélioration des produits sur immobilisations en crédit-bail et location (+47%) justifiée par les bonnes performances de la filiale SOGELEASE.

Il est à noter que le recul des intérêts et produits sur titres de créance de 30% du à l'arrivée à échéance d'une partie du portefeuille de titres à revenu fixe, non complètement renouvelée en 2007 (baisse de l'encours de 34%), ainsi que celui des produits sur titres de propriété de 53% affecté par la vente d'une partie du portefeuille n'a pas freiné l'évolution globale des produits d'exploitation bancaire compte tenu de la part marginale de ces deux postes dans le produit d'exploitation bancaire.

II.b.2. Charges d'exploitation bancaire

En millions de dirhams	2005	2006	2007	Var 06/05	Var 07/06
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	116	130	161	12%	24%
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	284	315	391	11%	24%
Intérêts et charges assimilées sur titres de créances émis	0	0	67		
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	168	57	187	-66%	228%
Autres charges bancaires	61	81	93	32%	15%
Charges d'exploitation bancaire	629	583	899	-7%	54%

Source : Société Générale Marocaine de Banques - comptes consolidés

Au titre de l'exercice 2006

Avec une régression de 7%, les charges d'exploitation bancaire de Société Générale Marocaine de Banques s'établissent à MMAD 583 en 2006. Ce recul résulte d'un effet de compensation s'illustrant de la façon suivante :

- Un retrait de 66% des charges sur immobilisations en crédit-bail et en location corrélé à l'évolution des produits sur immobilisations en crédit bail et en location qui ont baissé de manière moins importante (-14%) en raison de l'amélioration des marges.
- Une augmentation des intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit de 12%.
- Une hausse de 11% des intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle.
- Une hausse de 32% des autres charges bancaires.

Au titre de l'exercice 2007

A l'issue de l'année 2007, les charges d'exploitation augmentent de 54% et ne représentent toujours que 26% des produits d'exploitation bancaire. La hausse significative de toutes les charges se justifie par l'augmentation du besoin de refinancement nécessaire pour accompagner l'expansion des activités crédit et leasing couplé à la cherté de la collecte des ressources.

II.b.3. Produit net bancaire

En millions de dirhams	2005	2006	2007	Var 06/05	Var 07/06
Intérêts et produits assimilés	1 646	1 844	2 220	12%	20%
Intérêts et charges assimilées	400	445	619	11%	39%
Marge d'intérêt	1 246	1 399	1 601	12%	14%
Produits sur immobilisations en crédit-bail et location	446	383	563	-14%	47%
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	168	57	187	-66%	228%
Résultat des opérations de crédit bail et location	278	326	376	17%	15%
Commissions perçues	377	403	482	7%	19%
Commissions servies	6	12	5	99%	-60%
Marge sur commissions	371	391	478	5%	22%
Résultat des opérations sur titres de transaction	0	0	0		

Résultat des opérations sur titres de placement	5	4	-6	-20%	NS
Résultat des opérations de change	108	111	136	3%	22%
Résultat des opérations sur produits dérivés	0	0	0		
Résultat des opérations de marché	112	115	129	2%	11%
Divers autres produits bancaires	48	17	7	-64%	-53%
Diverses autres charges bancaires	51	50	59	-2%	17%
Produit net bancaire	2 004	2 199	2 531	10%	15%

Source : Société Générale Marocaine de Banques - comptes consolidés

Marge d'intérêt

En passant à MMAD 1.399, la marge d'intérêt augmente de 12% en 2006 et garde sa proportion de 64% dans le PNB.

En 2007, malgré une hausse de 39% des intérêts et charges assimilées, la marge d'intérêt poursuit son ascension en s'améliorant de 14% par rapport à 2006 s'établissant ainsi à MMAD 1.601. Cette croissance est expliquée par :

- La hausse de la marge d'intérêts avec la clientèle (+MMAD 233).
- La hausse de la marge d'intérêts sur opérations avec les établissements de crédit (+MMAD 69).

Résultat des opérations de crédit bail et location

Suite à une progression de 17% par rapport à 2005, le résultat des opérations de crédit bail et location s'établit au terme de l'exercice 2006 à MMAD 326, correspondant ainsi à 15% du PNB global.

En 2007, le niveau du résultat des opérations de crédit bail et location s'améliore de 15% pour avoisiner les MMAD 376 en raison de la bonne contribution de SOGELEASE, qui se positionne parmi les sociétés les plus actives en matière de financement par leasing.

Marge sur commissions

Au terme de l'année 2006, la marge sur commission s'établit à MMAD 391, marquant une hausse de 5% par rapport à 2005. Cette progression est due aux éléments suivants :

- Hausse des commissions sur opérations sur titres de +MMAD 14, soit + 109% par rapport à 2005.
- Hausse des commissions sur opérations de change de +MMAD 5 en raison de l'évolution des flux étrangers.

En atteignant un total de MMAD 477, la marge sur commission de 2007 s'est renforcée de 22%. Cette performance est due principalement à la hausse des commissions relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres sur produits dérivés (+64%) et les commissions sur opérations de change (+18,4%) en raison du nombre important des opérations MRE et à l'expansion touristique.

Résultat des opérations de marché

Le résultat des opérations de marché, principalement constitué du résultat sur opérations de change, laisse apparaître un montant de MMAD 115 en 2006 en hausse de 2% par rapport à 2005.

En 2007, le résultat des opérations de marché a connu une évolution positive de 11% suite à la bonne progression du résultat sur opérations de change (+20%).

PNB

Au terme de l'exercice 2006, le PNB s'établit à MMAD 2.199 en hausse de 10% par rapport à l'exercice 2005. La marge d'intérêt contribue à 64% du PNB; suivie de la marge sur commissions avec 18% et du résultat des opérations de crédit bail et location avec 15%.

Le produit net bancaire réalisé par le groupe à fin 2007 s'établit à MMAD 2.531 en hausse de 15% par rapport à 2006. La marge d'intérêt contribue à 63% de cette évolution; suivie de la marge sur commissions avec 20% et du résultat des opérations de crédit bail et location avec 15%.

Contribution des filiales au PNB consolidé :

En millions de dirhams	2005	2006	2007	Var 06/05	Var 07/06
SGMB	1 650	1 726	1 940	5%	12%
SOGEBOURSE	7	16	23	129%	44%
GESTAR	36	46	55	28%	20%
INVESTIMA	14	12	0	-14%	-100%
SOGELEASE	224	294	339	31%	15%
TANGER OFFSHORE	3	6	19	100%	217%
SOGEFINANCEMENT	41	76	119	85%	57%
ATHENA courtage	29	22	36	-24%	64%
SOGECONTACT	0	2	0		-100%
TOTAL	2 004	2 199	2 531	10%	15%

Source : Société Générale Marocaine de Banques

Au cours des trois exercices, la contribution de Société Générale Marocaine de Banque dans le PNB consolidé est passée de 82% en 2005, à 78% en 2006 et 77% en 2007.

Coefficient d'exploitation bancaire

En millions de dirhams	2005	2006	2007	Var 06/05	Var 07/06
Produits d'exploitation bancaire	2 633	2 782	3 430	6%	23%
Charges d'exploitation bancaire	629	583	899	-7%	54%
Produit net bancaire (1)	2 004	2 199	2 531	10%	15%
Charges de personnel	501	518	589	3%	14%
Impôts et taxes	25	36	38	45%	6%
Charges externes	316	353	403	12%	14%
Autres charges générales d'exploitation	0	0	0		
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations	155	160	148	3%	-8%
Charges générales d'exploitation (2)	997	1 067	1 179	7%	10%
Coefficient d'exploitation (2) / (1)	50%	49%	47%	-1 pt	-2pt

Source : Société Générale Marocaine de Banques - comptes consolidés

Au titre de l'exercice 2006

A fin 2006, le coefficient d'exploitation s'établit à 49%, s'améliorant ainsi de 1 point par rapport à 2005. Ce niveau de coefficient s'explique par :

- Une augmentation du PNB de 10%.
- Une hausse de 7% des charges générales d'exploitation.

Au titre de l'exercice 2007

Au terme de l'année 2007, le coefficient d'exploitation est de l'ordre de 47% contre 49% en 2006. Cette amélioration de 2 points se justifie par une croissance du PNB plus importante que celle des charges d'exploitation. En effet :

- Le PNB a marqué une hausse de 15%
- Les charges d'exploitation se sont renforcées de 10% sous l'effet de la progression des charges de personnel du groupe, à cause des recrutements opérés au sein des différentes entités du groupe Société Générale Marocaine de Banques en 2007.

II.b.4. Résultat brut d'exploitation et résultat courant

En millions de dirhams	2005	2006	2007	Var 06/05	Var 07/06
Produit net bancaire	2 004	2 199	2 531	10%	15%
Résultat des opérations sur immobilisations financières	129	110	296	-15%	>100%
Autres produits d'exploitation non bancaire	41	11	12	-72%	7%
Autres charges d'exploitation non bancaire	3	-	-	-100%	
Charges générales d'exploitation	996	1 067	1 179	7%	10%
Résultat brut d'exploitation	1 177	1 253	1 660	7%	32%
Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance, et pertes nettes sur créances irrécouvrables	308	184	219	-40%	19%
Autres dotations nettes des reprises aux provisions	150	191	205	27%	7%
Dotation nettes des reprises aux amortissements des écarts d'acquisition	12	12	12	0%	0%
Résultat courant	707	866	1 223	23%	41%

Source : Société Générale Marocaine de Banques - comptes consolidés

Au titre de l'exercice 2006

Au terme de l'année 2006, suite à une hausse de 7%, le résultat brut d'exploitation s'établit à MMAD 1.253. Cette évolution résulte des effets compensés suivants :

- Augmentation du PNB de 10%.
- Recul de 15% du résultat des opérations sur immobilisations financières.
- Baisse des autres produits d'exploitation non bancaire de 72% en raison des plus values dégagées en 2005 suite à la cession de certaines immobilisations corporelles.
- Evolution positive de 7% des charges générales d'exploitation.

Pour sa part, en s'établissant à MMAD 866, le résultat courant progresse de 23% sous l'effet d'une compensation entre l'évolution des charges suivantes :

- Diminution de 40% des dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance, et pertes nettes sur créances irrécouvrables.
- Augmentation des autres dotations nettes des reprises aux provisions de 27%.

Au titre de l'exercice 2007

Au terme de l'année 2007, le résultat brut d'exploitation s'établit à MMAD 1.660, en progression de 32% par rapport à l'exercice 2006. Cette performance est due au renforcement de 168% du résultat des opérations sur immobilisations financières illustrant la vente d'un portefeuille important de titres malgré l'augmentation des charges générales d'exploitation de 10% due en grande partie à l'extension du réseau.

L'évolution du résultat brut d'exploitation s'est traduite par l'ascension de 41% du résultat courant en 2007 malgré une hausse de 19% des dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements en souffrance, en raison de l'évolution des dossiers contentieux et l'entrée en vigueur de nouvelles dispositions en matière de provisionnement (décote sur garanties : La décote prudentielle des garanties détenues en face d'engagements en souffrance doit être effectuée par chaque établissement de crédit en application des articles 21 et 22 de la circulaire BAM 2002/G/19. Cette décote s'entend comme l'application d'une valeur résiduelle nulle à toutes les garanties sur engagements déclassés depuis plus de 5 ans, et d'une décote progressive annuelle sur les garanties existantes.).

II.b.5. Rentabilité

En millions de dirhams	2005	2006	2007	Var 06/05	Var 07/06
Résultat courant	707	866	1223	22%	41%
Résultat non courant	-31	-61	-13	-97%	79%
Impôts sur les résultats	247	320	443	30%	38%
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	36	41	108	14%	163%
Résultat net du groupe	465	526	875	13%	66%
Part du groupe	427	492	843	15%	71%
Part des intérêts minoritaires	39	34	31	-13%	-9%

Source : Société Générale Marocaine de Banques - comptes consolidés

Au titre de l'exercice 2006

Au terme de l'année 2006, le résultat non courant accuse un déficit de MMAD 61, fléchissant ainsi de 97% par rapport à 2005 ; cela s'explique par l'augmentation de charges non courantes de +MMAD 28.

En revanche, le résultat net du groupe augmente pour la même période de 13% en s'établissant à MMAD 526, la capacité bénéficiaire part du groupe s'établit à MMAD 492 (+15% par rapport à 2005), après le paiement de MMAD 320 d'impôts.

Au titre de l'exercice 2007

En 2007, le résultat net consolidé a enregistré une forte augmentation de l'ordre de 66% pour s'établir à MMAD 875. Cette évolution est liée à l'augmentation du résultat courant de MMAD 357 sous l'effet d'une évolution du résultat brut d'exploitation qui dépasse celle du risque. Aussi, l'année 2007 a connu une amélioration du résultat non courant (MMAD -13 contre MMAD -61 en 2006). Cette amélioration est due principalement à des plus values sur cessions de terrains qui ont compensé des pertes exceptionnelles.

Rentabilité des fonds propres et rentabilité des actifs

En millions de dirhams	2005	2006	2007	Var 06/05	Var 07/06
Résultat net consolidé	465	526	875	13%	66%
Fonds propres	3 515	3 783	4 162	8%	10%
Actifs	35 056	43 353	51 652	24%	19%
Return On Equity (ROE)	13%	14%	21%	+1 pt	+7 pts
Return On Assets (ROA)	1,33%	1,21%	1,69%	-0.12 pts	+0.48 pts

Source : Société Générale-comptes consolidés-

Les fonds propres de la banque sont en constante augmentation puisqu'ils ont connu une hausse de 8% entre 2005 et 2006 puis une hausse de 10% entre 2006 et 2007. Ces évolutions sont dues à l'intégration de résultats non distribués d'une année sur l'autre.

Les actifs de la banque ont également enregistré des hausses continues sur la période. En effet, les actifs augmentent de 24% entre 2005 et 2006 puis de 19% entre 2006 et 2007.

La rentabilité des fonds propres (ROE) est en croissance constante sur la période étudiée et passe de 13% en 2005 à 14% en 2006 pour atteindre 21% en 2007. Cette évolution s'explique par la progression soutenue du résultat net entre 2005 et 2007.

La rentabilité des actifs (ROA) passe de 1,33% en 2005 à 1,21% en 2006 pour atteindre 1,69% en 2007. Cette évolution s'explique par une progression plus rapide du résultat net entre 2005 et 2007 que celle des actifs sur la même période.

II.c. Analyse du bilan

II.c.1. Bilan résumé

En millions de dirhams	2005	2006	2007	Var 06/05	Var 07/06
Actif	35 056	43 353	51 652	24%	19%
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	4 413	5 107	3 444	16%	-33%
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	1 796	5 157	7 602	187%	47%
Créances sur la clientèle	19 705	23 612	30 415	20%	29%
Opérations de crédit-bail et de location	3 408	3 587	5 342	5%	49%
Créances acquises par affacturage	-	-	-		
Titres de transaction et de placement	2 589	2 334	1 617	-10%	-31%
Autres actifs	515	633	1 026	23%	62%
Titres d'investissement	-	-	-		
Titres de participation et emplois assimilés	699	455	69	-35%	-85%
Titres mis en équivalence	323	337	487	4%	44%
Immobilisations incorporelles	152	150	150	-1%	0%
Immobilisations corporelles	1 234	1 770	1 304	43%	-26%
Ecart d'acquisition	222	209	197	-6%	-6%
Passif	35 056	43 353	51 652	24%	19%
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		-	-		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	2 033	5 556	2 476	173%	-55%
Dépôts de la clientèle	27 287	31 794	38 435	17%	21%
Titres de créances émis	578	338	3 915	-41%	>100%
Autres passifs	1 102	1 281	1 852	16%	45%
Provisions pour risques et charges	542	601	812	11%	35%
Titres mis en équivalence		-	-		
Fonds publics affectés		-	-		
Dettes subordonnées		-	-		
Fonds propres	3 515	3 783	4 162	8%	10%
<i>Dont capital</i>	1 170	1 170	1 560	0%	33%
<i>Dont primes liées au capital</i>	1 335	1 497	1 319	12%	-12%
<i>Dont réserves consolidées</i>	544	590	408	8%	-31%
<i>Dont résultat net consolidé</i>	465	526	875	13%	66%

Source : Société Générale Marocaine de Banques - comptes consolidés

II.c.2. Analyse des principaux postes du bilan

Crédits

En millions de dirhams	2005	2006	2007	Var 06/05	Var 07/06
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	1 796	5 157	7 602	187%	47%
Créances sur la clientèle	19 704	23 612	30 415	20%	29%
Crédit de trésorerie et à la consommation	8 290	10 148	13 950	22%	37%
Crédits à l'équipement	4 809	5 831	7 429	21%	27%
Crédits immobiliers	4 319	5 388	7 341	25%	36%
Autres crédits	2 286	2 245	1 695	-2%	-25%
Total crédits	21 500	28 770	38 016	34%	32%

Source : Société Générale Marocaine de Banques - comptes consolidés

Au titre de l'exercice 2006

En 2006, les créances sur les établissements de crédit et assimilés s'élèvent à MMAD 5.157 soit une hausse de 187%.

Les créances sur la clientèle s'établissent quant à elles à MMAD 23.612 après une progression de 20%. Cette situation s'explique par :

- Une hausse des crédits de trésorerie et à la consommation de 22%.
- Une amélioration de 21% des crédits à l'équipement.
- Une évolution positive de 25% des crédits immobiliers.
- Un léger recul des autres crédits.

L'ensemble de ces évolutions a contribué à la performance en matière de distribution des crédits qui, suite à une hausse de 34% s'élèvent à MMAD 28.770 au 31/12/2006.

Au titre de l'exercice 2007

Au 31/12/2007, en progressant de 32%, le total des crédits s'est établi à MMAD 38.016. Cette évolution s'explique par les effets cumulés suivants :

- Hausse de 47% des créances sur les établissements de crédit et assimilés en raison de l'augmentation des crédits octroyés aux filiales des confrères.
- Hausse de 29% des créances sur la clientèle suite à la progression de :
 - o 37% des crédits de trésorerie et à la consommation sous l'effet de la forte demande des besoins des ménages à cette catégorie de crédit et l'augmentation des besoins de fonctionnement des entreprises clientes.
 - o 27% des crédits à l'équipement lié aux crédits accordés principalement au segment de la grande entreprise et l'élan d'investissement observé au niveau national.
 - o 36% des crédits immobiliers s'expliquant par les facilités d'accès (taux, garantie de l'état).
 - o Et ce malgré le recul de 25% des autres crédits (notamment les crédits restructurés et dans une moindre mesure les créances en souffrance).

En millions de dirhams	2005	2006	2007	Var 06/05	Var 07/06
Créances pré-douteuses	40	80	115	99%	44%
Créances douteuses	171	176	201	3%	14%
Créances compromises	2 513	2 633	3 113	5%	18%
Total des créances en souffrance	2 724	2 888	3 429	6%	19%
Crédits bruts à la clientèle	21 726	25 852	32 670	19%	26%
Taux de contentieux	12,54%	11,17%	10,50%	- 1,37 pts	- 0,67 pts

Source : Société Générale Marocaine de Banques

Le taux de contentieux, exprimé comme le rapport entre les créances en souffrance brutes et le total des crédits à la clientèle évolue favorablement sur la période 2005-2007. En effet, le taux de contentieux passe de 12.54% en 2005 à 11.17 % en 2006 pour se replier à 10.50% en 2007 et ce raison de la hausse moins soutenue des créances en souffrance par rapport aux crédits bruts à la clientèle.

Le taux de couverture des créances en souffrance de Société Générale Marocaine de Banques évolue de la manière suivante :

En millions de dirhams	2005	2006	2007	Var 06/05	Var 07/06
Créances brutes en souffrance	2 724	2 888	3 429	6%	19%
Provisions	2 022	2 240	2 255	11%	1%
Taux de couverture¹³	74,23%	77,56%	65,77%	+ 3.33 pts	- 11.79 pts

Source : Société Générale Marocaine de Banques

Les créances en souffrance ont connu une hausse de 6% entre 2005 et 2006 et 19% entre 2006 et 2007. Les provisions quant à elles sont restées quasiment stables entre 2006 et 2007 alors qu'elles avaient progressés de 11% entre 2005 et 2006.

Ces évolutions se sont traduites par une appréciation du taux de couverture de 3.33 points entre 2005 et 2006 et sa dépréciation de 11.79 points entre 2006 et 2007. La baisse importante du taux de couverture en 2007 s'explique par l'augmentation des créances brutes en souffrance de 19% entre 2006 et 2007 en raison de la prise en compte en 2007, et pour la première fois, dans ce compte de créances compromises relatives au crédit bail .

Dépôts

En millions de dirhams	2005	2006	2007	Var 06/05	Var 07/06
Comptes à vue créditeurs	15 607	18 713	22 617	20%	21%
Comptes d'épargne	3 710	4 025	4 361	8%	8%
Dépôts à terme	6 818	7 577	9 025	11%	19%
Autres comptes créditeurs	1 151	1 480	2 431	29%	64%
Total dépôts	27 286	31 794	38 435	17%	21%

Source : Société Générale Marocaine de Banques - comptes consolidés

Au titre de l'exercice 2006

¹³ Le taux de couverture des créances en souffrance se mesure comme le rapport entre les provisions constituées au titre des créances en souffrance et l'encours brut de ces créances en souffrance.

En hausse de 17%, le montant global des dépôts s'élève à MMAD 31.794 au terme de l'exercice 2006. Cette situation se traduit par l'augmentation de :

- 20% des comptes à vue créditeurs.
- 11% des dépôts à terme.
- 8% des comptes d'épargne.
- 29% des autres comptes créditeurs.

Au titre de l'exercice 2007

En 2007, les dépôts de Société Générale Marocaine de Banques s'élèvent à MMAD 38.435, en progression de 21% par rapport à l'exercice précédent. Cette évolution se justifie par la hausse de :

- 21% des comptes à vue créditeurs suite à l'accroissement des ouvertures de comptes des particuliers.
- 19% des dépôts à terme liée à la révision des conditions tarifaires clientèle du groupe.
- 64% des autres comptes créditeurs expliqué par les dépôts souscrits au titre de l'activité titre suite aux différentes introductions en bourse.

Ratio de transformation de la Banque

Après la quasi-stagnation en 2006 (+0,38 points), le ratio de transformation consolidé des dépôts en crédits s'est amélioré de +6,01 points. Ainsi, l'année 2007 a connu une progression rapide des ressources collectées (+21%) mais à un niveau inférieur à celui des crédits octroyés (+29%).

En millions de dirhams	2005	2006	2007	Var 06/05	Var 07/06
Encours crédits bruts ¹⁴	25 601	29 949	38 517	17%	29%
<i>Dont créances sur la clientèle</i>	19 705	23 612	30 415	20%	29%
<i>Dont provisions sur créances sur la clientèle et créances sur crédit bail</i>	2 488	2 750	2 760		
<i>Dont agios réservés</i>	0	0	0		
<i>Dont opérations de crédit bail et de location</i>	3 408	3 587	5 342	5%	49%
Encours dépôts	27 286	31 794	38 435	17%	21%
Encours crédits bruts/ Encours dépôts	93,82%	94,20%	100,21%	+0,38 pts	+6,01 pts

Source : Société Générale Marocaine de Banques - comptes consolidés

Structure des ressources de la Banque

En millions de dirhams	2005	2006	2007	Var 06/05	Var 07/06
Fonds propres et assimilés	3 515	3 783	4 162	8%	10%
Dettes subordonnées	0	0	0		
Capital	1 170	1 170	1 560	0%	33%
Réserves et primes liées au capital	1 335	1 497	1 320	12%	-12%
Résultat net de l'exercice	465	526	875	13%	66%
Réserves consolidée, écart de réévaluation et différence sur mise en équivalence	545	590	408	8%	-31%
Ressources	29 898	37 688	44 826	26%	19%
Etablissement de crédit	2 033	5 556	2 476	173%	-55%

¹⁴ Encours crédits bruts = Créances sur la clientèle (hors créances acquises par affacturage) + provisions sur créances sur la clientèle + agios réservés + opérations de crédit-bail et de location.

Comptes à vue	1 053	1237	122	17%	-90%
Emprunts trésorerie à terme	980	4 319	2 354	341%	-45%
Dépôts de la clientèle	27 287	31 794	38 435	17%	21%
Titres de créances émis	578	338	3 915	-42%	>100%

Source : Société Générale Marocaine de Banques - comptes consolidés

Au titre de l'exercice 2006

A l'issue de l'année 2006, les fonds propres et assimilés avoisinent MMAD 3.783, en progression de 8% par rapport à 2005. Cette situation se justifie principalement par l'augmentation de 12% des réserves et primes liées au capital et de la hausse du résultat net de 13%.

Avec une proportion de 84%, les dépôts de la clientèle constituent l'essentiel des ressources de la Banque.

Au titre de l'exercice 2007

Les fonds propres et assimilés progressent de 10% en 2007 pour s'établir à MMAD 4.162. Cette évolution est due essentiellement à l'impact du résultat non distribué.

II.c.3. Analyse du hors bilan

En millions de dirhams	2005	2006	2007	Var 06/05	Var 07/06
Engagements donnés	6 327	7 299	10 306	15%	41%
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	1	25	88	>100%	253%
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	1 255	1 606	2 709	28%	69%
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	377	787	1 984	109%	152%
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	4 694	4 881	5 526	4%	13%
Titres achetés à réméré	0	0	0		
Autres titres à livrer	0	0	0		
Engagements reçus	2 303	1 914	4 690	-17%	145%
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	0	0	1 135		
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	2 299	1 908	3 539	-17%	85%
Engagements de garantie reçus de l'État et d'organismes de garantie divers	4	6	15	50%	>100%
Titres vendus à réméré	0	0	0		
Autres titres à recevoir	0	0	0		

Source : Société Générale Marocaine de Banques - comptes consolidés

Au terme de l'année 2006, les engagements donnés de Société Générale Marocaine de Banques se sont établis à MMAD 7.299, augmentant ainsi de 15% profitant essentiellement de :

- La hausse de 4% des engagements de garantie d'ordre de la clientèle.
- La hausse des engagements de financement donnés en faveur de la clientèle de 28%.

Les engagements reçus par Société Générale Marocaine de Banques ont enregistré un recul de 17% en 2006 à MMAD 1.914. Cette situation se justifie par le fléchissement de 17% des engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés.

En 2007, les engagements donnés ont marqué une hausse de MMAD 3.007, pour s'élever à MMAD 10.306. Cette évolution est principalement due à la hausse de :

- MMAD 1.103 des engagements de financement d'ordre de la clientèle en raison des Credoc importants octroyés à une grande entreprise.
- MMAD 1.197 des engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés suite à l'évolution de credocs confirmés.
- MMAD 645 des engagements de garantie d'ordre de la clientèle justifié par l'évolution des cautions marché.

Pour leur part, les engagements reçus par la Banque ont signé un bond de près de 145% pour s'établir à MMAD 4.690 en 2007. Cette évolution s'explique principalement par la hausse de 85% des engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés, consécutive à la demande de contre garantie d'établissements de crédit.



PARTIE VI. **Perspectives**



AVERTISSEMENT

« Les prévisions ci-après sont fondées sur des hypothèses dont la réalisation présente par nature un caractère incertain. Les résultats et les besoins de financement réels peuvent différer de manière significative des informations présentées. Ces prévisions ne sont fournies qu'à titre indicatif, et ne peuvent être considérées comme un engagement ferme ou implicite de la part de l'émetteur. »

I. Prévisions de développement de Société Générale Marocaine de Banques

Société Générale Marocaine de Banques s'est fixée un plan de développement ambitieux sur ses métiers, où elle se positionne aujourd'hui parmi les tous premiers groupes financiers au Maroc, seule ou par le biais de ses filiales.

L'accroissement des fonds de commerce constitue un axe central de la stratégie de Société Générale Marocaine de Banques, dans un contexte de développement rapide de la population bancarisée, de créations d'entreprises, et de mise en œuvre de grands projets au niveau national. Société Générale Marocaine de Banques ambitionne de dépasser en 2010 les chiffres de 600 000 clients particuliers (contre 430 000 à fin 2007) et de 65 000 clients entreprises (contre 40 000 à fin 2007).

Le maintien d'un haut niveau de rentabilité (mesuré par la croissance du PNB et le niveau du ROE) et l'amélioration de la productivité sont un autre axe essentiel de la stratégie de développement de Société Générale Marocaine de Banques.

Pour ce faire, Société Générale Marocaine de Banques a mis en œuvre une politique de croissance ciblée sur les marchés et segments les plus porteurs.

La croissance organique, par le développement ou la création de nouvelles activités et le développement du réseau commercial, est le vecteur privilégié de la croissance sur les prochaines années.

Toutes les activités de Banque universelle seront donc développées au cours des années à venir, en propre ou par le biais des filiales du Groupe Société Générale.

Les activités en fort développement et dans lesquelles Société Générale Marocaine de Banques compte accroître son investissement sont le marché des PME, par la mise en œuvre d'un dispositif dédié, les services financiers spécialisés, par le biais du développement des structures et offres produits existants (ALD Automotive, ECS, LMV, notamment), la gestion d'actif et la Banque privée, par le renforcement des équipes et des moyens du Pôle Gestion Privée et Institutionnelle au sein de la Banque.

Un ambitieux programme d'ouverture d'agences a été établi, pour porter le réseau de Société Générale Marocaine de Banques à 400 agences à l'horizon 2010 (contre 246 agences à fin 2007). Celui-ci a été doté de moyens humains en matière de logistique (équipes dédiées au Siège) et d'un budget de plus de MMAD 350 sur 3 ans.

Les investissements informatiques et de structure seront poursuivis au rythme actuel. Les investissements consentis par Société Générale Marocaine de Banques en matière d'informatique et de techniques innovantes lui permettent d'ores et déjà de proposer à ses clients particuliers la première offre de Banque multi canal complète (agence / téléphone transactionnel / Internet transactionnel) au Maghreb.

II. Etats prévisionnels

Les états prévisionnels présentés ci-après découlent de l'impact des orientations stratégiques (VI-1) sur le bilan et le compte de résultat de la Banque.

II.a. Principales hypothèses

Environnement - le marché bancaire marocain

Le marché financier marocain est loin d'avoir atteint la maturité offrant ainsi un potentiel de croissance élevé dans une économie où le taux de bancarisation avoisine seulement 30%. L'amélioration continue des niveaux de vie et l'émergence d'une classe moyenne solvable permettent de projeter une hausse rapide du nombre de clients bancarisables au cours des prochaines années. Dans le même temps, la mise en œuvre des plans de développement (Emergence, Azur, et INDH), et les investissements immobiliers et d'infrastructures afférents, entraînent la hausse des besoins de financement des acteurs, malgré l'apport des Investissements Directs Etrangers qui apparaissent en croissance constante.

Dans ce cadre, les encours de crédits à l'économie de la place devraient connaître, selon des hypothèses conservatrices, un taux de croissance annuel moyen de 17,4% entre 2007 et 2011.

Toutefois, le durcissement des conditions de concurrence entre les établissements de crédit sur le marché, qui ont accompagné le développement des activités de consumer finance (développement rapide des sociétés de crédit à la consommation) et le boom des crédits immobiliers s'est déjà ressenti sur les marges d'intermédiation des établissements de crédit, qui ont perdu plus de 85 points de base entre 2005 et 2007 (source GPBM).

Société Générale Marocaine de Banques dans son marché

Société Générale Marocaine de Banques ambitionne de maintenir sa part de marché, voire de la faire progresser sur les segments/marchés les plus rentables, tout en maintenant un niveau élevé de sélectivité, qui fait sa caractéristique. Ainsi, les hypothèses de progression des encours bilantiels sont en ligne avec ceux de l'économie, et Société Générale Marocaine de Banques bâtit son plan de développement sur un taux de croissance annuel moyen des encours de 17,4% sur la période étudiée.

La tendance à la baisse continue des marges bancaires devrait toutefois se poursuivre sur les prochaines années, et Société Générale Marocaine de Banques prévoit une nouvelle réduction de ses taux de marge d'intermédiation, qui s'établiraient autour de 4% en 2011. La baisse des marges d'intermédiation affecte non seulement Société Générale Marocaine de Banques mais aussi les sociétés de financement du Groupe Société Générale (Sogélease Maroc, Sogéfinancement, repris dans les projections en intégration globale ; mais aussi ALD Automotive, Eqdom, ECS, dont les résultats sont mis en équivalence).

Evolution de la structure

Société Générale Marocaine de Banques continuera de favoriser un investissement soutenu dans ses infrastructures, avec le développement du réseau d'agences et des investissements technologiques lui permettant de conserver son avance en matière d'informatique bancaire (système informatique unique et intégré, outils de CRM - Customer Relationship Management, plateformes téléphoniques, etc.). Dans le même temps, l'investissement en matière de ressources humaines se concentrera sur les forces commerciales, avec le renfort attendu de 650 collaborateurs supplémentaires à l'horizon 2010, essentiellement en agence et au contact avec la clientèle.

Dans ce cadre, la structure de coûts de Société Générale Marocaine de Banques devrait connaître peu d'évolution, et permettre d'atteindre un coefficient d'exploitation inférieur à celui de 2007 (autour de 46% contre 47% en 2007).

Risques et opportunités

Le plan de développement de Société Générale Marocaine de Banques est soumis à deux risques essentiels : d'une part, la non réalisation des ambitions macro-économiques qui sous-tendent le plan de développement (croissance du PIB et croissance des concours à l'économie), et d'autre part l'aggravation rapide des taux de défauts (risque de contrepartie, mesurée par le taux de crédits déclassés et devant faire l'objet de provisions, également appelés Non Performing Loans).

Le plan de développement de Société Générale Marocaine de Banques a donc été élaboré dans une perspective prudente. De plus, le phasage progressif des investissements prévus entre 2008 et 2011 permet à Société Générale Marocaine de Banques de rester manœuvrante en cas de retournement brutal de la conjoncture, tandis que la forte sélectivité qui a prévalu sur les engagements existants de Société Générale Marocaine de Banques garantit une plus forte progression face au risque de contrepartie.

II.b. Les Comptes des Produits et Charges consolidés prévisionnels simplifiés

Le Plan Stratégique et Financier de Société Générale Marocaine de Banques fait ressortir un taux de croissance annuel moyen du Produit Net Bancaire (PNB) de près de 13,9% entre 2007 et 2011 (contre +15% entre 2006 et 2007).

En millions de dirhams	2007	2008E	2009P	2010P	2011P	TCAM
Produit Net Bancaire	2 531	2 939	3 339	3 777	4 268	13,9%
<i>dont marge nette d'intérêt</i>	<i>1 601</i>	<i>1 906</i>	<i>2 192</i>	<i>2 521</i>	<i>2 899</i>	<i>16,0%</i>
<i>dont commissions</i>	<i>430</i>	<i>486</i>	<i>549</i>	<i>604</i>	<i>664</i>	<i>11,5%</i>
<i>dont autres produits</i>	<i>501</i>	<i>547</i>	<i>598</i>	<i>653</i>	<i>705</i>	<i>8,9%</i>
Charges générales d'exploitation	1 179	1 352	1 536	1 738	1 963	13,6%
Produit Net d'exploitation non bancaire	308	300	300	300	300	-0,7%
Résultat Brut d'Exploitation	1 660	1 887	2 103	2 340	2 605	11,9%
Autres charges	13	0	0	0	0	
Dotations aux provisions nettes des reprises	423	599	689	793	911	21,1%
Résultat Courant Avant Impôt	1 223	1 288	1 414	1 547	1 693	8,5%
Résultat non courant	-13	0	0	0	0	
Impôt sur les sociétés	-443	-476	-523	-572	-627	9,1%
Quote part dans les sociétés mises en équivalence	108	117	126	136	147	8,0%
Résultat Net	875	928	1 017	1 111	1 214	8,5%

La composante principale du PNB est la marge nette d'intermédiation (intérêts perçus nets des intérêts payés). Celle-ci représente plus de 63% du PNB en 2007, et devrait représenter près de 65% du PNB en 2008. Son évolution est largement conditionnée par celle des encours de crédits, et par l'évolution du taux de marge d'intermédiation (rendement des crédits sains moins le coût des dépôts).

A cet égard, les projections du Plan de développement de Société Générale Marocaine de Banques se veulent prudentes. D'une part, pour ce qui concerne les volumes, Société Générale Marocaine de Banques prend pour hypothèse un développement des encours juste en ligne avec celle du marché, malgré un track-record récent qui démontre une progression plus rapide de Société Générale Marocaine de Banques (part de marché¹⁵ qui progresse de 9,8% en 2005 à 10,7% en 2007). D'autre part, pour ce qui concerne les taux de marge, Société Générale Marocaine de Banques extrapole la tendance actuelle à la baisse des marges d'intermédiation qui touche le secteur bancaire au Maroc, et ce en raison de l'accroissement de la concurrence sur le marché des crédits.

La **Marge Nette d'Intermédiation** devrait donc progresser de 16% par an en moyenne sur 2007-2011, avec des encours de crédits à la clientèle en hausse de 17,4% l'an en moyenne, reflet de la baisse de la marge d'intermédiation.

Sur la période 2007-2011, les **Commissions** sont projetées en hausse de 11,5% par an, soit un rythme très nettement inférieur à celui observé entre 2006 et 2007 (22%). La progression rapide des fonds de commerce et l'intensification de la relation (nombre de produits par client) observés sur la période récente montrent que cette hypothèse demeure conservatrice.

¹⁵ Part de marché = encours de crédit SGMA / encours de crédit des banques commerciales

Les **Frais Généraux** sont projetés à +13,6% en moyenne sur la période (versus 10% entre 2006 et 2007), compte tenu des investissements en cours et de la progression des effectifs envisagée.

La croissance annuelle moyenne des **dotations aux provisions nettes des reprises** est projetée à 21,1% l'an, hypothèse conservatrice, qui est corrélée à l'augmentation prévue des encours, et augmentée d'un coefficient multiplicateur, ce qui permet d'anticiper une possible hausse des taux de défaut.

II.c. Les Bilans consolidés prévisionnels simplifiés

Le bilan prévisionnel 2008-2011 fait apparaître une évolution des encours clientèle selon des hypothèses qui découlent de l'environnement et de la stratégie présentés au II.1.

ACTIF (En millions de dirhams)	2007	2008E	2009P	2010P	2011P	TCAM
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	3 444	4 100	4 658	5 270	5 954	14,7%
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	7 602	9 502	10 927	12 566	14 451	17,4%
Créances sur la clientèle	30 415	38 018	43 721	50 279	57 821	17,4%
Opérations de CB et de location	5 342	6 677	7 679	8 831	10 155	17,4%
Créances acquises par affacturage	0	0	40	100	200	
Titres de transaction et de placement	1 617	1 500	1 500	1 500	1 500	-1,9%
Autres actifs	1 026	1 150	1 208	1 268	1 331	6,7%
Titres de participation et emplois assimilés	69	220	220	220	220	33,6%
Titres mis en équivalence	487	400	400	400	400	-4,8%
Immobilisations incorporelles	150	150	150	150	150	0,0%
Immobilisations corporelles	1 304	1 504	1 684	1 844	1 994	11,2%
Ecart d'acquisition	197	197	197	197	197	0,0%
Total de l'actif	51 652	63 419	72 383	82 625	94 374	16,3%
PASSIF (En millions de dirhams)	2007	2008E	2009E	2010E	2011E	
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	0	0	0	0	0	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	2 476	3 095	3 560	4 093	4 707	17,4%
Dépôts de la clientèle	38 435	44 969	51 489	58 955	67 504	15,1%
Titres de créance émis	3 915	6 500	6 670	7 671	8 821	22,5%
Autres passifs	1 852	2 184	1 855	1 691	2 247	5,0%
Provisions pour risques et charges	812	852	852	852	852	1,2%
Dettes subordonnées	0	0	1 400	2 000	2 000	
Primes liées au capital	1 320	1 820	1 820	1 820	1 820	8,4%
Capital	1 560	2 050	2 050	2 050	2 050	7,1%
Réserves consolidées, écarts de réévaluation, écarts de conversion et différences sur mises en équivalence	408	1 021	1 671	2 382	3 160	66,8%
Résultat de l'exercice (+ / -)	875	928	1 017	1 111	1 214	8,5%
Total du passif	51 652	63 419	72 383	82 625	94 374	16,3%

Les **concours à l'économie** devraient progresser de 17,4% l'an en moyenne entre 2007 et 2011. Les encours de Société Générale Marocaine de Banques progresseraient au même rythme en raison de l'hypothèse de stabilisation de la part de marché de la banque.

Les **titres** inscrits au bilan ne devraient pas connaître d'évolution majeure sur les prochains exercices. Les titres de transaction et de placement sont constitués essentiellement de Bons du Trésor marocain, dont l'échéance est au-delà de la période considérée dans le plan de développement. Quelques titres cotés complètent le portefeuille. Il a été retenu comme hypothèse le non développement des encours concernés. Une éventuelle progression de ces encours se ferait toutefois uniquement sur le segment des BDT et aux conditions de marché et ne devrait donc pas avoir d'impact significatif sur le compte de pertes et profit de la Banque.

Les titres de participation mis en équivalence sont les contreparties des participations détenues, notamment dans Eqdom, La Marocaine Vie et ALD Automotive. Dans un souci de prudence, le présent plan de développement ne prévoit pas de variation significative de ces actifs.

Les **immobilisations** devraient progresser à un rythme soutenu, en ligne avec le développement du réseau d'agences et les investissements divers en infrastructures informatiques. Le solde total des immobilisations nettes d'amortissements devrait ainsi progresser de près de MMAD 690 sur la période 2007-2011, reflet de la stratégie d'investissement évoquée précédemment.

L'évolution des **dépôts de la clientèle** reflète les ambitions de développement de Société Générale Marocaine de Banques en matière de fonds de commerce. Les dépôts devraient progresser de 15,1% l'an en moyenne, et la structure de ce poste ne devrait pas évoluer de manière significative par rapport à la situation à fin 2007.

Les **Titres de Créance émis** et les **dettes envers les établissements de crédit** progresseraient de manière significative sur la période 2007-2011, reflet de l'accroissement du besoin de financement de Société Générale Marocaine de Banques. Les deux postes, sans être interchangeables, pourraient être l'objet d'un arbitrage (dette bancaire / certificats de dépôt). Sur la période, le financement sous forme de dette bancaire ou d'émissions de titres de créance du groupe devrait donc croître de 20,6% par an en moyenne.

Les **provisions pour risques et charges (PRC)** devraient se stabiliser à partir de 2008.

Les **Fonds Propres** (capital, réserves, ...) devraient progresser à un rythme soutenu entre 2007 et 2011, afin de s'établir aux niveaux exigés réglementairement par BAM (mise en œuvre du ratio bâlois au 01/01/2008, et ratio de solvabilité porté à 10% des engagements pondérés dès le 31/12/2008). La progression des Fonds Propres sur la période naît de trois facteurs distincts : l'augmentation de capital projetée, objet de la présente note, la mise en réserve d'une part significative des résultats futurs (à hauteur de 70% environ) ainsi que l'émission de dettes subordonnées.



PARTIE VII. Facteurs de Risques

Société Générale Marocaine de Banques dispose d'un dispositif de gestion des facteurs de risques qu'elle encourt du fait de son activité. Les principaux facteurs de risques sont le risque de crédit, les risques structurels de taux et de liquidité, les risques de marché et les risques opérationnels. Ces facteurs sont en outre clairement identifiés par les autorités de tutelle, et font l'objet de mesures périodiques, au moyen de la publication par les banques de ratios et d'informations sur les risques en direction de la banque centrale.

I. Risques de crédit

Le risque de crédit est constitué par le défaut éventuel des contreparties auxquelles la banque a prêté des fonds. Historiquement et statistiquement, c'est le risque le plus élevé auquel sont confrontés les établissements de crédit. Le non remboursement des prêts consentis à la clientèle entraînant une perte en capital pour la banque, il fait l'objet d'un suivi tant par la banque que par la tutelle, et il est intégré dans le calcul de l'exigence de Fonds Propres réglementaires.

1) La « filière risques » est du ressort d'une Direction qui en est spécialement chargée, la Direction des Risques. Son domaine d'intervention s'étend sur toute la filière à savoir l'octroi des crédits, la surveillance des engagements et le recouvrement précontentieux et contentieux. L'octroi du crédit est exercé en fonction de limites d'autorisations déléguées aux divers intervenants. Ainsi, on distingue divers échelons d'autorisation en fonction des montants, de la nature des crédits, de la notation des clients :

- Les Directions Régionales
- La Direction des Risques
- Le Comité et les Sous Comités des Engagements
- La Commission des Crédits

2) La Direction des Risques est autonome par rapport aux unités opérationnelles. Il lui appartient de veiller au respect des conditions d'octroi et ensuite de surveiller le bon déroulement des opérations de crédits. Sauf élément nouveau notoire, les dossiers sont revus de façon régulière, à cadence annuelle.

3) Les engagements sur une même contrepartie sont centralisés dans le cadre d'une notion de Groupe Clients, qui reprend l'ensemble des personnes physiques ou morales ayant entre elles des liens juridiques ou financiers qui en font un Groupe d'intérêt. Les limites d'octroi des crédits et les engagements sur ces groupes clients sont globalisés.

4) La Direction des Risques est aussi chargée de détecter, de façon exhaustive, les engagements en anomalie selon des critères bien définis : comptes non autorisés, comptes en dépassement d'autorisation, comptes gelés, existence d'impayés.

5) Lors de la décision d'octroi des crédits, les clients de la Banque font l'objet d'une notation, selon un système interne. L'échelle de notation est exprimée de 1 à 8 selon la qualité du client. Sauf élément nouveau en cours d'année, la notation est révisée à cadence annuelle, à l'occasion du renouvellement des autorisations du dossier. De façon synthétique et résumée, on peut dire que les notations 1 à 4 sont des risques bons à acceptables, les notations 5 et 6 correspondent à des risques sensibles tandis que les notations 7 et 8 correspondent aux affaires en difficulté pour lesquelles il existe un risque de perte devant être provisionné selon les règles édictées par les circulaires de Bank Al-Maghrib.

6) Les dossiers dits sensibles ou en situation irrégulière, recensés selon certaines règles particulières, bénéficient d'une part d'un suivi rapproché, au fil de l'eau, et font l'objet d'autre part d'un examen trimestriel.

7) Le ratio de solvabilité :

Le ratio de solvabilité calculé selon le corpus réglementaire inspiré des règles du nouvel accord de Bâle (Bâle II), entré en vigueur au Maroc au 31/12/2007 se traduit par une baisse significative de la solvabilité du groupe SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES.

En millions de dirhams	2005	2006	2007 ¹⁶	Var 06/05	Var 07/06
Engagements pondérés (risque de crédit)	26 011	30 607	42 992	17,7%	40,5%
Engagements pondérés (risque de marché)			339	ns	ns
Engagements pondérés (risque opérationnel)			4 208	ns	ns
Total des engagements pondérés	26 011	30 607	47 539	17,7%	55,3%
Fonds Propres réglementaires ¹⁷	3 209	3 608	4 263	12,4%	18,2%
Ratio de solvabilité	12,34%	11,79%	8,97%	-0,5	-2,8

Source : Société Générale Marocaine de Banques

Le ratio de solvabilité de Société Générale Marocaine de Banques est analysé au niveau consolidé comme il est prévu par Bank Al Maghrib.

L'évolution entre 2005 et 2006 s'explique par une croissance légèrement plus importante des engagements pondérés par rapport à) celle des Fonds Propres réglementaires, du fait de la croissance rapide des encours de crédits (voir analyse de l'activité).

L'évolution entre 2006 et 2007 fait apparaître une baisse du ratio de solvabilité qui tient à la modification des règles de calcul de celui-ci par la banque centrale. La mise en œuvre du corpus réglementaire bâlois se traduit par un renforcement de l'exigence de Fonds Propres des banques, l'exigence de solvabilité s'exerçant tant sur les risques de contrepartie (portefeuille de crédits de la banque) que sur les risques de marché (risques relatifs à la variation de valeur des instruments financiers de marché détenus par la banque) et les risques opérationnels (risques relatifs aux conséquences d'erreurs humaines, ou d'incidents tels que des pannes informatiques ou de télécommunication ou encore d'accidents majeurs tels que les incendies, entraînant l'impossibilité pour la banque d'exercer son activité). L'évolution du portefeuille de crédit et le renforcement des pondérations affectées aux risques des clients expliquent par ailleurs l'évolution des engagements pondérés sur risques de crédits.

Il convient de noter que la banque a pour objectif de porter son ratio de solvabilité à 10% et plus dès l'exercice 2009, en conformité avec l'exigence de Bank Al Maghrib.

8) La part représentée par les fonds propres de base (tiers 1) :

Le poids des Fonds Propres de base (capital et réserves) reste élevé mais s'inscrit toutefois en diminution au niveau du Groupe Société Générale, à près de 88% au 31/12/2007. La règle prudentielle limite les Fonds Propres complémentaires admissibles à 100% des Fonds Propres de base.

Groupe SGMB	31/12/2005	31/12/2006	31/12/2007
FP base	3 127 237	3 241 187	3 746 114
Total FP	3 208 526	3 607 752	4 262 696
Poids des FP de base	97,47%	89,84%	87,88%

¹⁶ Au 31/12/2007 : passage à la norme prudentielle Bâle II, telle que définie par les circulaires 25/G/2006 et 26/G/2006 de Bank Al Maghrib. Les banques doivent publier leur ratio de solvabilité selon la nouvelle réglementation et ne sont pas tenues de calculer le ratio selon la méthode ancienne

¹⁷ Les Fonds Propres réglementaires intègrent, outre le capital et les réserves comptables, certains éléments tels que les emprunts subordonnés, ou des écarts de réévaluation positifs sur actifs détenus par l'établissement (qui sont constitutifs de fonds propres complémentaires). D'autres éléments, comme les participations au capital d'établissements de crédits viennent en déduction des Fonds Propres de l'établissement. Les règles de calcul des Fonds Propres réglementaires sont définies par la circulaire N°24/G/2006 de Bank Al Maghrib

Source : Société Générale Marocaine de Banques

II. Risques de marché

Les risques de marché sont constitués par la variation de la valeur des actifs financiers détenus par la banque dans le cadre de ses transactions sur marchés financiers, et plus spécifiquement dans le cadre de son portefeuille de négociation (également appelé trading book). La cotation des prix des actifs en temps réel, la sophistication croissante des marchés et des produits, le renforcement du rôle du marché des changes et les possibilités ouvertes aux entreprises de se couvrir contre la variation des taux de change ont amené la banque à opérer pour compte de sa clientèle sur ces marchés. Les risques de marchés de Société Générale Marocaine de Banques sont constitués presque exclusivement par du risque de change, lequel correspond à la perte que la banque peut encourir en cas de dépréciation des devises détenues par rapport au Dirham.

1) L'avènement du marché des changes et l'élargissement du marché monétaire ont amené SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES à se doter de structures spécifiques répondant aux standards internationaux. Pour ce faire, outre l'investissement en moyens matériels et humains adéquats, elle a fait appel au savoir-faire de sa maison mère et du cabinet Arthur Andersen qui a mené une mission d'évaluation des structures en place. En outre, des missions d'audit sont programmées régulièrement par la maison mère et en interne.

2) Les mesures de risque adoptées par SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES sont les mesures communément admises par toutes les Banques internationales.

3) Pour le risque de Change sur les opérations à terme, la méthode du Risque Courant Moyen a été délaissée au profit de la méthode du CVAR à 99% plus conservatrice et qui répond mieux aux exigences de Bâle II.

Devise	Position en devises au 31/12/2007	Contrevaleur au 31/12/2007	% des fonds propres comptables
AED	320	674	0,02%
AUD	0	0	0,00%
BHD	-3	0	0,00%
CAD	64	501	0,17%
CHF	198	1 360	0,05%
DKK	88	134	0,00%
DZD	654	76	0,00%
EUR	-11 151	-126 584	4,22%
GBP	400	6 199	0,21%
GIP	0	0	0,00%
JPY	16 104	1 116	0,04%
KWD	3	95	0,00%
LYD	2	10	0,00%
MRO	0	0	0,00%
NOK	382	546	0,02%
OMR	0	0	0,00%
QAR	17	0	0,00%
SAR	715	1 475	0,05%
SEK	118	142	0,00%
TND	0	3	0,00%
USD	-3 953	-30 577	1,02%

Source : Société Générale Marocaine de Banques

4) Pour le risque taux, il est mesuré par un suivi quotidien du risque directionnel déterminé à partir des concepts de duration et de sensibilité.

5) Les limites mises en place pour maîtriser les risques de change sont issues des instructions de Bank Al-Maghrib régissant la tenue des positions en devises et le respect du « stop loss » fixé à 3% de la valeur d'une devise. En plus des limites réglementaires, des limites internes en nominal et stress-test sont fixées par la maison mère sur les positions intraday et over night. Quant au risque de taux, la limite est imposée aussi bien en termes de volume du portefeuille qu'en sensibilité. Cette dernière est limitée à un maximum de 3%. Enfin, concernant le risque Règlement Livraison, des limites par contreparties bancaires et clients sont instaurés et scrupuleusement respectées.

- Le strict respect de la séparation et de l'indépendance du Back Office par rapport au Front Office est observé. Chacune de ces entités relève d'une direction opérationnelle différente.
- L'ensemble de ces activités fait l'objet d'un suivi quotidien et régulier de la part de la Direction Générale de SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES et de la maison mère.

III. Risque global de taux d'intérêt et de liquidité

Le risque global ou 'structurel' de liquidité est constitué par l'incapacité éventuelle de la banque de faire face aux exigibilités de sa clientèle (retraits espèce, remboursement de dépôts à la clientèle) en réalisant rapidement des actifs liquides (bons du trésor, avoirs en espèces auprès d'autres banques...). C'est pour un établissement de crédit un risque majeur, et il fait l'objet d'une mesure approfondie.

Le risque global ou 'structurel' de taux est constitué par le fait que la banque pourrait potentiellement avoir financé ses emplois (crédits à la clientèle, portefeuille titres,...) sur des taux et des maturités qui ne correspondraient pas au taux et maturités des remplois financés. La variation des taux ferait alors courir à la banque une perte en revenus.

Pour la gestion structurelle des risques de taux et de liquidité, la Banque adopte une approche dynamique, dans laquelle toutes les données sont mises à jour trimestriellement. Il s'agit d'une modélisation automatique des emplois et des ressources, en recourant aux démarches suivantes :

- Détail des contrats
- Règles d'écoulement pour les produits sans échéance

Ainsi, pour la modélisation des comptes du bilan, SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES adopte les méthodes suivantes:

- Comptes non échancés contractuellement : modèles statistiques révisés périodiquement.
- Comptes et crédits échancés : détail des contrats.

Le suivi des risques taux et de liquidité fait également l'objet d'un reporting trimestriel "Risques structurels" à la maison mère.

L'établissement des reporting des gestions des risques structurels est du ressort de la Direction Financière. Ce reporting est analysé régulièrement par le Comité Financier, comité instauré par la Banque depuis mai 2004, dont le rôle est de définir et mettre en œuvre la stratégie à court et moyen-long termes de la Banque en matière de gestion globale des ressources et des emplois générés par ses activités commerciales.

Un ensemble d'objectifs a été fixé à cette instance :

- Optimiser le couple risque/rentabilité en fonction des évolutions du marché et de la stratégie clientèle.
- Améliorer le coût de la collecte des ressources.
- Prévoir et couvrir les impasses de liquidité et de taux.

- Optimiser la gestion du portefeuille de titres de placement.
- Maîtriser les ratios de liquidité et de solvabilité.

Le Risque de taux et de liquidité est suivi de très près par Bank Al-Maghrib. Un autre reporting risque structurel est établi trimestriellement depuis décembre 2007 pour Bank Al-Maghrib selon un modèle spécifiques (Time band, planning Accounts...).

Ci-après quelques précisions relatives à la gestion des risques de taux et de liquidité :

III.a. Le risque global de taux d'intérêt

Méthode d'évaluation et de surveillance du risque de taux d'intérêts utilisée :

Cette méthode se base sur le calcul des gaps de taux fixe (tombées ressources à taux fixe moins tombées emplois à taux fixe) sur chaque maturité (1 mois, 2 mois, 3 mois, 6 mois, 1an, 2 ans...15 ans et plus de 15 ans). Ces gaps sont ensuite actualisés (calcul de leur VAN) en utilisant les taux de la courbe des BdT marché primaire (à la date d'arrêt).

Le différentiel de cette VAN calculée avec les taux actuels auxquels on applique une variation non plus de 1% mais de 1 point de base (0.01%) multipliée par 100, permet de déduire la sensibilité du bilan aux variations des taux.

SENSIBILITE BILAN ET HB

En millions de dirhams	Septembre 2007	Décembre 2007
CT	-35	-54
MT	9	12
LT	189	214
Total	163	172

Source : Société Générale Marocaine de Banques

Un Comité Financier se tient mensuellement afin de présenter les gaps de taux, les gaps de liquidité et la sensibilité du bilan.

Limites fixées en matière de risque de taux d'intérêts global et modalités de révision de ces limites :

- La limite de la sensibilité du bilan aux variations des taux est fixée à MMAD 182 par le Comité Financier et est approuvée par le Conseil de Surveillance. Elle a fait l'objet d'une notification de limite par la maison-mère (SOCIÉTÉ GÉNÉRALE France).
- Selon les normes du groupe Société Générale, la limite de sensibilité est de l'ordre de 0,5% du total bilan et elle est négociée avec la filiale.

Outils informatiques utilisés :

- Solution ALM. Logiciel Focus / Sungard alimenté par des requêtes sur les systèmes métier Delta, IT2, SG ToS et Sogéfinancement.

III.b. Le risque de liquidité

Modalités et procédures de suivi du risque de liquidité, méthode d'évaluation de la trésorerie immédiate et prévisionnelle.

La gestion de la trésorerie immédiate (court terme) est assurée par la Salle des Marchés. Un tableau de bord quotidien est établi par le trésorier de la Banque. Il permet de calculer le gap quotidien de la trésorerie en fonction de la réserve monétaire exigée, du solde BAM, des flux entrants et sortants des agences et des emprunts/prêts sur le Marché Monétaire.

La gestion de la liquidité structurelle est assurée par la cellule ALM au sein de la Direction Financière. Elle s'articule autour des axes suivants :

- Calcul des gaps de liquidité (encours des ressources moins encours des emplois) sur chaque maturité (1 mois, 2 mois, 3 mois, 6 mois, 1 an, 2 ans...15 ans et plus de 15 ans).
- Présentation, au Comité Financier, du tableau de bord ALM incluant le gap de liquidité ainsi que les flux prévisionnels de trésorerie (principaux encaissement et décaissement prévus sur le mois à venir : tombées/collecte de DAT, remboursements/débloqués de crédits importants, ...).
- Etablissement d'un reporting liquidité à destination de la Maison mère (gap ressources moins emplois), sur base stressée.
- Etablissement d'un reporting hebdomadaire - Comité Hebdomadaire de trésorerie - permettant le suivi de la liquidité à court terme et la prise de décision en matière de levée ou de placement de liquidité.

Lignes de crédit ouvertes en faveur de la Banque et plafonds d'émissions, procédure de contrôle périodique de leur adéquation aux besoins.

Les lignes de crédit ouvertes en faveur de la Banque (en l'occurrence, les emprunts à terme conclus avec des confrères) sont suivies et révisées en fonction du gap quotidien de la trésorerie (besoin par rapport à la réserve monétaire) et du gap de liquidité prévisionnel (MLT) :

- Un engagement de financement pour porter la ligne filet octroyée par le Groupe Société Générale à sa filiale SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES de MEUR 100 à MEUR 250 est en cours de négociation. Cette opération permettra l'amélioration du coefficient de liquidité réglementaire.
- La politique d'émission de certificats de dépôts est poursuivie. Le Conseil de Surveillance a décidé de porter le plafond d'encours de CD émis à MMAD 8.000 (contre MMAD 4.000 en 2007).

Limites fixées en matière de risque de liquidité et modalités de leur révision.

La Banque s'impose des limites en matière de risque de liquidité

- une limite gap de trésorerie quotidien : en terme de cash (montant maximum à emprunter sur le marché monétaire pour financer son gap quotidien de trésorerie),
- une limite en termes de gap de liquidité stressé (montant maximal du gap).

IV. Risque opérationnel

Le risque opérationnel est constitué par les pertes avérées et potentielles que subit (pourrait subir) la banque du fait d'un défaut de procédures, d'erreurs humaines, de fraudes, d'incidents informatiques ou de télécommunications, ou encore d'accidents majeurs comme les incendies, ou les catastrophes naturelles.

IV.a. Organisation mise en place

SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES mène une politique de maîtrise et de gestion des risques opérationnels, en conformité avec les recommandations du comité Bâle II et s'intégrant dans le cadre de la politique du groupe SG, dont le socle repose sur les trois entités suivantes :

- Direction des Risques
- Direction de l'Inspection Générale
- Direction Financière (Cellule Surveillance Permanente & Risques Opérationnels)

Deux fonctions sont essentielles pour un pilotage optimal des Risques Opérationnels :

- La fonction Risques Opérationnels
- La fonction Contrôle Permanent (Surveillance Permanente ou SP).

La Surveillance Permanente des comptes et des procédures au sein de SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES, constitue une composante essentielle de la politique de gestion des risques adoptée par la Banque, en conformité avec la circulaire n° 40 de BAM. La Surveillance Permanente englobe l'ensemble du dispositif de contrôle permanent.

La fonction Risques Opérationnels vise à mesurer et suivre les risques opérationnels avérés et potentiels et à mettre en œuvre les actions correctives afin d'en limiter l'étendue.

Pour une meilleure optimisation de sa gestion des RO et afin de remplir les exigences en matière prudentielle, SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES a mis en place, fin 2007, une Cellule Surveillance Permanente et Risques Opérationnels (fusion de la Cellule SP et de la fonction RO créée en 2006) dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Rattachement à la Direction Financière
- Missions RO :
 - o Détecter, recenser et organiser la collecte des pertes opérationnelles,
 - o Organiser et valider la remontée des pertes à l'actionnaire majoritaire,
 - o Mettre en place les actions permettant de prévoir, réduire et couvrir les RO,
 - o Contribuer à la mise à jour du Plan de Continuité d'Activité (PCA),
 - o Superviser l'exercice d'Auto-évaluation de Risques et de Contrôles (RCSA),
 - o Promouvoir la culture RO via des actions de formation et d'information
- Missions contrôle permanent :
 - o Animer le contrôle de premier niveau
 - o Mettre en place les outils et procédures du contrôle permanent
 - o Rapporter aux comités et proposer les actions correctrices
 - o Initier et suivre les actions de progrès.

Les Risques Opérationnels avérés, et notamment ceux qui sont liés à une fraude interne ou externe font l'objet d'une prise en charge spécifique. Dans le cas de la fraude notamment, un dispositif est mis en œuvre au sein de SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES, pour repérer et corriger rapidement les opérations suspectes. D'une part, la Surveillance Permanente a été renforcée sur les opérations de caisse et les moyens de paiement (chèques et effets), et d'autre part, la centralisation et l'automatisation des opérations de moyens de paiement (chèques, monétique, effets) et l'externalisation du transport de fonds dans le cadre de contrats prévoyant aussi un contrôle interne, permettent une contrôle significativement renforcé du Risque Opérationnel de fraude.

Dans ce cadre, la **gestion des risques opérationnels (RO)** au sein de SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES s'articule autour des instances décisionnelles détaillées ci-après :

- Comité Risques Opérationnels à périodicité trimestrielle ayant pour mission le recensement, l'analyse et la comptabilisation des risques opérationnels, en plus d'une déclaration à la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE France au fil de l'eau.
- Comité d'Audit, en marge des Conseils de Surveillance de la Banque réunissant le Directoire, et les membres désignés du Conseil de Surveillance, assistés des auditeurs externes, et auquel participent l'Inspection Générale et la Direction Financière.

La supervision et le suivi de la performance du contrôle permanent, ainsi que le suivi de la mise en œuvre des actions correctrices sont assurés par les comités suivants :

- Comités trimestriels de la SP, organisés dans chaque Direction Régionale, et dans chaque Direction du Siège.
- Comité trimestriel de la Surveillance Permanente (volet comptable et procédural) du Siège (toutes directions du siège) présidé par le Directeur Général.
- Comité trimestriel de la Surveillance Permanente (volet comptable et procédural) du Réseau (toutes directions régionales) présidé par le Directeur Général.

Un **Comité Trimestriel Banque de la Surveillance Permanente et du Risque Opérationnel**, est présidé par le Président du Directoire, dont la mission est de s'assurer de l'efficacité du contrôle du 1er niveau, de suivre les Risques Opérationnels (Coût Net du Risque Opérationnel - CNRO, suivi des indicateurs clés de risque opérationnel - KRI,...), et de la mise en œuvre des actions correctrices (plan RCSA) en matière de contrôle et de maîtrise des Risques Opérationnels.



PARTIE VIII. **Faits Exceptionnels**



A la date d'établissement de la présente note, Société Générale Marocaine de Banques ne connaît pas de faits exceptionnels susceptibles d'affecter de façon significative ses résultats, sa situation financière ou son activité.



PARTIE IX. Litiges et Affaires Contentieuses



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES fait l'objet, depuis le 14 septembre 2006, d'un contrôle fiscal au titre des exercices 2002 à 2005, portant sur l'Impôt sur les Sociétés (IS), la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) et l'Impôt sur le Revenu (IR).

Les notifications des redressements fiscaux au titre des exercices 2002 à 2005, ont été reçues et portent sur les principaux chefs de redressement suivants :

1. En matière d'Impôts sur les Sociétés (IS), les principales rubriques concernées sont relatives aux provisions pour dépréciation des créances en souffrance, aux abandons de créances non couvertes par des provisions et aux charges non courantes.
2. En matière de Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA), les principaux éléments retenus concernent les produits accessoires, les cadeaux publicitaires et les commissions de change.
3. En matière d'Impôts sur le Revenu (IR), les principales rubriques concernées sont relatives aux avantages logements de fonction, aux remboursements de frais au personnel et aux cotisations sur assurance vie.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES a adressé à l'Administration Fiscale les réponses aux notifications de redressement où elle réfute l'ensemble des chefs de redressements.

Compte tenu de la décision de SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES de recourir à la commission locale, la procédure en cours ne permet pas d'avoir une visibilité sur l'issue finale de ce litige.



ANNEXES

Données comptables et financières
Bulletin de souscription
Rapports de notation





ANNEXE 1 : Données comptables et financières

I. Principes comptables et méthodes d'évaluation - comptes sociaux

I.a. Principes comptables

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2007 ont été établis conformément aux principes comptables applicables au Maroc, ainsi qu'à la réglementation édictée par la Banque Centrale (Bank Al-Maghrib). La présentation des comptes est celle préconisée par le PCEC.

I.a.1. Principes généraux

Les comptes sont établis dans le respect des principes de prudence, de permanence des méthodes, d'indépendance des exercices et conformément aux hypothèses de continuité d'exploitation.

Les opérations sont enregistrées selon le principe de la spécialisation des exercices. Certaines catégories d'opérations (commissions, dividendes) sont enregistrées lors de leur encaissement ou de leur paiement.

I.a.2. Conversion des opérations en devise

Les comptes sont tenus en dirhams pour les diverses devises dans lesquelles la Banque intervient. Les créances et les dettes ainsi que les engagements par signature libellés en devises étrangères résultent de la conversion des soldes correspondant en dirhams au cours de change en vigueur à la clôture de l'exercice. Les produits et charges en devises étrangères sont convertis au cours du jour de leur comptabilisation.

I.a.3. Titres de participation

Les titres de participation sont enregistrés à leur coût d'acquisition. A la clôture de l'exercice, leur valeur est estimée sur la base des éléments généralement admis : valeur d'usage, quote-part de la situation nette, perspectives de résultats et cours de bourse.

Les moins-values latentes donnent lieu, au cas par cas, à la constitution de provisions pour dépréciation.

I.a.4. Titres de placement

Les titres de placement sont acquis pour procurer un rendement financier. Ce sont essentiellement des fonds d'Etat et des obligations garanties par l'Etat. Ils sont enregistrés au prix d'acquisition hors intérêts courus non échus à la date d'acquisition.

Conformément aux dispositions du PCEC, les titres de placement doivent être évalués à chaque arrêté comptable par référence au prix de marché. Les moins-values latentes font l'objet d'une provision pour dépréciation.

Les primes d'acquisition sur titres de placement sont amorties linéairement sur la durée résiduelle du titre.

I.a.5. Crédits à la clientèle

Généralités

Conformément à la réglementation bancaire marocaine, les crédits à la clientèle sont classés suivant leur objet économique. Les intérêts courus et non échus sont pris en compte dans les comptes de produits. Cependant, dès qu'une créance devient à caractère compromis, les intérêts ne sont enregistrés en produits qu'à leur encaissement. La réservation d'agios sur les créances en souffrance préconisée par le PCEC n'est pas appliquée par la Banque (hors compromis).

Classification des engagements

Les règles de déclassement et de provisionnement édictées par Bank Al-Maghrib ne sont pas systématiquement appliquées par la Banque. Les engagements par signature ne font pas l'objet de classification systématique par opposition aux dispositions de Bank Al-Maghrib.

Provisions pour dépréciation des comptes de la clientèle

Les engagements difficiles ou classés en créance en souffrance (hors engagements à caractère compromis) sont provisionnés au cas par cas selon l'appréciation du risque par la Banque, sans que les règles prudentielles édictées par Bank Al-Maghrib en la matière soient strictement appliquées.

Décote des garanties

La Banque n'applique pas de manière exhaustive les règles de décote des garanties découlant de l'article 21 de la circulaire n° 19/G/2007 de Bank Al-Maghrib.

I.a.6. Provisions pour risque généraux et autres risque et charges

Provisions pour risques généraux

Cette provision résulte :

- A hauteur de MMAD 230 de décisions annuelles arrêtées par les Assemblées Générales de la Banque en vue d'affecter une partie du résultat distribuable dans une rubrique des comptes de passif intitulée « provisions pour risques généraux » ;
- A hauteur de MMAD 130 d'une dotation aux provisions en couverture de risques d'exploitation.

Provisions pour autres risques et charges

Cette provision résulte de dotations annuelles visant à couvrir des risques d'exploitation avérés et en particulier couvrir les risques opérationnels identifiés.

I.a.7. Engagements vis-à-vis des filiales

Dans le cadre des partenariats mis en place avec certaines entités du groupe, de crédit-bail et de crédit à la consommation, la Banque s'engage à couvrir le risque de contrepartie relatif aux contrats de crédit « Sogéquip ».

I.a.8. Immobilisations

Les immobilisations figurent au bilan à la valeur d'acquisition, diminuée des amortissements cumulés. Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire sur la durée de vie estimée suivante :

Immeubles :	20 à 40 ans
Matériel	
Mobiliier et matériel de bureau :	10 ans
Matériel informatique :	5 ans
Matériel de transport :	5 ans
Petit matériel :	3 à 5 ans
Installations et agencements :	10 ans

Le fait générateur retenu pour l'amortissement des éléments d'actifs, en particulier le nouveau siège, est la réception définitive et la date de mise en service.

I.a.9. Impôts sur les sociétés

Le taux de l'impôt sur les sociétés est de 39,6% en 2007 (inchangé par rapport à 2006).

II. Principes et méthodes de consolidation, principes comptables et méthodes d'évaluation - comptes consolidés

Les comptes consolidés du Groupe SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES ont été préparés selon les dispositions du chapitre 4 du Plan Comptable des Etablissements de Crédits (P.C.E.C).

Les comptes sociaux arrêtés au 31 décembre 2007 des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation ont servi de base pour l'établissement des comptes consolidés. Ces comptes ont été établis suivant les règles et pratiques comptables applicables au Maroc.

Les principales règles et méthodes du Groupe sont les suivantes :

II.a. Principes comptables et méthodes d'évaluation - Comptes consolidés-

II.a.1. Méthode de conversion utilisée pour la consolidation des succursales étrangères

Les comptes des succursales étrangères sont convertis en utilisant la méthode du cours de clôture. Les écarts de conversion correspondants sont inscrits dans les capitaux propres.

II.a.1.1. Immobilisations

Immobilisations en non valeur

Elles sont constitués essentiellement des frais préliminaire et des charges à répartir sur plusieurs exercices et sont amorties intégralement dès la première année.

Immobilisations incorporelles

Elles comprennent essentiellement les droits au bail et les brevets et marques. Elles sont généralement amorties sur une durée ne dépassant pas cinq ans.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production.

L'amortissement économique correspond à l'amortissement linéaire. Pour les filiales utilisant le mode dégressif, la différence d'amortissement résultant de l'application de cette méthode par rapport à celle du linéaire est retraitée en consolidation.

Les amortissements sont constatés en diminution de la valeur brute des immobilisations selon la méthode linéaire, sur la durée de vie estimée du bien.

Les plus values de cession intra-groupe sont annulées en consolidation lorsqu'elles sont significatives.

II.a.1.2. Titre de participation

Sont considérés comme titres de participation, tous les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise. Cette rubrique comprend aussi les prêts participatifs et les créances rattachées à des participations.

Les titres de participation dans les sociétés non consolidées figurent au bilan à leur cout d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constituée après analyse, au cas par cas, des situations financières des sociétés non consolidées.

Les plus-values de cession intra-groupe sont annulées en consolidation lorsqu'elles sont significatives.

II.a.1.3. Titres de placement

Les titres de placement sont des investissements financiers acquis pour procurer un rendement financier. Ce sont essentiellement des fonds d'Etat et des obligations garanties par l'Etat. Ils sont enregistrés au prix d'acquisition hors intérêts courus non échus à cette date.

II.a.1.4. Intérêts sur crédits à la clientèle

Les intérêts courus et non échus sont pris en compte dans le compte de résultat. Cependant, dès que le recouvrement d'une créance devient douteux, les intérêts sont comptabilisés en produits lors de leur encaissement effectif.

II.a.1.5. Opérations de crédit-bail

Les opérations de crédit-bail réalisées par SOGELEASE sont portées à l'actif du bilan consolidé pour leurs déterminés d'après la comptabilité financière. La réserve latente est inscrite parmi les réserves consolidées pour son montant net d'impositions différées.

II.a.1.6. Provisions d'exploitation

Des provisions d'exploitation sont constituées pour couvrir les pertes probables pouvant résulter, soit du non-recouvrement total ou partiel de créances en souffrance, soit de la mise en jeu d'engagements hors bilan. Ces provisions sont évaluées conformément aux règles de Bank Al Maghreb relatives à la couverture par des provisions des créances en souffrance et inscrites au passif du bilan.

Les autres provisions destinées à couvrir des risques déterminés sont également classées au passif du bilan.

II.a.1.7. Provisions réglementées

Ces provisions, nettes de l'effet fiscal, sont éliminées en consolidation.

II.a.1.8. Charge d'impôt sur le résultat

La charge d'impôt comprend :

- L'impôt courant de l'exercice qui inclut les avoirs fiscaux et crédits d'impôt effectivement utilisés en règlement de l'impôt ;
- L'impôt différé résultant des décalages temporaires d'imposition ou de déductions existant dans les comptes sociaux ou dus à des traitements de consolidation. L'impôt différé est déterminé suivant la méthode du report variable sur la totalité des décalages temporaires. Les actifs d'impôt différé ne sont constatés que si leur probabilité de réalisation est jugée élevée.

En 2001, le taux normal de l'impôt sur les sociétés sur le résultat réalisé au Maroc est de 39.6% pour les banques et établissements financiers, et de 35% pour les autres sociétés. (Le taux de l'IS pour la Banque OFF SHORE est 10%)

II.a.2. Comparabilité des comptes

Le P.C.E.C est rentré en vigueur à partir de l'exercice 2000. À cette date le groupe SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUE avait établi sa première liasse consolidée.

II.a.3. Principes de consolidation

II.a.3.1. Périmètre de consolidation

Sont intégrés globalement les banques, établissements et holding à caractère financier contrôlés au moins à 50% par le Groupe, soit directement, soit par l'intermédiaire de sociétés déjà intégrées globalement.

Sont mises en équivalence les banques, établissements et holding financiers dans lesquels le Groupe détient une participation comprise entre 20% et 50%, à condition que celle-ci assure une influence réelle et durable sur la gestion.

Les entreprises à caractère non financier sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence sans tenir compte du type de dépendance.

Les entreprises dont la consolidation ne présente pas un caractère significatif sont exclues du champ de consolidation.

II.a.3.2. Date de clôture des exercices

Toutes les sociétés comprises dans le périmètre de consolidation clôturent leurs comptes le 31 décembre.

II.a.3.3. Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition des titres des sociétés consolidées de la part du Groupe dans leur actif net à la date des prises de participation, après comptabilisation des éventuelles plus ou moins values latentes sur actifs identifiables.

Lorsqu'ils sont positifs, ces écarts sont inscrits à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique « écart d'acquisition » et amortis sur la durée de vie estimée, dans la limite de vingt ans. Le cas échéant, une provision pour dépréciation complémentaire est constatée pour tenir compte des perspectives d'activité et de résultat des sociétés concernées. Dans les cas exceptionnels où ils sont dégagés dans le cadre d'une fusion, ils sont imputés sur les capitaux propres.

S'ils sont négatifs, ils sont inscrits au passif du bilan sous la rubrique « Provision sur écarts d'acquisition » dans le poste « comptes de régularisation » et repris en résultat sur une durée n'excédant pas dix ans.

Les écarts non significatifs sont intégralement rapportés au résultat de l'exercice au cours duquel ils ont été constatés.

II.a.3.4. Retraitements et opérations réciproques

Lorsque l'impact est significatif, les comptes sociaux des sociétés consolidées font l'objet de retraitements pour les mettre en conformité avec les principes comptables décrits ci-après.

Après cumul des bilans et comptes de résultats, les soldes réciproques significatifs, ainsi que les prêts et profits résultant d'opérations entre sociétés du Groupe, sont éliminés.

III. Etats de synthèse - comptes sociaux

BILAN

ACTIF (en milliers de MAD)	2007	2006	2005
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	3 444 263	5 106 980	4 412 275
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	12 292 129	8 713 986	5 119 741
. A vue	3 284 218	1 894 863	1 203 247
. A terme	9 007 910	6 819 123	3 916 494
Créances sur la clientèle	28 181 888	21 913 530	18 245 788
. Crédits de trésorerie et à la consommation	11 835 722	8 561 306	6 927 995
. Crédits à l'équipement	7 346 138	5 744 723	4 734 645
. Crédits immobiliers	7 326 013	5 371 963	4 304 022
. Autres crédits	1 674 016	2 235 538	2 279 126
Créances acquises par affacturage			
Titres de transaction et de placement	1 556 851	2 219 924	2 463 421
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	1 213 775	1 737 916	1 417 304
. Autres titres de créance	341 810	480 768	1 045 086
. Titres de propriété	1 267	1 240	1 031
Autres actifs	768 046	536 649	463 873
Titres d'investissement			
. Bons du Trésor et valeurs assimilées			
. Autres titres de créance			
Titres de participation et emplois assimilés	834 538	905 014	1 159 978
Créances subordonnées			
Immobilisations données en crédit-bail et en location			
Immobilisations incorporelles	147 925	148 330	151 521
Immobilisations corporelles	1 298 620	1 282 282	1 264 705
Total de l'Actif	48 524 260	40 826 694	33 281 302

BILAN (Suite)

PASSIF (en milliers de MAD)	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux			
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	855 191	4 412 089	1 734 289
. A vue	194 941	1 287 127	1 076 232
. A terme	660 250	3 124 962	658 057
Dépôts de la clientèle	38 422 033	31 794 180	27 274 276
. Comptes à vue créditeurs	22 626 181	18 718 783	15 612 273
. Comptes d'épargne	4 361 135	4 024 639	3 709 869
. Dépôts à terme	9 025 595	7 588 011	6 818 378
. Autres comptes créditeurs	2 409 121	1 462 747	1 133 756
Titres de créance émis	3 570 862		
. Titres de créance négociables	3 570 862		
. Emprunts obligataires			
. Autres titres de créance émis			
Autres passifs	1 193 975	888 329	855 975
Provisions pour risques et charges	737 110	528 501	494 294
Provisions réglementées	200 000	90 000	80 000
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie			
Dettes subordonnées			
Ecart de réévaluation			
Réserves et primes liées au capital	1 319 553	1 496 967	1 335 170
Capital	1 560 000	1 170 000	1 170 000
Actionnaires. Capital non versé (-)			
Report à nouveau (+/-)	42	1	36
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)			
Résultat net de l'exercice (+/-)	665 495	446 627	337 262
Total du Passif	48 524 260	40 826 694	33 281 302

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

(en milliers de MAD)	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
I. PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	2 964 933	2 433 222	2 165 395
1. Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	441 695	270 891	80 064
2. Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 735 761	1 490 429	1 464 160
3. Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	77 051	110 097	123 249
4. Produits sur titres de propriété	179 962	115 812	79 743
5. Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		55	0
6. Commissions sur prestations de service	321 856	270 442	264 491
7. Autres produits bancaires	208 607	175 495	153 687
II. CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	642 621	461 104	382 570
8. Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	102 784	56 963	38 156
9. Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	390 818	324 303	283 987
10. Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	50 143		
11. Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location			
12. Autres charges bancaires	98 875	79 837	60 427
III. PRODUIT NET BANCAIRE	2 322 312	1 972 118	1 782 825
13. Produits d'exploitation non bancaire	365 189	88 985	43 603
14. Charges d'exploitation non bancaire	0	1 758	13 072
IV. CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	1 117 075	1 011 323	945 385
15. Charges de personnel	558 382	494 046	480 762
16. Impôts et taxes	37 726	34 424	24 749
17. Charges externes	364 100	312 491	275 102
18. Autres charges générales d'exploitation	10 821	13 254	13 631
19. Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	146 046	157 108	151 142

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (Suite)

(en milliers de MAD)	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
V.DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES	991 032	667 347	602 663
IRRECOUVRABLES			
20. Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en			
souffrance	345 583	371 753	373 884
21. Pertes sur créances irrécouvrables	191 772	54 110	25 354
22. Autres dotations aux provisions	453 677	241 484	203 425
VI.REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES	434 523	373 414	305 939
AMORTIES			
23. Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en			
souffrance	345 497	285 838	128 276
24. Récupérations sur créances amorties	3 187	7 045	10 408
25. Autres reprises de provisions	85 839	80 531	167 255
VII.RESULTAT COURANT	1 013 917	754 088	571 246
26. Produits non courants	32 809	25 038	22 853
27. Charges non courantes	53 290	87 338	60 339
VIII.RESULTAT AVANT IMPOTS	993 436	691 788	533 760
28. Impôts sur les résultats	327 941	245 161	196 498
IX.RESULTAT NET DE L'EXERCICE	665 495	446 627	337 262
TOTAL PRODUITS	3 804 025	2 926 928	2 542 485
TOTAL CHARGES	3 138 530	2 480 301	2 205 223
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	665 495	446 627	337 262

ETAT DES SOLDES DE GESTION

(en milliers de MAD)	2007	2006	2005
1. (+) Intérêts et produits assimilés	2 254 507	1 871 417	1 667 474
2. (-) Intérêts et charges assimilées	543 746	381 267	322 142
MARGE D'INTERET	1 710 762	1 490 151	1 345 331
3. (+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	0	55	0
4. (-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	0	0	0
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	0	55	0
5. (+) Commissions perçues	375 099	315 423	304 256
6. (-) Commissions servies	13 181	11 635	5 934
Marge sur commissions	361 918	303 788	298 322
7. (+) Résultat des opérations sur titres de transaction	-282		
8. (+) Résultat des opérations sur titres de placement	-8 537	1 151	2 755
9. (+) Résultat des opérations de change	135 562	110 761	107 511
10. (+) Résultat des opérations sur produits dérivés	0	0	0
Résultat des opérations de marché	126 743	111 912	110 267
11. (+) Divers autres produits bancaires	179 962	115 812	79 743
12. (-) Diverses autres charges bancaires	57 073	49 599	50 838
PRODUIT NET BANCAIRE	2 322 312	1 972 118	1 782 825
13. (+) Résultat des opérations sur immobilisations financières	295 594	83 179	101 535
14. (+) Autres produits d'exploitation non bancaire	14 212	10 881	40 484
15. (-) Autres charges d'exploitation non bancaire	0	0	4
16. (-) Charges générales d'exploitation	1 117 075	1 011 323	945 385
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	1 515 043	1 054 855	979 454
17. (+) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-188 671	-132 979	-260 554
18. (+) Autres dotations nettes de reprises aux provisions	+312 455	-167 787	-147 654
RESULTAT COURANT	1 013 917	754 088	571 246
RESULTAT NON COURANT	-20 481	-62 300	-37 486
19. (-) Impôts sur les résultats	327 941	245 161	196 498
(+) RESULTAT NET DE L'EXERCICE	665 495	446 627	337 262

20. (+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations			
incorporelles et corporelles	146 046	157 108	151 142
21. (+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	60 829	855	133
22. (+) Dotations aux provisions pour risques généraux	130 000	0	143 292
23. (+) Dotations aux provisions réglementées	110 000	60 000	60 000
24. (+) Dotations non courantes	0	0	0
25. (-) Reprises de provisions	5 446	57 689	167 255
26. (-) Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	9 548	8 753	38 112
27. (+) Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	0	0	4
28. (-) Plus-values de cession des immobilisations financières	350 977	78 104	3 119
29. (+) Moins-values de cession des immobilisations financières	0	1 758	13 069
30. (-) Reprises de subventions d'investissement reçues			
(+) CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	746 399	521 803	496 415
31. (-) Bénéfices distribués	234 000	175 500	175 500
(+) AUTOFINANCEMENT	512 399	346 303	320 915

HORS BILAN

HORS BILAN (en milliers de MAD)	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
<u>ENGAGEMENTS DONNES</u>	11 195 010	8 005 281	7 403 492
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	87 937	24 938	1 126
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle			
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	2 707 792	1 599 608	1 255 194
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	2 875 384	1 500 515	1 264 290
Titres achetés à réméré	5 523 898	4 880 220	4 882 882
Autres titres à livrer			
<u>ENGAGEMENTS RECUS</u>	4 872 250	2 126 273	2 465 980
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	1 135 200		
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	3 721 787	2 119 794	2 462 220
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	15 263	6 479	3 760
Titres vendus à réméré			
Autres titres à recevoir			

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

(en milliers de MAD)	2007	2006	2005
1. (+) Produits d'exploitation bancaire perçus	2 791 235	2 322 522	2 086 855
2. (+) Récupérations sur créances amorties	3 187	7 045	10 408
3. (+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	37 574	27 265	25 224
4. (-) Charges d'exploitation bancaire versées	825 649	521 477	411 887
5. (-) Charges d'exploitation non bancaire versées	53 290	89 097	73 411
6. (-) Charges générales d'exploitation versées	960 825	854 215	794 244
7. (-) Impôts sur les résultats versés	327 941	245 161	196 498
I. Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	664 290	646 883	646 447
Variation des :			
8. (+) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	3 578 142	3 594 246	1 877 201
9. (+) Créances sur la clientèle	6 268 358	3 667 743	2 936 960
10. (+) Titres de transaction et de placement	-663 073	-243 496	-107 829
11. (+) Autres actifs	232 683	73 002	125 193
12. (+) Immobilisations données en crédit-bail et en location	0	0	0
13. (+) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	-3 556 898	2 677 800	1 374 035
14. (+) Dépôts de la clientèle	6 627 853	4 519 904	4 145 890
15. (+) Titres de créance émis	3 570 862	0	0
16. (+) Autres passifs	341 938	-174 178	-296 232
II. Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	-2 432 355	-67 968	392 168
III. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)	-1 768 064	578 916	1 038 615
17. (+) Produit des cessions d'immobilisations financières	810 058	338 617	210 989
18. (+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	16 179	13 463	60 208
19. (-) Acquisition d'immobilisations financières	498 215	300	41 808
20. (-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	168 637	176 202	131 299
21. (+) Intérêts perçus			
22. (+) Dividendes perçus	179 962	115 712	79 643
IV. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	339 347	291 289	177 733
23. (+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus			
24. (+) Emission de dettes subordonnées			
25. (+) Emission d'actions			
26. (-) Remboursement des capitaux propres et assimilés			
27. (-) Intérêts versés			
28. (-) Dividendes versés	234 000	175 500	175 500
V. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	-234 000	-175 500	-175 500
VI. VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+ IV +V)	-1 662 717	694 705	1 040 848
VII. TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	5 106 980	4 412 275	3 371 427
VIII. TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	3 444 263	5 106 980	4 412 275

ETAT DES DEROGATIONS		
AU 31/12/2007		
INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux	Néant	Néant
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation	Néant	Néant
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	Néant	Néant

ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES		
DU 1ER JANVIER 2007 AU 31 DECEMBRE 2007		
NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATIONS DES CHANGEMENTS	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation	Néant	Néant
II. Changements affectant les règles de présentation	Néant	Néant

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

en milliers de DH

Créances	Bank Al-Maghrib Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Maroc au Banques	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2007	Total 31/12/2006
Comptes ordinaires débiteurs	2 984 960		418 601	421 253	3 824 814	5 684 953
Valeurs reçues en pension						
- Au Jour Le Jour						
- A Terme						
Prêts de trésorerie	0	2 034 056	4 041 733	1 055 391	7 131 180	5 445 425
- Au Jour Le Jour		2 000 000	568	427 014	2 427 582	880 220
- A Terme		34 056	4 041 165	628 377	4 703 598	4 565 205
Prêts financiers		314 432	3 683 084	155 749	4 153 265	2 059 714
Autres créances		74 927		726	75 653	131 316
Intérêts courus à recevoir	1 030		92 177		93 207	74 559
Créances en souffrance						
Total	2 985 990	2 423 415	8 235 595	1 633 119	15 278 119	13 395 967

CREANCES SUR LA CLIENTELE AU 31 DECEMBRE 2007

en milliers de DH						
CREANCES	Secteur public	Secteur privé			31/12/2007	31/12/2006
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
CREDITS DE TRESORERIE	217 796	60 296	9 912 884	775 721	10 966 697	8 113 738
- Comptes à vue débiteurs	217 796	60 296	6 383 760	768 168	7 430 020	5 061 106
- Créances commerciales sur le Maroc			1 407 791		1 407 791	1 224 254
- Crédits à l'exportation			186 079		186 079	190 419
- Autres crédits de trésorerie			1 935 254	7 553	1 942 807	1 637 959
CREDITS A LA CONSOMMATION				850 242	850 242	432 041
CREDITS A L'EQUIPEMENT	210 000		6 615 611	450 282	7 275 893	5 689 363
CREDITS IMMOBILIERS	1 438		790 722	6 509 212	7 301 372	5 349 044
AUTRES CREDITS	192 127	358 790	416 704	112 471	1 080 092	1 595 569
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE					0	0
INTERETS COURUS A RECEVOIR				115 170	115 170	94 652
CREANCES EN SOUFFRANCE	4 780		289 138	298 504	592 422	639 123
- Créances pré-douteuses	336		20 587	36 351	57 274	21 469
- Créances douteuses	4 356		66 854	40 042	111 252	86 831
- Créances compromises	88		201 697	222 111	423 896	530 823
TOTAL	626 141	419 086	18 025 059	9 111 602	28 181 888	21 913 530

CREANCES SUR LA CLIENTELE AU 31 DECEMBRE 2006

en milliers de DH

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			31/12/2006	31/12/2005
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
CREDITS DE TRESORERIE	349 074	32 452	7 241 607	490 605	8 113 738	6 493 383
- Comptes à vue débiteurs	349 074	32 452	4 190 883	488 697	5 061 106	4 099 471
- Créances commerciales sur le Maroc			1 224 254		1 224 254	1 000 326
- Crédits à l'exportation			190 419		190 419	202 054
- Autres crédits de trésorerie			1 636 051	1 908	1 637 959	1 191 532
CREDITS A LA CONSOMMATION				432 041	432 041	425 513
CREDITS A L'EQUIPEMENT	144 735		4 944 465	600 163	5 689 363	4 681 187
CREDITS IMMOBILIERS			481 710	4 867 334	5 349 044	4 287 196
AUTRES CREDITS		922 273	544 843	128 453	1 595 569	1 576 860
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE					0	0
INTERETS COURUS A RECEVOIR				94 652	94 652	79 459
CREANCES EN SOUFFRANCE	85 916		312 793	240 414	639 123	702 189
- Créances pré-douteuses	0		15 029	6 440	21 469	33 374
- Créances douteuses	3 473		57 308	26 050	86 831	176 466
- Créances compromises	82 443		240 456	207 924	530 823	492 349
TOTAL	579 725	954 725	13 525 418	6 853 662	21 913 530	18 245 787

CREANCES SUR LA CLIENTELE AU 31 DECEMBRE 2005

en milliers de DH

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			31/12/2005	31/12/2004
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
CREDITS DE TRESORERIE	247 399	3 939	5 828 274	413 771	6 493 383	6 340 692
- Comptes à vue débiteurs	239 398	3 939	3 464 061	392 073	4 099 471	3 997 303
- Créances commerciales sur le Maroc			1 000 326		1 000 326	787 683
- Crédits à l'exportation			202 054		202 054	219 998
- Autres crédits de trésorerie	8 001		1 161 833	21 698	1 191 532	1 335 708
CREDITS A LA CONSOMMATION				425 513	425 513	620 155
CREDITS A L'EQUIPEMENT	170 146		3 910 853	600 188	4 681 187	3 093 200
CREDITS IMMOBILIERS			295 785	3 991 411	4 287 196	3 363 660
AUTRES CREDITS	46 251	621 133	750 098	159 378	1 576 860	1 163 352
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE					0	0
INTERETS COURUS A RECEVOIR				79 459	79 459	49 408
CREANCES EN SOUFFRANCE	88 990	0	294 654	318 545	702 189	924 875
- Créances pré-douteuses	59		21 243	12 072	33 374	42 939
- Créances douteuses	53 847		84 726	37 893	176 466	311 681
- Créances compromises	35 084		188 685	268 580	492 349	570 255
TOTAL	552 786	625 072	11 079 664	5 988 265	18 245 787	15 555 342

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES 2007								
AU 31 DECEMBRE 2007								
en milliers de DH								
Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice		
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net
A - Participations dans les entreprises liées			846 405	768 518				0
SOGLEASE	ACTIVITES FINANCIERES	100 000	60%	24 600	24 600			
GESTAR	ACTIVITES FINANCIERES	1 000	99,94%	999	999			
INVESTIMA	ACTIVITES FINANCIERES	105 000	48,04%	59 443	59 443			
SOGEBOURSE	ACTIVITES FINANCIERES	15 000	99,99%	14 999	14 999			
SOGINVEST	ACTIVITES FINANCIERES	105 000	40%	17 058	0			
SOGCONTACT	CENTRE D'APPEL	300	99,86%	300	300			
SOGEMPLACEMENT	ACTIVITES FINANCIERES	1 000	99,94%	999	999			
FONCIMMO	AUTRES SECTIONS	50 000	99,99%	50 000	50 000			
LA MAROCAINE VIE	ASSURANCE	183 750	28,35%	154 929	94 100			
ATHENA COURTAGE	ASSURANCE	300	97%	291	291			
BANQUE OFFSHORE	BANQUE	4 375	99,92%	3 864	3 864			
SOGEFINANCEMENT	ACTIVITES FINANCIERES	30 000	100,00%	30 000	30 000			
CREDIT EQDOM	ACTIVITES FINANCIERES	167 025	18,67%	485 338	485 338			
EUROPE COMPUTER SYSTEM INTERNATIONAL MAROC	ACTIVITES FINANCIERES	3 901	15,00%	585	585			
ALD AUTOMOTIVE	ACTIVITES FINANCIERES	20 000	15,00%	3 000	3 000			
B - Autres titres de participation			80 631	63 025				0
BANK AL AMAL	ACTIVITES FINANCIERES	500 000	0,16%	791	791	31/12/2006	567 599	14247
DAR AD-DAMANE	ACTIVITES FINANCIERES	75 000	0,52%	392	392	31/12/2006	207 657	10684
CMM	ACTIVITES FINANCIERES	100 000	0,32%	224	224			
ONA	ACTIVITES FINANCIERES	1 739 195	1,15%	4 104	4 104	31/12/2005	14 101 000	774 000
MANAGEM	INDUSTRIE MINIERE	850 772	0,77%	38 998	33 043	31/12/2005	1 459 680	114 093
LESIEUR AFRIQUE	AGRO ALIMENTAIRE	276 315	0,03%	758	520	31/12/2005	1 220 326	113 157
CELLULOSE DU MAROC	INDUSTRIE DE PAPIER	700 484	0,95%	8 749	0	31/12/2006	320 486	3866
EUROCHEQUES MAROC	ACTIVITES FINANCIERES	0	-	50	50			
GPBM SCI	ACTIVITES FINANCIERES	0	-	1 480	1 480			
INTERBANK	ACTIVITES FINANCIERES	11 500	16,00%	1 840	1 840	31/12/2005	12 197	127
RECOURS	SOCIETE DE RECOUVREMENT	2 500	10,00%	250	250	31/12/2006	4 976	512
SANOFI PHARMA MAROC	INDUSTRIES CHIMIQUES	0	-	22	22			
SMAEX	ACTIVITES FINANCIERES	37 450	4,09%	1 229	1 229	31/12/2005	111 090	1 502
MAROCLEAR	ACTIVITES FINANCIERES	20 000	0,17%	351	351			
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	ACTIVITES FINANCIERES	10 000	11,00%	11 000	11 000	31/12/2006	103 494	12 037
MAROC TELECOMMERCE	ACTIVITES FINANCIERES	20 000	10,00%	2 000	0			
SOGEPB	ZONE INDUSTRIELLE	18 000	5,00%	900	900	31/12/2006	8 116	937
ACMAR	ACTIVITES FINANCIERES	50 000	10,00%	5 339	4 675	31/12/2005	46 660	
SWIFT INDICE	ACTIVITES FINANCIERES			156	156			
FCP SG OPTIMAL PLUS	ACTIVITES FINANCIERES			999	999			
F.C.P. SG ACTIONS PLUS	ACTIVITES FINANCIERES	1 000		999	999			
C - Emplois assimilés			1 921	1 020				0
C/C SCI GPBM	ACTIVITES FINANCIERES			1 233	1 020			
C/C MAROC TELECOMMERCE				688	0			
Total Général			928 957	832 563				0



TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES 2006								
AU 31 DECEMBRE 2006								
en milliers de DH								
Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice		
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net
A - Participations dans les entreprises liées				598 434	581 376		1 863 159	308 497
SOGLEASE	ACTIVITES FINANCIERES	100 000	60%	24 600	24 600	31/12/2005	205 051	33 070
GESTAR	ACTIVITES FINANCIERES	1 000	99,94%	999	999	31/12/2005	20 717	19 608
INVESTIMA	ACTIVITES FINANCIERES	105 000	48,04%	59 443	59 443	31/12/2005	186 130	40 748
SOGEBOURSE	ACTIVITES FINANCIERES	15 000	99,99%	14 999	14 999	31/12/2005	18 791	2 311
SOGINVEST	ACTIVITES FINANCIERES	105 000	40%	17 058	0	31/12/2005		
SOGECONTACT	CENTRE D'APPEL	300	99,86%	300	300	31/12/2005		
SOGEMPLACEMENT	ACTIVITES FINANCIERES	1 000	99,94%	999	999	31/12/2005	1 571	332
FONCIMMO	AUTRES SECTIONS	50 000	99,99%	50 000	50 000	31/12/2005	49 612	437
LA MAROCAINE VIE	ASSURANCE	183 750	28,35%	154 929	154 929	31/12/2005	224 581	19 688
ATHENA COURTAGE	ASSURANCE	300	97%	291	291	31/12/2005	18 514	18 214
BANQUE OFFSHORE	BANQUE	4 375	99,92%	5 606	5 606	31/12/2005	7 390	2 580
SOGEFINANCEMENT	ACTIVITES FINANCIERES	30 000	100,00%	30 000	30 000	31/12/2005	44 931	14 771
CREDIT EQDOM	ACTIVITES FINANCIERES	167 025	18,67%	239 210	239 210	31/12/2005	1 085 871	156 738
B - Autres titres de participation				290 443	267 178		17 838 909	988 141
BANK AL AMAL	ACTIVITES FINANCIERES	500 000	0,16%	791	791	31/12/2005	555 000	
DAR AD-DAMANE	ACTIVITES FINANCIERES	75 000	0,52%	392	392	31/12/2005	218 341	19 932
CMM	ACTIVITES FINANCIERES	100 000	0,32%	224	224			
ONA	ACTIVITES FINANCIERES	1 739 195	1,15%	211 918	211 918	31/12/2005	14 101 000	774 000
MANAGEM	INDUSTRIE MINIERE	850 772	0,77%	38 999	27 647	31/12/2005	1 459 680	114 093
LESIEUR AFRIQUE	AGRO ALIMENTAIRE	276 315	0,03%	758	498	31/12/2005	1 220 326	113 157
CELLULOSE DU MAROC	INDUSTRIE DE PAPIER	650 484	1,02%	8 749	0			
EUROCHEQUES MAROC	ACTIVITES FINANCIERES	0	-	50	50			
GPBM SCI	ACTIVITES FINANCIERES	0	-	1 480	1 267			
INTERBANK	ACTIVITES FINANCIERES	11 500	16,00%	1 840	1 813	31/12/2005	12 197	127
RECOURS	SOCIETE DE RECOUVREMENT	2 500	10,00%	250	250	31/12/2005	5 965	1 095
SANOFI PHARMA MAROC	INDUSTRIES CHIMIQUES	0	-	22	22			
SMAEX	ACTIVITES FINANCIERES	37 450	4,09%	1 229	1 229	31/12/2005	111 090	1 502
MAROCLEAR	ACTIVITES FINANCIERES	20 000	0,17%	351	351			
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	ACTIVITES FINANCIERES	10 000	11,00%	11 000	11 000	31/12/2005	91 457	5 582
MAROC TELECOMMERCE	ACTIVITES FINANCIERES	20 000	10,00%	2 000	0			
ALD AUTOMOTIVE	ACTIVITES FINANCIERES	20 000	15,00%	3 000	3 000			
SOGEPID	ZONE INDUSTRIELLE	18 000	5,00%	900	900	31/12/2005	17 192	1 483
ACMAR	ACTIVITES FINANCIERES	50 000	10,00%	5 339	4 675	31/12/2005	46 660	
SWIFT INDICE	ACTIVITES FINANCIERES	0	-	152	152			
F.C.P. SG ACTIONS PLUS	ACTIVITES FINANCIERES	1 000		999	999			
C - Emplois assimilés				56 921	56 233			
C/C SCI GPBM	ACTIVITES FINANCIERES			1 233	1 233			
Apport de la SGMB au C/C associés chez FONCIMMO	AUTRES SECTIONS			55 000	55 000			
C/C MAROC TELECOMMERCE				688	0			
Total Général				945 798	904 787		19 702 068	1 296 638

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES 2005						AU 31 DECEMBRE 2005		
en milliers de DH						Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice		
Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette	Date de clôture	Situation nette	Résultat net
A - Participations dans les entreprises liées								
SOGELEASE	ACTIVITES FINANCIERES	100 000	60%	598 434	581 376			
GESTAR	ACTIVITES FINANCIERES	1 000	99,94%	24 600	24 600			
INVESTIMA	ACTIVITES FINANCIERES	105 000	48,04%	999	999			
SOGEBOURSE	ACTIVITES FINANCIERES	20 000	99,99%	59 443	59 443			
SOGINVEST	ACTIVITES FINANCIERES	105 000		14 999	14 999			
SOGEMPLACEMENT	ACTIVITES FINANCIERES	1 000	99,94%	17 058	0			
FONCIMMO	AUTRES SECTIONS	50 000	99,92%	999	999			
LA MAROCAINE VIE	ASSURANCE	183 750	28,35%	50 000	50 000			
ATHENA COURTAGE	ASSURANCE	300	97%	154 929	154 929			
BANQUE OFFSHORE	BANQUE	4 375	99,92%	291	291			
SOGEFINANCEMENT	ACTIVITES FINANCIERES	30 000	100,00%	5 608	5 608			
CREDIT EQDOM	ACTIVITES FINANCIERES	167 025	18,67%	30 000	30 000			
				239 210	239 210			
B - Autres titres de participation								
BANK AL AMAL	ACTIVITES FINANCIERES	500 000	0,16%	290 443	267 178			
DAR AD-DAMANE	ACTIVITES FINANCIERES	25 000	1,56%	791	791			
CMM	ACTIVITES FINANCIERES	100 000	0,32%	392	392			
ONA	ACTIVITES FINANCIERES	1 739 195	3,60%	224	224			
MANAGEM	INDUSTRIE MINIERE	850 772	1,00%	456 089	456 089			
CIOR (HOLCIM MAROC)	MATERIAUX DE CONSTRUCTION	421 000		44 034	25 046			
LESIEUR AFRIQUE	AGRO ALIMENTAIRE	276 315	0,03%	0	0			
CELLULOSE DU MAROC	INDUSTRIE DE PAPIER	650 484	1,02%	758	498			
EUROCHEQUES MAROC	ACTIVITES FINANCIERES	0	-	8 749	0			
GPBM SCI	ACTIVITES FINANCIERES	0	-	50	50			
INTERBANK	ACTIVITES FINANCIERES	11 500	16,00%	1 480	1 267			
ISSAF MONDIALE ASSISTANCES	ASSURANCE	0	-	1 840	1 813			
RECOURS	SOCIETE DE RECouvreMENT	2 500	10,00%	0	0			
SANOFI PHARMA MAROC	INDUSTRIES CHIMIQUES	0	-	250	250			
SMAEX	ACTIVITES FINANCIERES	30 000	4,09%	22	22			
MAROCLEAR	ACTIVITES FINANCIERES	20 000	0,17%	1 229	1 229			
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	ACTIVITES FINANCIERES	10 000	11,00%	351	351			
MAROC TELECOMMERCE	ACTIVITES FINANCIERES	20 000	10,00%	11 000	11 000			
LOL ALLIANCE	ACTIVITES FINANCIERES	20 000	15,00%	2 000	0			
SOGEPB	ZONE INDUSTRIELLE	18 000	5,00%	3 000	3 000			
ACMAR	ACTIVITES FINANCIERES	25 000	10,00%	900	900			
SWIFT INDICE	ACTIVITES FINANCIERES	0	-	5 339	4 675			
SICAV OBLIG.PLUS	ACTIVITES FINANCIERES	10 000		152	152			
SICAV PERSPECTIVES	ACTIVITES FINANCIERES	30 000		400	400			
SICAV SG EXPANSION	ACTIVITES FINANCIERES	5 000		5 000	5 000			
F.C.P. SG ACTIONS PLUS	ACTIVITES FINANCIERES	1 000		6 666	6 666			
F.C.P. SG TRESOR PLUS	ACTIVITES FINANCIERES	1 000		999	999			
C - Emplois assimilés								
C/C SCI GPBM	ACTIVITES FINANCIERES			56 975	56 975			
C/C WORLD TRADE CENTER	AUTRE SECTIONS			1 233	1 233			
C/C associés chez FONCIMMO	AUTRES SECTIONS			54	54			
C/C MAROC TELECOMMERCE				55 000	55 000			
Total Général				688	688			
				1 207 825	1 159 978			



IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE									
DU 01/01/2007 AU 31/12/2007 en milliers de DH									
Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements		Provisions		Montant net à la fin de l'exercice
					Dotation au titre de l'exercice	Cumul des amo.	Dotation au titre de l'exercice	Reprises de provisions	
Immobilisations données en crédit-bail et En location avec option d'achat									
CB sur immobilisations incorporelles									
Crédit-bail mobilier									
- Crédit-bail mobilier en cours									
- Crédit-bail mobilier loué									
- CB mobilier non loué après résiliation									
Crédit-bail immobilier									
- CBI en cours									
- CBI loué									
- CBI non loué après résiliation									
loyers courus à recevoir									
loyers restructures									
loyers impayés									
créances en souffrance									
imo données en location simple									
biens mobiliers en location simple									
biens immobiliers en location simple									
loyers courus à recevoir									
loyers restructures									
loyers impayés									
loyers en souffrance									
total						Néant			

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Au : 31/12/2007

Immobilisations	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits de l'exercice	Montant brut fin d'exercice	Amortissements et/ou provisions				
					Montant A&P début exercice	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amo sur immo sorties	Cumul	Montant net fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	439 083	32 037	0	471 120	290 754	32 441	0	323 195	147 925
- Droit au bail	82 770	11 692		94 462					94 462
- Immobilisations en recherche et développement									
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	356 313	20 345		376 658	290 754	32 441		323 195	53 464
- Immobilisations incorporelles hors exploitation									
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 405 980	136 574	175 713	2 366 841	1 123 698	113 605	169 082	1 068 221	1 298 620
- IMMEUBLES D'EXPLOITATION	1 093 338	37 182	0	1 130 520	305 354	38 741	0	344 095	786 424
. Terrain d'exploitation	103 259	1 667		104 925	0			0	104 925
. Immeubles d'exploitation, Bureaux	990 079	35 516		1 025 594	305 354	38 741		344 095	681 499
. Immeubles d'exploitation, Logements de fonction									
- MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	438 675	27 787	156 781	309 681	338 907	28 014	156 781	210 140	99 541
. Mobilier de bureau d'exploitation	169 980	10 470		180 450	126 558	9 457		136 015	44 435
. Matériel de bureau d'exploitation	0			0	0			0	0
. Matériel informatique	263 852	17 317	156 781	124 387	208 538	18 557	156 781	70 315	54 073
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	4 844			4 844	3 811			3 811	1 033
. Autres matériels d'exploitation									

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Au : 31/12/2007

Immobilisations	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits de l'exercice	Montant brut fin d'exercice	Amortissements et/ou provisions				
					Montant A&P début exercice	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amo sur immo sorties	Cumul	Montant net fin d'exercice
-Autres immob. corporelles d'exploitation	529 428	55 024	5 151	579 301	358 598	31 651	5 151	385 098	194 203
- Immobilisations corporelles HEX	344 539	16 581	13 781	347 339	120 839	15 199	7 150	128 888	218 452
. Terrains hors exploitation	25 317			25 317					25 317
. Immeubles hors exploitation	171 885	12 438	13 781	170 542	56 730	6 764	7 150	56 344	114 198
. Mobilier et matériel hors exploitation	18 271	178		18 448	12 993	942		13 935	4 514
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation	129 066	3 965		133 032	51 116	7 493		58 609	74 423
Total	2 845 063	168 611	175 713	2 837 961	1 414 452	146 046	169 082	1 391 416	1 446 545

PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS							
DU 1ER JANVIER 2007 AU 31 DECEMBRE 2007							
en milliers de DH							
Date de cession ou de retrait	Nature	Montant brut	Amortissements cumulés	valeur comptable nette	Produit de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
2007	APPT PALMERAIE C3 n° 2D	1 318	562	755	1 501	745	
2007	APPT PALMERAIE D10 n° 2	1 280	730	550	1 474	924	
2007	APPT PALMERAIE A13 n° 3	1 680	958	722	1 836	1 113	
2007	APPT PALMERAIE C12 n° 3	1 680	958	722	1 796	1 073	
2007	DUPLEX 15 N°2	2 200	1 254	946	3 002	2 056	
2007	APPT PALMERAIE B18 n° 3D	1 318	571	747	1 501	754	
2007	APPT PALMERAIE B18 n° 2D	1 318	571	747	1 501	754	
2007	APPT PALMERAIE A15 n° 3	2 541	1 101	1 440	2 894	1 454	
2007	APPT ANAFE	447	447	0	675	675	
TOTAL		13 781	7 151	6 631	16 179	9 548	0

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

En milliers de dirhams

Dettes	Etablissements de crédits et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2007	Total 31/12/2006
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
Comptes ordinaires créditeurs			76 092	41 232	117 324	84 623
Valeurs données en pension	338 718	0	0		338 718	1 235 567
- au jour le jour					0	0
- à terme	338 718				338 718	1 235 567
Emprunt de trésorerie	0	0			0	2 450 000
- au jour le jour					0	1 150 000
- à terme						1 300 000
Emprunts financiers	52 866		157 128	80 976	290 970	566 153
Autres dettes		98 252			98 252	71 248
Intérêts courus à payer	1 813		8 113		9 926	4 498
TOTAL	393 397	98 252	241 333	122 208	855 190	4 412 089

DEPOTS DE LA CLIENTELE						
DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			31/12/2007	31/12/2006
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES A VUE CREDITEURS	304 623	335 316	7 523 000	14 378 072	22 541 011	18 621 733
COMPTE D'EPARGNE				4 361 135	4 361 135	4 024 638
DEPOTS A TERME	225 500	180 400	2 216 478	6 291 861	8 914 239	6 561 541
AUTRES COMPTES CREDITEURS	3 685	26 257	875 913	1 603 924	2 509 779	2 513 849
INTERETS COURUS A PAYER				95 869	95 869	72 419
TOTAL	533 808	541 973	10 615 391	26 730 861	38 422 033	31 794 180

PROVISIONS 2007					
PROVISIONS	Encours 31/12/06	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31/12/07
PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR:	2 269 571	404 953	347 102	66	2 327 488
Créances sur les établissements de crédit et assimilés					
Créances sur la clientèle	2 228 211	335 380	341 449	66	2 222 209
Titres de placement	347	8 744	207	0	8 884
Titres de participation et emplois assimilés	41 013	60 829	5 446	0	96 396
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	618 501	403 050	84 441	0	937 110
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	46 420	4 343	4 048		46 714
Provisions pour risques de change					
Provisions pour risques généraux	230 000	130 000			360 000
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					
Provisions pour autres risques et charges	252 081	158 708	80 393	0	330 396
Provisions réglementées	90 000	110 000			200 000
TOTAL GENERAL	2 888 072	808 004	431 543	66	3 264 598

PROVISIONS 2006					
PROVISIONS	Encours 31/12/06	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31/12/07
PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR:	2 067 093	330 224	282 425	154 679	2 269 571
Créances sur les établissements de crédit et assimilés					
Créances sur la clientèle	2 018 690	329 369	273 794	153 946	2 228 211
Titres de placement	556		942	733	347
Titres de participation et emplois assimilés	47 847	855	7 689		41 013
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	574 293	283 013	84 886	-153 919	618 501
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature		42 384	12 045	16 081	46 420
Provisions pour risques de change					
Provisions pour risques généraux	230 000				230 000
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					
Provisions pour autres risques et charges	264 293	180 629	22 841	-170 000	252 081
Provisions réglementées	80 000	60 000	50 000		90 000
TOTAL GENERAL	2 641 386	613 237	367 311	760	2 888 072

PROVISIONS 2005					
PROVISIONS	Encours 31/12/05	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31/12/07
PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR:	1 931 377	374 017	238 464	162	2 067 092
Créances sur les établissements de crédit et assimilés					
Créances sur la clientèle	1 772 177	373 884	127 533	162	2 018 690
Titres de placement	1 063		507		556
Titres de participation et emplois assimilés	158 137	133	110 424		47 846
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	428 577	203 292	57 575	0	574 294
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature					
Provisions pour risques de change					
Provisions pour risques généraux	320 000	80 000		-170 000	230 000
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					
Provisions pour autres risques et charges	35 226	63 292	4 224	170 000	264 294
Provisions réglementées	73 351	60 000	53 351		80 000
TOTAL GENERAL	2 359 954	577 309	296 039	162	2 641 386

VALEURS ET SURETES DONNEES EN GARANTIE			
AU 31 /12/2007 en milliers de DH			
Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature reçus	Montants des créances ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	358 790		
Autres titres			
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
TOTAL	358 790		
Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature donnés	Montants des dettes ou des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	338 718		
Autres titres	15 500		
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
TOTAL	354 218		

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MEME BENEFICIAIRE				
Au 31/12/2007				
en milliers de DH				
Nombre	Montant global des risques	Montant des risques dépassant 10% des fonds propres		
		crédits par décaissement	crédits par signature	Montant des titres détenus dans le capital des bénéficiaires
11	11 048 330	9 823 356	1 153 200	71 774

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL				
AU 31 DECEMBRE 2007				
Montant du capital: 560 000 000 DHS				
Montant du capital social souscrit et non appelé -				
Valeur nominale des titres : 100 DHS				
Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus		Part du capital détenue %
		Exercice précédent	Exercice actuel	
Société DEVECO SOUSS	C/ ° CARROSSERIE M'ZALI 197, BD DE LA GIRONDE - CASABLANCA	3 669 116	4 892 154	31,36%
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	Tour Société Générale 17.Cours Valmy92.972 PARIS LA DEFENSE France	6 202 789	8 270 389	53,02%
DIVERS AUTRES ACTIONNAIRES	—	1 828 095	2 437 457	15,62%
Total		11 700 000	15 600 000	100,00%

AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE			
AU 31 DECEMBRE 2007			
en Dirhams			
	Montants		Montants
A- Origine des résultats affectés		B- Affectation des résultats	
Décision de l'AGO du 21 JUIN 2007			
		Réserve légale	13 886 000
Report à nouveau	1 289	Réserve spéciale	60 000 000
Résultats nets en instance d'affectation		Réserve extraordinaire	138 700 000
Résultat net de l'exercice	446 627 152	Dividendes	234 000 000
Prélèvements sur les bénéfices		Report à nouveau	42 441
Autres prélèvements			
TOTAL A	446 628 441	TOTAL B	446 628 441

AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE			
AU 31 DECEMBRE 2006			
en Dirhams			
	Montants		Montants
A- Origine des résultats affectés		B- Affectation des résultats	
Décision de l'AGO du 16 mai 2006			
		Réserve légale	0
Report à nouveau	36 361	Réserve spéciale	53 597 000
Résultats nets en instance d'affectation		Réserve extraordinaire	108 200 000
Résultat net de l'exercice	337 261 928	Dividendes	175 500 000
Prélèvements sur les bénéfices		Report à nouveau	1 289
Autres prélèvements			
TOTAL A	337 298 289	TOTAL B	337 298 289

AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE			
AU 31 DECEMBRE 2005			
en Dirhams			
	Montants		Montants
A- Origine des résultats affectés		B- Affectation des résultats	
Décision de l'AGO du 17 mai 2056			
		Réserve légale	0
Report à nouveau	11 000	Réserve spéciale	59 200 000
Résultats nets en instance d'affectation		Réserve extraordinaire	70 400 000
Résultat net de l'exercice	305 125 000	Dividendes	175 500 000
Prélèvements sur les bénéfices		Report à nouveau	36 000
Autres prélèvements			
TOTAL A	305 136 000	TOTAL B	305 136 000

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS 2007

I - DATATION	
. Date de clôture (1)	31 DECEMBRE 2007
. Date d'établissement des états de synthèse (2)	31 MARS 2008
(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice	
(2) Justification en cas de dépassement de délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse	
II - EVENEMENT NES POSTERIEUREMENT A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLE A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE	
Dates	Indications des événements
	. Favorables
	. Défavorables

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS 2006

I - DATATION	
. Date de clôture (1)	31 DECEMBRE 2006
. Date d'établissement des états de synthèse (2)	31 MARS 2007
(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice	
(2) Justification en cas de dépassement de délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse	
II - EVENEMENT NES POSTERIEUREMENT A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLE A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE	
Dates	Indications des événements
	. Favorables
	. Défavorables

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS 2005	
I - DATATION	
. Date de clôture (1)	31 DECEMBRE 2005
. Date d'établissement des états de synthèse (2)	31 MARS 2006
(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice	
(2) Justification en cas de dépassement de délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse	
II - EVENEMENTS POSTERIEUREMENT A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLE A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE	
Dates	Indications des événements
	. Favorables
	. Défavorables

IV. Etats de synthèse - comptes consolidés
BILAN

ACTIF (en milliers de MAD)	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	3 444 286	5 107 025	4 413 172
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	7 601 643	5 157 295	1 796 357
. A vue	2 969 068	1 270 719	860 734
. A terme	4 632 575	3 886 576	935 623
Créances sur la clientèle	30 414 638	23 612 428	19 704 764
. Crédits de trésorerie et à la consommation	13 949 698	10 147 919	8 289 916
. Crédits à l'équipement	7 429 000	5 830 659	4 809 601
. Crédits immobiliers	7 341 099	5 388 460	4 319 608
. Autres crédits	1 694 841	2 245 390	2 285 639
Opérations de CB et de location	5 341 795	3 586 825	3 408 114
Créances acquises par affacturage			
Titres de transaction et de placement	1 616 718	2 334 218	2 588 473
. Bons du trésor et valeurs assimilées	1 213 775	1 737 916	1 417 303
. Autres titres de créance	383 233	589 368	1 142 179
. Titres de propriété	19 710	6 934	28 991
Autres actifs	1 026 045	633 414	515 424
Titres d'investissements			
. Bons du trésor et valeurs assimilées			
. Autres titres de créance			
Titres de participation et emplois assimilés	69 138	454 984	698 614
Titres mis en équivalence	487 002	337 419	323 059
. Entreprises à caractère financier			
. Autres entreprises	487 002	337 419	323 059
Créances subordonnées			
Immobilisations incorporelles	150 021	149 859	152 144
Immobilisations corporelles	1 304 120	1 770 437	1 234 381
Ecarts d'acquisition	196 958	209 443	221 928
Total de l'actif	51 652 364	43 353 347	35 056 430

BILAN (Suite)

PASSIF (en milliers de MAD)	21/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux			
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	2 476 174	5 556 445	2 032 827
. A vue	121 810	1 237 275	1 053 223
. A terme	2 354 364	4 319 170	979 604
Dépôts de la clientèle	38 434 848	31 793 828	27 286 530
. Comptes à vue créditeurs	22 616 801	18 712 617	15 606 774
. Comptes d'épargne	4 361 135	4 024 639	3 709 869
. Dépôts à terme	9 025 595	7 576 511	6 818 378
. Autres comptes créditeurs	2 431 317	1 480 061	1 151 509
Titres de créance émis	3 914 697	338 276	578 323
. Titres de créance négociables	3 570 862	23 279	76 238
. Emprunts obligataires	343 835	314 997	502 085
. Autres titres de créance émis	0	0	0
Autres passifs	1 852 273	1 280 874	1 101 586
Ecarts d'acquisition			
Provisions pour risques et charges	811 677	600 910	541 703
Provisions réglementées			
Fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie			
Dettes subordonnées			
Primes liées au capital	1 319 553	1 496 967	1 335 170
Capital	1 560 000	1 170 000	1 170 000
Actionnaires, capital non versé (+/-)			
Réserves consolidées, écarts de réévaluation, écarts de conversion et différences sur mises en équivalence	408 369	590 498	544 866
. Part du groupe	297 916	400 910	370 527
. Part des intérêts minoritaires	110 453	189 588	174 339
Résultat de l'exercice (+ / -)	874 773	525 549	465 425
. Part du groupe	843 386	491 862	426 732
. Part des intérêts minoritaires	31 387	33 687	38 693
Total du passif	51 652 364	43 353 347	35 056 430

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

(en milliers de MAD)	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	3 430 934	2 782 011	2 633 256
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les EC	242 105	141 944	80 066
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 900 684	1 592 305	1 442 930
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	77 051	110 097	123 257
Produits sur titres de propriété	6 980	17 611	47 651
Produits sur immobilisations en crédit-bail et location	562 906	383 392	446 194
Commissions sur prestations de service	429 635	358 181	337 399
Autres produits bancaires	211 573	178 481	155 759
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	899 417	582 980	629 142
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les EC	161 134	130 136	116 264
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	390 818	314 974	283 995
Intérêts et charges assimilées sur titres de créances émis	67 038	0	0
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	187 276	57 112	167 898
Autres charges bancaires	93 151	80 758	60 985
PRODUIT NET BANCAIRE	2 531 517	2 199 031	2 004 114
Produits d'exploitation non bancaire	363 041	115 297	63 788
Charges d'exploitation non bancaire		1 758	13 072
CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	1 179 074	1 067 420	996 512
Charges de personnel	589 492	518 339	500 853
Impôts et taxes	38 451	36 226	25 360
Charges externes	402 800	348 593	315 655
Autres charges générales d'exploitation		4 625	
DAP des immobilisations incorporelles et corporelles	148 331	159 637	154 644
Dotation aux amortissements des écarts d'acquisition	12 485	12 485	12 485
Reprises sur écarts d'acquisition			
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRECOURABLES	966 564	715 373	622 764
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	410 049	465 123	433 598
Pertes sur créances irrécouvrables	210 680	57 718	35 206
Autres dotations aux provisions	345 835	192 532	153 960
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	487 157	348 486	284 141
RAP pour créances et engagements par signature en souffrance	398 131	332 217	150 322
Récupération sur créances amorties	3 187	7 045	10 408
Autres reprises de provisions	85 839	9 224	123 411
RESULTAT COURANT	1 223 592	865 778	707 210
Produits non courants	40 614	29 481	30 975
Charges non courantes	53 907	90 348	61 772
RESULTAT AVANT IMPÔTS SUR LES RESULTATS	1 210 299	804 911	676 413
Impôts sur les résultats	443 711	320 071	246 602
RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREGES	766 588	484 840	429 811
QUOTE-PART DANS LES RESULTATS DES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE	108 185	40 821	35 614
Entreprises à caractère financier			
Autres entreprises	108 185	40 821	35 614
RESULTAT NET DU GROUPE	874 773	525 661	465 425
. Part du groupe	843 386	491 974	426 732
. Part des intérêts minoritaires	31 387	33 687	38 693

ETAT DES SOLDES DE GESTION

(en milliers de MAD)	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
+ Intérêts et produits assimilés	2 219 840	1 844 346	1 646 253
- intérêts et charges assimilées	618 990	445 110	400 259
MARGE D'INTERET	1 600 850	1 399 236	1 245 994
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	562 906	383 392	446 194
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	187 276	57 112	167 898
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	375 630	326 280	278 296
+ Commissions perçues	482 877	403 163	377 165
- Commissions servies	4 839	11 965	6 401
Marge sur commissions	478 038	391 198	370 764
+/- Résultat des opérations sur titres de transaction	-282		
+/- Résultat des opérations sur titres de placement	-6 425	4 413	4 827
+/- Résultat des opérations de change	135 562	110 761	107 510
+/- Résultat des opérations sur produits dérivés			
Résultat des opérations de marché	128 855	115 174	112 337
+ Divers autres produits bancaires	6 980	17 233	47 651
- Diverses autres charges bancaires	58 836	50 136	50 928
PRODUIT NET BANCAIRE	2 531 517	2 198 985	2 004 114
+/- Résultat des opérations sur immobilisations financières	295 595	110 267	129 342
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	12 064	11 251	40 833
- Autres charges d'exploitation non bancaire	0	0	3
- Charges générales d'exploitation	1 179 074	1 067 420	996 512
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	1 660 102	1 253 083	1 177 774
+/- Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	219 411	183 579	308 074
+/- Autres dotations nettes des reprises aux provisions	204 614	191 287	150 005
+/- Dotations nettes des reprises aux amortissements des écarts d'acquisition	12 485	12 485	12 485
RESULTAT COURANT	1 223 592	865 732	707 210
RESULTAT NON COURANT	-13 293	-60 867	-30 797
- Impôts sur les résultats	443 711	320 071	246 602
Résultat net des entreprises intégrées			
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	108 185	40 821	35 614
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	874 773	525 615	465 425

II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT			
LIBELLE	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
+/- Résultat net du groupe	874 773	525 615	465 425
- Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	108 185	40 821	35 614
+/- RESULTAT NET DE L'EXERCICE DES SOCIETES INTEGREES	766 588	484 794	429 811
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations Corporelles et incorporelles	148 331	159 637	154 644
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	60 829	1 245	1 668
+ Dotations aux provisions pour risques généraux	132 158	0	143 292
+ Dotations aux provisions réglementées	0	15 000	9 000
+ Dotations non courantes	0	0	0
- Reprises de provisions	5 447	9 224	123 411
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	9 548	8 754	38 209
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	0	0	3
- Plus-values de cession sur immobilisations financières	350 977	104 046	22 955
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières		1 758	13 069
- Reprises de subventions d'investissement reçues			
+ Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	12 485	12 485	12 485
- Reprises sur écarts d'acquisition			
- Charges (produits) nettes d'impôts différés de l'exercice	2 779	-5 653	-3 754
+/- CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	751 640	558 548	583 151
- Bénéfices distribués	248 806	199 637	197 476
+/- AUTOFINANCEMENT	502 834	358 911	385 675

HORS BILAN

(en milliers de MAD)	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
ENGAGEMENTS DONNES	10 306 034	7 299 185	6 327 100
Engagements de financement donnés en faveur d'E.C. et assimilés	87 937	24 938	1 126
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	2 708 504	1 606 011	1 255 194
Engagements de garantie d'ordre d'E.C. et assimilés	1 983 591	787 060	376 794
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	5 526 002	4 881 176	4 693 986
Titres achetés à réméré			
Autres titres à livrer			
ENGAGEMENTS RECUS	4 689 553	1 914 484	2 303 058
Engagements de financement reçus d'E.C. et assimilés	1 135 200	0	0
Engagements de garantie reçus d'E.C. et assimilés	3 539 090	1 908 005	2 299 298
Engts de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	15 263	6 479	3 760
Titres vendus à réméré			
Autres titres à recevoir			

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

(en milliers de MAD)	2007	2006	2005
1.(+) Produits d'exploitation bancaire perçus	3 257 236	2 671 266	2 585 605
2.(+) Récupérations sur créances amorties	3 187	7 045	10 408
3.(+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	35 426	53 577	25 224
4.(-) Charges d'exploitation bancaire versées	1 082 445	643 353	693 665
5.(-) Charges d'exploitation non bancaire versées	0	1 758	86 483
6.(-) Charges générales d'exploitation versées	1 022 824	910 312	841 868
7.(-) Impôts sur les résultats versés	440 932	325 724	250 356
I. Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	749 648	850 741	748 865
Variation des :			
8.(+) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-2 444 348	-3 360 938	80 539
9.(+) Créances sur la clientèle	-6 802 210	-3 907 664	-3 449 018
10.(+) Titres de transaction et de placement	717 500	254 255	34 378
11.(+) Autres actifs	-391 351	-117 990	-125 282
12.(+) Immobilisations données en crédit-bail et en location	-1 080 519	-397 513	-619 331
13.(+) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	-3 080 271	3 523 618	674 564
14.(+) Dépôts de la clientèle	6 641 020	3 907 664	4 147 164
15.(+) Titres de créance émis	3 576 421	-240 047	-222 754
16.(+) Autres passifs	535 107	179 288	-239 929
II. Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	-2 328 651	-159 327	280 331
III.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)	-1 579 003	691 414	1 029 196
17.(+) Produit des cessions d'immobilisations financières	810 058	377 527	284 619
18.(+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	16 179	13 463	60 208
19.(-) Acquisition d'immobilisations financières	498 215	27 580	51 743
20.(-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	169 932	178 567	131 299
21.(+) Intérêts perçus	0	0	0
22.(+) Dividendes perçus	6 980	17 233	47 651
IV.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	165 070	202 076	209 436
23.(+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus			
24.(+) Emission de dettes subordonnées			

25.(+) Emission d'actions			
26.(-) Remboursement des capitaux propres et assimilés			
27.(-) Intérêts versés			
28.(-) Dividendes versés	248 806	199 637	197 476
V.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	-248 806	-199 637	-197 476
VI.VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+ IV +V)	-1 662 739	693 853	1 041 156
VII.TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	5 107 025	4 413 172	3 372 016
VIII.TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	3 444 286	5 107 025	4 413 172

ETAT DES DEROGATIONS		
AU 31/12/2007		
INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux	Néant	Néant
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation	Néant	Néant
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	Néant	Néant

ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES		
DU 1ER JANVIER 2007 AU 31 DECEMBRE 2007		
NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATIONS DES CHANGEMENTS	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation	Néant	Néant
II. Changements affectant les règles de présentation	Néant	Néant

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

en milliers de DH

Créances	Bank Al-Maghrib Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Maroc au Banques	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2007	Total 31/12/2006
Comptes ordinaires débiteurs	2 984 960	-	103 451	421 253	3 509 664	5 372 881
Valeurs reçues en pension						
- Au Jour Le Jour						
- A Terme						
Prêts de trésorerie		2 034 056	3 229 646	1 055 391	6 319 093	2 400 808
- Au Jour Le Jour		2 000 000	568	427 014	2 427 582	568 148
- A Terme		34 056	3 229 078	628 377	3 891 511	1 832 660
Prêts financiers		314 432	119 836	155 749	590 017	1 859 714
Autres créances	-	74 927	-	726	75 653	131 316
Intérêts courus à recevoir	1 030		92 177		93 207	74 559
Créances en souffrance						
Total	2 985 990	2 423 415	3 545 110	1 633 119	10 587 634	9 839 277

CREANCES SUR LA CLIENTELE AU 31 DECEMBRE 2007

en milliers de DH						
CREANCES	Secteur public	Secteur privé			31/12/2007	31/12/2006
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
CREDITS DE TRESORERIE	217 796	60 296	9 912 884	1 625 963	11 816 939	8 784 433
- Comptes à vue débiteurs	217 796	60 296	6 383 760	768 168	7 430 020	5 061 106
- Créances commerciales sur le Maroc			1 593 870		1 593 870	1 224 254
- Crédits à l'exportation			1 935 254	7 553	1 942 807	190 419
- Autres crédits de trésorerie				850 242	850 242	2 308 654
CREDITS A LA CONSOMMATION			830 190	1 268 118	2 098 308	1 347 959
CREDITS A L'EQUIPEMENT	210 000		6 698 006	450 282	7 358 288	5 775 286
CREDITS IMMOBILIERS	1 438		790 722	6 524 298	7 316 458	5 365 541
AUTRES CREDITS	192 127	358 790	818 716	112 471	1 482 104	1 595 583
OPERATIONS DE CR2DIT-BAIL ET DE LOCATION			4 379 136		4 379 136	3 586 825
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE						
INTERETS COURUS A RECEVOIR			6 295	125 016	131 311	94 652
CREANCES EN SOUFFRANCE	4 780		289 342	879 767	1 173 889	648 974
- Créances pré-douteuses	336		20 791	66 009	87 136	21 469
- Créances douteuses	4 356		66 854	48 838	120 048	96 682
- Créances compromises	88		201 697	764 920	966 705	530 823
TOTAL	626 141	419 086	23 725 291	10 985 915	35 756 433	27 199 253

CREANCES SUR LA CLIENTELE AU 31 DECEMBRE 2006

en milliers de DH						
CREANCES	Secteur public	Secteur privé			31/12/2006	31/12/2005
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
CREDITS DE TRESORERIE	349 074	32 452	7 910 634	492 273	8 784 433	7 898 176
- Comptes à vue débiteurs	349 074	32 452	4 190 883	488 697	5 061 106	4 099 454
- Créances commerciales sur le Maroc			1 224 254		1 224 254	1 000 326
- Crédits à l'exportation			190 419	0	190 419	1 074 951
- Autres crédits de trésorerie			2 305 078	3 576	2 308 654	1 723 445
CREDITS A LA CONSOMMATION				1 347 959	1 347 959	902 146
CREDITS A L'EQUIPEMENT	144 735		5 030 388	600 163	5 775 286	4 728 459
CREDITS IMMOBILIERS			481 710	4 883 831	5 365 541	4 302 782
AUTRES CREDITS		922 273	544 843	128 467	1 595 583	1 255 063
OPERATIONS DE CR2DIT-BAIL ET DE LOCATION			3 586 825		3 586 825	3 324 008
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE						
INTERETS COURUS A RECEVOIR				94 652	94 652	0
CREANCES EN SOUFFRANCE	85 916	0	314 019	249 039	648 974	702 244
- Créances pré-douteuses	0		15 029	6 440	21 469	33 428
- Créances douteuses	3 473		58 534	34 675	96 682	176 466
- Créances compromises	82 443		240 456	207 924	530 823	492 350
TOTAL	579 725	954 725	17 868 419	7 796 384	27 199 253	23 112 878

CREANCES SUR LA CLIENTELE AU 31 DECEMBRE 2005

en milliers de DH						
CREANCES	Secteur public	Secteur privé			31/12/2005	31/12/2004
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
CREDITS DE TRESORERIE	247 569	625 072	6 109 024	916 511	7 898 176	6 794 772
- Comptes à vue débiteurs	239 398	3 939	3 025 152	830 965	4 099 454	3 997 402
- Créances commerciales sur le Maroc			946 521	53 805	1 000 326	787 683
- Crédits à l'exportation			1 074 951	0	1 074 951	268 371
- Autres crédits de trésorerie	8 171	621 133	1 062 400	31 741	1 723 445	1 741 316
CREDITS A LA CONSOMMATION				902 146	902 146	815 763
CREDITS A L'EQUIPEMENT	170 146		4 483 357	74 956	4 728 459	3 163 985
CREDITS IMMOBILIERS			4 287 196	15 586	4 302 782	3 390 646
AUTRES CREDITS	45 171		1 203 380	6 512	1 255 063	1 163 694
OPERATIONS DE CR2DIT-BAIL ET DE LOCATION				3 324 008	3 324 008	3 026 329
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE						
INTERETS COURUS A RECEVOIR					0	2 000
CREANCES EN SOUFFRANCE	88 990	0	151 150	462 104	702 244	999 689
- Créances pré-douteuses	59		20 389	12 980	33 428	42 939
- Créances douteuses	53 847		67 784	54 835	176 466	313 834
- Créances compromises	35 084		62 977	394 289	492 350	642 916
TOTAL	551 876	625 072	16 234 107	5 701 823	23 112 878	19 356 878

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES 2007								
AU 31 DECEMBRE 2007								
en milliers de DH								
Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice		
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net
A - Participations dans les entreprises liées			846 405	768 518			0	
EUROPE COMPUTER SYSTEM INTERNATIONAL MAROC	ACTIVITES FINANCIERES	3 901	15,00%	585	585			
BANK AL AMAL	ACTIVITES FINANCIERES	500 000	0,16%	791	791	31/12/2006	567 599	
DAR AD-DAMANE	ACTIVITES FINANCIERES	75 000	0,52%	392	392	31/12/2006	207 657	
CMM	ACTIVITES FINANCIERES	100 000	0,32%	224	224			
ONA	ACTIVITES FINANCIERES	1 739 195	1,15%	4 104	4 104	31/12/2005	14 101 000	
MANAGEM	INDUSTRIE MINIERE	850 772	0,77%	38 998	33 043	31/12/2005	1 459 680	
LESIEUR AFRIQUE	AGRO ALIMENTAIRE	276 315	0,03%	758	520	31/12/2005	1 220 326	
CELLULOSE DU MAROC	INDUSTRIE DE PAPIER	700 484	0,95%	8 749	0	31/12/2006	320 486	
EUROCHEQUES MAROC	ACTIVITES FINANCIERES	0	-	50	50			
GPBM SCI	ACTIVITES FINANCIERES	0	-	1 480	1 480			
INTERBANK	ACTIVITES FINANCIERES	11 500	16,00%	1 840	1 840	31/12/2005	12 197	
RECOURS	SOCIETE DE RECOUVREMENT	2 500	10,00%	250	250	31/12/2006	4 976	
SANOFI PHARMA MAROC	INDUSTRIES CHIMIQUES	0	-	22	22			
SMAEX	ACTIVITES FINANCIERES	37 450	4,09%	1 229	1 229	31/12/2005	111 090	
MAROCLEAR	ACTIVITES FINANCIERES	20 000	0,17%	351	351			
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	ACTIVITES FINANCIERES	10 000	11,00%	11 000	11 000	31/12/2006	103 494	
MAROC TELECOMMERCE	ACTIVITES FINANCIERES	20 000	10,00%	2 000	0			
SOGEPB	ZONE INDUSTRIELLE	18 000	5,00%	900	900	31/12/2006	8 116	
ACMAR	ACTIVITES FINANCIERES	50 000	10,00%	5 339	4 675	31/12/2005	46 660	
SWIFT INDICE	ACTIVITES FINANCIERES			156	156			
FCP SG OPTIMAL PLUS	ACTIVITES FINANCIERES			999	999			
F.C.P SG ACTIONS PLUS	ACTIVITES FINANCIERES	1 000		999	999			
C/C SCI GPBM	ACTIVITES FINANCIERES			1 233	1 020			
C/C MAROC TELECOMMERCE				688	0			
SBVC	ACTIVITES FINANCIERES			1 312	1 312			
FCP GESTAR SOLIDARITE	ACTIVITES FINANCIERES			1 000	1 000			
Autres participations				2 196	2 196			
Total Général				87 645	69 138			

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS 2006									
AU 31 DECEMBRE 2006									
en milliers de DH									
Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	CPC de l'exercice
ONA	Holding	1 739 195		241 553	241 553				6 471
MANAGEM	Mines	850 772		48 431	37 079				933
CELLULOSE DU MAROC	Industrie du Papier	650 484		22 326	-				
CIOR	Industrie	421 000		11 261	11 261				802
LESIEUR AFRIQUE	Industrie	276 315		2 058	1 408				60
CIMENTS DU MAROC	Ciments	797 569		2 765	2 765				588
JET 4 YOU	Aéronautique	48 000		12 000	12 000				
SICAV SG VALEUR	OPCVM	10 400		200	200				
MAPHAR	Pharmaceutique	5 430		6 431	6 431				722
NEXANS MAROC	technologie	112 176		2 119	2 119				169
SICAV PERSPECTIVE	OPCVM	30 000		500	500				
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	Activité Financière	10 000		11 000	11 000				
SONASID	Matériaux de construction	390 000		175	175				90
COPLAN MAROC				5	-				
SICAV SG EXPANSION	OPCVM	5 000		30	30				
AIR LIQUIDE	Industrie			4 524	4 524				3 746
SBIM		20 000		3 685	-				-
ACMAR	Activité Financière	50 000		5 339	4 675				
ELECAM									1 405
MAROC TELECOMMERCE	Service	20 000		2 000	-				
INTERBANK	Activité Financière	11 500		1 840	1 813				
SEDEC		1 000		1 836	1 836				222
GPBM SCI	Activité Financière			1 480	1 267				
SMAEX	Activité Financière	30 000		1 229	1 229				
COFIMAR									250
CEMA		1 000		1 167	1 167				73
SBVC	Activité Financière	14 546		1 312	1 312				168
FCP SG ACTION PLUS	OPCVM	1 000		1 000	1 000				
FCP SG TRESOR PLUS	OPCVM			1	1				
SOGEPB		18 000		900	900				
BANK AL AMAL	Activité Financière	500 000		791	791				
FONDERIES DES TABORS				749	-				
SICAV OBLIG PLUS	OPCVM			100	100				
AUTRES PARTICIPATIONS				110 306	107 848				1 534
TOTAL				499 113	454 984				17 233



TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS 2005									
en milliers de DH									
AU 31 DECEMBRE 2005									
Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	CPC de l'exercice
ONA	Holding	1 739 195		488 264	488 264				17 619
MANAGEM	Mines	850 772		56 706	36 366				-
CELLULOSE DU MAROC	Industrie du Papier	650 484		22 326	-				
CIOR	Industrie	421 000		13 493	13 493				941
LESIEUR AFRIQUE	Industrie	276 315		2 058	1 729				322
CIMENTS DU MAROC	Ciments	797 569		3 192	3 192				683
SICAV SG VALEUR	OPCVM	10 400		300	300				
MAPHAR	Pharmaceutique	5 430		6 431	6 431				506
NEXANS MAROC	technologie	112 176		2 159	2 159				180
SICAV PERSPECTIVE	OPCVM	30 000		5 501	5 501				
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	Activité Financière	10 000		11 000	11 000				
SONASID	Matériaux de construction	390 000		1 400	1 400				316
COPLAN MAROC				5	-				
SICAV SG EXPANSION	OPCVM	5 000		6 706	6 706				
AIR LIQUIDE	Industrie			4 524	4 524				5 068
SBIM		20 000		3 685	-				-
LOC ALLIANCE	Activité Financière	20 000		3 000	3 000				
ACMAR	Activité Financière	25 000		5 339	4 675				
ELECAM				2 446	2 446				1 353
MAROC TELECOMMERCE	Service	20 000		2 000	-				
INTERBANK	Activité Financière	11 500		1 840	813				
SEDEC		1 000		1 836	1 836				222
GPBM SCI	Activité Financière			1 480	1 267				
MAROC LEASING	Leasing			-	-				28
SMAEX	Activité Financière	30 000		1 229	1 229				
COFIMAR									250
CEMA		1 000		1 167	1 167				73
SBVC	Activité Financière	14 546		1 422	1 422				168
FCP SG ACTION PLUS	OPCVM	1 000		1 000	1 000				
FCP SG TRESOR PLUS	OPCVM			1 000	1 000				
SOGEPB		18 000		900	900				
BANK AL AMAL	Activité Financière	500 000		791	791				
FONDERIES DES TABORS				749	-				
SICAV OBLIG PLUS	OPCVM			600	600				
AUTRES PARTICIPATIONS				238 066	94 403				19 922
TOTAL				892 615	698 614				47 651



IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE

DU 01/01/2007 AU 31/12/2007 en milliers de DH

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements		Provisions		Cumul des provisions	Montant net à la fin de l'exercice
					Dotation au titre de l'exercice	Cumul des amo.	Dotation au titre de l'exercice	Reprises de provisions		
Immobilisations données en crédit-bail et En location avec option d'achat										
CB sur immobilisations incorporelles										
Crédit-bail mobilier										
- Crédit-bail mobilier en cours										
- Crédit-bail mobilier loué										
- CB mobilier non loué après résiliation										
Crédit-bail immobilier										
- CBI en cours										
- CBI loué										
- CBI non loué après résiliation										
loyers courus à recevoir										
loyers restructurés										
loyers impayés										
créances en souffrance										
imo données en location simple										
biens mobiliers en location simple										
biens immobiliers en location simple										
loyers courus à recevoir										
loyers restructurés										
loyers impayés										
loyers en souffrance										
total										

Néant

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES AU 31/12/2007											en milliers de DH
Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Autres Mouvements au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ ou provisions					Montant net à la fin de l'exercice
						Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotation au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	au cours de l'exercice	Cumul	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	450 165	33 138	-	- 23	483 280	300 306	32 973	-	- 22	333 257	150 023
- Droit au bail	82 770	11 692			94 462	-				-	94 462
- Brevets et marques	620			- 21	599	288			- 21	267	332
- Immobilisations en recherche et développement											
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	366 575	21 446		- 2	388 019	300 018	32 973		- 1	332 990	55 029
- Immobilisations incorporelles hors exploitation	200				200						200
- Immobilisations incorporelles prises en crédit-bail et en location											
IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITATION	2 357 514	120 878	161 932	-3 200	2 313 260	810 777	100 154	161 932	478 596	1 227 595	1 085 665
Immeubles d'exploitation											
- Terrain d'exploitation	103 259	1 666			104 925						104 925
- Immeubles d'exploitation, Bureaux	990 079	35 516		- 1	1 025 594	305 354	38 741			344 095	681 499
- Immeubles d'exploitation, logements de fonction	7 321				7 321						7 321
- Immeubles d'exploitation pris en crédit-bail et en location											
Mobilier et matériel d'exploitation											
- Mobilier de bureau d'exploitation	175 535	11 084			186 619	127 135	9 523			136 658	49 961
- Matériel de bureau d'exploitation	-				-						-
- Matériel informatique	265 043	17 541	156 781	- 1	125 802	209 462	18 671	156 781	1	71 353	54 449
- Matériel roulant rattaché à l'exploitation	4 850				4 850	3 811				3 811	1 039
- Autres matériels d'exploitation											
- Mobilier et matériel d'exploitation pris en crédit-bail et en location											
Autres immobilisations corporelles d'exploitation	811 427	55 071	5 151	- 3 198	858 149	165 015	33 219	5 151	478 595	671 678	186 471
Autres immobilisations prises en crédit-bail et en location											
Immobilisations corporelles hors exploitation	344 539	16 581	13 781	-	347 339	120 839	15 199	7 150	- 2	128 886	218 453
- Terrain hors exploitation	25 317				25 317						25 317
- Immeubles hors exploitation	171 885	12 438	13 781		170 542	56 730	6 764	7 150		56 344	114 198
- Mobiliers et matériel hors exploitation	18 271	178		-1	18 448	12 993	942			13 935	4 513
- Autres immobilisations corporelles hors exploitation	129 066	3 965		1	133 032	51 116	7 493		- 2	58 607	74 425
TOTAL	3 152 218	170 597	175 713	- 3 223	3 143 879	1 231 922	148 326	169 082	478 572	1 689 738	1 454 141

PLUS OU MOINS-VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS						
DU : 01/01/2007 AU: 31/12/2007						
Nature	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur comptable nette	Produit de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
IMMO CORPORELLE HORS EXPLOITATION	13 781	7 151	6 631	16 179	9 548	
TOTAL	13 781	7 151	6 631	16 179	9 548	-

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

En milliers de dirhams

Dettes	Etablissements de crédits et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2007	Total 31/12/2006
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
Comptes ordinaires créditeurs		0	2 961	41 232	44 193	84 623
Valeurs données en pension	338 718	0	0	0	338 718	1 235 567
- au jour le jour						
- à terme	338 718				338 718	1 235 567
Emprunt de trésorerie	0	508 851	0	0	508 851	3 644 208
- au jour le jour						1 150 000
- à terme		508 851			508 851	2 494 208
Emprunts financiers	52 866	997 714	157 128	229 107	1 436 815	566 153
Autres dettes		98 252	0	0	98 252	21 395
- au jour le jour		98 252			98 252	21 395
- à terme						
DETTES OPERATIONS DE CREDIT BAIL						
Intérêts courus à payer	1 813	39 419	8 113	0	49 345	4 499
- au jour le jour						
- à terme	1 813	39 419	8 113		49 345	4 499
TOTAL	393 397	1 644 236	168 202	270 339	2 476 174	5 556 445

DEPOTS DE LA CLIENTELE AU 31/12/2007				en milliers de DH
DEPOTS	AU MAROC	A L'ETRANGER	Total au 31/12/07	Total au 31/12/06
COMPTES A VUE CREDITEURS	22 616 801		22 616 801	18 712 617
COMPTES D'EPARGNE	4 361 135		4 361 135	4 024 639
DEPOTS A TERME	9 025 595		9 025 595	7 576 511
AUTRES COMPTES CREDITEURS	2 431 317		2 431 317	1 480 061
TOTAL	38 434 848		38 434 848	31 793 828

PROVISIONS 2007					
PROVISIONS	Encours 31/12/06	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31/12/07
PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR:	2 810 935	469 886	399 770	- 14 945	2 866 106
Créances sur les établissements de crédit et assimilés					
Créances sur la clientèle	2 239 668	370 231	360 224	5 230	2 254 905
Titre de transaction	-				-
Titres de placement	493	9 222	262		9 453
Titres de participation et emplois assimilés	61 188	60 829	5 446	- 20 175	96 396
Titre d'investissement	-				-
Créance sur crédit-bail en location	509 586	29 604	33 838		505 352
Immobilisation incorporelles et corporelles	-				-
Autre actifs	-				-
Créances subordonnées	-				-
Immobilisation données en crédit-bail					
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	600 910	295 209	84 441	- 1	811 677
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	46 420	4 343	4 048	-1	46 714
Provisions pour risques de change					
Provisions pour risques généraux	302 409	132 158			434 567
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-				-
Provisions pour autres risques et charges	252 081	158 708	80 393		330 396
Provisions réglementées	-				-

PROVISIONS 2006					
PROVISIONS	Encours 31/12/06	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31/12/07
PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR:	2 810 935	469 886	399 770	- 14 945	2 866 106
Créances sur les établissements de crédit et assimilés					
Créances sur la clientèle	2 239 668	370 231	360 224	5 230	2 254 905
Titre de transaction	-				-
Titres de placement	493	9 222	262		9 453
Titres de participation et emplois assimilés	61 188	60 829	5 446	- 20 175	96 396
Titre d'investissement	-				-
Créance sur crédit-bail en location	509 586	29 604	33 838		505 352
Immobilisation incorporelles et corporelles	-				-
Autre actifs	-				-
Créances subordonnées	-				-
Immobilisation données en crédit-bail					
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	600 910	295 209	84 441	- 1	811 677
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	46 420	4 343	4 048	-1	46 714
Provisions pour risques de change					
Provisions pour risques généraux	302 409	132 158			434 567
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-				-
Provisions pour autres risques et charges	252 081	158 708	80 393		330 396
Provisions réglementées	-				-

PROVISIONS 2005					
PROVISIONS	Encours 31/12/05	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31/12/06
PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR:	2 392 005	434 149	268 901	162	2 557 415
Créances sur les établissements de crédit et assimilés					
Créances sur la clientèle	1 772 176	377 161	127 533	163	2 021 967
Titre de transaction	-				-
Titres de placement	1 063		507		556
Titres de participation et emplois assimilés	187 431	1 667	119 931		69 167
Titre d'investissement	-				-
Créance sur crédit-bail en location	431 335	55 321	20 930	- 1	465 725
Immobilisation incorporelles et corporelles	-				-
Autre actifs	-				-
Créances subordonnées	-				-
Immobilisation données en crédit-bail					
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	393 635	152 292	4 224	-	541 703
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature					
Provisions pour risques de change					
Provisions pour risques généraux	358 409	89 000		- 230 000	217 409
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-				-
Provisions pour autres risques et charges	35 226	63 292	4 224	230 000	324 294
Provisions réglementées	-			-	-

VALEURS ET SURETES DONNEES EN GARANTIE			
AU 31 /12/2007 en milliers de DH			
Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature reçus	Montants des créances ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	358 790		
Autres titres			
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
TOTAL	358 790		
Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature donnés	Montants des dettes ou des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	338 718		
Autres titres	15 500		
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
TOTAL	354 218		

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL				
AU 31 DECEMBRE 2007				
Montant du capital: 560 000 000 DHS				
Montant du capital social souscrit et non appelé -				
Valeur nominale des titres : 100 DHS				
Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus		Part du capital détenue %
		Exercice précédent	Exercice actuel	
Société DEVECO SOUSS	C/ ° CARROSSERIE M'ZALI 197, BD DE LA GIRONDE - CASABLANCA	3 669 116	4 892 154	31,36%
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	Tour Société Générale 17.Cours Valmy92.972 PARIS LA DEFENSE France	6 202 789	8 270 389	53,02%
DIVERS AUTRES ACTIONNAIRES	—	1 828 095	2 437 457	15,62%
Total		11 700 000	15 600 000	100,00%

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS 2007

I - DATATION	
. Date de clôture (1)	31 DECEMBRE 2007
. Date d'établissement des états de synthèse (2)	31 MARS 2008
(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice	
(2) Justification en cas de dépassement de délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse	
II - EVENEMENT NES POSTERIEUREMENT A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLE A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE	
Dates	Indications des événements
	. Favorables
	. Défavorables

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS 2006

I - DATATION	
. Date de clôture (1)	31 DECEMBRE 2006
. Date d'établissement des états de synthèse (2)	31 MARS 2007
(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice	
(2) Justification en cas de dépassement de délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse	
II - EVENEMENT NES POSTERIEUREMENT A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLE A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE	
Dates	Indications des événements
	. Favorables
	. Défavorables

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS 2005	
I - DATATION	
. Date de clôture (1)	31 DECEMBRE 2005
. Date d'établissement des états de synthèse (2)	31 MARS 2006
(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice	
(2) Justification en cas de dépassement de délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse	
II - EVENEMENTS POSTERIEUREMENT A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLE A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE	
Dates	Indications des événements
	. Favorables
	. Défavorables



ANNEXE 2 : Bulletin de souscription

S.A. au capital de MAD 1.800.000.000, siège social 55 bd Abdelmoumen
20100 Casablanca
RC N° 28 987 - Casablanca

Augmentation du capital social de MAD 1.800.000.000 à MAD 2.050.000.000
Par souscription en numéraire
AGE du 10 juillet 2008

ETABLISSEMENT PRESENTATEUR

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Je / nous soussigné (s)¹

Nom / Dénomination : _____
Prénom / Forme : _____
Domicile / Siège social : _____
Nationalité : _____

Après avoir pris connaissance des conditions d'émission des actions nouvelles Société Générale Marocaine de Banques énoncées dans la note d'information visée par le CDVM sous la référence N°

Déclare - Déclarons¹

Présenter Droits de souscription Société Générale Marocaine de Banques

- Pour souscrire à titre irréductible à actions nouvelles à raison de 5 actions nouvelles pour 36 actions anciennes.

A l'appui de ma souscription à titre irréductible, je verse 300,00 DH par action, soit la somme de

- Et souscrire à titre réductible à actions nouvelles.

A l'appui de ma souscription à titre réductible, je verse 300,00 DH par action, soit la somme de

Soit un montant total de :

..... le
Signature²

¹ Rayer la mention inutile

² Faire précéder par la mention manuscrite :

- * Bon pour souscrire à actions à titre irréductible.
- * Bon pour souscrire à actions à titre réductible



ANNEXE 3 : Rapports de notation

FitchRatings

KNOW YOUR RISK

Fitch confirme les notes de BMCI, Eqdom, SGMB et CM

Fitch Ratings-London/Paris/Tunis-21 Décembre 2007: Fitch Ratings a confirmé les notes nationales à court et à long terme de la Banque Marocaine pour le Commerce et l'Industrie (BMCI) à respectivement 'F1+(mar)' et 'AAA(mar)', ainsi que les notes nationales à court et long terme d'Eqdom à respectivement 'F1+(mar)' et 'AA(mar)'. La perspective sur l'ensemble des notes nationales à long terme est stable. Les notes de soutien attribuées à BMCI, Société Générale Marocaine de Banques (SGMB) et Crédit du Maroc (CM) ont été confirmées à '2' et la note de soutien d'Eqdom à '3'.

Les notes nationales de BMCI et d'Eqdom reflètent le soutien que les deux établissements seraient susceptibles de recevoir de la part de leur actionnaire principal, respectivement BNP Paribas (BNPP, 'AA'/F1+/Perspective Stable) et Société Générale (SG, 'AA'/F1+/Perspective Stable).

BMCI est détenue à 65% par BNPP et est fortement intégrée dans le groupe. Fitch estime qu'en cas de besoin la probabilité que BNPP apporte son soutien à BMCI est extrêmement forte. Néanmoins, la note plafond attribuée à l'Etat souverain marocain rend cette probabilité de soutien seulement forte.

BMCI est la quatrième banque du Maroc, avec des parts de marché d'environ 9% des dépôts et 13% des prêts. L'intégration de BMCI dans le groupe BNPP est forte et permet à BMCI de bénéficier de l'expertise et des ressources de son parent. Dans les faits BNPP contrôle la stratégie de la banque et est impliquée dans sa gestion au quotidien. L'ambition de BMCI est d'être reconnue comme l'une des principales banques du Maroc, offrant des services de haute qualité, ciblant une clientèle haut-de-gamme et capitalisant sur son appartenance au groupe BNPP.

Eqdom est détenu à 35% par Société Générale Financial Services Holding et à 19% par SGMB qui à son tour est détenue à 53% par SG. Fitch estime que SG soutiendrait Eqdom en cas de besoin. Cependant, SG n'étant pas un actionnaire majoritaire direct d'Eqdom, Fitch considère la probabilité d'un tel soutien modérée.

Eqdom est la deuxième société de crédit à la consommation la plus importante du Maroc avec une part de marché estimée à 25%. SG exerce un fort niveau de contrôle et est largement impliquée dans la société. En plus des prêts personnels, qui demeurent son activité principale (77% des prêts à fin S107), Eqdom propose également des crédits d'équipement et des crédits automobile de type LOA (location avec Option d'Achat).

La note de soutien de '2' attribuée à SGMB et CM reflètent selon Fitch la probabilité extrêmement forte de soutien en cas de besoin de la part de leur actionnaire principal respectif. CM est détenu à 52,6% par Crédit Agricole S.A. ('AA'/F1+/Perspective Stable). Néanmoins, la note plafond attribuée à l'Etat souverain marocain rend cette probabilité de soutien seulement forte.

SGMB est la cinquième banque du Maroc, avec des parts de marché d'environ 7% des dépôts et 9% des prêts.

© 2007 Tous droits réservés par Fitch, Inc., Fitch Ratings Ltd et ses filiales.

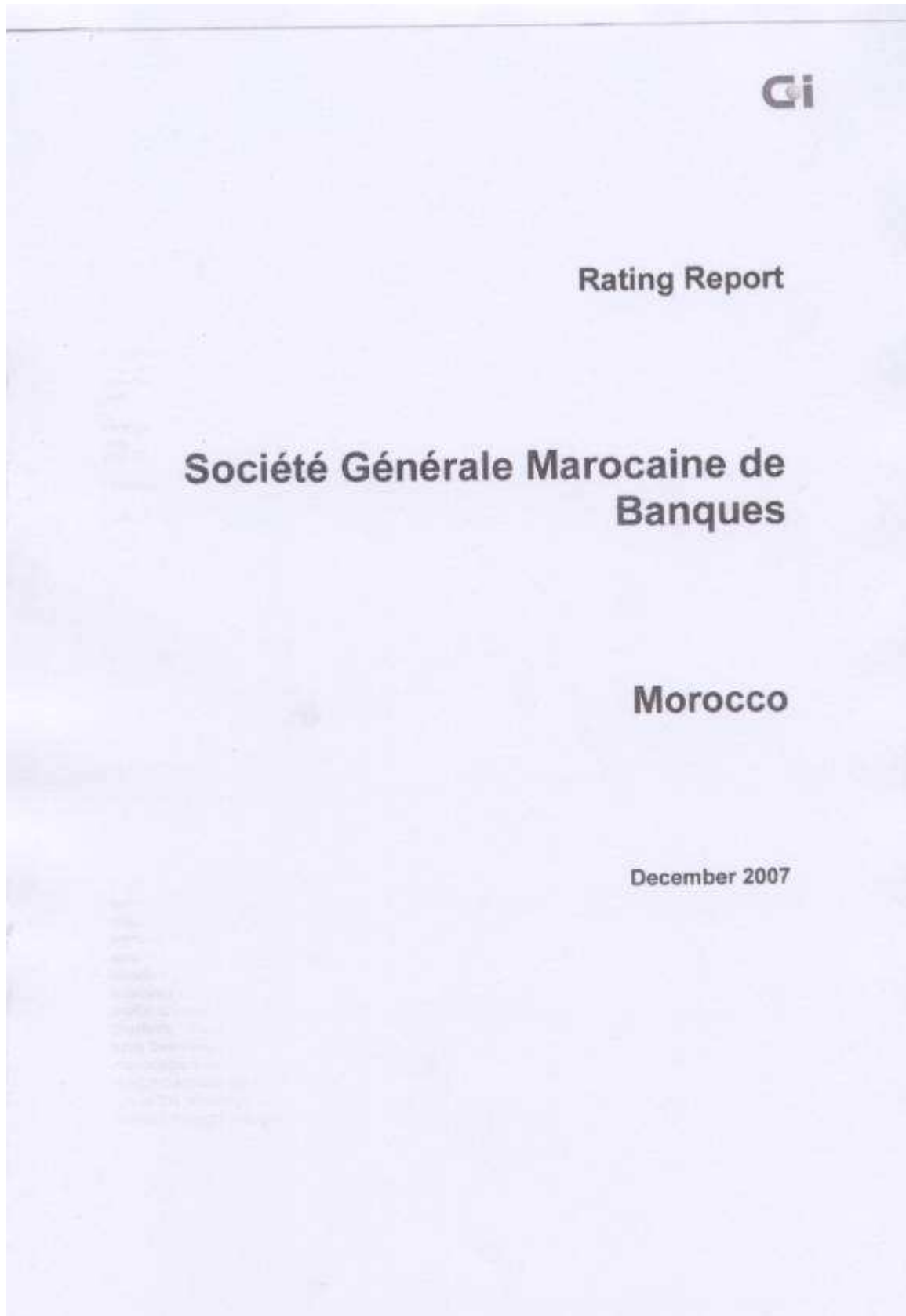
CM est la sixième banque du Maroc, avec des parts d'environ 5% des dépôts et 6% des prêts.

Une étude actualisée de BMCI, Eqdom, SGMB et CM est disponible pour chacune des entités sur le site de l'agence www.fitchratings.com.tn

Contacts: Sophie Martin-Glinel, Paris, Tel: + 33 1 44 29 92 72; Sonia Trabelsi, Tunis, +216 71 840 902.

Les définitions des notes de Fitch sont disponibles sur le site public de l'agence, www.fitchratings.com. Les notes publiées, les critères et les méthodologies sont également disponibles sur ce site, à tout moment. Le Code de conduite de Fitch, ses règles en matière de confidentialité, de conflits d'intérêts, de séparation vis-à-vis des sociétés affiliées, de conformité, ainsi que toutes autres règles et procédures appropriées, sont également disponibles dans la section « Code de Conduite » de ce site.

Les notes nationales de Fitch Ratings permettent d'évaluer la qualité de crédit relative des entités notées au sein d'un pays dont les notes souveraines internationales sont relativement faibles et où il existe une demande pour ce type de notation. La meilleure signature relative d'un pays étant notée 'AAA', les notes des autres émetteurs sont établies par rapport à celle-ci. Les notes nationales sont essentiellement à l'usage des investisseurs locaux sur des marchés locaux et sont accompagnées d'un identificateur correspondant au pays concerné, par exemple «AAA(mar)» pour des notes attribuées sur l'échelle nationale au Maroc. Les notes nationales ne sont donc pas comparables internationalement.



Ref: MAC808RR/12-07



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES

Casablanca, Morocco
December 2007

RATINGS

	Current	Last Changed From	Date	USD (mn) MAD (mn)	2006 USD	2006 MAD	2005 MAD	2004 MAD
Sovereign								
Long-Term:	BBB-	BB+	Oct 07	Total Assets	4,828	40,827	33,281	27,786
Short-Term:	A3	B	Oct 07	Net Loans	2,591	21,914	18,246	15,555
Outlook:	Stable	Stable		Total Deposits*	3,790	31,754	27,274	23,128
				Total Capital	368	3,114	2,842	2,505
				Gross Income	743	2,052	1,843	1,762
				Net Income	53	447	337	305
Foreign Currency				Exchange Rate: L/SG/MAD		8.437	9.249	8.218
Long-Term:	BBB-	BB+	Nov 07	*Customer + Interbank				
Short-Term:	A3	B	Nov 07					
Financial Strength	BBB-	BB+	Jan 01	%		2006	2005	2004
				NPLs / Gross Loans		9.41	12.19	15.57
Support	2	-	-	LLR / NPL		77.23	75.51	85.71
				Capital Adequacy Ratio		11.20	11.46	11.22
Outlook				Net Loans / Stable Funds		66.97	65.89	67.42
Foreign Currency	Stable	Negative	Nov 06	Interest Differential		5.38	6.15	6.72
Financial Strength	Stable	Negative	Nov 06	Cost / Income		53.18	54.57	54.30
				ROAA		1.21	1.10	1.12

RATINGS DRIVERS

Supporting the Rating

- Majority owned by Société Générale
- Peer group's best interest differential results in the sector's best operating profitability
- Continued strong growth in customer deposits

Constraining the Rating

- Still high non-performing loan (NPL) ratio, although improving
- Tightening margins, in line with the sector

RATING RATIONALE

SGMB has a good and strengthening banking franchise in the Moroccan market. The Bank has long been able to generate very good margins despite increased competition and falling domestic interest rates. SGMB's low cost of funds and high earnings on interest-earning assets have resulted in the sector's highest interest differential, despite narrowing over the last few years. Non-performing loans again fell in actual amount in 2006 and continued to fall as a percentage of gross loans. They still remain high against gross loans but are expected to fall further over the next two years. Provisioning improved and is at an adequate level. In a banking sector that displays good liquidity, SGMB's liquidity profile is more than comfortable, particularly taking into account the majority shareholder of Société Générale. Capital is adequate, free capital has improved sharply. Results for 2007 to date (Q3 2007) have been very good and a noted rise in earnings is expected for the full year. On account of the improvement in most financial areas together with its market position and strong ownership, SGMB's foreign currency rating is upgraded to BBB-. The short-term rating is also upgraded to A3. Both ratings are at the sovereign ceiling for Morocco. Going forward, CI expects to see upward pressure on the financial strength rating provided continued improvement is maintained.



BANK HISTORY AND STRATEGIES

Bank History

Société Générale Marocaine de Banques (SGMB) is the product of a 1962 incorporation of the local operations of France's Société Générale (SG), whose interest in SGMB is now 53.0%. Local investors Groupe Deveco Souss and Groupe Hakam hold 31.4% and 4.9% respectively. SGMB staff holds 2.0% while other institutional and individual owners hold the remaining 8.7%. In 2003 SGMB became a société anonyme, with a Directoire and Conseil de Surveillance (Board of Directors), and its shares are not listed. SG holds six of twelve seats on the Conseil de Surveillance and is deeply involved in management, with seven French expatriate secondees, including Président of the Directoire and other senior positions. The French parent contributes significantly to the Bank's strategy and operations. The Bank has a distribution network of 232 branches (as at end 2006) in the kingdom and several co-operated branches in France within the network of SocGen.

Current Business Model

SGMB is Morocco's fifth largest bank by both total assets and total capital, commanding a market share of 10% in assets and loans. Staff totalled 2,185 at end June 2007. The Bank engages in a full range of banking activities and provides corporate, retail, capital markets and non-banking services. Like other Moroccan banks, SGMB is actively expanding its retail banking business and is viewing that as the leading edge of its marketing efforts. Business in this segment has been developed through the increase mainly in mortgage loans, as other areas of consumer credit have largely been flat throughout the economy for the past two years. In spite of the market conditions, SGMB could strengthen its market share on consumer loans through its fully-owned subsidiary Sogéfinancement. In commercial banking, its target market is the large corporate sector, as well as local exporters. Its business model is based on its strong local knowledge of the market together with the infrastructure and strength of SocGen.

Principal Business Strategies

The Bank's strategy is focussed in two areas. One is to become a leading commercial bank for large Moroccan corporates, including participating in investment bank operations; the other (on the retail side) is to promote multi-product activity to the Bank's high net worth customers and increasingly towards the upper-middle retail customer segment. Particularly in regard to the latter, this includes a continued expansion of the branch system as well as the further development of the ATM network, a phone banking system, including a new call centre and internet banking. SGMB is the first bank in Morocco to operate an interconnected CRM and call-centre platform, enabling its customers an access to expanded banking service. The Bank plans to expand its network to a total of 400 branches up to 2010 and might introduce an array of lower-segment branches to reach the lower end of the market in which it is not sufficiently present.



KEY FINANCIAL ISSUES

Accounts are audited by Ernst & Young, Casablanca to standards conforming to Moroccan Accounting Standards (MAS). The auditors' report is unqualified.

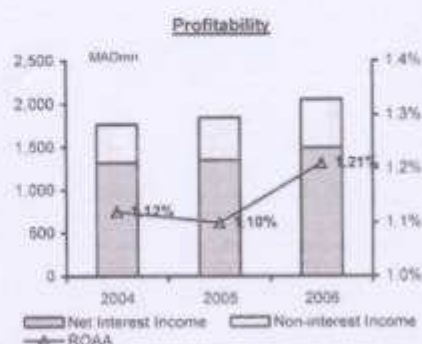
REVENUE

Good level of returns, and on an upward trend SGMB has recorded good and steady returns over the years, and further improvement was achieved in 2006. Asset-based returns grew in 2006 and are now approaching some of the leading peer banks. In 2006, SGMB's return on average assets increased to 1.21% (2005: at 1.10%). The good level of returns reflects the performance of interest income activities, particularly the growing loan book aided by a low cost deposit funding base.

High margins aided by low cost of funds

Earnings are dominated by interest income activities. Net interest income rose by a healthy 11% in 2006 to MAD1,490mn (USD178mn).

Against average assets, it remained high at 4% although down slightly from the previous year. Lower market interest rates together with competition have squeezed margins slightly. In 2006, SGMB's interest income was up by 12% to MAD1,871mn.



Interest expense was up by 18%, but from a low base, to MAD381mn. The increase reflected the growth in the Bank's customer deposit base. Nevertheless, SGMB's funding cost remained very low at just 1.17% - 6bp lower than in 2005. The Bank's interest on average earning assets declined by 83bp to 6.55%. In turn, the interest differential narrowed by 77bp to a still very high 5.38% (2005: 6.15%). However, there remains a noted downward trend as market interest rates fall and competition grows. SGMB still records both the sector's highest interest on average earning assets and its lowest funding cost. As a result, the Bank's interest differential is the highest in the market.

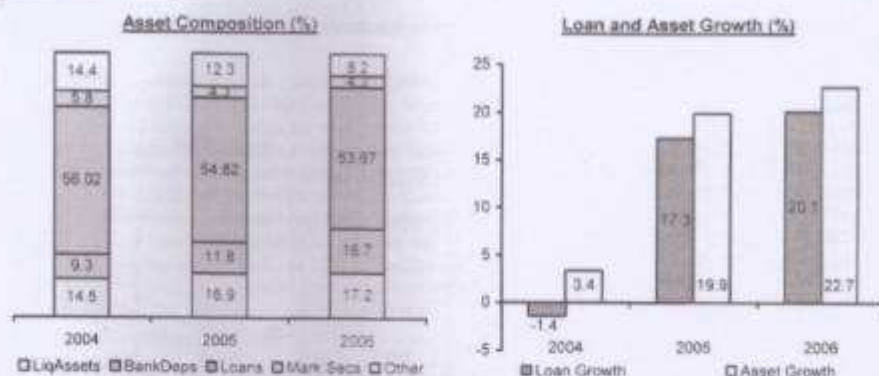
Low level of fee and commission income; potential remains for expansion In contrast to the high interest differential and very good interest earning activities, non-interest income is still low at SGMB. It formed only 27% of gross income at end 2006. The majority of non-interest income is derived from fee and commission income which rose by just 2% in 2006. However, the strategy for asset expansion remains linked more towards margins and interest levels as opposed to fees. The Bank does not break down its other income sources which includes trading income from forex and securities.

Expense base reflects growing branch network Operating expenses were higher by 5% in 2006 to MAD1,091mn. Expenses are connected mainly to staff expenses. The growing branch network contributes to the pressure on the cost base. Operating expenses represented 2.94% (2005: 3.30%) of average assets, the ratio of which has fallen in each of the last four years. Against gross income, it fell slightly to a reasonable 53% of gross income. Over the last 4 years, the rise in operating expenses has been low and the Bank has recorded improvement in cost efficiency relative to the asset base.

Good performance at the operating profit level in 2006 Operating profit recorded a robust rise of 15% to MAD961mn (USD113.6mn). This represented 2.59% of average assets, the highest in the peer group. The provision charge fell by 52% to MAD124mn, reflecting improved loan asset quality and good provisioning overall. The provision charge relating to investments grew significantly in 2006. Relating to a couple of securities, it remained small overall. Net profit was up by 32% to MAD447mn (USD52.8mn).



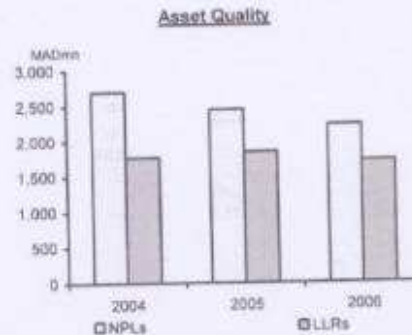
BALANCE SHEET



Rising loan portfolio but still ample room for growth Despite loan growth of 20% in 2006, loans as a proportion of total assets remained steady at 54% at the year-end. The profile of the asset base was still highly liquid at end 2006, with 17% comprising liquid assets (central bank and cash) and 17% bank deposits. The 54% level is broadly in line with the Moroccan banking sector. Loan growth for SGMB has been low prior to 2006, in part reflecting loan asset quality challenges and a more conservative approach by management. The loan growth that has occurred has been led by retail and consumer lending, particularly mortgage lending. The Moroccan economy has performed well over the last few years and this, together with overall banking maturity in the market, has provided good opportunities for loan growth. The Bank's corporate loan book has been declining over the last few years as a proportion of the total portfolio. Total assets grew by a higher 23% in 2006, led by loans and bank placements.

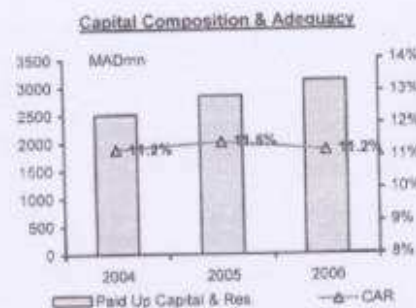
Good improvement in SGMB's loan asset quality Noted improvement in loan asset quality at SGMB was seen in 2006. Non-performing loans declined by 9.2% to MAD2,225mn (USD263mn), reflecting loan asset quality improvement and some recoveries. Loans are classified as past due at 90 days. Classification and reporting of NPLs are done to Moroccan central bank guidelines. While a tightening of those guidelines resulted in an increase in NPLs in 2003, a greater increase occurred in 2004. That increase, of 61%, was largely the result of internal changes at SGMB. With the introduction of the new President in 2004, the Bank took a very much more conservative approach to NPL recognition (as well as to provisioning). Consequently, NPLs rose by a net MAD1.0 billion and at year-end 2004 accounted for a high 15.6% of gross loans. Over the last two years, the NPLs have fallen by MAD470mn. At end 2006, NPLs to gross loans ratio was 9.4% (12.2% in 2005). The average NPL ratio for the sector was around 12% at end 2006.

Good provisioning coverage Together with the lower level of NPLs, SGMB's provisioning ratio improved marginally in 2006. Loan-loss reserves to NPLs ratio was a sound 77% in 2006 against 76% in 2005. The Bank's investments in affiliates and its branch expansion programme have had an adverse effect on SGMB's free capital situation. In fact up to 2005, the Bank had a negative free capital funds position. It turned positive in 2005 and grew significantly in 2006. As a result, unprovided NPLs to free capital fell to 56% from over 100% previously.



Good capital adequacy position SGMB's capital position is adequate taking into consideration the majority ownership by SocGen. Retained earnings have been the sole source of increased capital for some years. The Bank again paid a dividend of MAD234mn in 2006 and taking this into account, total capital rose by 10% in 2006 to MAD3,114mn (USD368mn).

CI's conservative weighting of assets indicated a 17% rise in risk-weighted assets in 2006. According to central bank methodology, the Bank's risk asset ratio (RAR) was 11.2% at end 2006 against 11.5% previously. This is about the average level for the peer group. The Bank's internal capital generation ratio of around 6% is fairly low but adequate at this point in time. As mentioned above, SGMB's free capital grew significantly in 2006. On a Basel II basis, the capital adequacy ratio is currently 8.6%. It is the Bank's intention to raise capital according to the development of its asset base in 2008.

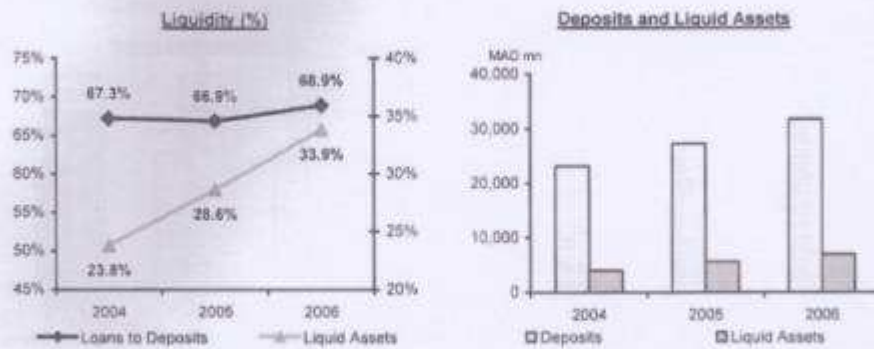


Funding dominated by customer deposits As indicated in the balance sheet profile above, SGMB has a very good liquidity profile and has ample room liquidity-wise to grow the loan portfolio further. Customer deposits are by far the main source of funding, representing 78% of total liabilities and capital at year-end 2006. Deposits rose by a solid 17% in 2006. Higher deposit growth is mainly the result of the expanding branch network. At year-end 2006 total customer deposits represented 88% of all deposits. SGMB's liquidity profile compares favourably to the peer group but behind the large institutions such as Attijariwafa Bank.

Cheap demand deposits form the majority of the customer deposit base. They grew by a strong 20% in 2006. This growth has permitted the Bank to not rely heavily on either time deposits or interbank borrowings. Those sources, together with other deposits, represent around 30% of total liabilities and capital. Interbank borrowings again grew significantly in 2006 but remain comfortable at 10% of liabilities and capital. Moreover, as stated above, bank placements grew strongly in 2006 and overall the Bank remained a net placer.

SGMB's liquidity ratios remain sound despite the tightening in the loans and deposit base ratios. Net loans to customer deposits was a low 69%. Net loans to stable funds rose slightly to 67%. The growth in Bank placements saw the liquid assets ratio rise to a solid 34%.





OUTLOOK

SGMB's results for the first half of 2007 were very good with net profit of MAD325mn against MAD283mn for the corresponding period of 2006. Both interest and non-interest income activities performed well. Loans and advances continued to record good growth and stood at MAD24,186mn at June 2007. Total assets amounted to MAD43,966mn. Customer deposits also expanded, rising to MAD34,137mn.

The outlook for SGMB is considered very favourable on the back of a growing asset and loan base together with continued cheap deposit funding. Interest income will continue to record good growth. The planned capital increase in 2008 will support further balance sheet expansion. At the same, loan asset quality continues to improve, aided by a healthy domestic economy and proactive management.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES

21-Dec-2007

MA08

PERFORMANCE RATIOS				
	External Audit	AUD 12/2006	AUD 12/2005	AUD 12/2004
A. SIZE FACTORS				
1 Total Assets (USD 000)		4,827,562	3,598,368	3,378,887
2 Total Capital (USD 000)		368,168	307,327	304,844
B. ASSET QUALITY				
3 Total Assets Growth Rate (Year on Year %)		22.67	19.86	3.43
4 Loan-Loss Reserve to Gross Loans (%)			9.21	10.20
5 Non-Performing Loans to Gross Loans (%)			12.19	15.57
6 Loan-Loss Reserve to Non-Performing Loans (%)			75.51	65.71
7 Unprovided Non-Performing Loans to Free Capital (%) (2)				
8 Loan-Loss Provision Charge on Gross Loans (%)		0.57	1.30	2.85
9 Reserve for Dimin. of Investments to Total Investments (%)				
10 Related Party Loans to Total Capital (%)				
11 Total Contingents on Total Assets (%)		19.61	22.16	24.20
C. CAPITAL ADEQUACY				
12 CI Risk Asset Ratio (%)		3.03	1.60	-0.25
13 Estimated BIS Risk Asset Ratio (%)		5.94	6.16	5.40
14 Estimated BIS RAR on Tier One Capital (%)		6.94	6.16	5.40
15 Actual Risk Asset Ratio to Local Standards (%)			11.46	11.22
16 Internal Capital Generation (%)		6.03	12.11	4.32
17 Total Capital Growth Rate (Year on Year %)		9.54	13.46	5.46
18 Total Capital to Total Assets (%)		7.63	8.54	9.02
19 Total Capital to Gross Loans (%)		14.21	14.14	14.46
20 Free Capital Funds (MAD 000)		925,059	416,754	-55,011
21 Estimated BIS RAR Shortfall (MAD 000)		330,003	501,999	672,616
22 Risk Weighted Assets on Total Footings (%)		65.18	67.13	68.62
D. LIQUIDITY				
23 Net Loans to Total Deposits (%)		60.52	62.90	66.22
24 Net Loans to Total Customer Deposits (%)		68.92	66.90	67.26
25 Net Loans to Stable Funds (%)		66.97	65.69	67.42
26 Customer Deposits to Total Deposits (%)		67.81	64.02	68.47
27 Liquid Asset Ratio (%)		33.85	28.64	23.82
28 Quasi-Liquid Asset Ratio (%)		38.11	32.90	29.62
29 FX Currency Assets to FX Currency Liabilities (%)				
30 FX Currency Loans to FX Currency Deposits (%)				
31 Interbank Assets to Interbank Liabilities (%)		154.86	225.83	715.17
32 Net Interbank Assets (MAD 000)		2,407,034	2,182,205	2,216,161
E. PROFITABILITY				
33 Return on Average Assets (%)		1.21	1.10	1.12
34 Return on Average Equity (%)		16.00	12.61	12.50
35 Underlying Profits on Average Assets (%)		2.53	2.72	2.97
36 Underlying Profits on Average Equity (%)		31.53	31.07	33.22
37 Funding Cost (%)		1.17	1.23	1.21
38 Interest on Average Earning Assets (%)		6.55	7.38	7.93
39 Interest Differential (%)		5.38	6.15	6.72
40 Non-Interest Income to Gross Income (%)		27.38	27.01	25.26
41 Operating Expenses to Gross Income (%)		53.16	54.57	54.00
42 Operating Profit Growth Rate (%)		14.73	4.00	-6.21
43 Operating Profit on Average Assets (%)		2.59	2.74	2.95
44 Risk Provisioning Charge to Operating Profit (%)		30.59	35.43	52.76
45 Dividend Payout Ratio (%)		52.39	0.00	57.52
RATES				
Exchange Rate (Units per USD)		8.4570	9.2490	8.2180
Inflation Rate (%)		3.28	3.20	3.00
Imputed Interest Rate on Free Capital (%)		3.29	3.65	3.75
(Discount Rate)				NA

NOTES:



BALANCE SHEET - ASSETS (MAD 000)														
RISK WGHT	External Audit	12/2004 USD 200	AUD 12/2005	AUD 12/2006	AUD 12/2007	AUD 12/2008	Growth (%)				Breakdown (%)			
							12/2005	12/2006	12/2007	12/2008	12/2009	12/2010	12/2011	12/2012
LIQUID ASSETS														
2%	Cash & T Day	224,259	1,854,853	1,203,247	885,125	831,033	37.49	39.61	5.39	26.40	4.04	2.62	2.40	2.20
1%	Central Bank	403,876	5,109,582	4,412,275	3,371,437	3,891,961	15.74	33.87	18.58	34.83	12.51	12.26	12.74	10.77
10%	Treasury Bils													
20%	Government Securities													
20%	Other													
	TOTAL LIQUID ASSETS	628,135	7,001,340	5,615,522	4,256,562	4,723,000	26.69	36.78	14.81	34.95	17.15	15.37	15.34	13.13
DEPOSITS WITH BANKS														
20%	Short - Up to 1 Year	808,329	5,815,123	3,918,494	2,575,415	1,875,187	14.71	52.91	37.36	36.07	16.70	11.77	5.28	6.30
20%	Short - Other													
100%	Non - Call Medium Term													
	TOTAL DEPOSITS WITH BANKS	808,329	5,815,123	3,918,494	2,575,415	1,875,187	14.71	52.91	37.36	36.07	16.70	11.77	5.28	6.30
MAINTENANCE DEPOSITS														
100%		200,500	1,737,918	1,417,304	1,820,287	1,343,411	33.62	11.31	4.26	14.33	4.26	4.26	3.80	5.75
LOANS AND ADVANCES														
20%	Government Guaranteed													
50%	Real Mortgage Loans													
100%	Real Short & Short Term	2,326,829	18,877,882	13,394,982	8,980,847	8,345,676	28.98	133.79	-16.55	-44.38	48.20	48.17	20.37	31.28
100%	Other	284,342	2,235,528	2,274,126	2,450,000	2,397,052	1.91	87.83	29.92	24.77	5.48	9.89	4.07	15.89
100%	Non-Performing Loans (%)													
100%	Loan Loss Reserve (%)													
	TOTAL LOANS AND ADVANCES	2,611,171	21,113,410	15,669,108	11,430,847	10,742,728	30.10	127.89	-12.37	-24.61	53.68	58.06	24.44	47.17
100%	TRADE CREDIT INVESTMENTS	38,880	480,784	1,040,386	393,435	384,130	14.88	15.42	2.71	20.50	1.78	3.78	2.26	2.25
100%	INVESTMENT SECURITIES	127	1,542	1,251	1,011	1,011	20.21	18.18	47.72	3.77	3.20	3.20	3.20	3.19
100%	INVESTMENT SECURITIES & APPLIES	127	1,542	1,251	1,011	1,011	20.21	18.18	47.72	3.77	3.20	3.20	3.20	3.19
100%	FIXED ASSETS	181,524	1,282,281	1,284,755	1,279,483	1,253,935	1.36	-0.34	1.75	-15.05	1.32	5.49	4.43	4.27
100%	OTHER ASSETS	40,285	584,978	611,784	611,610	635,104	11.31	17.58	-17.28	14.34	1.85	1.85	1.85	2.17
	TOTAL ASSETS	4,827,802	40,525,994	31,297,322	27,762,889	26,544,901	22.47	19.85	5.43	8.95	100.00	100.00	100.00	100.00
CONTINGENT ACCOUNTS														
100%	Fin. Securitization/Contingencies	192,395	1,624,545	1,328,320	818,871	847,772	32.47	49.74	-13.06	-18.94	30.25	18.63	12.19	11.78
50%	Net Performance Bonds	577,083	4,486,220	4,962,882	4,180,521	4,436,934	-1.89	16.42	-7.26	5.85	50.36	50.22	50.91	55.95
20%	Collateral & Govt Guarantees	1,777,429	1,300,515	1,264,280	1,843,713	2,099,685	-18.85	-30.29	52.85	52.85	15.74	17.15	27.00	33.17
10%	Securitization & Govt Lias													
	TOTAL CONTINGENT ACCOUNTS	2,546,907	7,411,280	7,555,482	6,843,105	7,384,391	8.37	8.75	-16.53	17.58	100.00	100.00	100.00	100.00
	TOTAL LIABILITIES	7,374,789	47,937,274	38,852,804	34,605,994	33,929,292	20.71	17.88	-1.17	8.46	-	-	-	-
	NET ASSETS	1,753,013	12,588,720	12,444,518	13,156,895	12,615,609	15.60	15.14	-0.51	8.99	-	-	-	-

BALANCE SHEET - LIABILITIES (MAD 000)														
		USD 000	12/2004	12/2005	12/2006	12/2007	Growth (%)				Breakdown (%)			
INTERBANK LIABILITIES														
	Current & T Day	152,197	1,287,127	1,076,232	545,231	821,250	19.88	94.18	-78.27	389.05	1.15	3.25	5.32	2.39
	Short	369,912	3,124,962	888,087	215,033	708,421	214.86	288.83	-69.94	229.62	7.69	1.89	5.77	2.94
	Other													
	TOTAL INTERBANK LIABILITIES	522,109	4,412,089	1,964,319	760,264	1,529,671	19.46	94.41	-78.27	389.05	10.01	5.27	5.30	5.14
CUSTOMER DEPOSITS														
	Current	2,213,402	18,718,180	15,813,273	12,966,134	11,466,704	19.88	38.73	15.02	5.79	49.85	46.81	46.81	42.83
	Savings	478,894	4,004,636	3,759,889	3,333,868	3,033,771	8.94	11.29	10.99	10.46	9.84	11.13	12.01	11.19
	Time	867,246	7,588,011	6,518,376	5,740,968	5,777,270	11.28	18.04	-6.32	10.38	10.88	20.49	39.73	21.62
	Other	172,950	1,465,747	1,133,786	1,051,578	989,087	38.93	7.94	-12.29	14.35	2.95	9.47	8.76	3.21
	TOTAL CUSTOMER DEPOSITS	3,732,492	31,776,574	27,225,324	23,102,548	21,266,832	19.57	17.68	-2.25	4.96	77.84	67.65	67.65	68.86
OTHER LIABILITIES														
	TOTAL DEPOSITS - INTERBANK	4,145,713	35,295,283	29,248,643	26,068,692	22,733,533	34.91	33.35	-4.18	8.94	88.85	87.18	84.82	84.12
	OTHER LIABILITIES	1,187,775	1,508,832	1,435,289	1,772,942	1,819,825	5.36	-16.28	-7.68	1.70	5.46	4.30	5.18	7.13
ACCUMULATED TAX LIABILITIES														
TIER TWO CAPITAL														
	Asset Revaluation Reserve	0	0	0	0	0	-	-	-	-	0.00	0.00	0.00	0.00
	Hybrid Capital Instruments	0	0	0	0	0	-	-	-	-	0.00	0.00	0.00	0.00
	Subordinated Term Debt	0	0	0	0	0	-	-	-	-	0.00	0.00	0.00	0.00
	TOTAL TIER TWO CAPITAL	0	0	0	0	0	-	-	-	-	0.00	0.00	0.00	0.00
TIER ONE CAPITAL														
	Paid Up Capital	1,98,347	1,170,000	1,170,000	1,170,000	1,170,000	0.00	0.00	0.00	0.00	2.87	3.82	4.21	4.38
	Minority Interests	0	0	0	0	0	-	-	-	-	0.00	0.00	0.00	0.00
	Reserves	229,821	1,843,595	1,873,489	1,335,307	1,268,581	16.21	35.29	19.75	-13.57	4.75	3.23	3.31	4.49
	TOTAL TIER ONE CAPITAL	228,168	3,013,595	3,043,489	2,505,307	2,438,581	15.54	15.45	5.46	-8.32	7.82	3.82	3.82	4.88
	TOTAL CAPITAL	228,168	3,013,595	3,043,489	2,505,307	2,438,581	15.54	15.45	5.46	-8.32	7.82	3.82	3.82	4.88
	TOTAL LIABILITIES AND CAPITAL	4,827,882	40,525,994	31,297,322	27,762,889	26,544,901	22.47	19.85	5.43	8.95	100.00	100.00	100.00	100.00

PROFIT AND LOSS ACCOUNT (MAD 000)														
		USD 000	12/2004	12/2005	12/2006	12/2007	Growth (%)				% of Average Total Assets			
	Interest Income	21,196	1,371,417	1,397,474	1,380,370	1,387,591	12.21	4.48	-1.15	-1.34	3.08	3.48	3.34	3.41
	Interest Expense	-49,282	-391,267	-332,140	-279,044	-311,725	-18.33	-12.46	-16.40	-17.68	-1.03	-1.06	-1.02	-1.01
	Net Interest	178,233	1,680,150	1,684,301	1,659,414	1,675,316	10.78	2.78	-2.58	-3.35	4.10	4.41	4.36	4.42
	Fees and Commissions	37,578	275,442	364,461	222,349	221,363	2.28	18.83	-5.89	14.13	0.71	0.57	0.51	0.47
	FX Trading Income				37,992	0						0.00	0.00	0.00
	Dealing Securities Income				28,832	0						0.10	0.00	0.00
	Other Investment Income	13,894	115,812	76,743	73,542	87,820	46.23	13.84	-27.89	71.24	0.31	0.28	0.28	0.38
	Other Income	20,759	178,562	163,667	37,430	120,129	14.23	110.89	-69.29	-0.43	0.47	0.39	0.14	0.47
	Net Interest Income	99,431	1,864,564	1,873,489	1,659,414	1,675,316	12.21	11.21	-1.15	-1.34	3.08	3.48	3.34	3.41
	GROSS INCOME	242,854	2,094,154	2,047,858	1,788,754	1,896,681	11.52	9.91	-0.37	0.92	3.59	3.56	3.42	3.88
	Administrative Expenses	80,440	842,567	765,872	755,3	844,775	7.75	3.74	6.38	6.20	2.27	2.69	2.75	2.84
	Depreciation	18,577	167,108	191,142	155,117	156,077	3.49	-3.56	-2.98	0.90	0.42	0.59	0.57	0.67
	Other Expenses	11,208	33,561	76,088	85,477	73,589	29.70	69.87	-12.74	-26.37	0.25	0.48	0.23	0.38
	OPERATING EXPENSES	109,225	1,043,280	1,038,092	995,490	1,074,441	8.46	5.72	5.13	2.94	2.94	2.35	2.35	2.83
	OPERATING PROFIT	133,629	1,050,874	1,009,766	793,264	822,239	14.73	4.80	8.21	5.26	0.59	2.74	3.85	3.60
	Provisions for Doubtful Debts	-14,776	-124,480	-282,554	-434,161	-439,386	-10.23	-47.27	-12.73	56.47	-0.34	-0.81	-1.91	-1.70
	Profit for Distribution	118,853	926,394	727,212	359,103	382,853	38.84	36.69	-10.17	-16.20	-0.85	-0.12	0.23	0.13
	GROSS PROFIT OR LOSS	79,883	801,913	524,658	325,033	443,467	25.33	40.15	-25.35	3.98	1.80	1.77	1.58	1.89
	Extraordinary Items	2,547	24,807	4,388	21,479	5,109	469.39	-103.39	110.52	108.04	0.27	-0.02	0.38	0.32
	Tax & Equivalent	-23,989	-245,161	-195,498	-266,728	-118,610	-29.77	-123.15	-19.49	-8.05	-18.86	-18.86	-18.86	-18.86
	NET PROFIT OR LOSS	52,441	481,559	337,262	325,784	309,956	0.43	0.51	-10.24	-4.16	1.21	-1.19	1.12	1.47
	Transfers/Adjustments	8,917	38,000	0	0	0	-	-	-	-100.00	0.16	0.88	0.88	0.88
APPROPRIATION														
	Minority Interests	0	0	0	0	0	-	-	-	-	0.00	0.00	0.00	0.00
	Dividend Share Issued	0	0	0	0	0	-	-	-	-	0.00	0.00	0.00	0.00
	Outflows	27,969	294,000	337,262	0	175,600	-19.81	-100.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
	Dividends in Reserves	25,053	273,127	337,262	0	175,600	-19.81	-100.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
	TOTAL	84,775	805,559	674,524	325,784	309,956	49.77	11.23	-18.24	-49.44	1.36	1.01	1.12	1.47

RATIO FORMULAE

A. Size Factors	
1. TOTAL ASSETS (USD 000)	
2. TOTAL CAPITAL (USD 000)	
B. Asset Quality Ratios	
3. TOTAL ASSETS GROWTH RATE (YEAR ON YEAR %)	$\frac{(\text{CURRENT YEAR TOTAL ASSETS} - \text{LAST YEAR TOTAL ASSETS}) \times 100}{\text{LAST YEAR TOTAL ASSETS}}$
4. LOAN-LOSS RESERVE TO GROSS LOANS (%)	$\frac{\text{LOAN-LOSS RESERVE} \times 100}{\text{GROSS LOANS}}$
5. NON-PERFORMING LOANS TO GROSS LOANS (%)	$\frac{\text{NON-PERFORMING LOANS} \times 100}{\text{GROSS LOANS}}$
6. LOAN-LOSS RESERVE TO NON-PERFORMING LOANS (%)	$\frac{\text{LOAN-LOSS RESERVE} \times 100}{\text{NON-PERFORMING LOANS}}$
7. UNPROVIDED NON-PERFORMING LOANS TO FREE CAPITAL (%)	$\frac{\text{NON-PERFORMING LOANS} - \text{LOAN-LOSS RESERVE} \times 100}{\text{FREE CAPITAL}}$
8. LOAN-LOSS PROVISION CHARGE ON GROSS LOANS (%)	$\frac{\text{PROVISIONS FOR DOUBTFUL DEBTS CHARGE} \times 100}{\text{GROSS LOANS}}$
9. RESERVE FOR DIMINUTION OF INVESTMENTS TO TOTAL INVESTMENTS (%)	$\frac{\text{RESERVE FOR DIMINUTION OF INVESTMENTS} \times 100}{\text{TOTAL INVESTMENTS}}$
10. RELATED PARTY LOANS TO TOTAL CAPITAL (%)	$\frac{\text{RELATED PARTY LOANS} \times 100}{\text{TIER ONE} + \text{TIER TWO CAPITAL}}$
11. TOTAL CONTINGENTS ON TOTAL ASSETS (%)	$\frac{\text{TOTAL CONTINGENTS} \times 100}{\text{TOTAL ASSETS}}$
C. Capital Adequacy Ratios	
12. C/RISK ASSET RATIO (%)	$\frac{\text{FREE CAPITAL FUNDS} \times 100}{\text{RISK WEIGHTED ASSETS} - \text{NON-FINANCIAL SUBS} - \text{FIXED ASSETS}}$
13. ESTIMATED BIS RISK ASSET RATIO (%)	$\frac{(\text{TOTAL CAPITAL} - \text{FINANCIAL SUBSIDIARIES}) \times 100}{\text{RISK WEIGHTED ASSETS}}$
14. ESTIMATED BIS RAR ON TIER ONE CAPITAL (%)	$\frac{\text{TIER ONE CAPITAL} - \text{FINANCIAL SUBSIDIARIES} \times 100}{\text{RISK WEIGHTED ASSETS}}$
15. ACTUAL RISK ASSET RATIO TO LOCAL STANDARDS (%)	AS REPORTED BY LOCAL CENTRAL OR COMMERCIAL BANKS
16. INTERNAL CAPITAL GENERATION (%)	$\frac{(\text{NET PROFIT} - \text{DIVIDENDS} - \text{EXTRAORDINARY ITEMS}) \times 100}{\text{TIER ONE CAPITAL}}$
17. TOTAL CAPITAL GROWTH RATE (YEAR ON YEAR %)	$\frac{(\text{CURRENT YEAR TOTAL CAPITAL} - \text{LAST YEAR TOTAL CAPITAL}) \times 100}{\text{LAST YEAR TOTAL CAPITAL}}$
18. TOTAL CAPITAL TO TOTAL ASSETS (%)	$\frac{\text{TOTAL CAPITAL} \times 100}{\text{TOTAL ASSETS}}$
19. TOTAL CAPITAL TO GROSS LOANS (%)	$\frac{\text{TOTAL CAPITAL} \times 100}{\text{GROSS LOANS}}$
20. FREE CAPITAL FUNDS (LOCAL CURRENCY)	TOTAL CAPITAL - FINANCIAL & NON FINANCIAL SUBSIDIARIES - FIXED ASSETS
21. ESTIMATED BIS RAR SHORTFALL (LOCAL CURRENCY)	IF BIS RISK ASSET RATIO IS LESS THAN 8% $(8.00 \times \text{RISK WEIGHTED ASSETS}) - (\text{TOTAL CAPITAL} - \text{FINANCIAL SUBSIDIARIES})$
22. RISK WEIGHTED ASSETS ON TOTAL FOOTINGS (%)	$\frac{\text{RISK WEIGHTED ASSETS} \times 100}{\text{TOTAL FOOTINGS}}$
D. Liquidity Ratios	
23. NET LOANS TO TOTAL DEPOSITS (%)	$\frac{\text{NET LOANS} \times 100}{\text{TOTAL CUSTOMER DEPOSITS} + \text{INTERBANK}}$
24. NET LOANS TO TOTAL CUSTOMER DEPOSITS (%)	$\frac{\text{NET LOANS} \times 100}{\text{TOTAL CUSTOMER DEPOSITS}}$
25. NET LOANS TO STABLE FUNDS (%)	$\frac{\text{NET LOANS} \times 100}{\text{STABLE FUNDS}}$
26. CUSTOMER DEPOSITS TO TOTAL DEPOSITS (%)	$\frac{\text{TOTAL CUSTOMER DEPOSITS} \times 100}{\text{TOTAL DEPOSITS} + \text{INTERBANK}}$
27. LIQUID ASSET RATIO (%)	$\frac{(\text{TOTAL LIQUID ASSETS} + \text{TOTAL DEPOSITS WITH BANKS}) \times 100}{\text{TOTAL ASSETS}}$
28. QUASI-LIQUID ASSET RATIO (%)	$\frac{\text{QUASI-LIQUID ASSETS} \times 100}{\text{TOTAL ASSETS}}$
29. FOREIGN CURRENCY ASSETS TO FOREIGN CURRENCY LIABILITIES (%)	$\frac{\text{FOREIGN CURRENCY ASSETS} \times 100}{\text{FOREIGN CURRENCY LIABILITIES}}$
30. FOREIGN CURRENCY LOANS TO FOREIGN CURRENCY DEPOSITS (%)	$\frac{\text{FOREIGN CURRENCY LOANS} \times 100}{\text{FOREIGN CURRENCY BORROWINGS} + \text{FOREIGN CURRENCY DEPOSITS}}$
31. INTERBANK ASSETS TO INTERBANK LIABILITIES (%)	$\frac{\text{TOTAL DEPOSITS WITH BANKS} \times 100}{\text{TOTAL INTERBANK LIABILITIES}}$
32. NET INTERBANK ASSETS (LOCAL CURRENCY)	TOTAL DEPOSITS WITH BANKS - TOTAL INTERBANK LIABILITIES



E. Profitability Ratios		
33. RETURN ON AVERAGE ASSETS (%)	$\frac{\text{NET PROFIT (or LOSS)} \times 100}{\text{AVERAGE TOTAL ASSETS}}$	
34. RETURN ON AVERAGE EQUITY (%)	$\frac{\text{NET PROFIT (or LOSS)} \times 100}{\text{AVERAGE TIER ONE CAPITAL + AVERAGE REVALUATION RESERVE}}$	
35. UNDERLYING PROFITS ON AVERAGE ASSETS (%)	$\frac{(\text{OPERATING PROFIT} - \text{INTEREST ON AVERAGE FREE CAPITAL}) \times 100}{\text{AVERAGE TOTAL ASSETS}}$	
36. UNDERLYING PROFITS ON AVERAGE EQUITY (%)	$\frac{(\text{OPERATING PROFIT} - \text{INTEREST ON AVERAGE FREE CAPITAL}) \times 100}{\text{AVERAGE TIER ONE CAPITAL + AVERAGE REVALUATION RESERVE}}$	
37. FUNDING COST (%)	$\frac{\text{INTEREST EXPENSE} \times 100}{\text{AVERAGE TOTAL DEPOSITS + INTERBANK + AVERAGE MEDIUM/LONG TERM LIABILITIES + AVERAGE HYBRID CAPITAL INSTRUMENTS + AVERAGE SUBORDINATED TERM DEBT}}$	
38. INTEREST ON AVERAGE EARNING ASSETS (%)	$\frac{\text{INTEREST INCOME} \times 100}{\text{AVERAGE CASH \& T-DAY + AVERAGE T-BILLS + AVERAGE GOVERNMENT SECURITIES + AVERAGE OTHER LIQUID ASSETS + AVERAGE TOTAL DEPOSITS WITH BANKS + AVERAGE MARKETABLE SECURITIES + AVERAGE NET LOANS}}$	
39. INTEREST DIFFERENTIAL (%)	$\text{INTEREST ON AVERAGE EARNING ASSETS (\%)} - \text{FUNDING COST (\%)}$	
40. NON-INTEREST INCOME TO GROSS INCOME (%)	$\frac{(\text{GROSS INCOME} - \text{NET INTEREST}) \times 100}{\text{GROSS INCOME}}$	
41. OPERATING EXPENSES TO GROSS INCOME (%)	$\frac{\text{OPERATING EXPENSES} \times 100}{\text{GROSS INCOME}}$	
42. OPERATING PROFIT GROWTH RATE (YEAR ON YEAR %)	$\frac{(\text{CURRENT YEAR OPERATING PROFIT} - \text{LAST YEAR OPERATING PROFIT}) \times 100}{\text{LAST YEAR OPERATING PROFIT}}$	
43. OPERATING PROFIT ON AVERAGE ASSETS (%)	$\frac{\text{OPERATING PROFIT} \times 100}{\text{AVERAGE TOTAL ASSETS}}$	
44. RISK PROVISIONING CHARGE TO OPERATING PROFIT (%)	$\frac{\text{PROV. CHARGE FOR DOUBTFUL DEBTS \& DIM. OF INVESTMENTS} \times 100}{\text{OPERATING PROFIT}}$	
45. DIVIDEND PAYOUT RATIO (%)	$\frac{\text{DIVIDENDS} \times 100}{\text{NET PROFIT (or LOSS)}}$	
DEFINITIONS:	FREE CAPITAL:-	FREE CAPITAL FUNDS + TIER TWO CAPITAL
	STABLE FUNDS:-	TOTAL CUSTOMER DEPOSITS + OFFICIAL DEPOSITS + MEDIUM/LONG TERM LIABILITIES + FREE CAPITAL FUNDS.
	QUASI LIQUID ASSETS:-	TOTAL LIQUID ASSETS + TOTAL DEPOSITS WITH BANKS + MARKETABLE SECURITIES.
	TOTAL INVESTMENTS:-	MARKETABLE SECURITIES + UNQUOTED INVESTMENTS + NON-FINANCIAL SUBSIDIARIES & AFFILIATES + FINANCIAL SUBSIDIARIES & AFFILIATES.
	RISK WEIGHTED ASSETS:-	WEIGHTED TOTAL OF ASSETS APPLYING THE FOLLOWING PERCENTAGES:-
		100% Non-DECD medium term deposits, marketable securities, bills discounted & short term loans, medium/long term loans, other loans, non-performing loans, loan-loss provisions, unquoted investments, non-financial subsidiaries & affiliates, fixed assets, other assets, financial guarantees / standby LCs / acceptances
		50% First mortgage loans, bid & performance bonds
		20% Government securities, other liquid assets, up to 1 year deposits with banks, short/other deposits with banks, government guaranteed / collateralised loans, LCs / bank & government guarantees
		10% T-bills, bonding for banks & governments.
		5% Interest rate swaps/bank & government LCs.
	GROSS LOANS:-	GOVERNMENT GUARANTEED, FIRST MORTGAGE LOANS, BILLS DISC. & SHORT TERM, MEDIUM/LONG TERM LOANS, OTHER LOANS, NON-PERFORMING LOANS.
	EQUITY:-	TIER ONE CAPITAL + ASSET REVALUATION RESERVE



RATINGS DEFINITIONS

Foreign and Local Currency Ratings

Foreign currency ratings refer to an entity's ability and willingness to meet its foreign currency denominated financial obligations as they come due. Foreign currency ratings take into account the likelihood of a government imposing restrictions on the conversion of local currency to foreign currency or on the transfer of foreign currency to residents and non-residents.

Local currency ratings for non-sovereign issuers are an opinion of an entity's ability and willingness to meet all of its financial obligations on a timely basis, regardless of the currency in which those obligations are denominated and absent transfer and convertibility restrictions. Both foreign currency and local currency ratings are internationally comparable assessments.

Foreign and local currency ratings take into account the economic, financial and country risks that may affect creditworthiness as well as the likelihood that an entity would receive external support in the event of financial difficulties.

Ratings assigned to banks and corporates are generally not higher than the local and foreign currency ratings assigned by CI to the relevant sovereign government. However, it may be possible for an issuer with particular strengths and attributes such as inherent financial strength, geographically diversified cash flow, substantial foreign assets, and guaranteed external support, to be rated above the sovereign.

The following rating scale applies to both foreign currency and local currency ratings. Short-term ratings assess the time period up to one year.

Long-Term Issuer Ratings

Investment Grade

- AAA The highest credit quality. Exceptional capacity for timely fulfilment of financial obligations and most unlikely to be affected by any foreseeable adversity. Extremely strong financial condition and very positive non-financial factors.
- AA Very high credit quality. Very strong capacity for timely fulfilment of financial obligations. Unlikely to have repayment problems over the long term and unquestioned over the short and medium terms. Adverse changes in business, economic and financial conditions are unlikely to affect the institution significantly.
- A High credit quality. Strong capacity for timely fulfilment of financial obligations. Possesses many favourable credit characteristics but may be slightly vulnerable to adverse changes in business, economic and financial conditions.
- BBB Good credit quality. Satisfactory capacity for timely fulfilment of financial obligations. Acceptable credit characteristics but some vulnerability to adverse changes in business, economic and financial conditions. Medium grade credit characteristics and the lowest investment grade category.

Speculative Grade

- BB Speculative credit quality. Capacity for timely fulfilment of financial obligations is vulnerable to adverse changes in internal or external circumstances. Financial and/or non-financial factors do not provide significant safeguard and the possibility of investment risk may develop.

01/06/2006



- B Significant credit risk. Capacity for timely fulfilment of financial obligations is very vulnerable to adverse changes in internal or external circumstances. Financial and/or non-financial factors provide weak protection; high probability for investment risk exists.
- C Substantial credit risk is apparent and the likelihood of default is high. Considerable uncertainty as to the timely repayment of financial obligations. Credit is of poor standing with financial and/or non-financial factors providing little protection.
- RS Regulatory supervision. The obligor is under the regulatory supervision of the authorities due to its weak financial condition. The likelihood of default is extremely high without continued external support.
- SD Selective default. The obligor has failed to service one or more financial obligations but CI believes that the default will be restricted in scope and that the obligor will continue honouring other financial commitments in a timely manner.
- D The obligor has defaulted on all, or nearly all, of its financial obligations.

Short-Term Issuer Ratings

Investment Grade

- A1 Superior credit quality. Highest capacity for timely repayment of short-term financial obligations that is extremely unlikely to be affected by unexpected adversities. Institutions with a particularly strong credit profile have a "+" affixed to the rating.
- A2 Very strong capacity for timely repayment but may be affected slightly by unexpected adversities.
- A3 Strong capacity for timely repayment that may be affected by unexpected adversities.

Speculative Grade

- B Adequate capacity for timely repayment that could be seriously affected by unexpected adversities.
- C Inadequate capacity for timely repayment if unexpected adversities are encountered in the short term.
- RS Regulatory supervision. The obligor is under the regulatory supervision of the authorities due to its weak financial condition. The likelihood of default is extremely high without continued external support.
- SD Selective default. The obligor has failed to service one or more financial obligations but CI believes that the default will be restricted in scope and that the obligor will continue honouring other financial commitments in a timely manner.
- D The obligor has defaulted on all, or nearly all, of its financial obligations.

Capital Intelligence appends "+" and "-" signs to foreign and local currency long term ratings in the categories from "AA" to "C" to indicate the strength of a particular bank is, respectively, slightly greater or less than that of similarly rated peers.

Outlook – expectations of improvement, no change or deterioration in a rating over the 12 months following its publication are denoted Positive, Stable or Negative.

Qualified – in cases where data and/or co-operation are such that it is not possible to formulate ratings to CI's high standards of robustness and reliability the letter "q" is appended to the ratings.

01/06/2006



Financial Strength Ratings

CI's financial strength ratings provide an opinion of a bank's inherent financial strength, soundness and risk profile. These ratings do not address sovereign risk factors, including transfer risk, which may affect an institution's capacity to honour its financial obligations, be they local or foreign currency. Financial strength ratings also exclude support factors, which are addressed by foreign and local currency ratings, as well as CI's support ratings. However, financial strength ratings do take into account the bank's operating environment including the economy, the structure, strength and stability of the financial system, the legal system, and the quality of banking regulation and supervision. Financial strength ratings do not assess the likelihood that specific obligations will be repaid in a timely manner.

The following rating scale applies to the financial strength rating.

- | | |
|-----|--|
| AAA | Financially in extremely strong condition with positive financial trends; significant strengths in other non-financial areas. Operating environment likely to be highly attractive and stable. |
| AA | Financially in very strong condition and significant strengths in other non-financial areas. Operating environment likely to be very attractive and stable. |
| A | Strong financial fundamentals and very favourable non-financial considerations. Operating environment may be unstable but institution's market position and/or financial strength more than compensate. |
| BBB | Basically sound overall; slight weaknesses in financial or other factors could be remedied fairly easily. May be limited by unstable operating environment. |
| BB | One or two significant weaknesses in the bank's financial makeup could cause problems. May be characterised by a limited franchise; other factors may not be sufficient to avoid a need for some degree of temporary external support in cases of extraordinary adversity. Unstable operating environment likely. |
| B | Fundamental weaknesses are present in the bank's financial condition or trends, and other factors are unlikely to provide strong protection from unexpected adversities; in such an event, the need for external support is likely. Bank may be constrained by weak market position and/or volatile operating environment. |
| C | In a very weak financial condition, either with immediate problems or with limited capacity to withstand adversities. May be operating in a highly volatile operating environment. |
| D | Extremely weak financial condition and may be in an untenable position. |

Capital Intelligence appends "+" and "-" signs to financial strength ratings in the categories from "AA" to "C" to indicate that the strength of a particular institution is, respectively, slightly greater or less than that of similarly rated peers.

Outlook – expectations of improvement, no change or deterioration in a rating over the 12 months following its publication are denoted Positive, Stable or Negative.

Qualified – in cases where data and/or co-operation are such that it is not possible to formulate ratings to CI's high standards of robustness and reliability the letter "q" is appended to the ratings.

01/08/2006



Support Ratings

CI's support ratings assess the likelihood that, in the event of difficulties, a bank would receive sufficient financial assistance from the government or private owners to enable it to continue meeting its financial obligations in a timely manner. Support ratings complement CI's financial strength ratings which, in effect, indicate the likelihood that a bank will fail due to inherent financial weaknesses and/or an unstable operating environment and therefore may require external support to avoid defaulting on its obligations. Neither financial strength ratings or support ratings take account of transfer and convertibility risks associated with sovereign events. The overall creditworthiness of an institution and default risk is captured by CI's foreign currency ratings. Foreign currency ratings take into account all factors affecting the likelihood of repayment including inherent financial strength, external support, the operating environment, and sovereign-related risks.

Although subjective, support ratings are based on a thorough assessment of a bank's ownership, market position and importance within the sector and economy, as well as the country's regulatory and supervisory framework and the credit standing of potential supporters.

The following rating scale applies to support ratings.

1. The likelihood of a bank receiving support in the event of difficulties is extremely high. The characteristics of a bank with this support rating may include strong government ownership and/or clear legal guarantees on the part of the state. The bank may also be of such importance to the national economy that state intervention is virtually assured. The ability and willingness of potential supporters to provide sufficient and timely support is extremely strong.
2. The likelihood of support is very high. The ability and willingness of potential supporters to provide sufficient and timely support is very strong.
3. The likelihood of support is high. The ability and willingness of potential supporters to provide sufficient and timely support is strong.
4. The likelihood of support is moderate. There is some uncertainty about the ability and willingness of potential supporters to provide sufficient and timely assistance.
5. The likelihood of support is low. There is considerable uncertainty about the ability and willingness of potential supporters to provide sufficient and timely assistance.

01/06/2006

